

909.09822

STX

J

P462

61

YUGOSLAVIE

LOGIQUES DE L'EXCLUSION

Peuples Méditerranéens 61

MEDITERRANEAN PEOPLES

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
STACKS



909.09022
P462
no 61

THE LIBRARY OF THE

APR 20 1993

UNIVERSITY OF ILLINOIS
URBANA-CHAMPAIGN

YOUGOSLAVIE

LOGIQUES DE L'EXCLUSION

PEUPLES MÉDITERRANÉENS / MEDITERRANEAN PEOPLES N° 61
Revue trimestrielle : Octobre-décembre 1992

Mirjana Morokvasic : Chez nous, la guerre..... 3

L'engrenage

Branko Horvat : Les caprices de l'économie (1945-1992).. 7
Nenad Pejic : Les médias et la guerre..... 35
Milovan Danojlic : La patrie en péril de patriotisme..... 47
Ivan Vejvoda : Les intellectuels et la guerre..... 51
Silvano Bolcic : La Sociologie et la "guerre intérieure"..... 61
Horst Grabert : Le grand détour..... 81

Rapports de coexistence

Milovan Danojlic : Vivre avec la haine..... 87
Vladimir Goati : Les effets de la démocratie majoritaire... 103
Vjeran Katunaric : Multi-ethnicity and political change.... 123
Milorad Pupovac : Les Serbes pris dans l'étau..... 145

Anthropologie de la guerre

Bogdan Bogdanovic : Mémoires brouillées..... 151
Hamidja Demirovic : Sarajevo, ville métaphore..... 157
Ivan Colovic : Le folklore et la politique..... 165
Obrad Savic : La pensée militaire..... 171
Zarko Korac : Fin d'une utopie ou esquisse
d'une société névrotique..... 177

Rapports de sexe et guerre

Rada Ivekovic : Les femmes, le nationalisme et la guerre.....	185
Helke Sander : Une guerre de mâles à l'extrême	201
Zarana Papic : Ex-citoyennes dans l'ex-Yougoslavie.....	205
Dragisa Draskovic : Baranja au bord de la famine.....	217

Voix et tableaux

Appel des neurologues pour la paix	221
Ines Saskor : Des Faits.....	225
Todor Markovic : Une faute imaginaire.....	227
Zlatomir Popovic : Lettre aux six Présidents de la République.....	229
Pierre Krizanic : Je me présente.....	231
Horst Hawemann : Journal de Croatie.....	233
Nebojsa Popov : Lettre à Jovan.....	241
Mira Erceg : La mort lente de mon pays.....	245

Arrêter la guerre

Zagorda Golubovic : Une société en guerre.....	251
Gojko Nikolis : Quel est le prix de la liberté?.....	255
Milorad Pupovac : Les minorités : clé de la paix ou casus belli.....	259
Nebojsa Popov : Du bord du gouffre, quelques mots sur la tolérance.....	265
Dusan Janjic : Les minorités entre absence de droit et démocratie.....	271

Mirjana Morokvasic : Logiques de l'exclusion.....	279
--	-----

Résumés/Abstracts	295
-------------------------	-----

*Cette livraison de Peuples Méditerranéens a été dirigée par
Mirjana Morokvasic
avec la collaboration de Vinca Vumans*

Présentation

CHEZ NOUS, LA GUERRE

Mirjana MOROKVASIC

Les espoirs qu'avaient éveillés les événements de 1989 s'estompent, les doutes s'installent. A l'ouest, l'Europe s'efforce de poursuivre sa longue marche vers l'union; cette marche est de plus en plus fragile et compromise. A l'est, l'Europe se décompose, est emportée par l'égoïsme des nations. La guerre yougoslave, aujourd'hui perçue comme un fait isolé, pourrait n'être que le prélude d'un tournant du siècle. Elle remet à l'ordre du jour la dimension fatale du retour des nations en Europe centrale et orientale, où les précédentes tentatives de désenchevêtrement ont déjà conduit à des catastrophes. Des conflits du même ordre dans l'immense espace de ce qui fut l'URSS (où apparemment n'existent que deux ou trois frontières incontestées) ne sont plus de simples phantasmes mais une réalité déjà inquiétante.

Parmi les guerres qui sévissent en différents points du globe, la guerre yougoslave fait constamment, depuis un an et demi, l'actualité. Cible d'un "tourisme" bien particulier¹, elle est en Europe l'enjeu de débats politiques qui d'ailleurs sont parfois étrangers à la Yougoslavie elle-même. Cette guerre est bien notre guerre, notre guerre européenne, qui nous touche et doit nous toucher par sa proximité. En même temps, nous, Européens, voulons être du "bon" côté, bien marquer notre distance par rapport à la barbarie, à des horreurs qui ne seraient qu'au "seuil de notre maison". Elles n'appartiennent pas à notre

¹ *Guardian*, 16 décembre 1992, parle du tourisme de guerre.

"Nous" imaginaire, mais aux autres. D'où l'engouement pour une vision en noir et blanc où tout est clair, où "le crime est parfait"¹, quitte à en rajouter ou à ne pas tout dire². Des frontières sont tracées entre nous et le mal, l'Est, l'Asie, tout "ce qui n'est pas de chez nous". "dans les Balkans l'Europe se défend de l'Orient", dit Matvejevic³. D'où le côté moralisateur des Européens, leur préférence pour les actions punitives plutôt que préventives. Dès le début de la crise yougoslave, il a été difficile d'envisager que le mal pouvait exister "chez nous", alors que la Yougoslavie faisait encore partie d'un "nous" européen, et que des centaines des milliers de Yougoslaves tentaient d'attirer l'attention sur le danger (soulèvement contre le régime Milosevic du 9 mars 1991 à Belgrade, innombrables manifestations pour la paix, désertions massives de soldats, notamment dans l'armée fédérale etc.⁴). Ces tentatives ont été vaines; elles sont passées quasiment inaperçues⁵. Il a fallu que la guerre embrase le pays, que l'on puisse nommer les fauteurs du mal et les exclure, parler de leur châtiment (par "Nous", les bons), pour que se découvre la valeur symbolique de Sarajevo qui n'était jusque là associé qu'à la Guerre de 1914-18, et dont Hamdija Demirovic montre ici la valeur symbolique de même que celle de la Bosnie-Herzégovine et de la Yougoslavie.

Le repli sur soi, la réactivation de mythes du passés, la rupture des communications, la propagande médiatique (d'abord yougoslave, puis aussi étrangère), les provocations verbales et la guerre médiatique ont très rapidement engendré l'escalade de la violence. Celle-ci a acquis une dynamique propre, a échappé au contrôle même de ceux qui l'avaient déclenchée.

¹ Alain Finkielkraut, *Le Monde*, 14 octobre 1992.

² Une journaliste de la BBC explique que les spectateurs ont besoin de savoir qui sont les bons et qui sont les mauvais. En Yougoslavie où chacun est contre chacun, personne n'est entièrement bon; si vous le dites ainsi vous perdez des spectateurs.

³ Predrag Matvejevic, *Mediterranski Brevijar*, Zagreb, Graficki Zavod Hrvatske.

⁴ *Anti-ratne akcije* (Actions contre la guerre), No. spécial de *Republika*, février 1993.

⁵ Le soulèvement des jeunes du 9 mars 1991, réprimé par l'Armée (qui était encore fédérale), avec l'aval de toutes les capitales yougoslaves, les innombrables manifestations pour la paix qui ont suivi, la caravane internationale pour la paix organisée par la Helsinki Citizens Assembly en septembre 1991, n'ont pas été relevés par les média. Les media se lamentent sur les horreurs de la guerre, se spécialisent dans les reportages du front Tout se passe comme si ceux qui s'opposent à la guerre et sont dans leur pays du "mauvais" côté, dérangent l'équilibre médiatique. Ils sont ignorés.

Comment tout cela a-t-il été possible? Que s'est-il passé, que se passe-t-il exactement? Que faire pour arrêter la guerre? Le cinéaste yougoslave, Emir Kusturica, exprimait le sentiment de beaucoup en disant : "Comment se fait-il que je sois si impuissant face à quelque chose que j'aime tant"¹. Les auteurs réunis dans ce volume sont, pour la plupart, originaires des différentes parties de l'ex-Yougoslavie, beaucoup y vivent encore, d'autres ont récemment trouvé refuge à l'étranger. Pour tous, la tragédie yougoslave est une déchirure personnelle; le conflit à jamais les a privés d'êtres chers, amputés d'une part de leur univers, condamnés à l'exil, a transformé certains en apatrides dans leur propre lieu de naissance. Chacun d'eux donne aux questions que tous se posent une part de réponse, à partir de visions marquées par le désir de paix, de coexistence, par le refus de la haine. Leurs analyses convergent au moins en ce qu'elles se démarquent de la rhétorique médiatique, du discours simpliste construit autour des "bons et des mauvais".

Paris - Berlin
CNRS-CRESPO
Janvier 1993

¹ *Libération*, 21 octobre 1992.

LES CAPRICES DE L'ÉCONOMIE

Branko HORVAT*

Il y a environ vingt-cinq ans, la Yougoslavie était l'un des pays dont le développement économique était le plus rapide; son système économique était unique au monde; beaucoup s'interrogeaient sur son expérience¹. Or on assiste aujourd'hui à la banqueroute de cette expérience². Que s'est-il passé entre ces deux dates; comment peut-on expliquer le passage d'un extrême à l'autre? L'explication est sans doute fort peu économique; les sciences politiques, la sociologie, l'histoire culturelle, la psychologie sociale, éventuellement la psychiatrie auraient sans doute de meilleures réponses. Je m'en tiendrai principalement à l'économie.

En raison de sa diversité peu commune, la Yougoslavie a souvent été décrite par la formule *un-sept* : un pays, deux alphabets, trois religions, quatre langues, cinq nations, six Républiques, sept voisins. Entre temps, deux nations et deux langues ont été ajoutées bien que

* Professeur d'économie à l'Université de Zagreb. Ancien directeur de l'Institut Yougoslave d'économie (Belgrade), ancien professeur à l'Université de Belgrade.

¹ Branko Horvat, "Yugoslav Economic Policy in the Post-War Period : Problems, Ideas, Institutional Developments", *American Economic Review*, 3, 1971, Supplement, Part 2. Ce texte est repris sous une forme extensive dans, B. Horvat, *The Yugoslav Economic System. The First Labour Managed Economy in the Making*, New-York : Sharpe, 1976.

² Ce texte a été présenté à une conférence internationale à La Haie, dont le titre original, par la suite modifié, et le thème étaient "La banqueroute économique du Titisme".

cela n'ait pas été universellement accepté et reconnu. Sur son territoire se rencontraient trois mondes : l'Ouest catholique romain, l'Est grec orthodoxe et le Sud musulman. La différence dans le revenu par tête entre la Slovénie, région la plus développée, et le Kosovo, région la moins développée, était de un à sept, soit davantage qu'entre l'Europe et le Maghreb. Cette diversité était un défi pour l'économiste; elle est devenue destructrice.

L'étatisme ou l'économie dirigée (1945-1951)

En 1941, la Yougoslavie était attaquée, occupée et divisée par quatre pays, l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie. La résistance se développa bientôt en une guerre de libération nationale, doublée d'une guerre civile cruelle. Comme cette guerre était dirigée par le Parti communiste, la libération nationale se doubla d'une révolution sociale. A la fin de 1944, la plus grande partie du pays dont la capitale était libérée. Pays allié, la Yougoslavie participa à la conférence de paix et à la création de l'Organisation des Nations unies, aussi devint-elle membre dès le départ du Fonds monétaire international, de la Banque Mondiale, du GATT, et d'autres organisations internationales.

Dirigée par le Parti communiste, elle devint l'alliée de l'URSS et joua un rôle dirigeant dans le Kominform. Comme l'ancienne Yougoslavie était capitaliste, la nouvelle devait être socialiste. Avant la guerre, il y avait eu une croissance lente puis la dépression. Désormais, le marché serait remplacé par une planification centrale, de telle sorte que le pays s'industrialise rapidement et que soit rattrapé le niveau de vie de l'Europe occidentale. L'ancienne société de classe avec ses énormes revenus extorqués serait remplacée par une société socialiste plus juste. Les anciens antagonismes nationaux, dès la guerre de libération nationale, furent remplacés par la coopération nationale, celle de la fraternité et de l'unité. L'ancien Etat unitaire se muait en une fédération de six républiques avec six nations, reconnaissant ainsi les droits des nations opprimées avant la guerre.

La victoire militaire, galvanisa la confiance en soi et le patriotisme. Le pays avait perdu plus d'un million d'habitants pendant la guerre, et il était entièrement détruit. La capacité productive d'avant-guerre fut rétablie en trois ans. Dès 1947, le premier plan de développement quinquennal fut préparé. De façon magnifiquement naïve. Partant d'une situation où les trois quarts de la population active étaient agricoles, le revenu par tête de l'Europe occidentale devait être atteint en cinq ans. Le plan ne pouvait être réalisé et ne le fut pas, mais il engagea une industrialisation à grande échelle, et jeta les bases d'une croissance rapide. Il portait cependant déjà les stigmates de ce qui devait devenir un arbitraire politique irresponsable. Après la guerre n'existaient dans le pays que deux économistes dignes de ce nom qui avaient une certaine

réputation internationale. On aurait pu penser à ce qu'ils seraient pleinement utilisés dans la préparation du plan et dans la définition de la politique économique. Ils furent au contraire accusés de dilettantisme économique et renvoyés. Aucune force politique organisée ne pouvait protester.

Si ce que nous désirions était l'économie planifiée, où pouvions-nous chercher un modèle? Il n'y avait qu'une économie planifiée au monde, celle de l'URSS. L'économie soviétique se développait rapidement avant guerre alors que l'économie mondiale souffrait de dépression et piétinait. L'Union soviétique avait été victorieuse dans la guerre anti-fasciste, c'était, pensait-on, en raison de son système socialiste. Elle avait tout pour être un modèle, et fut copiée à la lettre. En deux phases, tout fut nationalisé. La collectivisation de l'agriculture fut entamée. En quelques années tout fut contrôlé par l'Etat. A l'université, on enseignait que la mesure du socialisme était le pourcentage du PNB contrôlé par l'Etat. Le pourcentage atteint était 75%, et l'intention était de parvenir à 100%. Ainsi un système d'économie dirigée fut mis en place; plus tard, on désigna l'ensemble du système social par le terme d'étatisme, en raison du rôle dominant de l'Etat.

La copie du modèle soviétique était délibérée, non imposée. L'alliance avec l'Union soviétique était un choix libre et non une nécessité. Staline et les soviétiques l'avaient mal compris; ils exigeaient une subordination totale. Les anciens partisans dont l'habitude d'user de leur libre choix avait fait le succès ne pouvaient l'accepter. La résolution du Kominform de 1948, à laquelle se rangèrent tous les Partis communistes du monde, qui excommuniait les communistes yougoslaves du "camp socialiste" les choqua profondément. D'abord, on crût à une erreur et à une mauvaise information. Pour prouver leur orthodoxie, les dirigeants yougoslaves accélérèrent la collectivisation, faisant des paysans les victimes de luttes internationales de pouvoir. Un certain nombre de communistes yougoslaves, profondément endoctrinés, pensaient que leur direction devait être d'une certaine façon responsable parce que "le camarade Staline ne pouvait se tromper". Beaucoup d'entre eux furent enfermés sur une île, dans un camp de travail, Goli otok, que l'on apprit à connaître pour la brutalité insensée exercée contre les prisonniers par les autorités et par les prisonniers "conscients" eux-mêmes. Autre signe de mauvaise augure. Mais, progressivement, pratiquement tous en vinrent à comprendre que Staline était un dictateur et non un camarade, et que le socialisme n'avait rien à voir là dedans.

Le choc avait été moral, mais bientôt devint aussi matériel. Les relations économiques avec l'Occident étaient réduites. En raison de sa fidélité à l'Union Soviétique, la Yougoslavie avait renoncé au bénéfice du Plan Marshall. L'aide économique en provenance de l'Est était faible et lente; elle était maintenant coupée. Près de la moitié du commerce extérieur de la Yougoslavie se faisait avec les pays communistes; les

contrats furent annulés, les échanges réduits et bientôt ramenés à néant. Un boycott politique et économique fut imposé auquel des menaces militaires s'ajoutaient. Le pays se trouvait brutalement dans un vide économique entre l'Est et l'Ouest. Les plans économiques durent être sévèrement revus. On prit contact avec l'Occident, mais il était peu empressé. Pourtant, progressivement, une aide arriva, d'abord militaire, puis, de plus en plus, économique. Le pays survécut. Staline était vaincu. En une décennie, deux dictateurs mondiaux avaient été défaits. Aucun autre pays européen ne pouvait se targuer d'un tel succès.

L'intensité du conflit et la lutte pour la survie engendrèrent une reconsidération totale des relations avec les anciens alliés mais aussi de l'orthodoxie idéologique. Bien que salué deux années durant encore comme "un grand maître du marxisme-léninisme", Staline fut considéré comme s'étant complètement fourvoyé. On mit en question le socialisme de l'Union Soviétique. On découvrit que le statut des travailleurs y était pire qu'en Occident où les patrons étaient en compétition, alors qu'à l'Est n'existait qu'un seul patron, L'Etat omnipotent. En outre, l'économie dirigée engendrait de nombreux inconvénients déjà très visibles en Yougoslavie même.

Ni le capitalisme ni l'étatisme n'étaient acceptables. Mais où trouver un autre modèle; aucun pays n'en offrait. Les anciens partisans trouvèrent rapidement une solution qui s'inscrivait dans leur expérience : les usines aux travailleurs, la terre aux paysans. Dès la seconde moitié de 1949, l'expérience des conseils ouvriers commençait dans quelques deux cent entreprises. Au milieu de 1949, la loi sur la gestion ouvrière était adoptée. Dans les deux années qui suivirent, s'engagea la transition vers un nouveau système économique.

Les étapes économiques peuvent se résumer ainsi : en 1947, lancement du premier plan quinquennal; en 1948, le niveau de production de l'avant guerre est retrouvé; c'est aussi l'année où s'ouvre le conflit avec le Kominform; dans les deux années qui suivent, le PNB chute brutalement en raison du boycott du "camp communiste"; en 1951 un fort taux de croissance résultant d'une production agricole record, rétablit à peu près le PNB de l'année 1949; dans l'année qui suit, une sécheresse extrêmement sévère intensifie les dommages causés par le boycott et par les effets négatifs de la collectivisation, le PNB est réduit de 14 %; durant la décennie suivante, en raison de l'importance de l'agriculture dans la production nationale, et de techniques agricoles rudimentaires, un cycle climatique bisannuel continue à accentuer les fluctuations économiques.

L'age d'or : la gestion ouvrière (1952-1964)

Les effets du nouveau système mis en place en 1952 furent spectaculaires. La disparition de la direction d'Etat et du contrôle bureaucratique, l'insistance sur l'indépendance des firmes, des collectifs de travailleurs, libéra une énergie et une inventivité extraordinaires. Ainsi, l'entreprise pétrolière où je travaillais alors, connaissait jusque là un manque permanent de main-d'œuvre. Dans les dossiers, je trouvais de nombreuses requêtes présentées au Ministère, d'augmentation du nombre des postes de travail. Des paysans étaient alors parfois arrachés de force à la terre. En une année, il apparut qu'un tiers de la main d'œuvre était superflue, et les paysans retournèrent aux champs. Dans la production pétrolière, les moyens de transport sont cruciaux, et les capacités de transport manquaient jusque là de façon chronique. Le département des transports avait une position de monopole et il fallait attendre que ses employés veuillent bien rendre service. Dès lors que leur revenu était lié aux résultats, ils découvrirent qu'ils avaient des capacités en surplus, et commencèrent à offrir leurs services aux entreprises d'extraction et même à d'autres entreprises.

Dans les débats actuels à propos de la transition des économies de l'Europe de l'Est, on dit fréquemment, que la transformation d'une économie de marché en une économie dirigée est connue, mais que l'inverse n'est pas vrai. C'est faux. La première transition d'une économie dirigée en économie de marché fut opérée en Yougoslavie dans les années 1950-1951. Elle ne dura que deux ans (même si une transformation totale prend davantage de temps, peut être considérée comme un procès sans fin), et réussit pleinement. L'évolution du taux de croissance le montre. On a soutenu que le succès était moins dû à la gestion ouvrière qu'à l'importance de l'aide économique étrangère. C'est faux. L'aide économique était d'environ 100 millions de dollars actuels, soit un chiffre analogue à la production d'une seule firme. L'aide économique totale pour l'ensemble de la période 1951-1962, est, en dollars constants, inférieure à la valeur des envois de fonds des travailleurs émigrés pour la seule année 1981¹; et pourtant, après 1951, la croissance était forte, alors qu'après 1981 il y a stagnation.

J'ai fait ailleurs la théorie de l'économie des années 1952-1964², et me contenterai ici de remarques concernant les institutions. La gestion ouvrière signifie que les travailleurs choisissent leurs dirigeants et gèrent leur entreprise de façon indépendante. Au départ, on ne saisissait pas complètement que l'indépendance économique des firmes signifie le marché. Mais cela devint progressivement clair. Le

¹ *Yugoslavia 1928-1988*, Beograd : SZS, p. 145.

² Branko Horvat, *The Political Economy of Socialism*, New-York : Sharpe, Oxford ; M. Robertson, 1982.

développement du marché veut aussi dire dérégulation. En 1960, environ 60% des prix étaient librement déterminés par le marché. Socialement, l'auto-gestion signifie la démocratie économique. En 1953, la collectivisation fut arrêtée et on revint en arrière. Dans les quelques années qui suivirent, toutes les coopératives furent dissoutes. Par contre, furent créées des institutions de soutien de l'agriculture qui aidèrent les paysans pour les semences, les outils et équipements, la commercialisation des produits, etc. Les paysans accueillirent volontiers la nouvelle politique et augmentèrent considérablement la production.

En 1956, le programme des investissements lourds lancé par le premier plan quinquennal fut terminé. Le volume envisagé au départ avait été considérablement réduit, mais les bases d'une croissance rapide étaient posées. Tout était prêt pour le deuxième plan quinquennal qui commença en 1957. C'est alors que je rentrais au Bureau fédéral de planification en qualité de directeur des méthodes, complètement inconscient de participer à une expérience extraordinaire. L'économie explosa littéralement. Le plan fut exécuté en quatre ans et demeura le seul plan jamais entièrement exécuté.

Les mesures de libéralisation se poursuivirent. L'auto-gestion se développait. Avec un certain retard, les salaires réels commencèrent à croître rapidement et en dix ans doublèrent presque. Sur la période des douze années de 1952 à 1964, le PNB s'accrut au taux annuel moyen de 8,6%. Les capacités de production étaient toujours plus intensément utilisées. En raison d'un meilleur fonctionnement du marché, les stocks baissaient en valeur relative. Les prix étaient stables; les prix des produits industriels s'accroissant d'à peine un peu plus de 1% par an. En même temps, il y avait le plein emploi. La courbe de Phillips n'existait pas.

La croissance économique se reflétait dans le domaine social : éducation, santé, sport, et même dans la politique mondiale. Le taux d'analphabétisme était de 25% (particulièrement élevé parmi les Albanais; les femmes albanaises étaient illettrées à 90%), désormais tous les garçons et les filles étaient scolarisés dans leur langue maternelle, et les adultes suivaient des cours dans les universités ouvrières. En 1981, le taux d'analphabétisme était tombé à 10%. De nouvelles universités s'ouvraient. Avant guerre on ne comptait que 15.000 étudiants pour tout le pays, soit la moitié du nombre d'étudiants inscrits aujourd'hui dans la seule université albanaise de Pristina. En 1964, le nombre d'étudiants d'université était de 99.000, soit, rapporté à la population, davantage que dans la plupart des pays européens. Les instituts de recherche manquaient d'équipement, mais le niveau de la recherche était proche des standards internationaux. L'Institut yougoslave de recherche économique était le meilleur des Balkans et le seul à offrir un enseignement doctoral. Il semble que dans toutes les sciences (sciences exactes, sciences sociales et humaines) un sommet

L'économie yougoslave

ait été atteint vers le milieu des années 60; après cette époque elles déclinèrent progressivement. L'école doctorale de l'Institut yougoslave de recherche économique se désagrégea alors; après 1968, par décision gouvernementale, l'Institut cessa d'être fédéral et devint l'apanage de l'une des Républiques fédérées. Ce n'était pas une exception mais une règle, un nouveau cours.

Les soins médicaux étaient gratuits pour tous les salariés et, un peu plus tard, pour les petits paysans; aussi l'espérance de vie s'accrut-elle considérablement tandis que la mortalité infantile déclinait.

Sur le plan politique, la Yougoslavie devint un leader des pays en voie de développement, des nations non-alignées.

Entre 1952 et 1966, le retard de développement de la Yougoslavie sur la France se réduisit de 130 à 53 ans, sur la Belgique d'un siècle à 43 ans, sur la Suède de 90 à 44 ans, sur l'Italie d'un demi siècle à dix ans. En d'autres termes, ces 14 années durèrent pour la France 80 années, pour la Belgique 60, pour la Suède 46 et pour l'Italie un peu plus de 40¹.

INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

	Avant guerre		1968
	Yougoslavie	Europe de l'Ouest*	Yougoslavie
Production par tête			
Electricité (KWH)	80	500-1300	1000
Acier brut (Kg)	17	150-300	96
Ciment (Kg)	60	100-190	190
Coton (Kg)	1,3	5-11	5
Consommation par tête			
Energie (Kg,EC)	180	2100-4300	1030
Fertilisants (Kg)	3	20-65	96
Sucre (Kg)	5	24-47	25
Biens durables /1000 habitants :			
Appareils de radio	9	110-200	160
Automobiles	1	17-50	20

* France, Allemagne, Suède, Grande Bretagne

Sources : SGJ-1969, UN Statistical Yearbook, 1956.

Ainsi, le retard par rapport à l'Europe de l'Ouest s'était réduit à une génération environ, et en tenant compte des taux de croissance, un simple calcul arithmétique permettait de prédire quand nous

¹ Branko Horvat, "Planning in Yugoslavia", p. 205, in M. Faber, D. Seers, *The Crisis in Planning*, London : Sussex Univ. Press, 1972.

rattraperions l'Europe. Cela devait nécessairement arriver durant la vie de ceux de ma génération.

Faisons encore quelques comparaisons relatives à la productivité dans le secteur industriel¹.

TAUX ANNUELS DE CROISSANCE, 1953-1965

	Production	Capital	Travail	Facteur global de productivité
Economies capitalistes	7,1	6,3	2,5	3,3
Economies dirigées	8,7	8,1	4,1	3,0
Yougoslavie	11,8	7,5	6,7	4,7

Les économies dirigées, celles de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie sont ici comparées à des économies capitalistes de pays dont le niveau de développement est approximativement semblable, la Grèce, l'Irlande, la Norvège, l'Espagne. Les économies dirigées obtiennent des taux de croissance plus élevés à la fois pour la production et les entrants, ce qui signifie une accumulation plus grande et un emploi plus élevé. Mais la productivité s'accroît chez eux sensiblement moins. Un taux d'accroissement de la production plus élevé est donc principalement dû au niveau de l'accroissement de l'accumulation et de l'emploi. Comme les limites de l'investissement productif étaient déjà atteintes ou même dépassées, et les réserves de main-d'œuvre épuisées, on pouvait prévoir que le taux de croissance ne pouvait que baisser. Ce qui s'est révélé exact. Mais la Yougoslavie n'était pas une économie dirigée. C'était le seul pays au monde qui avait successivement connu trois systèmes économiques. Comparons leurs résultats².

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ EN YUGOSLAVIE

Taux annuels 1911-1967 (hors agriculture)

	Production	Capital	Travail	Facteur global de productivité
Capitalisme (1911-40*)	3,7	3,2	1,5	1,5
Etatisme (1940-54*)	5,9	10,2	4,8	-1,0
Auto-gestion (1954-67)	10,3	7,8	4,4	4,4

A l'exclusion des années de guerre 1914-18 et 1941-45.

¹ B. Balassa, T. Bertrand, "Growth Performance in Eastern European Economies and Comparable Western European Countries", *American Economic Review*, May 1970, p. 316.

² Branko Horvat, "Technical Progress in Yugoslavia", *Economic Analysis*, 1969, pp. 29-57.

La croissance de la productivité de 1,5% par an dans la période capitaliste correspond à celle des économies latino-américaines. La planification centrale d'Etat a multiplié le taux de croissance du capital et du travail par trois. Mais la croissance de la production est demeurée en arrière, et le taux de croissance de la productivité globale était négatif. Si la Yougoslavie avait continué dans la voie de l'économie dirigée, ce taux serait bien entendu devenu positif comme dans les autres économies étatistes. On peut interpréter les choses de la façon suivante. L'introduction de la planification d'Etat accélère la croissance, mais en insistant relativement davantage sur les inputs que sur les outputs, elle diminue la productivité par rapport à d'autres systèmes économiques. Il s'en suit que la productivité globale des inputs peut croître à des taux relativement élevés, mais qu'en même temps son niveau absolu est plus faible que dans des économies comparables relevant d'autres systèmes. La période d'auto-gestion apparaît comme une sorte de synthèse des éléments favorables des deux périodes précédentes. L'emploi continue à croître aussi rapidement que dans la période d'économie dirigée, mais la production s'accroît beaucoup plus rapidement si bien que la croissance de la productivité atteint des taux jusque là inégalés.

La rapidité du développement économique se reflète dans les indicateurs sociaux¹

BIEN-ÊTRE

	Indicateur de bien-être (i)	Distribution des revenus Coefficient de Gini
Pays capitalistes		
avancés (ii)	-7,0	0,40
Etats de bien-être (iii)	-2,4	0,36
Pays étatistes (iv)	+4,5	0,21 - 0,26
Yougoslavie	+5,0	0,25

(i) Indicateur composant des éléments fondamentaux de bien-être :
espérance de vie, services de santé, services d'éducation

(ii) Etats Unis, Canada, France, Australie, République fédérale d'Allemagne,
Belgique, Pays-Bas

(iii) Suède, Danemark, Norvège, Nouvelle Zélande, Grande-Bretagne,
Finlande, Israël, Autriche.

(iv) République Démocratique Allemande, Tchécoslovaquie, URSS, Hongrie,
Pologne, Roumanie, Bulgarie, Albanie, Cuba.

¹ Branko Horvat, "Welfare of the Common Man in Various Countries"; *World Development*, June 1974, pp. 29-39.

Le bien-être fondamental est défini par trois éléments : l'espérance de vie à la naissance, l'éducation mesurée par le nombre d'étudiants d'université rapporté à la population, et la santé mesurée par les nombre relatifs de médecins et de lits d'hôpitaux. Afin d'éliminer les différences de développement économique, ont été comparés les classements des soixante pays les plus développés en fonction (i) du produit national brut par habitant et (ii) des indicateurs sociaux. Lorsqu'un pays obtient un meilleur rang dans le second classement que dans le premier, lorsque donc la différence des deux rangs est positive, cela signifie que la société fournit à ses membres davantage de biens fondamentaux que les autres. Les résultats obtenus au regard de chaque indicateur ont été classés du meilleur au moins bon de 1 à 60. Les pays ont été classés en trois groupes : pays d'économie dirigée, Etats de bien-être (pays capitalistes avancés dirigés depuis de nombreuses années par des gouvernements sociaux-démocrates), autres pays capitalistes avancés.

Dans les sociétés d'économie dirigée, la masse de la population vit plus longtemps, reçoit une meilleure éducation, et jouit de meilleurs soins médicaux que dans la moyenne des autres systèmes économiques de niveau de développement comparable. Du moins c'était le cas à l'époque où les mesures furent effectuées, c'est-à-dire autour de 1970. Leur rang moyen de bien-être fondamental (22,1) est plus élevé que leur rang moyen dans le revenu par habitant (26,6); la différence est de 4,5. C'est l'inverse pour les autres catégories de pays. La distribution des revenus est aussi plus égalitaire (le coefficient de Gini est plus faible) dans les premiers que dans les autres. La Yougoslavie se situe alors au meilleur rang du classement.

Interlude : libéralisation économique et démocratisation politique (1965-1971)

En 1965, une libéralisation radicale est tentée, dans le domaine financier d'abord. La bureaucratie gouvernementale sans formation économique et peu familière des mécanismes du marché, prépara la réforme à la mode administrative ancienne, sans demander conseil à des experts. Ce devait être un fiat gouvernemental. Cependant, l'économie n'était plus l'économie ancienne, administrative. C'était devenu une économie de marché, et elle réagit violemment à des mesures inadaptées. Le taux de croissance s'effondra. Les politiques paniquèrent. L'appareil d'Etat ne put trouver une explication convaincante. En raison de la position de directeur des méthodes, que j'occupais au Bureau fédéral de planification, on me demanda un rapport. Je rassemblai un groupe d'économistes reconnus provenant de toutes les Républiques, et en peu de mois, nous produisîmes

ensemble le rapport connu comme *Le livre jaune*¹. Nous avons découvert que des mesures mal conçues amplifiaient un cycle économique qui de toutes façons avait tendance à se développer². Nous proposons aussi des mesures politiques appropriées. Le Gouvernement les accepta, et en deux ans, l'économie retrouva son taux de croissance élevé.

Cependant, un nouveau Gouvernement fut constitué et les leçons de l'échec oubliées. Les mesures de libéralisation de 1961 furent reprises en 1965, dans une forme plus radicale encore. La planification était abandonnée. Le seul instrument politique important connu et mis en œuvre était une politique monétaire restrictive. Des conseils ne furent ni demandés ni écoutés. L'économie de marché réagit de la manière prévisible, les prix furent stabilisés et la croissance de la production fut réduite au voisinage de zéro en 1967.

Dans la fureur libérale, la taxe sur les suppléments de salaire fut supprimée; par ailleurs, les syndicats cessèrent de prendre part à la fixation des salaires. Comme le taux d'intérêt était bas voir négatif, le résultat était prévisible. La réforme voulait laisser toute l'accumulation à la disposition de l'entreprise en sorte que les décisions d'investissement soient autonomes, et la dépendance par rapport aux banques réduite. Les salaires continuèrent à croître rapidement bien que le taux de croissance chutât brutalement. Les entreprises utilisaient tout simplement les fonds d'accumulation devenus disponibles pour financer les augmentations de salaire. En fin de période, l'accumulation était épuisée, l'investissement était à nouveau financé par les prêts

¹ Branko Horvat, ed., *Uzroci i karakteristike privrednih kretanja u 1961. i 1962. godini*, Beograd ; Savplan, DAMZ, 1962.

² C'est ainsi que les cycles économiques furent découverts en Yougoslavie. L'année suivante l'Institut de recherche économique était fondé et une étude approfondie des cycles économie entreprise, qui conduisit à la publication d'un livre : Branko Horvat, *Business Cycles in Yugoslavia*, New-York : Sharpe, 1971 (traduction). Entre temps, l'Institut organisa un séminaire fermé pour familiariser les hauts responsables de l'Etat avec nos résultats. Lorsque tous les graphiques et calculs eurent été présentés, le Directeur général du Bureau fédéral de planification exprima la compréhension qu'il avait de l'affaire par ce syllogisme : les cycles économiques caractérisent le capitalisme. La Yougoslavie est socialiste. Donc les cycles ne peuvent y exister. Une autre fois, l'Institut élaborait un schéma intégré de comptabilité sociale pour l'économie yougoslave. Ce schéma fut aussi présenté dans une conférence scientifique internationale, et un court article fut publié à son sujet dans une revue internationale spécialisée. Le gouvernement était disposé à accepter la proposition. Le Directeur de l'Office fédéral des statistiques protesta : l'Office n'accepterait pas le schéma parce qu'il n'était pas marxiste. Inutile de dire que ni le Ministre ni le Directeur de l'Office fédéral des statistiques ne connaissaient ni la comptabilité sociale moderne ni le travail de Marx.

bancaires, et les nouvelles augmentations de salaire provoquaient une pression inflationniste permanente. En 1968, le Comité central du Parti demanda à l'Institut de recherche économique de préparer un rapport sur la situation économique et l'échec de la réforme. La prévision que je faisais que la nouvelle politique conduirait à l'inflation déplut aux ministres, et ils décidèrent que c'était une demi-vérité. Comme si souvent, le conseil ne fut pas accepté. L'année suivante, les prix commencèrent à augmenter.

INDICE DES PRIX DE DÉTAIL

Années	Indice	Années	Indice
1965	130	1973-80	120
1966	123	1981-86	156
1967	107	1987	218
1968	104	1988	299
1969	107	1989	1356
1970	110	1990	688
1971	115	1991	180
1972	116		

Source : SGJ - 1990 (pour l'année 1991, 8 premiers mois)

Le choc pétrolier de 1973 fit passer l'augmentation de l'indice des prix à une moyenne annuelle de 20% durant les huit années postérieures. La crise de la dette extérieure qui suivit accéléra encore le mouvement, le taux d'inflation grimpa à 56% par an. Dans les trois années suivantes, la détérioration économique intensifia le processus, et l'on atteignit l'hyper-inflation de 1989. Une réforme monétaire radicale stabilisa quelque peu les prix en 1990 et la monnaie fut rendue convertible, tandis que le PNB s'effondrait. L'année suivante, la guerre civile éclatait.

Nous devons ici revenir à la politique. Au départ, l'auto-gestion était mal comprise par beaucoup de politiciens, et, d'une façon générale, ne menaçait pas leur position. Une décennie plus tard cependant, l'auto-gestion s'était assez développée pour représenter un danger pour le pouvoir arbitraire. D'où une lutte pour le pouvoir entre conservateurs et réformateurs. Ces derniers souhaitaient démocratiser le pays. Le libre marché paraissait comme le meilleur moyen pour atteindre l'objectif. Une représentation floue de l'économie de marché l'assimilait au laisser-faire (tout comme aujourd'hui dans les pays ex-communistes). C'est pourquoi les réformateurs poussaient à une libéralisation rapide et radicale, étaient impatientes et sourds à tout avis d'expert. En 1966, le directeur de la police secrète fut privé de rôle politique. Cela parut comme la victoire finale des réformateurs. Le pays était réellement démocratisé. La presse, la radio, la télévision, devinrent libres ou presque. Le délit

politique disparut. Le pays s'ouvrait largement à l'influence internationale.

La lune de miel entre l'économie libérale et la démocratie fut cependant éphémère. La limitation de la croissance produisait le chômage. Un exode massif de travailleurs vers l'Europe s'ensuivit. En 1968, les étudiants se soulevèrent contre les abus de pouvoir, les privilèges et les profits excessifs; ils demandaient une démocratie plus réelle et davantage de justice sociale. Les politiques en furent offensés. Dans les entreprises relativement indépendantes, dirigeants et travailleurs se joignaient, comme ils devaient le faire dans un système auto-gestionnaire, pour défendre leurs intérêts communs. Les dirigeants cessaient de se soumettre aux politiciens locaux. Les conservateurs réagirent. Une campagne fut lancée contre "les dangers technocratiques".

D'une façon générale, les conservateurs se rétablissaient de leur défaite. Ils soutenaient que la libéralisation engendrait le désordre social et la banqueroute économique. A la fin des années 60, le nationalisme fit sa réapparition. S'y mélangeait la renaissance de véritables sentiments nationaux stimulés par la démocratisation, et le chauvinisme. Les conservateurs n'étaient pas prêts à analyser de telles subtilités. Ils prétendaient qu'une génération plus tôt, le nationalisme avait engendré la guerre civile et que tout nationalisme est également dangereux. C'en était trop. Les hommes politiques libéraux, voire même des Gouvernements libéraux entiers de Républiques, en Croatie, Serbie et Slovénie, furent démis. En 1972, la répression fut réintroduite. Deux décennies plus tard, c'est précisément dans ces trois Républiques que furent élus des Gouvernements chauvins pressés de détruire le pays.

Comme la réforme de 1965 avait manifestement échoué et était abandonnée, en 1970, le nouveau Gouvernement demanda conseil. J'étais alors directeur de l'Institut de recherche économique qui avait dû abandonner sa désignation yougoslave pour être financé, et était devenu l'Institut des sciences économiques. On me demanda de préparer un rapport. A nouveau un groupe d'économistes présenta à l'unanimité un texte connu sous le titre de *Livre blanc*¹. Nous suggérions une économie de marché opérationnelle, et non du type du laisser-faire primitif². Le rapport devait être discuté au Parlement. La dégradation de l'Etat du Parti unique était en route, et la priorité était désormais de se maintenir au pouvoir, non d'œuvrer à la croissance de la production. Le leader politique d'alors (le second dans la hiérarchie après Tito), rassembla quelques individus serviles qui préparèrent le projet de ce qui sera connu plus tard comme l'étatisme polycentrique.

¹ Branko Horvat (ed.) *Ekonomske funkcije federacije*, Beograd : Institut ekonomskih nauka, 1970.

² Vingt ans plus tard, le Président Markovic a repris le concept, mais, à la manière bureaucratique, sans mentionner le document original et ses auteurs.

C'est alors que j'abandonnais toutes mes fonctions officielles, pensant que la crise durerait quelque cinq ans, et que les gens reviendraient à la raison. Je me trompais. Deux ans plus tard je prédisais la crise dans une interview donnée à un magazine pour jeunes. L'article fut interdit par le tribunal à Belgrade et l'on refusa de me nommer professeur à la Faculté de Zagreb. L'agonie dura deux décennies et se termina par la guerre civile.

L'étatisme polycentrique ou l'économie contractuelle

Les politiciens et leurs économistes de paille avaient inventé une économie fonctionnant à la manière d'une salle de conférence. La planification centrale n'était plus possible, la démocratie et l'expertise n'étaient pas souhaitables, aussi toutes les décisions devaient-elles être sujettes à des marchandages entre Républiques (c'est-à-dire entre leurs politiciens); par contre, à l'intérieur de chaque République, l'Etat détenait un strict monopole de décision. Afin de briser le pouvoir de leurs dirigeants, les entreprises étaient fragmentées en ateliers et départements ayant chacun leur directeur, secrétaires, comptables, comptes bancaires, etc. La productivité de l'investissement ne tarda pas à s'écrouler en raison de la pléthore de personnel administratif, sous-employé de façon latente; les stocks s'accrurent; l'économie prenait progressivement l'allure d'une économie dirigée.

Les idéologues les plus intelligents étaient opposés au multipartisme qu'ils considéraient comme destructeur. C'avait été l'expérience de la première Yougoslavie. Ils étaient donc en faveur d'une politique sans partis. Pour y parvenir, ils remplacèrent la démocratie par la décentralisation. La Yougoslavie devint ainsi le pays certainement le plus décentralisé au monde; cela s'appliquait aussi aux entreprises. Pour maintenir le système en état de fonctionnement, les dirigeants avaient cependant besoin d'un parti fort et unifié.

La représentation était en elle-même contradictoire, non seulement dans la pratique mais aussi en théorie. Dans la pratique les pragmatiques se rendirent rapidement compte que les privilèges dépendaient de la situation dans le Parti. Les résultats concrets, n'avaient pratiquement pas de sens, parce que l'unité du Parti suppose la soumission et non l'initiative. En outre pour préserver l'unité, la répression est nécessaire. L'indépendance de Républiques étatiques, ayant chacune leur économie nationale propre, s'avéra un terrain favorable au développement du chauvinisme national, et de conflits sans fin et croissants. La décentralisation des firmes signifiait que le marché était introduit dans leur fonctionnement où il n'avait pas de place. En même temps, toutes sortes de contrats plus ou moins contraignants, connus sous le nom d'accords d'auto-gestion et de conventions sociales (dont la légalité n'a jamais été démontrée), tendaient à éliminer le marché en

dehors de la firme, où était sa place. En outre, la nature légale des transactions économiques n'était pas définie, de telle sorte que la confusion régnait à propos des droits de propriété, des responsabilités matérielles, etc. Telle est encore l'origine des confusions actuelles à propos de la propriété : non-distinction entre propriété de l'Etat et propriété sociale (les nouveaux Gouvernements nationalistes ont sans scrupule supprimé la propriété sociale au profit de la propriété d'Etat), demande de privatisation pour "identifier le propriétaire".

A l'intérieur des entreprises, ateliers et départements commencèrent à se quereller, allant jusqu'à construire entre eux des barrières physiques. Les avocats s'affairaient à élaborer des dizaines de statuts et de règlements pour chaque firme. Le nombre total de ces statuts et règlements se chiffra pour tout le pays à plusieurs millions. Les dirigeants passaient d'une réunion à l'autre, ne trouvaient plus de temps pour la production. On a estimé que se conformer strictement à la nouvelle réglementation de la planification, exigeant que chaque firme négocie son propre plan avec les plans de toutes les autres, eut demandé plus de temps que les cinq années du plan lui-même. L'auto-gestion se discréditait dans une loi de 660 articles, qui prescrivait chaque étape de l'*auto*-gestion, d'une manière souvent bureaucratique et économiquement dénuée de sens.

En bref, la décentralisation ne conduisit pas à la démocratie mais à une fragmentation économique désastreuse. Un système économique unique avait été créé dans lequel n'existait ni planification centrale ni marché. Ce système, de façon euphémiste, était appelé "économie contractuelle".

En conséquence, objectif principal, l'unité du parti comme instrument de préservation du pouvoir fut aussi détruite.

Les principales lois concernant l'économie, qui mettaient en œuvre la nouvelle Constitution de 1974, furent adoptées au cours des années suivantes par les Républiques, aussi les conséquences ne se firent-elles pas sentir immédiatement. Ces lois furent discutées par les économistes qui les rejetèrent toutes. Elles furent aussi rejetées par le Conseil économique fédéral. Pourtant le Parlement les adopta sans avoir été informé de l'évaluation des experts et du Conseil. Par ailleurs, après le choc pétrolier de 1973, le marché européen du capital fut submergé par les pétro-dollars, et les économies nationales nouvelles recoururent, de façon irresponsable, à des emprunts étrangers *pour elles-mêmes*, sur le compte de la dette *fédérale*. Les informations sur les emprunts furent proclamées secret d'Etat. On découvrit plus tard que même la Banque nationale de Yougoslavie ignorait de combien elle était endettée, auprès de qui et par qui. La lenteur législative et les emprunts à l'étranger firent que le taux de croissance se maintint à un niveau relativement élevé de 1972 à 1979. Mais cette croissance n'avait plus rien de sain.

En 1980, lors d'une réunion d'économistes, j'avertis les autorités qu'une crise sévère était imminente. Les journalistes présents considérèrent cet avertissement comme un affreux blasphème; aucun d'eux n'osa le publier.

C'est ainsi que l'Etat du Parti unique se prive de l'information. Je discutais alors de l'affaire avec un groupe de collègues. Nous informâmes directement le Président du Parti et offrîmes notre aide. Nous n'obtinmes pas de réponse. La fonction présidentielle était chaque année assurée par un membre de la présidence du Parti. Nous répétâmes notre proposition auprès du président suivant. A nouveau, nous n'obtinmes aucune réponse. Le premier était Macédonien, le second Serbe de Croatie. Le suivant fut Slovène. Il accepta nos suggestions, mais la Présidence (collective) n'accepta pas. Le Parti était dégénéré au point que les dirigeants ne se sentaient plus responsables. Ils ne se préoccupaient que de survivre.

En 1982, la crise s'ouvrit dans toute sa vigueur. Le Gouvernement n'avait plus d'argent pour rembourser les annuités de la dette extérieure. L'essence en grande partie importée fut sévèrement rationnée. L'électricité et le pétrole pour le chauffage le furent aussi. Beaucoup d'articles disparurent des étagères. Le taux de croissance tomba à zéro, et n'en a guère bougé depuis.

Le chauvinisme national (1988-.....)

En septembre 1987, eut lieu la huitième session du Comité central de la Ligue des communistes de Serbie. Slobodan Milosevic devint le leader politique de la Serbie. Il entreprit de "résoudre la question nationale serbe". Cet événement marque le début du chauvinisme national déclaré, à l'opposé des relations forgées dans la guerre de libération nationale et la révolution sociale, 45 ans plus tôt.

Afin d'accroître sa popularité, Milosevic utilisa le Kosovo peuplé d'Albanais pour mettre le feu au chauvinisme serbe. Le conflit avec les Albanais fut gonflé de façon monstrueuse sans aucune relation avec la réalité. Des milliers d'Albanais furent emprisonnés, près d'une centaine furent tués, près de la moitié de la population adulte eut affaire à la police, des dizaines de milliers perdirent leur emploi, le Gouvernement et le Parlement du Kosovo furent dissous. Tout cela, bien évidemment n'avait rien de constitutionnel. Trois ans plus tard, des élections multipartis eurent lieu; Milosevic en sortit comme le leader incontesté.

L'unité du pays n'existait plus, et des dirigeants d'autres Républiques déclarèrent que le Kosovo était une affaire intérieure serbe. Ils ne réagirent pas mais utilisèrent le précédent serbe comme prétexte pour leurs propres activités anticonstitutionnelles. Milosevic contrôlait la majorité serbe du Comité central du Parti yougoslave (bien que les Serbes ne constituent que 36% de la population yougoslave),

et l'utilisa pour imposer l'hégémonie serbe. Les décisions qui lui déplaisaient étaient tout simplement rejetées par la majorité serbe. En conséquence de quoi, les Slovènes et les Croates quittèrent le Comité central. Un peu plus tard d'autres suivirent, et la Ligue des communistes cessa d'exister.

En 1990, des élections générales eurent aussi lieu dans d'autres Républiques. Certains des dirigeants du Parti demeurèrent fidèles à l'idée des partisans et ne firent pas appel aux sentiments chauvins. Ils perdirent; la majorité alla aux partis nationalistes d'extrême droite. Milosevic avait dans une large mesure contribué à leur victoire; sa conduite légitimait les déclarations des leaders nationalistes de Croatie et de Slovénie : la Serbie cherchait l'hégémonie et voulait exploiter les autres nations. Le Kosovo d'ailleurs n'était-il pas une preuve suffisante des intentions serbes? La souveraineté de chaque République devint le sujet principal de tous les débats politiques. La Yougoslavie était oubliée. Slovènes et Croates quittèrent le Parlement fédéral. Il s'atrophiait, et la Présidence yougoslave faisait de même.

Parallèlement, un autre événement accrut la crainte générale de l'hégémonie serbe. Avec la formation d'un Gouvernement nationaliste en Croatie, et à la suite de déclarations chauvines des nouveaux leaders, des Serbes de Croatie prirent peur. Leurs craintes furent attisées par des mesures législatives et le comportement des autorités. Mais, au lieu de porter leurs griefs devant le Parlement, ils prirent les armes, encouragés et aidés par le régime de Milosevic et des volontaires serbes de Serbie. Autant que je sache, ces rebelles représentaient une minorité des Serbes de Croatie. Ces militants serbes prétendaient que la Croatie voulait se séparer de la Yougoslavie et qu'en conséquence, eux-mêmes voulaient se séparer de la Croatie. A l'époque de la huitième session, l'Armée yougoslave était opposée à Milosevic, et prévint fréquemment des tueries réciproques. Elle avait après tout été constituée comme armée *yougoslave*. Cependant, les nouveaux leaders slovènes et, plus tard, croates s'aliénèrent l'armée par une politique qui lui était défavorable. Milosevic, quant à lui, se rangeait du côté de l'armée dont la majorité des officiers étaient serbes, et s'auto-proclamaient gardiens de la Yougoslavie. L'armée changea progressivement de position, épaula Milosevic et les rebelles serbes. L'armée paraît avoir ensuite adopté le plan élaboré en 1941 pour l'après guerre par le nationaliste serbe Stevan Moljevic. Parmi les régions qu'il incluait dans la Grande Serbie, il incluait les villes de Dubrovnik, Zadar, Pakrac, Vukovar, Vinkovci, Osijek et d'autres, qui depuis ont été attaquées, et certaines détruites. A distance de cinquante ans, l'armée qui était celle des *partisans* applique le plan tchetnik! Les offensives militaires ont provoqué de part et d'autre, des dizaines de milliers de morts (civils et militaires), et la destruction de villes. Le dernier vestige des partisans, l'armée qui fut celle de la libération, est entièrement

discréditée¹. Dans un mouvement de défense, toutes les Républiques, à l'exception de la Serbie et du Monténégro, mais le Kosovo y compris, ont organisé des référendums par lesquels la grande majorité des citoyens a décidé pour l'indépendance et la souveraineté. Ce qui n'impliquait pas la séparation de la Yougoslavie (sinon pour la Slovénie), mais Milocevic et l'armée (qui, comme toute armée, n'excelle pas par son intelligence politique) font tout pour donner ce sens à la volonté populaire.

Revenons aux événements économiques de cette période. Le Gouvernement fédéral rencontra d'abord le succès. Il stabilisa l'économie et rendit la monnaie convertible en peu de temps. Ce n'était pas un signe de particulière sagesse de la part du Gouvernement, mais de la vitalité de l'économie yougoslave. Une seule chose était nécessaire, faire disparaître les aberrations de "l'économie contractuelle"; l'économie yougoslave pouvait alors retrouver la croissance. La "transition vers l'économie de marché" n'était pas nécessaire, puisque cette transition avait eu lieu quarante ans plus tôt.

En partie à cause d'erreurs politiques du Gouvernement qui, comme les précédents n'était particulièrement porté à écouter les avis d'experts, mais surtout à cause des circonstances politiques défavorables, la convertibilité de la monnaie dû être suspendue dès la fin de 1990.

Le Gouvernement serbe, au nom de l'exploitation de la Serbie par des Républiques plus développées, boycotta les produits slovènes puis les produits croates, créa des taxes spéciales pour les frapper, s'appropriâ les filiales occidentales des firmes yougoslaves, et puisa à volonté dans le système financier. Les autres Républiques répliquèrent. Les rebelles serbes bloquèrent les communications avec la côte et ruinèrent l'activité touristique. Plus tard, l'armée bloqua les voies ferrées et les auto-routes entre la Croatie et la Serbie et les échanges de marchandises entre les Républiques cessèrent pratiquement. L'armée bloqua les aéroports slovènes et croates. Pour aller de Zagreb à Belgrade, il fallait désormais passer par l'Autriche ou la Hongrie, soit près de seize heures au lieu d'une heure de vol. La marine bloqua les ports pour répondre à l'encerclement des casernes de l'armée par les autorités croates. Les dommages furent considérables, les importations étaient arrêtées. Lors de la proclamation de leur indépendance, la Slovénie et la Croatie furent exclues du système monétaire yougoslave en dépit des protestations du président fédéral. Les Républiques

¹ Un événement symbolise le paradoxe. A l'extérieur des murs de Dubrovnik vivait Koca Popovic premier chef des partisans, plus tard commandant de l'armée, Serbe, dans ses 80 ans. La région fut bombardée et la maison de celui qui avait contribué à créer l'Armée yougoslave fut atteinte au point que le vieil homme et sa femme durent s'enfuir. (Koca Popovic est mort peu après, en 1992; ndlr).

arrêtèrent le paiement des droits de douane au budget fédéral. Le Gouvernement fédéral, privé de ressources, finança ses activités, et particulièrement l'armée, par l'émission de monnaie. Si l'on ajoute le coût de la guerre, l'hyper-inflation était imminente. Pour combattre l'inflation, un taux de change fixe fut arrêté en dépit de la montée des prix. Au moment où j'écris (en novembre 1991), le taux de change sur le marché noir est trois fois et demi plus élevé, ce qui stimule la spéculation et freine les exportations. En partie pour ces raisons, surtout à cause des prétentions de son Gouvernement nationaliste, la Slovénie a créé sa propre monnaie, contrairement à l'avis de ses propres économistes. L'économie slovène a été la première à en souffrir, les difficultés de paiement l'ont coupée du marché yougoslave.

Un effondrement total de l'économie yougoslave aurait dû se produire. L'étonnant est qu'il ne se soit pas produit. Quoiqu'il en soit, l'économie a souffert d'énormes dégâts. Beaucoup d'usines ont été détruites ou sont privées de matière première, ou encore ne peuvent vendre leur production. Le chômage touche plus de 17% de la main-d'œuvre et s'accroît sans cesse. Plus de quatre cent mille personnes ont dû fuir leur domicile à cause de la guerre¹. Le niveau de vie diminue rapidement. Les salaires réels sont tombés au niveau d'il y a 25 ans. Dans les huit premiers mois de 1990, les prix se sont accrus de 80% et l'inflation s'accélère. Durant le dernier mois elle a atteint 20%. Au même moment, le taux de change demeure fixe, engendrant spéculation, marché noir et réduction des exportations. Le PNB s'est réduit de 5% environ en 1990 et de 17% en 1991. La production non-agricole s'est réduite de 28% au cours de ces deux années; seule l'agriculture atténue la chute du PNB. Les jeunes gens intelligents fuient le pays pour éviter la conscription, pour trouver un emploi, par dégoût de ce qu'ils voient. Tous les principes d'une économie rationnelle ont été violés. Le pays est ramené un quart de siècle en arrière. Au nom de "l'intérêt national"!

Quelques autres remarques

Dans les 35 années qui vont de 1950 à 1985, le taux de croissance de l'économie yougoslave a été relativement rapide. La Yougoslavie était l'un des six pays au monde dont la croissance était la plus rapide.²

¹ Le chiffre est de deux millions à la fin de 1992. Les chiffres qui suivent dans le texte ont trait à une situation dépassée; depuis, au cours de l'année 1992, elle n'a cessé de se dégrader encore (ndlr).

² Katja Pecarevic, *Veze rasta i razvijenosti s posebnim osvrtom na deset najbrze rastucih privreda svijeta u radoblju 1950-1988*, Zagreb: Faculté d'économie thèse non publiée.

TAUX DE CROISSANCE DU PNB PAR HABITANT (EN%) - 1950-1985

Taiwan	6,64	Yougoslavie	4,46
Japon	6,26	Grèce	4,41
Chine	5,10	Roumanie	4,04

L'Allemagne de l'Est avait une croissance par habitant de 4,13 %, mais une croissance du PNB de seulement 3,85 à cause de l'exode de la population, c'est pourquoi elle n'est pas comprise parmi les six premiers pays. La Corée, le Brésil et la Malaisie ont entamé une croissance plus rapide quelques années plus tard; leurs taux de croissance sont respectivement de 5,15, 4,68 et 4,16 % pour les période où les données sont disponibles, 1953-1985 (Corée) et 1955-1985 (deux autres pays).

Pays européen dont le développement était le plus rapide, la Yougoslavie rattrapait progressivement les autres pays comparables de l'Europe du Sud.

PNB PAR HABITANT DES PAYS DE L'EUROPE DU SUD
(en dollars de 1975)

	1952	1964	1980	1988
Hongrie	1717	2732	3861	4453
Espagne	1400	2402	4179	4896
Bulgarie	1074	2083	3437	...
Grèce	946	1842	3922	3953
Turquie	863	1151	2048	2594
Portugal	859	1400	3047	3542
Yougoslavie	769	1584	3318	3262
Roumanie	747	1444	2766	...
Moyenne	1038	1830	3322	3800
Yougoslavie en % de la moyenne	74.1	86.6	100.0	85.8

Sources : Pour 1952-1980, R. Summers, A.Heston¹. Pour 1980-1988, World Bank Atlas.. Pour la Roumanie l'année de référence n'est pas 1952 mais 1950.

¹ R. Summers, A. Heston, "Improved International Comparisons of Real Product and Its Composition", *Review of Income and Wealth*, 1984, 207-62.

Au commencement de la période, la Yougoslavie partageait la dernière place avec la Roumanie (les chiffres pour l'Albanie ne sont pas disponibles). En 1980, elle atteignait la moyenne des huit pays. Ensuite vint la crise et la croissance yougoslave fut retardée.

La rapidité de la croissance réduisit considérablement l'écart avec les pays les plus développés. Le procès de modernisation semble avoir été réussi. La même chose n'est peut-être pas vraie pour le retard culturel et politique.

Il semble beaucoup plus facile d'accumuler des biens matériels que de changer la culture politique générale, les traditions et la mémoire collective. Le retard culturel est brutalement devenu un obstacle formidable à la poursuite du développement. L'économie n'est pas, je l'ai dit, une discipline propre pour expliquer la crise yougoslave. Un désir de mort collectif est à l'œuvre, une pulsion d'auto-destruction accompagnée d'un plaisir masochiste. C'est un phénomène rare dont la théorie n'existe pas. Je tenterai de faire quelques remarques à ce sujet.

La Yougoslavie d'avant-guerre, comme la Russie tsariste, était un pays arriéré. Comme l'écart entre elle et les pays développés s'élargissait, les rapports sociaux devenaient plus brutaux. Au moins dans les représentations parce que les différences sociales devenaient plus évidentes. Le développement était lent, les régimes non-démocratiques, une nation exerçait l'hégémonie sur les autres, la répression était violente. Les classes populaires n'avaient aucun recours. Il leur semblait que la seule façon de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la brutalité, était d'engager une révolution sociale violente. Mais la révolution ne valait la peine que si elle signifiait quelque chose de réellement neuf, et pas seulement des revenus un peu plus élevés et des politiciens un peu meilleurs. La révolution devait créer une société nouvelle où même les déshérités d'hier bénéficieraient des institutions démocratiques, seraient assurés de la justice sociale, et jouiraient d'un niveau de vie en croissance rapide. Tout cela désignait le socialisme. C'était la vision des communistes yougoslaves. L'opportunité apparut durant la guerre, ils surent l'utiliser au prix d'énormes sacrifices personnels, en sortirent victorieux et commencèrent à réaliser le projet. Ils étaient alors extrêmement populaires. Selon différentes estimations, ils auraient obtenu au minimum les deux tiers des suffrages dans toute libre consultation.

Cette représentation contenait deux contradictions essentielles et un postulat essentiellement faux. Le socialisme signifiait le dépérissement de l'Etat répressif, et une société libre dans laquelle la liberté de chacun serait la précondition de la liberté de tous (*Manifeste communiste*). On ne pouvait cependant attendre qu'une population illettrée, sans éducation, puisse bien le comprendre, et se conduire de façon adéquate. En outre, la classe dominante évincée s'opposait violemment à une société égalitaire. Par ailleurs, les communistes étaient certains qu'ils connaissaient les lois de l'histoire. Le Marxisme-

Léninisme n'était-il pas une théorie sociale "très scientifique" comme Tito le répétait fréquemment? Ce qui était d'autant plus faux que l'interprétation de la théorie sociale très scientifique dépendait de dirigeants politiques peu formés. On concluait immédiatement à la nécessité d'un parti politique fort (ce qui était juste) qui connaissait la vérité (ce qui était faux), capable de détruire tous les obstacles, si besoin était par la force (ce qui était contraire à la démocratie socialiste) afin de réaliser le socialisme (ce qui impliquait une contradiction entre des moyens mauvais en vue d'une fin bonne). Le résultat était une sorte de populisme éclairé, non le socialisme.

La société n'était pas mure pour le socialisme. Le socialisme était une idéologie de mobilisation extrêmement puissante, mais il portait aussi les germes de sa propre destruction. Ses ambitions dépassaient largement les possibilités de la société réelle. L'écart était trop grand pour être surmonté et il produisit une immense désillusion. Le nouveau régime réussit à réduire l'écart entre un pays sous-développé et son environnement plus développé. Mais lorsqu'il eut mené à bien cette étape, lorsque le pays fut modernisé, le régime était devenu dysfonctionnel.

Une processus social et politique spécifique doit par ailleurs être souligné. Tant que les rôles dirigeants étaient tenus par les anciens partisans révolutionnaires, et que ceux-ci n'étaient pas trop âgés, l'éthos des partisans demeurait vivant. La démocratie politique avait moins d'importance, parce que les anciens partisans étaient disciplinés, relativement honnêtes et très critiques à l'égard du chauvinisme. Avec le temps, les privilèges du pouvoir ont érodé les anciennes vertus, et les hommes nouveaux étaient des politiciens pragmatiques, pressés d'avancer dans la carrière et sans idéal. Les effets correcteurs du système multi-parti étaient alors absents. Des gens incompetents et irresponsables restaient au pouvoir à condition d'être assez opportunistes et serviles. Les citoyens ne pouvaient manifester leur opposition. Il n'existait aucun canal d'information rétro-active. Le Parti disposant d'un monopole politique dégénéra comme cela est arrivé partout dans le monde où existait un système du parti unique, quelque soit le système social.

Depuis l'échec de la libéralisation autour des années 70, qui fut la dernière réforme progressiste, le système économique et social est allé se dégradant. Les hauts dirigeants étaient médiocres (ou pires), manquaient de toute vision d'avenir et de toute capacité d'agir efficacement. Comme l'a montré l'épisode des Présidents du Parti, au moment où s'annonçait une crise économique particulièrement dangereuse, ils étaient incapables et impuissants à prendre en compte une information et à accepter une offre de conseil. Ou, peut-être, ne pouvaient-ils comprendre ce qui était en train d'arriver, étant entourés de fonctionnaires flatteurs et également irresponsables sur les informations desquels ils se reposaient. Ils suspectaient et craignaient

toute initiative venant du dehors de leur cercle fermé. Leur inactivité ne pouvait être sanctionnée. Au contraire, toute déviation des représentations reçues ou de la ligne d'action établie, était immédiatement pénalisée. La survie politique au jour le jour devenait le but suprême. Finalement, ils devinrent impuissants à faire quoique ce soit, sauf se quereller entre eux, et lorsque le temps fut venu, ils abandonnèrent tranquillement le pouvoir.

Des millions de citoyens observaient la conduite de leurs hauts dirigeants sur les écrans de télévision. L'économie souffrait de dislocation chronique, mais aucune mesure significative n'était prise. Une énorme commission d'experts (dont je fus écarté pour des raisons politiques) fut réunie pour proposer un programme de stabilisation. Le texte proposé n'était pas mauvais, mais le programme ne fut jamais mis en œuvre. Stagnation, chômage croissant, niveau de vie en baisse, absence de perspectives engendrèrent un sentiment général de frustration. Les gens avaient le sentiment que quoiqu'il advienne, ce ne pouvait être pire. Bien entendu, ce sentiment était faux.

Lorsque finalement, fin 1990, la démocratie fut là, les citoyens n'y étaient pas préparés. Et ils devinrent la proie facile de politiciens chauvins. Un genre de collectivisme, fondé sur la classe, fut remplacé par le seul autre disponible, fondé sur la nation. Les nouveaux Parlements et Gouvernements fonctionnent comme les anciens, c'est-à-dire selon les modalités de l'Etat du Parti unique. L'opposition n'a pas de place. Les mass media sont contrôlés. Particulièrement la télévision devenue le monopole du parti au pouvoir, qui diffuse les vues du Gouvernement sans égard aux faits. L'enseignement est contrôlé. Les universités sont contrôlées. L'emploi est contrôlé. Le choix des dirigeants d'entreprises est contrôlé. On a vraiment le sentiment que la liberté d'expression et d'opposition parlementaire est plus faible que sous l'ancien régime. Ce n'est pas vrai pour toutes les régions, mais c'est la situation dominante. Alors que l'ancien régime se méfiait du chauvinisme, désormais, tout est fait pour porter aux nues sa propre nation et sataniser les autres. Avec succès. Comme n'existe aucune tradition démocratique de négociation politique, les attitudes sont exclusives, les positions inconciliables, et le résultat la guerre civile

C'est une guerre civile étrange. Ce n'est pas deux parties luttant l'une contre l'autre. Mais une lutte entre de nombreux groupes dont les coalitions sont changeantes. Les partis dirigeants sont nationalistes chauvins, et par conséquent de droite; aussi le conflit ne peut-il être idéologique. En outre dans cinq Républiques sur six, les présidents sont d'anciens dirigeants communistes. Les programmes politiques sont différents, mais cela a d'autres raisons. Ce n'est que partiellement un conflit ethnique, parce que les Serbes vivent pacifiquement avec les Musulmans à Sarajevo et avec les Croates à Zagreb mais se rebellent contre les autorités ou même prennent les armes dans les villages ou les petites villes. Il n'y a de séparation ethnique totale qu'entre Serbes

(partiellement aussi Monténégrins) et Albanais au Kosovo. Mais les Albanais ne répondent pas par les armes, bien qu'ils soient traditionnellement armés. Si la guerre se prolonge quelques mois encore, les Albanais s'en mêleront aussi, ajoutant un soulèvement de peuple opprimé dans une guerre coloniale.

La guerre peut aussi - d'abord peut-être - apparaître comme une guerre entre Etats; l'Etat serbe veut conquérir des parties du territoire de la Croatie et de la Bosnie, et sans doute aussi plus tard de la Macédoine que l'on appelait la Serbie méridionale. C'est pourquoi, des frontières entre Etats, qui le plus souvent datent de plusieurs siècles, sont déclarées par les dirigeants de Belgrade "frontières administratives".

Un élément supplémentaire de confusion est ajouté par l'armée fédérale qui désire sauver le pays de la fragmentation. Contrairement aux buts proclamés, l'armée s'est progressivement alliée avec des groupes de rebelles serbes et a bombardé et détruit villages et villes dans son propre pays. Des conscrits de toutes les nationalités désertent, exprimant ainsi un sentiment authentiquement populaire à propos de la guerre. Les autorités n'osent pas les punir (en Serbie et au Monténégro) ou encouragent les désertions (dans les autres Républiques). Les groupes de défense des Droits de l'homme ont fait appel aux organisations internationales, demandant que le refus de participer dans une guerre civile soit reconnu comme un droit fondamental. L'armée et les rebelles soutiennent que la Croatie et la Slovénie ont fait sécession de la Yougoslavie par des décisions unilatérales et non-constitutionnelles, et doivent donc en être empêchées. Les rebelles ajoutent que si la Croatie, et maintenant la Bosnie font sécession par une décision unilatérale, ils sont de leur côté en droit de faire sécession de la Croatie et de la Bosnie et de créer leurs propres Etats autonomes; ce qui ne peut se faire que par un soulèvement armé.

Dans la guerre civile il y a encore une forte composante de *hajducija*, mélange d'activités à la Robin des bois et de brigandage vulgaire, particulièrement chez les montagnards, soit dans leur région d'origine soit dans celles où ils ont émigré. Au seizième siècle, les montagnards monténégrins (et albanais) pillaient les caravanes des commerçants de Dubrovnik. Aujourd'hui, l'armée et les troupes irrégulières font la même chose dans la région de Dubrovnik où n'existe par ailleurs pas de conflit ethnique. Reprenant la terminologie des guerres des Balkans de 1912-1923, elles libèrent Dubrovnik (et Vukovar, et Pakrac, etc.; tout acte d'agression est appelé libération). Dans une situation où les médias sont contrôlés par les Gouvernements, beaucoup croient à leur mission libératrice. Bien d'autres groupes de belligérants se livrent au pillage, arguant qu'il s'agit "des biens de l'ennemi". C'est une vieille tradition turque et balkanique; les biens appartiennent au conquérant. Dans un environnement collectiviste, l'individualisation des responsabilités n'est

pas entrée dans les esprits, au moins entièrement. Il y a trois générations, si un membre d'un groupe (ethnique, religieux, national, etc.), disons un *oustacha* (croate) ou un tchetnik (serbe) avait commis un crime contre un membre de votre groupe, vous étiez en droit de vous venger, même si le criminel était mort depuis longtemps. Cette représentation qui confond responsabilité individuelle et responsabilité collective est la même que celle des vendettas en Albanie. Aussi, le pillage, le vandalisme, le meurtre ne sont-ils pas ressentis comme de grands crimes. On peut seulement s'étonner que de telles "coutumes folkloriques" puissent survivre dans la modernité. Un grand Monténégrin, Marko Miljanov, les décrivait au siècle dernier comme une sorte d'attitude sportive, une démonstration de courage. Vous devez oser, avoir le ventre de le faire. Tout comme dans l'Ouest sauvage d'autrefois. *Le Pakistan Times* (d'après Danas, 24 sept. 1991) saisit bien ce qui est en jeu lorsqu'il parle de "l'étrange plaisir des enfants dans la guerre". On doit seulement saluer l'extraordinaire réussite des communistes qui ont apporté la paix et la prospérité à un tel pays pour un demi-siècle!

Dans un tel contexte, la raison économique n'a bien entendu pas de place. Les autorités se moquent des dégâts économiques. "Nous sommes disposés à manger de l'herbe", déclarait un membre du Gouvernement serbe. La majorité des citoyens ne semble pas davantage accorder une priorité aux conditions économiques. La théorie économique est désormais inapplicable. Les gens étaient frustrés, maintenant ils sont *ostrasceni*, c'est-à-dire emplis d'une haine agressive.

Les choses auraient-elles pu être différentes? Sans le savoir, on suit d'ordinaire Hegel pour le nier. De toutes façons la question est perfide. Je tenterai pourtant d'y répondre.

(i) Tout d'abord, les deux contradictions du socialisme que je mentionnais un peu plus haut auraient dû être ouvertement exposées, et le postulat erroné corrigé. Le socialisme c'est la liberté, il est incompatible avec la répression. Les moyens doivent être accordés aux fins; des moyens violents ne peuvent engendrer une fin bénéfique. Par ailleurs, nul ne dispose d'une théorie scientifique donnant accès à des vérités absolues.

Plus précisément l'énorme popularité des partisans après la guerre aurait dû être utilisée à une éducation démocratique du peuple (un parti qui sortait de la clandestinité en était-il capable?). Ce qui impliquait non seulement des institutions mais aussi la formation de personnalités libres et indépendantes capables de prendre leurs propres décisions (contrairement au collectivisme régnant. Était-ce possible?). Au lieu de tenter de maintenir son monopole politique, le parti aurait dû se plier au contrôle public par des élections libres, et ne rester au pouvoir qu'en raison de la compétence et de l'honnêteté de sa gestion. Le Parti social-démocrate suédois l'a fait; il avait sauvé la société suédoise des pires

conséquences de la dépression mondiale au début des années trente, il est resté au pouvoir pendant un demi-siècle.

(ii) Les media et l'éducation auraient dû être libres (contrairement à la pratique de "la ligne juste"). La gestion ouvrière était une innovation positive importante, mais son rôle n'a pas bien été compris. Elle aurait dû s'ajouter à la démocratie politique, et ainsi parachever une démocratie radicale qui est l'essence du socialisme. La démocratie politique peut exister sans la démocratie économique; l'histoire le montre. Mais la démocratie économique ne peut exister sans la démocratie politique qui en est la précondition. La Yougoslavie a renversé la séquence historique, n'a pas développé la démocratie politique et en conséquence détruit la démocratie économique.

(iii) Robert Dahl¹ souligne que les démocraties adultes d'aujourd'hui ont été précédées par un siècle ou davantage de formes proto-démocratiques. En Croatie et Slovénie, une évolution proto-démocratique a commencé dans les années 1860, après la fin de l'absolutisme dans l'Empire austro-hongrois. En Serbie, ce fut une génération plus tard, après 1878, lorsque la Serbie se fut complètement libérée de la domination turque. Robert Dahl poursuit en notant que les démocraties adultes ont atteint avant le vingtième siècle une solide unité nationale et un sens d'appartenance nationale. L'indépendance nationale semble aussi avoir joué un rôle important. Ici, ce n'est que le Monténégro et la Serbie qui se qualifient pleinement. Croates et Slovènes sont de vieilles nations, mais n'ont obtenu leur indépendance qu'en 1918. Macédoniens, Bosniaques et Albanais n'ont pas atteint un plein sens d'appartenance nationale et obtenu leur indépendance qu'après la guerre de libération nationale de 1941-45 dans laquelle ils ont participé activement. Le long processus de développement prédémocratique dure des générations, il est suivi par l'inauguration progressive d'institutions démocratiques et "accompagné par l'approfondissement de la culture démocratique, des croyances, des habitudes, des pratiques, des manières populaires, des coutumes" (ibid., p. 15). Les pays démocratiques étaient relativement riches, c'est-à-dire que tous étaient à l'avant-garde du développement économique. Les nouveaux venus doivent apparemment être riches, ce qui signifie qu'ils doivent atteindre un niveau de vie un peu plus élevé que celui des pionniers et connaître une distribution des revenus relativement équitable. Finalement, les démocraties semblent se stabiliser "après une génération au moins de fonctionnement d'un corps d'institutions démocratiques. Ces institutions sont selon R. Dahl au nombre de cinq : le gouvernement résulte d'élections, les élections sont libres et loyales, la liberté d'expression est pleinement garantie, la liberté de réunion est

¹ Robert Dahl, "Transitions to Democracy", in G. Szoboszlai, ed., *Democracy and Political Transformation*, Budapest : Hungarian Political Science Association, 1991.

effective, l'information n'est pas contrôlée par le gouvernement. Les partisans révolutionnaires ignoraient l'immense tâche à accomplir. Ils ne l'auraient même pas considérée comme nécessaire. Rétrospectivement, nous voyons qu'ils auraient dû achever le développement proto-démocratique, mettre progressivement en place des institutions démocratiques, et veiller à ce qu'elles vivent au moins une génération. Ils ont accompli une part de la tâche. Mais auraient-ils pu tout faire même s'ils l'avaient désiré? Comme nous le savons bien, la démocratie n'est pas encore établie dans les pays yougoslaves. La régression est même là.

(iv) J'ajouterai deux conditions encore. Les aspirations régionales et nationales, si présentes actuellement, auraient dû être prises totalement en compte et ne pas être confondues avec le chauvinisme.

Sans doute Tito fut-il un politique extraordinaire, l'un des grands leaders mondiaux de notre temps. Mais la physiologie fait son œuvre. Il aurait dû se retirer à temps et être remplacé par un leader plus jeune. George Washington l'a fait il y a deux siècles, et Julius Nyerere de nos jours. Les leaders communistes ne l'ont pas fait. D'ailleurs, un successeur jeune et généralement reconnu, n'existait peut-être pas.

Ces conditions de la réussite sont sans aucun doute considérables. Et elles ne sont probablement pas les seules. En outre elles sont nécessaires et pas suffisantes. Quelles auraient été les chances de succès? Chacun peut parier. Aujourd'hui, une chose est certaine, il faut repartir à nouveau. La société a dû payer un prix exorbitant l'expérience accumulée. Puisse cette expérience aider les nations qui l'ont faite à atteindre la maturité politique.

Zagreb
Novembre 1991

MEDIA AND RESPONSIBILITY IN THE WAR

Nenad PEJIC*

The fall of communism in Eastern Europe happened very suddenly. The old political system collapsed but the new one has not yet been established. The explosion of problems in the former communist countries has occurred without the framework of institutions and laws, without experience or plans, without money and under very bad economic circumstances. All political analysts have confirmed that communism broke up along ethnic lines. Ethnic rights became more important than human rights, and political struggle for power became a struggle for ethnic rights. In the attempt to build democracy, the Eastern countries organized multiparty parliamentary elections in which the ethnic question dominated. The winners were the parties who made the most noise on behalf of their own ethnic section, not the ones with the most constructive ideas for the whole society. These elections have done more to open up ethnic and political conflicts than they have to help the establishment of democracy. To bring down an old political system is much easier than to build a new one. Chauvinism is the last phase of communism in the former Yugoslavia. So we are not eyewitnesses of the birth of a new political system but only eyewitnesses of the death of the old one.

Political leaders have advanced their own ethnic group in order to persuade people to stop believing members of other ethnic groups. For

* Nenad Pejic was a journalist for Sarajevo television. In August 1989 he was elected Programme Director of Sarajevo Television by the staff, the first elected person in this position. Now he works at The European Institute for the Media in Düsseldorf, Germany.

this they used the media, especially television. When members of an ethnic group do not believe the members of another ethnic group, it is easier to manipulate them. Chauvinism and hatred in the former Yugoslavia have been created by the governmental political parties, in Serbia since 1987, according to the plan of the creation of Great Serbia which was prepared by the Serbian Academy for Science, and in Croatia since 1990, as a consequence of Serbian constitutional chauvinism and the idea of the creation of independent Croatia, following the lines of the Second World War's Croatian movement.

The first step of this strategy has been to establish control over media organizations, especially those of television. The new television authorities, who were appointed by the governmental political parties, have started to produce programs "in the name of ethnic interest". They have accepted political leaders and governmental political parties as people and organizations who are protecting ethnic interest. As such, media organizations have stopped to be professional organizations, they have started to be only part of their leaders' political strategy. Without the media, especially television, the process of increasing ethnic tensions, conflict and war would not be possible. Conflict has started to be a way of governing, and ethnicity, the most important point of manipulation.

This strategy is planned, led and organized by the political leaders, above all in Serbia. The point is that divisions in the former Yugoslavia have started from the top of political parties, not from the people. Before the real war in the former Yugoslavia, governmental political parties created a media war.

This process started in the former Yugoslavia under communism. There were six television stations in six Republics. Each of them was founded by the Communist Party which wanted to establish complete control over them and over their news department especially. The communist leaders divided each area first through the Republic leadership. They started to establish a political vocabulary of "we" and "they", with conflicts between "our" and "their" economic interests. The economy was under the control of the separate political interests in the Republics, and they established different taxes and economic rules. Each Republic had its own television station as a matter of sovereignty and as a part of the federal Radio and television system, and these stations started to produce their own republic-oriented news.

There is nothing wrong, of course, if television stations broadcast republic-oriented news. But if these television stations do not broadcast any other news from any other television stations, and if the news departments of these television stations are controlled by local political leaders, an ideal situation for the establishment of prejudice, chauvinism, conflict and war is created.

Under the communist system, different ethnic groups were already preparing themselves for secession, conflict and war. The media,

especially the television stations in these countries, were starting to produce, above all, programs on "our" interest, then they stopped broadcasting information about "their" interests. Ultimately, the stations had established a closed news market and, of course, a closed society. They produced the truth only for their territory, making sure that there was no danger the viewer could see another version of what was happening. (The viewers in Serbia could only watch the news from Serbian Television. The viewers in Croatia could only watch the news from Croatian Television). And finally, they produced programs in support of conflict and war.

Since 1987 in Serbia, and 1990 in Croatia, Republican governments have put the press under more strict control than Tito's communism had imposed on them. The ministers of Truth in Belgrade and Zagreb have been engaged in propaganda exercises that would have made Goebbels blush. Both suppressed the fledgling all-Yugoslav network, YUTEL, which the last federal government had created to try to break the media blockades in Serbia and Croatia. YUTEL was staffed by highly respected journalists and was scrupulously honest in its reporting; it was therefore seen by the Croatian government as "anti-Croat" and in Serbia as "anti-Serb".

The public television stations in Zagreb and Belgrade, which have produced war programs, also produced hatred between ethnic groups. This is why we must talk about the responsibility of television for the war in the former Yugoslavia; it is not as great as that of the political parties and their leaders, but it has its share of the responsibility.

They produce half-truths, to explain what they want and when they want it. Brain washing has started, and a brain-washed person starts to react exactly according to the wishes of the political parties and their leaders. They believe only their ethnic television stations, even though they are stations which have lied to them. With time, the brain-washed feeds on more and more lies, and can no longer recognize truth. At the same time, all information, except official one, has been stopped. (There are some private newspapers and broadcasters, especially in Belgrade, but their influence is not as great as the influence of the official media).

This kind of closed society constantly demands new proof of obedience, new victims for "our interest". Chauvinist politicians are exchanged for even more chauvinist ones, obedient people replaced by the more obedient. The economic and social climate might be getting much worse, but the discovery of new enemies is offered as proof that our cause and our struggle have been successful. A closed society becomes more closed.

The process of identification between the viewers and their ethnic television stations is increasing as ethnic television produces programs for ethnic viewers. Television programs are prepared by ethnic journalists instead of professionals, and viewers watch programs as members of ethnic groups.

At the end of last year I was watching the news in Belgrade with two of my friends. Serbian Television reported the two following sentences: "Here are dead Serbs who have been killed by Croatian forces. An identification commission starts to work tomorrow!" One of my friend asked: "Can you see what they are doing to us?" I asked him: "How can a reporter know these victims are Serb if the identification commission starts to work tomorrow?" Both of them were surprised. They did not mention it. Both of them are educated men, but they are prepared for lies. They cannot see lies, and ultimately most of them do not want to see truth.

The consequences are indeed terrible in the countries with different ethnic groups. Both Croatian and Serbian television stations are part of their state's war efforts. They have prepared their own ethnic populations for the fighting. The whole of society has become identified with the war effort and the media's role has been to reflect this supposed unity of purpose, which embraces the political parties, religions and even criminals.

Criminals started to steal, beat and kill people in the name of "our interest". If Serbs steal something from Serbs, it is treated as crime. If they steal from Croats, it is reported in the media as heroism. If Croats beat Croats, it is crime; if they beat Serbs it is heroism. The killers and criminals, supported by the official media, were given a high status in society. Examples are easy to find in Serbia and Serbian media organizations.

One of the famous groups of Serbian warriors is Arkan's group. The Serbian soldiers are calling them the "truck division" because they go to the front line with trucks, kill and expel people from their villages, stealing from homes everything they want to steal. At the end of fighting, the trucks leave the front line with their loot and burn the stolen houses. On Serbian television, Arkan's group have the status of heroes.

As hatred and fear became the two main feelings between Croats and Serbs, they forgot everything good between them, seventy years of shared life, a common history, language, culture, economy and living standards. All connections between these two ex-Yugoslav Republics, even telephone lines, road and rail traffic, exchange of information have been broken.

In the middle of 1992, a group of young people in London established a private company to sell information to the British media from the former Yugoslavia. But they also succeeded in selling information from Croatia to Belgrade's newspapers, and from Belgrade to Croatia's newspapers.

It will need many years for the next generation to forget these past three years in the life of the Croatian and Serbian communities in the former Yugoslavia. The thousands of children who are now growing up, read books, watch television, and are told how they have to hate the

children from other ethnic groups. Thousands of them have found idols from among people who are war criminals.

Last year my friend's daughter, who is fourteen now, was in a Serbian village for a summer holiday with her grandmother. She watched Serbian television of course. When she came back in Sarajevo, my friend invited her to a basketball game between a Croat (Yugoplastica, the European champion) and a Bosnian team (Bosna, the European ex-champion). "I do not like Croats, she told him, and I do not want to go to this basketball game!" "Why? he asked, they play good basketball". "I hate them. All of them are ustacha and they are killing Serbs!". "But I am also Croat," he replied. "What!?" She was surprised of course. "You? Croat?" "Yes, I am Croat." "This is not possible, something is wrong.".she told him finally. Of course, "something" was wrong. She had been watching Serbian television for only two months. What about the children watching these kinds of television programs for years?

The methods of pressure on journalists, editors and other media employees are the same as those from the worst communist periods. They are constantly a target of threats of torture, of menacing telephone calls and letters. Their children are threatened by people who say things like : "We shall kill your father", and some of them have received "letters" with human excrement. But it does not stop at threats.

The number of journalists who were killed during only the first six months of the civil war in the former Yugoslavia, is bigger than the number of journalists killed during the entire Vietnam war.

A constant pressure is applied not only by extremists. Extremists were organized by the top of the political parties. If journalists did not want to listen to "housekeepers" of their ethnicity, they declared them as bad Serbs, Croats or Moslems. Because they are "bad" members of their ethnic groups, they are not under the protection of ethnic political parties. Political pressure on editorial policy starts to divide journalists into "ours", "theirs" and "nobody's". Ethnic political parties start to gain influence over editorial policy. "Our" journalists serve "our" interest; they can publish or broadcast "our" messages. But, strange though it may seem, ethnic political parties never try to apply pressure on journalists who are on "their" side. All the ethnic political parties put the greatest pressure on journalists who are independent and who do not want to accept the principles of any ethnic party. Some of them cannot sustain it, and because they do not want to become pawns in the games being played by ethnic political leaders, they resign. A Zagreb Radio presenter resigned in February 1992 in protest of the restrictions imposed by President Tudjman's Croatian Democratic Community. "There have never been more bans, he said, it was easier for me to work under the Communists than now!"

This pressure is extremely great, of course, in the societies with different ethnic groups, and especially on the journalists or editors in the time of ethnic conflicts or of war.

In the middle of April 1992 a dramatic situation arose at a dam in Visegrad, a town in the East of Bosnia. Some Moslem soldiers occupied it, installed explosives and wanted to destroy the dam. As the editor-in-chief of Sarajevo Television, I received two telephone calls: the first was from the Moslem political group: "Mr Pejic, if you do not broadcast live our telephone conversation with soldiers in the Visegrad dam they are going to destroy it!" The second one was from the Serbian political party: "Mr Pejic, if you broadcast live the telephone discussion with the Moslem paramilitary group at the Visegrad dam we will shell your transmitters!"

So, I had two telephone calls in my hands, two political parties, two war sides, two threats, two seconds for decision, and ultimately two consequences. I decided to broadcast this telephone discussion with Moslem soldiers at the dam trying to save the dam and to avoid an ecological catastrophe. A few minutes later, a Serbian paramilitary group started to shell the Sarajevo television transmitter.

Faced with this pressure, journalists began to divide between professionals and non-professionals, true journalists and ethnic journalists. Some of them have very quickly recognized the implications. They did not want to produce an ethnic war, and they tried to resist. But these journalists were not organized, and the authorities of Serbian television, for example, found other journalists as editors, and the best journalists were moved to new and less important duties, and at lower salaries. The government's attitude was very simple: if you obey, you will be paid; if you do not, it is better to find another job.

In March 1991, and also in the summer of 1992, hundreds of thousands of people protested in Belgrade against the television service and demanded new television authorities. The government responded by appointing more compliant executives than before.

The politicians claim that they alone know how to protect their ethnic interest. So, they say, we are going to decide who will protect it through the media. The practice is the same as it was under the worst period of communism. So the government selects Directors and Editors-in-chief in the radio and television stations. In Eastern Europe, television stations are usually public and under the formal control of the parliament and the public. But in practice it means control by governmental political parties and their leaders.

Immediately after the elections, the new governments decided that instead of parliament, it is they who will establish and select the broadcasting authorities. This has been a part of the move away from having decisions made by parliament's parties to decision making by only the governmental ones, from public to secret discussion. The possibility of manipulation is of course much greater. It was a first major step towards censorship. Yet, throughout the former Yugoslavia there was only one continuing, serious resistance to the new ethnic regimes, the journalists in Bosnia-Herzegovina. Why was this so?

Bosnia-Herzegovina is a Republic and now an independent state with mixed ethnic structure: there are 44% Moslems, 31% Serbs and 18% Croats. So political opinions, in the Republic, have not been as united and as strong as in Croatia for example, where there are 86% Croats and 14% Serbs, or in Serbia with 70% Serbs, 15% Albanians, 5% Hungarians, and other minorities. In Bosnia-Herzegovina, after the end of communism, coalitions were formed between three ethnic political parties, but none of these parties was strong enough to control the whole of society.

In addition, Sarajevo Television started to become more free during the final period of communist rule. In the last four years it has obtained more international awards than all the other stations together in the former Yugoslavia. In Bosnia-Herzegovina, the Republic Assembly passed new laws for the media in the middle of 1989, nearly eighteen months before multi-party elections. These provided for the election of the Director and Editor-in-chief by the staff in a secret ballot, subject to approval by the Assembly, the nomination of the company Board by the employees, various representative bodies from different sections of society and the Assembly, and the finances and running of the station to be accountable to the Assembly. So, for the first time in the history of the Yugoslav media, the employees had the right to directly elect their superiors.

When new multi-party elections came in Bosnia-Herzegovina, in November 1990, Sarajevo Television was effectively already a free station. But its main problem at that time was to keep its level of independence after the elections. The winners of the elections, the three ethnic political parties, declared they wished to establish new television authorities. Sarajevo Television did not want to accept it. Political pressure on the editorial team of Sarajevo television started. The greatest pressure has been on the members of the Editorial team. It has been systematic and has continued since the 1990 elections. All the ethnic parties have tried to win their way into the team, with offers of jobs and money and threats of removal. The viewers put pressure also, because everybody wants to hear her or his version of the truth. Sarajevo television tries to work in accordance with the highest professional principles and to be objective, although it is well aware the viewers watch the news in a subjective and biased manner.

But the pressure has not been only political. In a poor society, economic pressure can often be more successful. The ethnic political parties which established the coalition government of November 1990 had called on the public to boycott paying the television licence fee. Of a total population of four million, some 1.200.000 possess a television set, but only 700.000 admit to owning one, and of these, only 300.000 pay a licence fee. Of those, nearly one third stopped paying their fee, with a monthly loss of fees of £600.000. In response, Sarajevo television raised money from advertising. Until the end of 1989, only 9%

of income had come from advertising while the remaining 91% came from the licence fee. By the end of 1991, only 74% income came out of the fee, and 26% was advertising income. At the beginning of 1992, the percentage of television set-owners who paid licence fees was 40%. Sarajevo television lost £1.3 million per month. The damage has been irrecoverable.

Journalists from all sections of the media resisted these attacks. In March 1991, employees from Sarajevo Radio, Television, and from the daily *Oslobodjenje* (Liberation), and some from the local press, demonstrated in front of the Republic Assembly. It was the first demonstration after multi-party elections against the new government. This was also the first demonstration for civil rights and not on the basis of ethnic rights. Radio Sarajevo, Television Sarajevo and the daily *Oslobodjenje* accused the government of breaking the law when they had adopted new articles for the election of media authorities. They took their case to court, but everyone expected that for political reasons the Republic court would not decide in favour of journalists. It came as a great surprise, therefore, when the journalists won.

With the passage of time, conflict between ethnic political parties increased, and the people were disappointed by the new government, its ministers and the Republic parliament. The divisions in the different parts of society were also becoming evident. Instead of democracy, the ethnic political parties had established control on the principle of divide-and-rule, on ethnic lines. The Serbian Democratic Party then declared officially, that the television station must divide into three ethnic channels.

When I asked the leader of the Serbian Democratic Party what the idea of this divisions was, and who was going to elect journalists for Serbian television, for instance, he answered: "Serbian journalists for Serbian television will be elected by the Serbian Assembly!" So, they are going to say who is a good and who is a bad Serb, who is a good and who is a bad journalist. This kind of censorship I did not see even during communism.

The worsening situation was reflected elsewhere. Conflicts and ethnic tensions were spreading and Croat and Serbian Television stations were producing their own war programs. Sarajevo television has tried to be independent and objective, and its crew reported from both sides of the war. But they were not welcomed by either side. On the Serbian side it was possible only for crews from Serbian television to work, and on the Croat side only crews from Croatian Television. Their cameramen and journalists recorded and reported only what has been of interest to their own ethnic group. Truth has been forgotten.

The following example is a very good illustration of these kinds of editorial policies, and a good illustration also of the level of division between the viewers in Bosnia-Herzegovina. In October 1991, Serbian television broadcast a story about an Orthodox priest who was beaten by

Croatian forces. The same day, Croatian television broadcast a story about a Catholic priest who was beaten by Serbian forces. Both stories are true. But Serbian television did not broadcast the story about the Catholic priest, and Croatian television did not broadcast the story about the Orthodox priest. Sarajevo television broadcast both stories. During the first minutes of broadcast of the story about the Orthodox priest who was beaten by Croatian forces, Croat viewers protested and called Sarajevo television tchethnic television! A few minutes later, when Sarajevo television broadcast the story about the Catholic priest, Serb viewers protested and called Sarajevo television ustacha television.

It is a good example because: (i) it is very visible that Croatian and Serbian television broadcast were creating a closed television market, and Sarajevo television was creating an open television market; (ii) it is easy to recognize the line between truth and half-truth, and how the half-truths have been used for creating ethnic tensions; (iii) finally it is easy to recognize a division between viewers along ethnic lines.

In the present situation, a professional television should have as central task to try to teach people to listen and hear other political sides. With such an editorial policy, it would be possible to create peace and tolerance. With an editorial policy not respecting professional standards as it is, one is creating only hatred, conflict and war.

The fact is, Croatia was attacked by Serbian paramilitary groups, and the Yugoslav Army, and Croatian television had to create a defence strategy, including censorship. But censorship does not mean creating hatred between ethnic groups. The problem is that creating defence along ethnic lines means creating hatred for other ethnic groups who are living in Croatia.

The civil war in Croatia created the greatest ethnic tension and hatred experienced in Yugoslavia since Second World War. Day after day, it has been harder and harder to stay out of ethnic conflict. Best friends, lovers, even married couples stopped talking and living together. In Bosnia-Herzegovina which is completely mixed, these divisions were more severe even than in other Republics. The viewers of Sarajevo television, or most of them, were divided also, especially at the beginning of ethnic tensions. People then did not recognize the consequences of politics by ethnic political parties, especially the consequences of the radical politics created by Serbian Democratic Party. But later, when people recognized these consequences, Sarajevo television was supported by the people.

After the official requirement of the Serbian Democratic Party for division, Sarajevo television, on three ethnic channels along ethnic lines, carried out a survey among the population and asked them whether they wanted ethnic channels or one service. A total of 330.000 viewers voted against the division of the network into separate ethnic channels, and only 35.000 supported it. The Serbian Democratic Party

said afterwards that the station had no right to ask people for their views. "We know what they want", they said.

They wanted control over Sarajevo television. With controlled television, they could produce ethnic tensions and conflict. Because they did not succeed, they stole the local television studio and transmitter in Banjaluka, and when the war started, they destroyed or stole seven of our nine transmitters.

Serbian television for instance did not broadcast who was bombarding Sarajevo. They informed viewers that Sarajevo was being bombarded, but not who was bombarding the city. After 59 days, Serbian television broadcast a statement from the Serbian government against the bombarding of Sarajevo by Serbian soldiers. This was only two hours before the session of the United Nations Security Council which declared sanctions against Serbia.

The sentence, "We know what they want!" is the dictator's way of thinking, even better, his actual way.

"We know what they want!" The next step is: "We know what our people want!". Then: "I know what our people want!". Then: "I know what my people want!". It is a technology of dictatorship. People believed them and, as a consequence, they were able to create more conflicts and war in the former Yugoslavia, first in Slovenia, later in Croatia, and now in Bosnia-Herzegovina.

Serbian television, even today, does not broadcast news about concentration camps organized by the Serbian political party, about ethnic cleansing, about the killing and the expelling of Moslem people. They do broadcast news about Serbs who are in concentration camps, and who are killed and expelled from their homes.

The following example is my favorite of such lies: At the beginning of July 1992, Serbian television reported about Serbs who were killed in the town of Visoko (Bosnia). Serbian television reported the two following sentences: "The ustacha forces threw the bodies of Serbs in the Drina river from the bridge in Visoko (a town in Bosnia). The bodies of Serbs are floating even to the Ilijas (a town in Bosnia)." Two points of this report are impossible: (i) there is no Drina river in Visoko, only the Bosna river. (ii) the Bosna river flows from Ilijas to Visoko, not from Visoko to Ilijas. It is therefore impossible for anything to float upstream.

This relationship between professional journalists and ethnic journalists, between professional media organizations and governmental political parties is, in fact, a struggle between profession and politics, truth and half-truth, civic and ethnic community, freedom and control, open and closed society, democracy and dictatorship.

In the former Yugoslav's Republics of Serbia and Croatia, we can talk only about dictatorships: the government is still in power only because it controls television, the police and the army. At the end of this process, which started with ethnic cleansing in Croatia and continues now in Bosnia-Herzegovina, is the process of ethnic cleansing in an ethnically

cleansed society. The ethnic cleansing in an ethnically cleansed society produces divisions between "good" and "bad" members of ethnic society. The consequences of ethnic cleansing is ethnic dictatorship and escalation into self-defeating particularism.

This tandem media blockade made it possible for the Croatian and Serbian government to bring their populations to war fever, then to take them into war, and now to maintain support for a war that all had feared, and which has had tremendous costs. Stopping the war would be easier if the Serbian and Croatian people knew how badly they had been treated by their "democratically elected" governments. Croats and Serbs are not stupid, nor are they bound by "age-old hatred". They are people who have been manipulated by the propaganda efforts of ultranationalist governments into fighting a war they did not want.

The titles of the official dailies in the ex-Yugoslav Republics are good illustrations of the level of culture, living standard, tradition, educational level and finally the level of development from the South to the North, from the East to the West: in the South, in Macedonia, New Macedonia; a little to the West, in Montenegro, Victory; a little to the North in Bosnia-Herzegovina, Liberation; again in the North, in Serbia, Politics; then in the West, in Croatia, The News; and finally in the West again, in Slovenia, the title of the daily is The Work. Differences between these parts of the former Yugoslavia are really great. But, more or less, it is very easy to manipulate the various dailies, especially because Yugoslavs have a tradition of manipulation, and because viewers could watch official television only.

Before the real war, the war was started in the media television programs. It was first created by the Serbian side; in Serbia it started in 1987, in Croatia in 1990. If this process first started in the media, then it could also end first in the media. One of the most effective ways to stop the war would be to break these media blockades, particularly the total government control over television. Divisions in the society began at the top of political parties, not among the people. At the beginning of this process, through the use of media organizations, empty stomachs were changed into hotheads. The stomachs are still empty, but the heads are no longer so hot. People in the former Yugoslavia are again learning today, the same lesson learnt in Second World War: ethnicity as a dominant interest is only a way of governing, only a way of manipulation.

Dusseldorf
European Institute for the Media
November 1992

LA PATRIE EN PÉRIL DE PATRIOTISME*

Milovan DANOJLIC*

A nouveau, on voudrait que tout fût de la faute du Guide, comme si nous n'étions pour rien dans son entreprise. Les critiques les plus virulents d'aujourd'hui lui soufflaient naguère les décisions à prendre ou négligeaient de prévenir certains de ses agissements. Le patriotisme fou est cependant, depuis un quart de siècle, la pierre de touche du civisme dans tous les micro-milieus. Il n'est pas né dans les rangs de l'élite politique mais dans ceux de l'intelligentsia. Les politiciens se tinrent sur la réserve jusqu'à ce que, les circonstances aidant, certains d'entre eux ne s'avisent que la déraison pouvait devenir rentable. Ils suivirent alors ceux qui passaient pour être les meilleurs. Le réexamen de réputations usurpées n'était pas leur affaire. Du reste, qui sait? Il se peut que notre élite actuelle soit effectivement ce que, dans l'ordre de l'esprit, nous puissions produire de mieux; peut-être n'en méritons-nous pas de plus distinguée. Il y a un an, personne ne devait être contre la guerre; à présent que nous sommes embourbés, la faute en incombe à celui qui, dans des élections libres, a remporté une majorité incontestable. Les électeurs auraient été "abusés"; et si, cependant, telle était bien leur volonté? Politique de bravade, lit-on, mais qui, dans ce pays, n'a pas, au cours de ces trois ou quatre dernières années, fait ses délices de la provocation et de la bravade?

D'un côté, le nationalisme primaire, de l'autre, la filouterie a-nationale; les uns en appellent à la tradition, les autres à l'aviation américaine. A

* Publié par *Borba* des 5 et 6 septembre 1992. Traduit en français par Vesna Radovic-Bernard.

vous de choisir ce que vous préférez. D'un patriotisme éclairé, personne ne semble avoir entendu parler.

L'individu est visiblement dépourvu de culture politique sérieuse. Il est même parfois touchant d'ignorance. Dans un discours, il s'étonne de la résistance que rencontre, dans une partie de l'opinion, l'idée de l'homogénéisation de la nation. Il ne sait pas que l'homogénéisation peut servir, et le plus souvent sert de prélude à la fascisation d'une société. Les marxistes, eux, savaient cela. Il n'est donc pas même marxiste. Il n'a aucune notion de la rhétorique des différents courants de droite de l'histoire serbe récente, aussi ne se doute-t-il pas qu'en mettant en avant la nécessité de l'union, il ne fait que paraphraser les discours de Nedic sous l'Occupation ou les slogans de Ljotic. Pour lui, la politique se réduit à une technique de prise du pouvoir et aux recettes pour s'y maintenir; les idées ne l'intéressent pas. Il n'est pas marxiste car, quoi que l'on pense d'eux, les marxistes avaient l'étroitesse d'esprit nationaliste en horreur; il n'est pas davantage nationaliste, bien qu'il joue effrontément sur cette carte. Il n'est rien et c'est pourquoi nous ne sommes nulle part.

L'idée nationale est, chez les Serbes, traditionaliste, chez d'autres, revanchard, mais partout provinciale et surannée. Le nombrilisme est roi et chacun est à soi-même l'alpha et l'oméga de toute chose. C'est une des raisons pour lesquelles personne ne nous comprend. Le monde évite d'instinct les autistes, qui ne doutent de rien. *Comme des rocs inébranlables*, dit l'hymne national. Malgré Nietzsche, Marx, Freud, Kafka et Einstein, rien n'est venu entamer notre conscience monolithique; nous nous en tenons à Ptolémée, Euclide, Newton; dans notre système géocentrique, la relativité n'a pas sa place. Jamais actualisées, certaines-mêmes de nos vertus patriarcales paraissent comme des tares, sont inopérantes. Tant de gaucherie historique dénote une certaine honnêteté. La critique de nos défauts serait trop facile; renonçant à les énumérer, je me dis qu'il y a là, peut-être, une nécessité qui reste impénétrable à la raison.

Nous sommes tout d'une pièce, persuadés que tout ce que nous savons, pensons et éprouvons, revêt une importance universelle. Nous mettons notre fierté à rejeter les motifs et les raisons des autres. La guerre a instauré un état de déculturation générale. Les liens ont été rompus, qui sont les présupposés de la circulation des valeurs et des contenus culturels. La communication entre les groupes ethniques est désormais assurée par les canonnières et les snipers.

L'élite a failli à sa mission première, qui est l'examen critique des événements. Elle a, soit accepté de servir, soit choisi de se retrancher derrière une sorte d'indépendance nihiliste qui nie toute solidarité avec la nation. Il se trouve, dans ce qu'on appelle l'opposition, des malheureux pour se réjouir de la catastrophe qui nous échoit. Comment s'étonner que, entre eux et le Guide, la majorité ait choisi le Guide : pour lui, au moins, les choses sont plus difficiles.

La surenchère patriotique est vraiment trop commode. L'aspirant au titre de plus grand patriote ne saurait être battu: c'est lui qui fixe la règle du jeu, en détermine le contenu et les critères d'appréciation. Quand il veut la guerre, vous devez suivre et quand il se décide pour la paix, il faut sans tarder déposer les armes. Pourquoi, comment, quand, ou? Il est le seul à le savoir. Le plus souvent, l'amour qu'il porte à son peuple ne s'exprime pas en actes, mais en paroles. Pour peu que vous fassiez preuve de réserve à l'égard d'émotions chauffées à blanc ou de circonspection dans le maniement de la langue, il vous taxera de cosmopolitisme et de tiédeur et vous accusera de ne rien comprendre à la gravité du moment. Tout patriote enflammé est un usurpateur d'autorité, il s'approprie en exclusivité un bien qui, par définition, est commun à tous et n'a de sens que si tous les membres de la communauté y prennent part. Gare à celui qui estimerait indigne de participer à cette surenchère. Des concours de patriotisme! que n'inventerait-on pas pour régner sur ses semblables ou se procurer un avantage quelconque sur eux. Combien d'écrivains médiocres, de garçons de café incapables, de savants ratés qui, du jour au lendemain, se sont métamorphosés en bons Serbes. Tel qui, comme sociologue, n'a rien produit de remarquable sera imbattable en "serbitude".

Etre patriote aujourd'hui, c'est s'arroger le droit de juger du patriotisme des autres. Le piège qui vous est tendu fonctionne à tous les coups : que vous vous efforciez de satisfaire aux exigences que les arbitres auto-proclamés du patriotisme vous imposent ou que, fermement, vous les envoyiez au diable. Ils ont fait main basse sur la patrie, décidé comment et qui il fallait aimer et gesticulent maintenant dans le vide comme cet homme qui, dans les années soixante-dix, s'étant institué agent de police, réglait, à ses risques et périls, la circulation dans la rue Maxime Gorki. Le malin y avait pensé le premier.

Un grand patriote ne peut être battu que par un plus grand patriote, encore plus fou. C'est seulement lorsque, à force de surenchères, l'amour de la patrie acquiert les dimensions d'une catastrophe que l'homme de la rue commence à mettre en doute la valeur et le bien-fondé d'un tel patriotisme. Le droit à juger du patriotisme d'autrui que s'arrogent certains chez nous est le dernier avatar de la violence que l'ordre patriarcal exerce sur la conscience de l'individu. Trouaille rusée pour donner à meilleur et plus sage que soi mauvaise conscience. On ne peut interdire aux imbéciles d'aimer leur patrie, mais il serait bon qu'ils le fissent en silence. Eux, cependant, s'obstinent à vouloir nous donner des leçons de patriotisme. Profitant de ce que, comme on dit, leur moment est venu. Dans les circonstances actuelles, chacun de ces moments dure une éternité.

Paris
Août 1992

INTELLECTUELS, POLITIQUE ET GUERRE

Ivan VEJVODA*

De la question politique on ne se délivre pas : le désir de liberté ne va pas sans celui d'une société dans laquelle soient données les conditions du discord, et de la reconnaissance réciproque de l'un par l'autre. (Claude Lefort)

La première obligation est d'éviter les extrêmes de la souffrance (...) Le mieux que l'on puisse faire, comme règle générale, c'est de maintenir l'équilibre précaire qui empêchera l'apparition de situations désespérantes, de choix intolérables - c'est cela la condition première d'une société convenable; d'une société à laquelle nous pouvons toujours tendre ayant à l'esprit l'extension limitée de nos connaissances et même de notre compréhension imparfaite des individus et des sociétés. Une certaine humilité est fort nécessaire dans ces affaires. (Isaiah Berlin)

Lors d'une conférence tenue à Budapest au mois d'octobre 1992, le sociologue de renom, et actuel directeur de la télévision hongroise, Elemér Hankiss, a décrit les récentes années de transition en Europe centrale et orientale de la manière suivante : 1989 - annus mirabilis, 1990 - annus esperantiae, 1991 - annus miserabilis, 1992 - annus desillusionis (ou) annus realismis.

* Chercheur à l'Institut d'études européennes de Belgrade, co-fondateur du Forum démocratique (1989 - depuis dissout) et du Cercle de Belgrade - Association des intellectuels indépendants (1991); a publié des études sur la Révolution française, La Boétie, Walter Benjamin, sur les questions de la transition en Yougoslavie, etc.

Pour beaucoup de raisons l'année 1992 a été, en Europe centrale et orientale (et non seulement là), l'année de la rencontre avec les dures réalités du monde présent, des désillusions à propos d'une transition que l'on croyait rapide et aisée, qui devait conduire à une culture politique démocratique, à des institutions démocratiques stables et à une économie viable; c'est au moins le cas pour ceux qui avaient encore des illusions à ce sujet ou vivaient encore dans le sur-réel par rapport au monde contemporain. Bref, le désenchantement, et la désaffection sont là.

L'ex-Yougoslavie (pays qui, parmi les pays de régime communiste, a presque toujours été à part), quant à elle, en ce début de 1993, est en guerre. Un pays a disparu, s'est divisé en petits Etats, et de la pire manière, par une guerre commencée en 1991. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées, davantage blessées, dont beaucoup désormais invalides, des centaines de milliers ont dû fuir leurs maisons, leur terre natale ou d'élection abandonnant tout pour sauver leur vie, et sont ainsi devenues des réfugiés. Des dizaines de milliers de jeunes, de professionnels, d'artistes, de scientifiques, d'intellectuels ont quitté le pays pour retrouver une "vie normale" qu'il ne pensaient plus possible dans ces territoires. Le "brain drain", comme tout le reste dans cette histoire sombre, insensée, brutale et inutile de ce pays balkanique, représente une énorme catastrophe au seuil du nouveau siècle. Les instigateurs de la guerre, semble-t-il, ont voulu confirmer les thèses de Jan Patočka dans son "essai hérétique" sur "Les guerres du XXe siècle et le XXe siècle en tant que guerre". A la lumière de l'expérience yougoslave, il faudrait développer, parallèlement à la théorie du choix rationnel (*rational choice theory*, fort prisée en certains milieux de sciences sociales), une "théorie du choix irrationnel". En d'autres termes, comment un choix comme celui des armes a-t-il été possible, comment a-t-on pu penser qu'il pourrait résoudre problèmes et conflits d'intérêts entre Républiques, entre groupes ethniques de l'ex-Yougoslavie, à la fin du XXe siècle, sur le continent européen? Ce choix fait la preuve d'une totale absence de conscience de l'espace et du temps présent.

L'espace : le continent européen, aujourd'hui l'un des espaces privilégiés de la planète. Il n'a pas connu de guerre depuis 1945, depuis donc plus de 45 ans. Il y a eu Budapest en 1956, Prague en 1968, il y a l'Irlande du nord et d'autres points de tensions, mais il n'y a pas eu de guerre aussi meurtrière et aussi potentiellement déstabilisatrice.

Le temps : en simplifiant, c'est celui de la globalisation de l'économie mondiale, de l'intégration européenne (avec des effets à la fois positifs et néfastes), celui d'une course effrénée entre ex-pays communistes pour se situer à la meilleure place dans les négociations avec la Communauté européenne et les institutions monétaires internationales.

Le choix de la guerre montre une ignorance, une incapacité totale à se situer en face des réalités du monde moderne.

Quels qu'aient pu être leurs sentiments, les responsables de la guerre auraient dû, par simple bon sens politique, se rendre compte qu'une guerre additionnée de "purification ethnique" en plein milieu de l'Europe à la fin de ce siècle, était inacceptable pour la communauté internationale, et que le prix à payer pour l'avoir engagée serait énorme. De toute évidence les protagonistes de la guerre n'ont fait aucun calcul, aucune prévision des conséquences possibles de l'engagement militaire. Mais, ils se sont fait de grandes illusions sur l'efficacité de la violence, des armes, des armées, de la guerre comme instruments de solution des conflits d'intérêts entre unités politiques composant l'ex-Yougoslavie.

Les nomenklaturas des Républiques de l'ex-Yougoslavies, scouées par la chute du Mur de Berlin, affrontaient des problèmes immenses en dépit de l'avantage relatif dont disposait la Yougoslavie par rapport à ses voisins de l'Europe orientale. Elle entretenait depuis 1971 des rapports économiques avec la Communauté européenne, ses habitants jouissaient de certaines libertés (liberté de mouvement, de voyage à l'étranger, liberté dans le domaine de la culture et de l'éducation), sous l'oeil certes toujours vigilant d'un Parti omniprésent. Dans ce sens le régime était, sans rien perdre de sa logique totalitaire (au sens de Claude Lefort), un totalitarisme mou.

La transformation de l'Ancien Régime communiste en un pluralisme démocratique fondé sur le respect des droits de l'homme, la liberté de parole et de réunion, le passage d'une économie contrôlée à une économie mixte, la perspective d'abandon du projet et de la logique totalitaire, du règne de l'Etat-parti sur toutes les sphères de la vie sociale, étaient un cauchemar pour les élites au pouvoir ("élite" est d'ailleurs exagéré pour désigner des individus parvenus au pouvoir au travers d'un long processus de sélection négative, basé seulement sur les principes d'obéissance et de soumission). L'ignorance des mécanismes de la société moderne, issue des révolutions démocratiques des XVII^e et XVIII^e siècles, des complexités de la vie politique, économique et sociale, n'étaient d'ailleurs pas réservée aux apparatchiks, elle était aussi le lot d'une partie, non la moindre, de l'intelligenzia, surtout littéraire, qui s'est enlisée dans des questions d'identité et de souveraineté nationales. Plutôt que de prêcher la prudence, la tolérance, la modération, la nécessité de l'ouverture dans le cadre du *novus ordo saeculorum*, plutôt que d'inventer avec d'autres la démocratie, de mettre en garde contre les écueils lorsque s'écroule une grande certitude comme l'idée communiste, que s'ouvre l'abîme de la liberté, plutôt que de prévenir contre les dangers d'un réveil du passé, ils ont commencé à interroger, discuter de frontières géographiques internes, de niveau d'exploitation de tel groupe ethnique ou national par tel autre durant l'Ancien Régime et avant, des injustices historiques

vécues par telle ou telle des nations ou ethnies dans un passé récent et lointain.

C'est vrai, l'Ancien Régime laissait un lourd héritage de problèmes réels, avant tout, le vide politique, l'absence de toute institution et procédure démocratiques, la dissolution des liens sociaux, le morcellement social, l'habitude d'un système de sécurité existentielle et professionnelle totale, la peur du vent glacial de l'économie mondiale qui soufflait sur les âmes et les corps. Adam Michnik a raison de souligner qu'en outre, "fréquemment même, les ennemis du communisme étaient sous l'influence du système auquel ils s'opposaient vigoureusement". C'aurait dû être une raison supplémentaire pour concentrer les énergies dans la recherche des voies permettant "d'éviter les extrêmes de la souffrance", et de contourner la violence. Venant de tout les côtés, l'appel à la création d'Etats-nation, la question identitaire ont été les plus forts. Les questions d'identité communautaire, à la sortie du totalitarisme, posent c'est vrai, des problèmes difficilement surmontables pour les ex-fédérations communistes.

Ceux qui détenaient le pouvoir étaient mécontents de la Yougoslavie telle qu'elle existait, chacun avait ses bonnes et mauvaises raisons pour promouvoir une politique nationale; mais peu nombreuses et faiblement organisés étaient les forces qui parlaient en faveur de la vie en commun, de l'avantage d'un Etat à territoire étendu, et disposées à chercher les "conditions du discord" productif. En outre, derrière les projets nationaux, derrière le désir de "rectifier le passé", se cachait une volonté de puissance des "élites" politiques. Loin de voir leur survie dans de vastes réformes politiques, économiques et sociales répondant au défi de la disparition du communisme, de l'intégration dans la réalité politique et économique du monde d'aujourd'hui, elles y voyaient leur perte. Pour elles, il était apparemment plus facile de tuer et détruire que d'emprunter le long et difficile chemin de la prudence et de la modération politique pour ranimer la vie sociale, politique, économique détruite.

La société ex-yougoslave était en proie à la crise depuis 1979; les réserves nécessaires au maintien de la paix sociale s'épuisaient; un nouveau projet, un nouveau commencement devaient être envisagés. La plupart des pays de l'ex-bloc communiste en Europe ont réussi à passer le premier seuil de la transition. La Yougoslavie n'a pas su ou pu éviter la catastrophe du bain de sang et de la guerre fratricide. Pourquoi?

L'une des raisons est "l'exception yougoslave" elle-même; depuis le début des années cinquante (rupture avec Staline, brèche dans le bloc communiste) la Yougoslavie était considérée comme un pays tampon entre l'Est et l'Ouest européen (elle le resta pour des raisons stratégiques, tout au long de la guerre froide), et cette circonstance a donné aux idéologues du régime "autogestionnaire" la possibilité d'une expérimentation sociale et politique illimitée. Sans doute sincère (le

chemin qui mène à l'enfer est pavé de bonnes intentions) mais bornée, circonscrite par le régime et la logique totalitaires, la recherche par les communistes yougoslaves d'une "voie entre capitalisme et communisme soviétique" a conduit à une succession de constitutions, à des "améliorations" politiques, juridiques, sociales de "l'autogestion", à la politique étrangère du non-alignement, à la tentative de définition d'une troisième voie, mais a lentement détruit la substance de la société. L'expérimentation a permis certaines des libertés, une certaine animation intellectuelle (Ecole philosophique - méditerranéenne - de Korcula, revue Praxis, etc.), soit le "courant chaud du marxisme" qui a été tolérée jusqu'en 1974, malgré des périodes de critiques violentes et parfois de persécutions, et l'existence dans les grandes villes, d'une avant-garde artistique.

Cette expérimentation, et le niveau de vie relativement élevé dont bénéficiait la population depuis la fin des années soixante n'étaient cependant possibles que grâce aux crédits des pays et des institutions monétaires occidentales. La troisième voie yougoslave, l'autogestion yougoslave, "l'exception yougoslave" étaient rendues possibles par l'argent des pays démocratiques, capitalistes occidentaux, et, donc, indirectement, par la bipolarité de l'Europe jusqu'en 1989. Cette exceptionnalité qui avait marqué la nomenklatura yougoslave s'est changée, après la chute du mur de Berlin, en une situation où toute exceptionnalité avait disparue.

La tâche à ce moment-là eût été de s'adapter à la nouvelle réalité, celle de la post-bipolarité. Dans la nouvelle donne européenne et mondiale, il fallait, modestement, prudemment, trouver une niche en gardant l'avantage acquis grâce à l'aide occidentale durant la période de l'après guerre. La tâche était à la fois immense et simple, elle nécessitait courage et humilité. Cependant, lorsqu'on s'est trouvé dans ce que Zarko Puhovski a appelé la sur-réalité, au-dessus de la réalité du monde, dans "l'exceptionnalité", il devient très difficile de revenir à la réalité, de rejoindre la terre, le terre à terre de la vie ordinaire. Le pays n'y vivait pas réellement, ni les politiciens communistes non-plus, ni une part de l'intelligenza.

La dissidence n'a jamais eu en Yougoslavie l'envergure qu'elle a connue en d'autres pays de l'Est. On ne compte que quelques véritables dissidents dont le plus connu est Milovan Djilas (paradoxalement, il a eu, pour la première fois, le droit de parler à la télévision en 1989, sous le régime de Milosevic). Lorsque, par exemple, les huit professeurs de la Faculté de philosophie de l'Université de Belgrade appartenant au groupe Praxis furent évincés en 1974, ils ont conservé leurs salaires pendant les dix années, fort difficiles, "d'exil intérieur". Ils ont plus tard pu réintégrer une institution de recherche, et, assez rapidement, pour certains d'entre eux, ont eu le droit de voyager à l'étranger. Le totalitarisme "mou", à la yougoslave (qui ne signifie pas

absence de répression ou prisons vides), avait réussi à neutraliser une grande part des énergies oppositionnelles, à les isoler, et à créer, grâce au semblant d'originalité du système "autogestionnaire", une base de légitimation pour le régime. Or, cette situation s'avère néfaste au moment de la transition à la démocratie, parce qu'elle a créé une confusion entre l'attachement au régime ancien et le sentiment patriotique (du moins en Serbie et au Monténégro).

En outre, la sélection négative des cadres de l'Etat-parti et de fréquentes purges, ont éliminé du Parti les modérés, les libéraux, les individus ouverts au dialogue et capables de créer une langue politique commune, et ont fortement diminué les chances d'un commencement.

Des forces sociales et politiques prêtes pour le changement existaient néanmoins, mais, entre le pouvoir et l'opposition, elle n'avaient pas clairement pris position. L'accès à la modernité politique et économique par la démocratisation, la création d'une économie mixte, la privatisation d'une partie de la "propriété sociale", fut une tâche devant laquelle une partie des forces intellectuelles et politiques recula.

En Serbie, à un moment politiquement crucial, en mars 1990, lors d'un référendum organisé par l'Ancien Régime, quelques grands noms de l'intelligenza, plutôt que de se ranger du côté des partis d'opposition nouvellement constitués, lesquels exigeaient que la priorité soit donnée à des élections pour une assemblée constituante, choisirent Milosevic qui demandait que l'ancien parlement communiste décide de la constitution pour la Serbie avant de procéder à des élections. A une forte majorité, Milosevic a gagné le référendum. L'apparition du populisme du nouveau régime n'a pas alarmé les intellectuels, ignorants qu'ils étaient des dangers d'un retour à l'autoritarisme, aveuglés qu'ils étaient par la question nationale, laissant ainsi pour compte la démocratisation.

A côté de l'exceptionnalité (qui allait bientôt devenir une exceptionnalité à rebours) existe un autre fait d'importance. C'est, me semble-t-il, une illusion qui coexistait tant avec l'aveuglement politique du pouvoir de Milosevic et des intellectuelles qui le soutenaient, qu'avec l'ignorance des réalités du monde (un provincialisme ambiant). Cette illusion est celle de la "septième république yougoslave", soit l'Armée populaire yougoslave (Etat dans l'Etat, décapitée par la perte de l'Etat et à la recherche désespérée d'une nouvelle demeure). L'illusion était que l'armée pouvait être utilisée pour réunir rapidement les territoires de Yougoslavie peuplés de Serbes, et ainsi contrer les séparations de la Croatie et de la Bosnie. C'était l'illusion suprême, catastrophique, qui ne pensait pas à la résistance et ne voyait pas venir l'enlèvement, l'écroulement de l'image du régime avec la destruction de villes symboles comme Vukovar, Dubrovnik, ou Sarajevo. Latinka Perovic a écrit :

"Je considère que la désintégration de l'Etat yougoslave, ou plutôt la manière dont les peuples yougoslaves se séparent, représente une défaite historique et l'expression de l'incapacité de leurs élites de trouver la formule pour la vie dans les différences. En appeler au dernier des moyens - aux armes - et, au surplus, dans un espace géographique où une génération qui vit encore se souvient de cinq guerres, est cynique, sinon infantile." (*La guerre dans l'Europe en paix.*)

Les autres intellectuels, conscients cependant de la complexité de la question nationale, avaient donné la priorité à la démocratisation, ils désiraient une transition prudente et modérée du totalitarisme à la démocratie, craignant les écueils de la "démocratie sauvage", ils ont dit tout haut (au moment où la rhétorique et la politique nationaliste et chauvine se mettaient en place, et où la haine inter-ethnique montait) cette simple vérité que l'option de la violence et de la guerre conduirait à une fin catastrophique pour tous. L'échec et la défaite seraient entiers puisque tout devrait se terminer autour d'une table de négociations, et que ceux qui resteraient en vie devraient vivre les uns avec les autres, ou les uns à côté des autres. Dans cette guerre il n'y aurait pas de vainqueurs, mais seulement des perdants. Aussi valait-il mieux regarder les problèmes en face, faire preuve d'héroïsme de l'esprit (Vico) plutôt que d'héroïsme des armes, et donc négocier tout de suite dans des conditions à tous égards meilleures que celles qui suivraient un conflit.

La voix de la raison était faible, les sirènes de l'irrationalisme chauvin très fortes. Les intellectuels nationalistes, une bonne part des médias sous la direction des pouvoirs, en un bref laps de temps réussirent à ériger des murs entre ceux qui jusqu'à hier avaient vécu ensemble dans le cadre du multi-ethnisme, du multi-culturalisme, dans l'interpénétration sociale, mais aussi sans représentation politique institutionnelle démocratique, sans structures sociales modernes, sans liens sociaux efficaces. La Constitution de 1974 de l'ex-Yougoslavie, avait induit un nationalisme d'en haut. L'extrême décentralisation qu'elle organisait avait engendré un lent processus de repli économique et politique de chacune des Républiques et Provinces autonomes. Le Parti communiste (Ligue des communistes de Yougoslavie) lui-même était désormais composé de huit partis. Le sommet du Parti vivait dans l'illusion du règne infini de la logique totalitaire et donc du contrôle total des unités fédérales. Le moment venu, celui de la chute du communisme, le nationalisme d'en haut a rejoint le nationalisme d'en bas (celui qui "sortait du frigidaire") provoquant une double accélération des sentiments nationalistes.

"Le nationalisme, dit Bernard Crick, est le motif le plus fort qui puisse conduire les gens à abandonner ou à mépriser la politique". La perte d'une grande certitude en temps de crise politique et économique grave, en période d'anomie, ouvre une possibilité de choisir l'avenir, mais, le plus souvent, les dilemmes de la responsabilité morale sont

alors refusés, le scepticisme est abandonné, et les certitudes les plus proches sont embrassées. Le champ à peine ouvert de la liberté est déserté, et toute possibilité d'une vision plus complexe, mais certes plus incertaine de l'avenir est effacée. Dans la fausse certitude, l'incertitude pourtant n'est-elle pas beaucoup plus grande?

En réalité, l'expérience de la politique était pratiquement inexistante. Des régimes communistes n'a pu être tirée qu'une expérience négative de la politique. N'en était connu que le côté instrumental, manipulateur, soit "le mal spécifique du politique" (Paul Ricoeur). Faire apparaître l'autre côté du politique, entamer le processus d'apprentissage de la démocratie, redonner une dignité au politique, dans une situation d'urgence extrême, est un travail de Sisyphe. Comprendre que la démocratie est par excellence le régime de l'incertitude, qu'elle ne connaît pas de détermination transcendentale, conduit à la saisir comme ordre conflictuel où ne règne pas la fausse harmonie (certitude), et comme seul ordre, peut-être, qui puisse garantir à l'individu un certaine liberté et une dignité qui peuvent donner naissance à une citoyenneté moderne.

L'utilisation du nationalisme en tant que technologie politique d'homogénéisation des populations autour des tenants du pouvoir, annule et détruit les processus d'invention démocratique, à leur début, faibles et capillaires. Le pouvoir assailli de problèmes insolubles, de nouveau tend à tout contrôler, retrouve les réflexes toujours là de la logique totalitaire. D'où l'étatisation de la majeure partie de la propriété qui était "sociale", la mainmise sur les principaux médias et d'abord sur la télévision, le besoin de placer ses créatures dans les institutions politiques, économiques, culturelles, l'annulation totale de l'autonomie de l'Université; tout cela est déjà arrivé ou est en cours sous le régime élu lors des élections fort contestées du 20 décembre 1992 en Serbie. Des faits semblables sinon identiques se retrouvent en Croatie.

La montée de la criminalité, résultat de la crise, de la guerre, des sanctions de l'ONU, engendre une destruction inouïe de la société, de la vie politique et économique. L'Ancien Régime survit dans la fuite en avant; il a utilisé des forces obscures pour son projet militariste; mais ces forces criminelles, para-militaires, para-économiques risquent de le mettre en question. La guerre a permis à beaucoup d'échapper aux vicissitudes de la crise et de la quotidienneté, dans l'identification à un "but supérieur", dans l'idéologie de la nation. Les signes de fascisme apparaissent et se multiplient. Il n'est pas encore là, mais ses conditions institutionnelles et sociales sont présentes.

Les forces de l'opposition s'organisent en mouvement de résistance civile. On assiste à un lent réveil d'intellectuels jusque-là enclins au nationalisme extrême, d'autres, pourtant, opposants ou partisans du régime, restent fortement attachés aux positions nationalistes. La guerre qui continue, a un effet d'homogénéisation nationale. Les sanctions décidées depuis le 30 mai 1992 ont renforcé ce processus et

ainsi le régime, affaiblissant du même coup les forces d'opposition. Elles se sont avérées catastrophiques pour les partisans du changement démocratique.

Au cours de cette période, nombre d'intellectuels se sont engagés dans la politique. Le vide laissé par le communisme, devait être rempli. En Serbie et en République fédérale de Yougoslavie la situation est particulièrement complexe. Des intellectuels, jusque-là proches de la dissidence ou à proprement parler dissidents, ont fait pour ainsi dire marche arrière et, ouvertement ou non, rejoint le camp de l'Ancien Régime appuyé sur un Parti socialiste de Serbie simple avatar de l'ancien parti. L'exemple le plus remarquable est celui du philosophe Mihailo Markovic (du groupe Praxis) devenu vice-président et membre du Comité directeur du nouveau parti de Milosevic. Ceux qu'on s'attendait à voir dans les rangs de l'opposition démocratique se sont trouvés du côté des "ennemis de la liberté", du côté d'un pouvoir autoritaire qui a toléré un certain pluralisme, permis une certaine liberté d'expression à des médias indépendants mais marginaux.

Des processus d'une extrême malignité se développent sous la direction du nouveau pouvoir et dans une situation d'appauvrissement accéléré (proportion croissante de la population tombée au-dessous du seuil de pauvreté, chômage réel qui atteint 60 à 70% de la population active, inflation qui rejoint les chiffres de la grande crise des années vingt, grande insécurité existentielle, isolement total du monde).

Les intellectuels qui ont choisi l'opposition, l'ont souvent fait à contre-cœur, ce qui n'est pas la meilleure façon de le faire. La vocation politique et celle d'intellectuel sont d'ailleurs contradictoires, mais les temps sont ainsi. Le stéréotype de la politique comme activité où l'on se salit les mains n'a pas facilité les choses. Les partis politiques d'opposition sont lents à se consolider et à se donner des contours nets. Ils manquent de professionnels, ou plutôt d'intellectuels décidés à devenir des professionnels politiques, puisque la professionnalisation de la politique semble être un mal nécessaire de la démocratie. Mais il importe que l'éthique de la responsabilité prenne, dans la pragmatique politique, le pas sur l'éthique de la conviction.

Créer les conditions pour que "la liberté des modernes" se réalise est ardu et long. Claus Offe a parlé de l'écologie politique de la patience. Les changements seront lents. Le thymos des Grecs plus que jamais sera nécessaire.

Dans ces conditions difficiles, la société civile se survit pour créer les bribes d'un processus de civilisation (Norbert Elias), elle doit construire des organisations, définir leur image et un projet politique crédible, faire face à un absentéisme ambiant, à la démonisation des opposants par des médias aux mains du pouvoir. Des hommes, des femmes, jeunes et âgés, intellectuels engagés ou non, tentent de préserver l'esprit de la liberté et de l'autonomie, de garder "la passion de la liberté et de la dignité humaine" (Tocqueville), dans une ambiance de disparition des

valeurs et des repères, dans une situation de guerre sans guerre, qui menace de s'élargir, de se transformer en guerre civile, dans une société que les termes de "démocratie sauvage" sont trop positifs pour désigner.

Belgrade
Institut d'études européennes
Janvier 1993

LA SOCIOLOGIE ET "LA GUERRE INTÉRIEURE"

Silvano BOLCIC*

Depuis le début des années 80, la crise sociale yougoslave a très vite réduit à néant les effets positifs du développement relativement réussi de ce pays, qui s'était fait sur les bases du "système de l'autogestion"; elle a sérieusement frappé les citoyens de la Yougoslavie et non la "communauté internationale". Aussi est-il compréhensible que la communauté internationale ne se soit pas particulièrement inquiétée de la "crise yougoslave" considérée comme "un problème intérieur". La Yougoslavie des années 80 présentait un intérêt politique et scientifique mineur. Les "sympathisants de l'autogestion", sans s'inquiéter particulièrement, ont jusqu'à il y a peu, semble-t-il, simplement constaté que "l'expérience yougoslave" n'avait pas réussi; les autres ont perçu l'écroulement du "modèle yougoslave de socialisme" comme participant de la chute du socialisme, selon eux inévitable et normale. Mais "la déliquescence" de la Yougoslavie était nettement moins importante d'un point de vue politique, médiatique, et nettement moins intéressante d'un point de vue scientifique que la chute du "bloc de l'Est" et de l'Union Soviétique. Cependant, la "guerre intérieure"¹ qui se déroule sur l'espace de ce qui était hier encore la Yougoslavie a ramené ce pays au centre des événements mondiaux.

* Directeur de l'Institut de sociologie à la Faculté de philosophie de l'Université de Belgrade. Texte traduit par Muriel Ecuér.

¹ La guerre dans l'ex-Yougoslavie est désignée de diverses façons : guerre "civile", guerre "ethnique", etc. J'opte pour l'expression "guerre intérieure" parce

Si cette malheureuse guerre ne les éprouvait pas, les ex-citoyens yougoslaves pourraient aujourd'hui être fiers que les télévisions et les journaux du monde entier parlent à nouveau pratiquement tous les jours de leur petit pays. Naturellement, une énorme majorité de la population de l'ex-Yougoslavie suit le retour de ce pays au "centre des événements mondiaux" non avec fierté mais avec inquiétude, trouble, et se pose une multitude de questions sans réponse, a un sentiment d'impuissance face au malheur qui s'est abattue sur elle. Ce sentiment d'impuissance découle de la conscience qu'on en est arrivé à des effusions de sang et à des destructions massives alors que, elle en est persuadée, avant le début de la guerre, il n'existait pas dans le peuple (*populus*) de sentiments d'hostilité et de désirs qui pouvaient conduire à s'entretuer; de la conscience aussi que le bon sens qui aurait permis de trouver des "solutions intelligentes" aux différends politiques, d'éviter d'utiliser la guerre pour faire valoir les "droits légitimes" de tous, ne régnait pas dans le pays, au contraire de ce que l'on pouvait attendre; de la conscience enfin que jusqu'à présent le "monde" n'a pas été "plus malin" que les acteurs locaux, et n'a pas été capable d'agir, de mettre fin aux souffrances et à la violation réelle des droits fondamentaux de l'homme dans l'ex-Yougoslavie. Beaucoup de personnes dans le monde s'intéressent à nouveau à ce qui se passe dans l'espace yougoslave. Faire cesser la guerre sur ce territoire, au nom de la paix et de la prospérité de tous dans la communauté internationale, est un défi lancé aux hommes politiques, effectuer une mission humanitaire dans les conditions jusqu'à présent les plus difficiles est un "défi" lancé aux organisations d'aide humanitaire, expliquer de façon convaincante les causes du dénouement tragique et inattendu de la longue crise yougoslave et les éventuelles solutions pour en sortir est un "défi" lancé "à ceux qui pensent" (aux scientifiques, aux journalistes).

Comme les actes des hommes politiques et l'activité des organisations humanitaires utilisent les jugements portés sur les causes des conflits, sur les "parties" qui s'opposent, sur la "logique" de leur comportement, les idées de "ceux qui pensent", des scientifiques, des sociologues en particulier, à propos des causes fondamentales de ces tragiques événements peuvent être d'une grande importance pratique. C'est pourquoi nombreux sont ceux qui, conscients du "défi" posé par la situation yougoslave actuelle, ont déjà exprimé leur opinion et avancé

que je suis convaincu qu'il ne s'agit pas d'une "guerre civile" typique, ni seulement d'une "guerre ethnique". Les parties en conflit dans cette guerre sont en effet issues de "coalitions" entre segments de la société dont les caractéristiques "fonctionnelles", idéologiques, etc. sont très diverses. Toutes ces parties résultent cependant de la décomposition de la société yougoslave d'hier; c'est pour cela qu'il y a guerre.

des explications de ces événements¹. Malheureusement, les faits de guerre qui se poursuivent dans "l'espace yougoslave" (ils ont commencé en Slovénie, se sont poursuivis en Croatie puis en Bosnie-Herzégovine) montrent que ce qui a été fait jusqu'à présent tant par les "hommes politiques" que par "ceux qui pensent" ne pouvait relever ce "défi" : les questions fondamentales que posent ces événements demeurent toujours ouvertes.

La conviction s'impose que l'expérience et la connaissance scientifique sont insuffisantes, ne proposent pas de modèles explicatifs valables des causes des événements et ne permettent pas d'en prévoir l'issue.

Les sociologues, avec raison d'ailleurs, doivent se sentir mal à l'aise : ces événements les ont surpris, ils n'étaient pas prêts à offrir un discours "sociologique" sur la guerre en Yougoslavie.

- Ils ont répété des descriptions que leur avaient proposées des journalistes ou d'autres témoins de la guerre,

- ils ont montré du doigt les "responsables" de la guerre, les "coupables" que désignent différents groupes qui trouvent dans ces désignations leur intérêt,

- ils ont répété les jugements que portent sur les conséquences tragiques de la guerre les gens "ordinaires" qui les perçoivent mieux dans leur quotidien,

- ils ont répété les appels à la cessation de la guerre et au règlement pacifique des différends politiques, lancés par ceux qui ont poursuivi leurs décisions politiques par l'ordre de passer à l'action militaire dans certaines parties de la Yougoslavie.

Les sociologues se doivent à eux-mêmes et au public de répondre à de nombreuses questions essentielles, mais avant tout, ils se doivent de fournir une explication sociologique des circonstances sociales qui ont provoqué le dénouement rétrograde de la "crise yougoslave des années 80" dans le déclenchement d'une guerre "intérieure" et inter-ethnique; ils doivent analyser pourquoi et comment les gens "ordinaires" ont donné, de façon souvent cachée, parfois ouverte, leur consentement à ce que la crise se dénoue par la guerre; ils doivent s'interroger sur les causes de l'inefficacité de nombreuses actions pacifistes; ils doivent enfin traiter cette question : quels types de sociétés cette "guerre intérieure" est en train de créer dans ce qui était jusqu'à hier la Yougoslavie?

¹ Voir, par exemple, les articles parus dans le bulletin *Yugofax* (Londres), qui traitent d'une proposition de solution du conflit, élaborée en commun par War Report et Helsinki Citizens Assembly (été 1991).

Les sociologues avaient-ils prévu la "guerre intérieure" ?

A l'exception de ceux qui dans un effort de "perspicacité rétrospective" veulent faire preuve "d'intelligence", la majorité des sociologues, et la majorité des autres chercheurs en sciences sociales, doivent reconnaître que leurs connaissances ne les ont pas amené à conclure que le "dénouement militaire" de la crise yougoslave des années 80 pouvait être la tendance dominante. Ils pressentaient, certes, des troubles sociaux massifs (S. Bolcic, 1989), ils s'attendaient à ce que "l'ordre soit institué de façon autoritaire" avec le soutien du complexe politico-militaire (N. Viskovic, 1989), ils prévoyaient une aggravation des "relations entre les Républiques", voire même la séparation des membres de la Fédération yougoslave (V. Goati, 1991). Ces tendances négatives n'entraient cependant en ligne de compte que si l'on supposait que les tendances démocratiques et leurs promoteurs ne parviendraient pas, assez rapidement, à remodeler le système yougoslave selon les principes de la démocratie moderne ("occidentale") et de l'économie de marché (*Sociologija*, 4, 1990).

Jusqu'à la fin de l'année 1989, en dépit de tous les courants défavorables liés au (non)dénouement de la crise en Yougoslavie, la majorité des analystes et des sociologues yougoslaves s'attendait soit à la victoire des forces démocratiques soit à la poursuite de la lutte entre les forces démocratiques et les forces conservatrices socialistes, et donc à la perpétuation de la déliquescence chaotique de la Yougoslavie au sein des mêmes cadres étatiques et donc socio-culturels. L'enquête de S. Letica (1989) auprès des participants au "colloque de politologie", tenu à Zagreb, en octobre 1989, rend bien compte de ces attentes. A la question, "Comment envisagez-vous le dénouement des conflits politiques actuels en Yougoslavie ?", une trentaine d'éminents politologues, sociologues, économistes et autres spécialistes en sciences sociales répondaient :

- les tendances démocratiques vont se renforcer, une régulation politique démocratique des conflits va s'instaurer (six réponses)
 - le statu-quo va se maintenir ainsi que l'équilibre de la terreur (dix-huit réponses)
 - le Comité Central de la Ligue des Communistes de Yougoslavie va rendre un arbitrage basé sur le principe du centralisme démocratique (deux réponses)
 - d'autres formes d'arbitrage administratif comme par exemple l'intervention de l'armée fédérale sont possibles (deux réponses)
 - la Yougoslavie va se dissoudre et de nouveaux Etats vont se créer (deux réponses)
 - il y aura la guerre civile, le terrorisme, la violence (zéro réponse).
- S. Letica commentait ainsi ces réponses :

"Si les scientifiques (et surtout les politologues) sont bien informés alors nous pouvons être à moitié satisfaits : nous n'aurons ni guerre ni dictature militaire, mais nous n'aurons pas non plus de démocratie." (S. Letica, p.17, 1989)

Comme les sciences sociales en leur état actuel ne permettent pas de faire des prévisions fiables, même à court terme, l'écart entre les prévisions et la réalité qui a suivi laisse, certes, un sentiment peu agréable, mais pourrait être oublié. Cet écart peut aussi conduire à déprécier la sociologie et les autres sciences sociales, et à en critiquer la "stérilité". Ces critiques ont été fréquentes alors qu'on attendait des spécialistes en sciences sociales des propositions pratiques pour "remettre en ordre" la société, mais, dans la société yougoslave, ils n'avaient pratiquement aucune possibilité réelle d'influencer les événements.

Les sociologues comme les autres spécialistes, quant à eux, font peu de cas de ce pronostic raté; ils pensent que leur science est amenée à se perfectionner; ils comprennent malgré tout mieux maintenant les circonstances qui ont conduit à un dénouement par la guerre, et perçoivent mieux les changements sociaux qui pourraient dans la conjoncture difficile actuelle amener à dépasser "l'état de guerre" dans "l'espace yougoslave".

Pourquoi n'a-t-on pas vu venir la "guerre intérieure" en Yougoslavie ?

En simplifiant, les sociologues (et les autres spécialistes en sciences sociales) ne s'attendaient pas à ce que la crise yougoslave des années 80 se dénoue par la guerre parce qu'ils n'ont pas perçu les processus sociaux conduisant à ce dénouement, ou ont, comme tout un chacun, succombé au vain espoir que tout finalement se terminerait bien. Au reste, quand ça va mal, le public ne désire pas entendre des prévisions assurant que ça ira encore plus mal. Il faut aussi dire que les connaissances en sciences sociales, même quand elles sont le résultat d'études scientifiques scrupuleuses, sont marquées par "la conscience sociale dominante" qui n'est pas reflet mais partie de la réalité sociale¹. C'est pourquoi les sociologues auraient dû prendre en compte le fait que la conscience sociale dominante ne prévoyait pas un "dénouement militaire" de la crise yougoslave. Comme l'a montré une enquête réalisée

¹ V. Goati donne les résultats d'un sondage effectué auprès des citoyens de toutes les Républiques et provinces en 1980, selon lequel seulement 6,7% de la population s'attendait au "démembrement" du pays et à la formation de plusieurs Etats indépendants. (Goati, 1991, p. 66)

en Bosnie-Herzégovine (à Banja Luka, Sarajevo et Mostar) en mai 1990 (alors qu'étaient déjà entrés en scène les politiques et les acteurs qui ont conduit à la guerre et qu'avaient eu lieu les premiers "incidents" sanglants) seulement 6% des personnes interrogées à Banja Luka, 3% à Sarajevo et 2% à Mostar admettaient la possibilité d'une guerre civile (D. Jovic, 1990). Presque 95% des personnes interrogées s'attendaient alors à ce que :

- la crise soit surmontée et les conflits nationaux apaisés (36% à Banja Luka et Mostar, 33% à Sarajevo)

- un nouvel accord sur un Etat commun intervienne (30% à Banja Luka, 32% à Sarajevo et 29% à Mostar), ou à ce que

- les réformes réussissent en dépit des conflits nationaux aigus (26% à Banja Luka et Sarajevo, 28% à Mostar). (D. Jovic, 1990)

En réfléchissant à ces réponses maintenant qu'une guerre civile et inter-ethnique brutale a éclaté en Bosnie-Herzégovine, ou l'on peut douter que ces réponses aient été données par des adultes normaux, ou bien l'on doit s'avouer que nos connaissances de l'homme et de la société sont bien fragiles pour qu'en un temps aussi court des renversements aussi dramatiques puissent se produire. On peut, bien sûr, penser aussi que tous, justement parce qu'ils pressentaient la guerre civile, s'efforçaient, mythiquement, de rejeter, au moins en parole, le mal hors de la réalité. Malheureusement, personne encore n'est devenu immortel grâce à la négation de la mort. L'espoir entretenu par la majorité des citoyens de l'ex-Yougoslavie, qu'il n'y aurait pas la guerre civile n'a pas évité la guerre. Bien que, consciemment ou par erreur, elle n'ait pas été pressentie, la guerre est le résultat de processus sociaux que, semble-t-il, les sociologues auraient dû remarquer.

A l'instar des gens "ordinaires" vivant les événements des "zones de crise" (en Croatie en particulier) dans la seconde moitié de l'année 1990, les spécialistes ont été de plus en plus nombreux à voir "la guerre civile" comme dénouement malheureux de la crise yougoslave¹. J. Zupanov,

¹ J. Miric, dès la fin 1989, a clairement remarqué que "les guerres civiles, politiques et verbales qui font rage sur notre espace peuvent se rapprocher dangereusement d'une véritable guerre civile". (J. Miric, 1989, p. 204) Pourtant chez de nombreux analystes on remarque une certaine réserve quand il s'agit d'envisager une véritable guerre civile. Ainsi, V. Goati termine son analyse de la société yougoslave, en mai 1991, par ces mots : "Ainsi la Yougoslavie, après une guerre médiatique qui a duré de 1988 à 1990, est entrée dans une période de guerre civile circonscrite. Reste une question à laquelle aujourd'hui il n'y a pas de réponse précise : est-ce que cette éruption de violence qui a déjà emporté des dizaines de vie permettra aux dirigeants des Républiques de Serbie et de Croatie de réfléchir pour trouver un compromis et renoncer à leurs exigences maximales, ou n'est-ce que le prologue d'une guerre entre les

à la fin du mois d'octobre 1990, après avoir examiné les événements de la région de Knin et en Bosnie, le comportement de l'Armée fédérale et d'autres acteurs du pays, concluait : "tout ceci pousse à la guerre civile" (J. Zupanov, 1990). D'après la recherche menée par l'hebdomadaire *Danas* à la fin 1990, sur un échantillon de 1000 citoyens de Croatie, un tiers des personnes interrogées s'attendaient encore à une baisse des tensions et à des accords entre Républiques, mais déjà un cinquième considérait "qu'aucun accord entre les Républiques n'est désormais possible", et 14% préoyaient qu'il y aurait des conflits durables entre les Républiques (D. Jovic, 1991).

Une enquête effectuée à Belgrade en février 1991 révèle la progression de l'idée de la guerre civile comme dénouement de la crise. A cette époque, près de 47% des personnes interrogées (sur un échantillon de 250 personnes) pensaient qu'on pouvait en arriver à une guerre civile. En outre, 39% étaient prêts à participer à une telle guerre (N. Kandic, 1991).

Paradoxalement, les hommes politiques et les détenteurs de la force armée niaient plus fermement que d'autres l'éventualité d'une guerre civile. Ainsi le général V. Kadijevic affirmait, en décembre 1990 : "la Yougoslavie ne sera pas le Liban" (*Danas*, 1990). S. Mesic, en mai 1991, disait qu'il n'y aurait la guerre ni en Croatie ni dans les autres parties de la Yougoslavie (*Danas*, 1991). Mais ceux qui savaient lire entre les lignes les déclarations des hommes politiques pouvaient penser que la guerre serait le résultat probable des événements qui avaient eu lieu en Yougoslavie.

Pour diverses raisons, les sociologues n'ont pas senti que la guerre "civile" ou "intérieure" s'approchait. Tout d'abord, les sciences sociales jusqu'ici n'offrent pas d'outils permettant d'observer et classer les faits qui mènent à une "guerre civile". La sociologie ne prend guère en considération que les "guerres entre Etats" et les événements qui les ont engendrées. (M. Pecujlic, V. Milic, 1991).

L'éclatement de toute guerre a toujours quelque chose d'inattendu, d'imprévisible, mais la "guerre entre Etats" est plus facilement prévisible que la "guerre intérieure". Car, en dépit de leur dimension chaotique et tragique, les "guerres entre Etats" ont leur "logique", leur "normalité", une dynamique probable, une durée possible et des issues plausibles. La guerre est, avec raison, comprise comme la poursuite de la politique d'un Etat par des voies militaires. Des "buts de la guerre", on peut déduire son déclenchement, sa durée et sa fin. "Les acteurs" directs de la guerre entre Etats sont, en premier lieu, des formations militaires légales qui combattent sur l'ordre "d'instances étatiques". Ces "instances" qui décident des actions stratégiques des corps militaires au cours de la guerre restent relativement stables, ce qui empêche la

nations comme celle qui a fait rage sur ces territoires de 1941 à 1945?" (V. Goati, 1991, p. 71).

scission de la communauté sociale entraînée dans la guerre. L'Etat qui, au cours de la guerre, se désagrège et perd la capacité de maintenir à l'unité de la société ou qui se voit contraint de renoncer à ses buts de guerre, perd la guerre.

Les analyses de la "guerre entre Etats" ne sont que partiellement pertinentes pour comprendre les "guerres intérieures" ou "civiles". Dans celles-ci tous les événements sont erratiques (hors de l'ordre établi), et le rapport d'hostilité (nécessaire à la guerre) ne s'instaure clairement que lorsque commence le conflit armé. Au début et même plus tard, les actions militaires sont interprétées comme des "incidents" entre formations armées constituées ad hoc, agissant comme si elles définissaient elles-mêmes les buts et motifs de leur action. La guerre se déroule dans un "espace social" où coexistent longtemps ceux qui se battent et ceux qui ne désirent pas la guerre.

Dans la "guerre intérieure", les parties en conflit dissolvent la "structure sociale" existante, divisent en "fronts" des populations qui jusqu'alors travaillaient ensemble, communiquaient, avaient les mêmes préoccupations existentielles. Ce qui dans la "guerre entre Etats" permet une certaine stabilité de la société en guerre, justement ce qui en fait un "Etat" dans le sens originel du terme, se décompose dans une société gagnée par la "guerre intérieure". La société en tant que communauté sociale organisée, gérée selon un ordre normatif, disparaît. Dans la "guerre intérieure" ou "civile" l'Etat s'effondre sur ses bases, et ainsi la possibilité de "gérer la guerre" se perd. Plus, avant la guerre, la société était minée, l'Etat impuissant, les divisions sociales nombreuses et profondes, plus la dynamique de la "guerre intérieure" est erratique, la guerre incontrôlable, longue et destructrice de la société.

De jour en jour, "la guerre intérieure" détruit tout ce qui constituait jusqu'alors la structure et le système d'une société, interdit la consolidation des institutions qui pourraient exercer un contrôle sur les formations armées qui se combattent. "La guerre intérieure" cesse soit lorsque les parties en conflit réussissent à se doter des "attributs d'un Etat" et agissent comme Etat, soit lorsqu'intervient une troisième partie qui agit comme Etat et impose ses raisons de cesser la guerre.

A la suite d'une "guerre entre Etats", si l'on fait abstraction des dommages et des destructions, au moins l'une des parties en conflit obtient un certain avantage (récupère ou conquiert des territoires, réduit la menace que pouvait représenter l'autre partie, etc.). Le résultat d'une telle guerre est le plus souvent durable; une guerre entre Etats se répète rarement avec les mêmes buts. "Les guerres intérieures" sont des "guerres de perdants"; une fois terminées, le rapport d'hostilité qu'elles ont instauré persiste parce que toutes les parties en conflit ont subi des pertes irréparables et n'ont réalisé aucun gain. Dans un tel espace social des formes de confrontation cachée et contenue subsistent et ont pour conséquence l'immaturité durable de la société.

Si toute guerre est un grand malheur, la "guerre intérieure" est une véritable tragédie; elle détruit les fondements de la société, ne permet plus aux gens de se comporter de façon civilisée. En règle générale, les gens ne sont pas préparés à une telle guerre, jusqu'au moment où des actions armées ont lieu dans leur rue, ils espèrent que les événements prendront un autre cours. Face à un tel malheur, l'intelligence et le bon sens ne sont d'aucun secours.

Ces caractéristiques de "la guerre intérieure" pourraient excuser la sociologie de n'avoir pas remarqué les prémices de la guerre et du dénouement de la crise yougoslave. Pourtant, les symptômes annonciateurs d'une guerre quelle qu'elle soit sont connus, le "glissement" d'une société vers la guerre est caractéristique. Ce qui peut surprendre, c'est davantage le moment et le prétexte direct de la guerre, non la guerre en elle-même.

Une part de ce qu'a posteriori on perçoit, qui concourt à expliquer la guerre était perceptible avant le début de la guerre. Certes, la "transparence" des préparatifs de la "guerre intérieure" est moindre que celle d'une "guerre entre Etats". Mais, dans ce cas aussi il y a des événements annonciateurs; "quelqu'un" dans la société se prépare à résoudre les problèmes de la société "à son profit", "par tous les moyens" (ce qui signifie aussi l'emploi de la force armée). Mais, je l'ai déjà dit, ni la population ni les experts en sciences sociales n'étaient au fond prêts à accepter la possibilité d'une "guerre civile" dans leur pays, n'étaient, semble-t-il, prêts à se rendre compte que certains événements dans les années précédentes préparaient la "guerre intérieure" ou "civile".

Processus et événements qui montraient que la "guerre intérieure" se préparait

Les événements sociaux, les "grands événements" en particulier résultent de processus nombreux, d'origines et de durées diverses. C'est pourquoi, non seulement le public mais aussi les "experts" les expliquent de façons différentes. Il est impossible de formuler une "vérité" unique qui ne serait pas sujette à controverse pour expliquer la "guerre intérieure" Yougoslave (1991-92), d'autant que cette guerre se poursuit.

Les faits de guerre sur le sol de l'ex-Yougoslavie au cours des années 1991-92 sont, semble-t-il, la suite tragique de la crise sociale des années 80, la conséquence du choc entre politiques contradictoires (d'acteurs locaux avant tout) engagées pour résoudre cette crise. La crise "génétique" des régimes socialistes, "les antagonismes religieux et ethniques existant depuis longtemps dans l'espace yougoslave", l'influence d'acteurs extérieurs, le caractère des

dirigeants politiques qui ont poussé au dénouement de la crise sont des éléments importants pour comprendre non seulement le déclenchement, mais aussi "l'apparence" de la guerre.

Comme d'année en année la crise sociale subsistait, que ses conséquences destructrices aux plans économique, politique, moral se multipliaient, qu'aucune politique concrète pour dénouer la crise n'avait un impact social suffisant sur la société yougoslave d'hier, il fallait s'attendre à ce que certains s'efforcent de réduire les conséquences négatives de la chute attendue du "régime yougoslave" en sortant de cette "communauté étatique malade", et que d'autres fassent des efforts contraires pour mettre un terme à la dissolution chaotique de cette communauté en cherchant à créer un "Etat fort". C'étaient là des aspirations sociales massives, apparaissant sur fond de crise sociale, et non des désirs subjectifs.

Ces efforts contradictoires trouvèrent une expression politique claire, dès le début 1989, lors des discussions sur les amendements de la Constitution Fédérale; les uns cherchaient à émanciper les Républiques au sein de la communauté étatique yougoslave, les autres aspiraient à renforcer la Fédération. Des "fronts politiques" contraires que constituèrent alors "fédéralistes" et "confédéralistes" se dégagèrent les "fronts militaires" qui apparurent dans la guerre. Naturellement, au début, la composition de ces "fronts" était fluctuante, "non-transparente", n'avait qu'un vernis "républicain", impliquait des confrontations internes sur d'autres questions (comme la question alors importante mais rapidement oubliée de "l'organisation de la Ligue des Communistes de Yougoslavie"). (D. Grdesic et coll., 1989)

Ces différentes confrontations politiques, antérieures à la guerre, permettent aujourd'hui de dire de façon convaincante que les événements politiques préparaient la "guerre intérieure" (voir par exemple, la XIIIe session du Comité Central de la Ligue des Communistes de Serbie en 1987, la Constitution de 1974, l'arrivée des communistes au pouvoir en 1945, la création même de la Yougoslavie en 1918). Avec le recul il apparaît que toute l'histoire de la Yougoslavie et des peuples vivant dans cet espace est jalonnée d'indices annonçant cette malheureuse "guerre intérieure".

Pourtant, si l'on considère que la guerre est par essence un conflit destructeur qui a pour but de résoudre par la force d'autres conflits, alors il apparaît que seules quelques politiques concrètes ont concouru à provoquer cette guerre, et en particulier les politiques qui ont ramené toutes les questions sociales clés à des problèmes concernant l'Etat, les politiques qui ont transformé les dissensions entre segments de la société en hostilité, les politiques qui ont conduit à préparer et à adapter les "appareils étatiques" militaires et autres en vue de la résolution par la force des différends politiques.

Les acteurs ("agents de l'Etat", "représentants des intérêts généraux") qui ont travaillé ardemment à mettre en forme et à réaliser

ces politiques ont de facto contribué à préparer la "guerre intérieure". Si l'activité de ces acteurs, qui n'était pas toujours été "transparente", avait été suivie et analysée plus sérieusement, il serait apparu plus tôt que la société yougoslave s'acheminait vers un "dénouement militaire" et "non-démocratique" (pacifique) de la crise du régime installé par la deuxième session du Conseil Anti-fasciste de Libération Nationale de la Yougoslavie.

Il n'est pas possible d'exposer ici les préparatifs connus de la "guerre intérieure". Beaucoup de faits ne pourraient être établis que par des analyses scrupuleuses. Ainsi, il faudrait étudier sérieusement les activités de nombreux acteurs (pas seulement des médias) qui ont transformé les désaccords existants (et les intérêts contradictoires) du pays en hostilité entre segments de la société (avant tout segments ethniques). Ainsi, désigner la partie adverse par des termes qui, dans le passé, étaient donnés à des éléments qui s'entretuaient (comme *oustachi* et *tchetniks*) a contribué à transformer les désaccords en hostilité et à préparer le terrain de "la guerre intérieure".

En plus de ces incitations à l'inimitié entre ethnies, il faudrait mentionner les préparatifs proprement militaires (transferts de parties de l'appareil de production militaire, essentiellement de l'Ouest vers l'Est, déplacement de l'équipement militaire affecté à la défense territoriale vers les entrepôts de l'Armée fédérale. Il faudrait encore analyser les changements organisationnels (redécoupage des régions militaires), les changements dans l'organisation des services du Ministère de l'Intérieur et la Sécurité d'Etat. La question de savoir comment les citoyens ordinaires ont été armés est un problème particulier.

Les faits connus amènent à conclure que ces activités liées à l'armement sont devenues plus fréquentes après que se soient aggravées les relations entre les différentes parties de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, après qu'aient été institutionnalisées la tendance à la "démocratisation" radicale de la Ligue et la tendance au renforcement de son unité. Certains partis républicains se sont faits les porte-parole d'orientations politiques divergentes, conduisant à poser la question de l'efficacité du mécanisme central de préservation de l'unité de l'Etat yougoslave. De même certaines personnes au sein de l'appareil de défense de l'Etat ont cru nécessaire de consolider les mécanismes de préservation de l'unité de l'Etat et l'organisation militaire de la société. Il faut ainsi noter que les premières divisions en "fronts politiques" qui deviendront par la suite des "fronts militaires", sont d'abord apparues au sein de la Ligue des Communistes. Certains processus de transformation du désaccord en hostilité ont d'abord vu le jour dans cette institution, ce qui a contribué à créer un climat social propice au "dénouement militaire" de la crise. Ainsi M. Kucan (président du Comité Central de la Ligue des Communistes de Slovénie) et S. Milosevic (président de la Ligue de Serbie) ont à un moment "incarné" ces "fronts politiques" contradictoires qui, revêtant rapidement un

caractère national, ont favorisé la dissolution tragique de la communauté étatique et sociale yougoslave.

Caractère national des conflits politiques et préparation de "la guerre intérieure"

Comme les parties en conflit ont, par excellence, un profil "national", on pourrait penser que les désaccords entre "nationalités" et l'intolérance ont été la cause principale des confrontations, d'abord politiques puis armées. La guerre, beaucoup le pensent, aurait seulement révélé au grand jour des dissensions inter-ethniques longtemps cachées, refoulées, et les dommages causés aux "intérêts nationaux" de chaque ensemble ethnique. Comme le régime d'alors ne pouvait surmonter ces désaccords, il aurait fallu démolir définitivement l'Etat yougoslave pluri-national et créer de nouveaux Etats sur des bases nationales. Les victimes humaines et les dégâts matériels occasionnés par la guerre sont pour certains simplement le prix de ce passage de l'ancien ordre étatique au nouveau ("désiré"). Il en résulterait que la guerre, les effusions de sang, les souffrances, les énormes dégâts matériels, apporteraient finalement à la majorité des citoyens de la Yougoslavie d'hier des lendemains meilleurs. Sous cet angle, tous les préparatifs de la guerre semblent aussi raisonnables que les efforts actuels pour mettre fin aux hostilités, en prévoyant que chaque "peuple" dispose de son Etat.

Il faut cependant souligner que la majorité des habitants de la Yougoslavie ne considérait pas les "dissensions nationales" et la non-réalisation de leurs "intérêts nationaux" comme un grand malheur. Une multitude de faits empiriques montrent qu'il n'existait pas dans la vie quotidienne de discrimination à base nationale : ainsi on ne trouvait pas pas anormal de s'installer dans une région dont la majorité était d'une autre nationalité que la sienne, on n'avait pas peur de le faire, les mariages mixtes étaient relativement nombreux, les établissements d'une firme pouvaient s'installer dans différentes Républiques, etc. (S. Bolcic, 1992). Peu de "symptômes" socio-psychologiques pouvaient révéler une discrimination fondée sur la nationalité, la distance entre ethnies n'apparaissait pas de façon manifeste, et le sentiment que les relations inter-ethniques étaient mauvaises n'était pas répandu.

Des études montraient que la société yougoslave, certes pluri-ethnique, se partageait avant tout au plan social entre une élite politique privilégiée de fonctionnaires d'Etat et la masse des autres travailleurs et citoyens. C'est selon cette ligne de partage que les conflits (grèves, manifestations d'étudiants) apparaissaient, du reste, le plus souvent (S. Bolcic, 1992). On comprend donc que les sociologues se soient

attendus à ce que les couches sociales lésées, touchées par la crise sociale générale des années 80, réagissent et se révoltent¹.

S'agissant d'événements sociaux on ne peut parler de tendance probable puisqu'on ne peut procéder à des expérimentations; il est cependant possible de montrer abstraitement que les événements auraient connu un autre cours si certains mécanismes n'avaient pas fait défaut. Ainsi les événements auraient été autres, moins tragiques, si on n'en était pas arrivé à une sorte de "nationalisation" des différends politiques "grâce" aux "fractions" républicaines apparues au sein d'une couche dirigeante détenant la force et le pouvoir, qui, auparavant, était relativement homogène au plan idéologique². Malheureusement, ces "fractions" au sein du pouvoir socialiste ont déplacé le centre des conflits sociaux du terrain des libertés politiques et économiques et des droits des citoyens vers celui des droits nationaux collectifs et du rôle de l'Etat. Les "fractions" se sont ainsi données la possibilité de demeurer dans la couche dirigeante lors même que le "système" changeait radicalement au plan idéologique. Il leur suffisait de rallier le "peuple" et de le convaincre que ceux qui étaient hier les chefs du peuple travailleur pouvaient être les chefs les plus compétents de la "nation".

Pour séduire le peuple il fallait le persuader d'un certain nombre de choses; en premier lieu, qu'il était impossible de faire confiance aux gens d'une autre nationalité. L'analyse du fonctionnement des "fractions" ennemies au sein du milieu dirigeant d'hier (fractions implantées dans les républiques, d'un côté, et dans les instances fédérales de l'autre) depuis la fin des années 80, montre que leur activité principale a consisté à détruire la confiance mutuelle entre les citoyens yougoslaves. Le développement de la défiance à l'égard des

¹ Voir les résultats des sondages, comme celui effectué en mai 1990 en Croatie après que se soient tenues les premières élections pluri-partis dans cette République. Le sondage a été réalisé par une équipe de la revue *Danas* qui l'a publié dans le N° 437 du 03/07/1990. Selon les personnes interrogées, le nouveau gouvernement devait le plus rapidement possible résoudre les problèmes économiques (64% des personnes interrogées), les problèmes sociaux (34%), la souveraineté de la Croatie (32%), les rapports au sein de la Yougoslavie (21%), les relations entre nations en Croatie (17%), les problèmes écologiques (9%), la réconciliation nationale (3%), les questions d'enseignement et d'éducation (7%), le problème des émigrés de Croatie (1%). Les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir deux problèmes principaux. Les problèmes économiques et sociaux les inquiétaient manifestement le plus.

² Sur le rôle joué par l'élite politique dans le passage de la crise sociale durable à la "guerre civile" se reporter à de nombreux analystes, comme V. Goati, "Les élites républicaines et la dissolution de la Yougoslavie" et au compte-rendu du colloque "L'Europe et la décomposition de la Yougoslavie" de l'Institut d'Etudes Européennes, 1992.

autres nationalités a contribué à préparer la "guerre intérieure". Ce travail "de brouille" entre nationalités, poursuivi par de nombreux acteurs, divers aux plans politique et fonctionnel, était manifeste et ses conséquences prévisibles.

La division en "fronts militaires" et le déclenchement de la guerre "intérieure" étaient, semble-t-il, prévisibles avant même les premiers conflits armés. Dès la période du "réveil des peuples", on pouvait voir que se regroupaient, d'un côté, la majorité des Serbes (du moins de ceux s'identifiant comme Serbes) et, de l'autre, la majorité des communautés non-serbes. Plusieurs théories expliquent cette ligne de partage; elles mettent l'accent sur des faits durables comme le conflit entre orthodoxes et catholiques, sur le caractère de certains peuples, sur des souvenirs et ressentiments historiques, sur l'existence de complots internationaux à l'encontre des Serbes, etc. Avant d'adopter ou rejeter ces théories il faudrait prendre en considération le fait fondamental que les Serbes, au cours d'une longue histoire, se sont, plus que les autres peuples, établis hors de leur territoire d'origine (la Serbie actuelle) sur le sol de la Yougoslavie et que leur nombre, même proportionnellement, est important dans presque toutes les Républiques ex-yougoslaves (à l'exception de la Slovénie et de la Macédoine). Cela explique leur besoin plus grand de sauvegarder la Yougoslavie en tant qu'Etat unitaire. Les Serbes étaient plus sensibles à des politiques dont l'objet au moins apparent était de préserver la Yougoslavie. C'est ainsi que s'est créée la coalition, au départ plus tacite qu'explicite, des forces et des acteurs appartenant à l'ancien régime socialiste et du mouvement national des Serbes, hétérogène au plan des idées mais se déclarant "uni", et plus tard, au cours de la guerre, la coalition formée par l'armée fédérale et différents groupes armés de "patriotes" serbes.

L'intérêt existentiel des Serbes à la formation de l'Etat le plus unitaire possible (un Etat "fédéral" fort) ne constitue cependant pas une raison suffisante pour expliquer leur adhésion massive aux forces et aux actions visant à préserver l'Etat unitaire yougoslave. Le peuple serbe, en particulier dans les "régions serbes" hors de Serbie a été aussi "travaillé" par les média, longtemps avant le commencement du conflit politique et militaire ouverts.

La force réelle (militaire, matérielle, en nombre d'hommes) de cette coalition pour le "maintien de la Yougoslavie", et la conviction que ce maintien représente l'intérêt légitime et le droit du peuple serbe ont nourri l'espoir d'une victoire rapide et facile, dans toutes les formes du conflit, politiques, diplomatiques ou militaires. La certitude que les forces combattant pour la préservation de la Yougoslavie vaincraient facilement a conduit à des confrontations toujours plus dures et longues entre Serbes, progressivement identifiés comme l'une des parties en conflit, et la partie adverse regroupant tous les autres peuples et même la communauté internationale.

Ce processus qui a conduit au conflit armé n'était pas toujours évident et les interventions des acteurs politiques ne suivaient pas un plan clair, établi à l'avance, que ce soit dans le sens du démembrement par la force l'Etat yougoslave, que ce soit dans le sens du maintien par la force de cet Etat. Mais il faut souligner le rôle d'actions particulières, pas toujours très visibles, qui ont contribué à préparer le "dénouement militaire" de la crise sociale yougoslave des années 80. Si les "analystes" des événements yougoslaves (dans le pays et à l'étranger) avaient traité la préparation de la guerre avec tout le sérieux nécessaire, il aurait sans doute été possible d'agir plus tôt contre les "acteurs" qui, pratiquement du jour au lendemain, ont transformé la Yougoslavie, espace de paix au sein de l'Europe dans le plus épouvantable champ de bataille de la fin du XXe siècle.

Il est difficile de dire avec certitude quand la communauté internationale aurait dû "intervenir" dans le dénouement de la crise yougoslave, il semble pourtant qu'elle aurait dû le faire dès le début 1990, lorsque les conflits sociaux relatifs aux libertés politiques et économiques et aux droits des citoyens ont été clairement remplacés par des conflits portant sur les droits nationaux collectifs et sur le rôle que doivent jouer les institutions étatiques pour garantir ces droits. Il aurait alors fallu se mettre résolument du côté de tous les citoyens yougoslaves auxquels la communauté internationale et pas seulement "leur Etat" aurait du garantir les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen.

Après que les conflits sociaux eurent été remplacés par des confrontations inter-ethniques, que se furent créées dans toute l'ex-Yougoslavie des "fronts nationaux", il fallait s'attendre à une guerre sanglante de durée indéterminée, à ses tragiques conséquences, et à la difficulté croissante pour que les parties belligérantes trouvent des raisons pour mettre fin aux hostilités. La guerre construit une nouvelle "matrice sociale" (les gens sont classés selon leur nationalité, et définis par des "valeurs nationales") que l'on doit respecter (et que respecte maintenant *de facto* la communauté internationale) si l'on veut agir pour arrêter la guerre et revenir à la paix civile. Mais c'est justement cette matrice sociale constituée sur des bases nationales dans un espace où, pendant des siècles, se sont créées, souvent par la force, des "communautés pluri-ethniques", qui ne permet pas de sortir de la situation actuelle de méfiance entre les peuples; cercle vicieux dont on ne voit pas comment est possible de sortir.

Raisons de l'inefficacité des actions pacifistes

De la même façon qu'il est difficile de comprendre les raisons du "dénouement militaire" de la crise yougoslave des années 80, de la violence des heurts, et de la brutalité des destructions de tout ce qui se trouve "du côté de l'adversaire", il est difficile de comprendre l'inefficacité des innombrables actions pacifistes menées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Les actions pacifistes ont été inefficaces; la violence militaire n'a pas cessé dans l'espace de l'ex-Yougoslavie, les événements advenus dans cet espace, cessez-le-feu illusoires y compris, sont le résultat de décisions des "acteurs" cherchant à atteindre leurs buts politiques par les armes et non de l'action des "acteurs" travaillant à restaurer la paix. L'inefficacité n'est pas totale, bien sûr, mais les efforts pour que cessent la guerre, les massacres, les destructions des villes et des biens nécessaires à une vie civilisée, l'exode des réfugiés fuyant la guerre, sont restés vains. Il faut en conséquence se demander : qu'a-t-il manqué aux acteurs "pacifistes" pour que ce qui s'est déroulé dans l'espace yougoslave au cours des années 1991 et 1992, ne résulte que de l'action des fauteurs de guerre.

Les sociologues doivent s'interroger sur le pouvoir de certains des acteurs, sur les bases de ce pouvoir, sur la façon dont il s'est renforcé. Le pouvoir des "acteurs de guerre" semble tel que leur action l'emporte sur celle de tous les autres. Leur pouvoir vient du contrôle qu'ils exercent de fait sur les moyens de coercition physique (ils contrôlent les armes); aussi leur obéit-on plus qu'à tout autre. "Les acteurs de guerre" ("restes" de l'ancien pouvoir étatique et des institutions para-étatiques) contrôlent aussi les "résidus" de l'ancien "pouvoir civil" (l'argent, les banques, la poste, l'échange des biens, la circulation et les transports, l'information, etc.). Dans cette situation, les populations sont conscientes que leur quotidien dépend de façon décisive de ceux qui tiennent toujours "les rênes du pouvoir"; pour elles la question de la "légitimité" de ce pouvoir est moins vitale que son rôle réel dans la vie quotidienne.

D'où ce fait paradoxal : la majorité de la population dans chaque région de l'ex-Yougoslavie était pour une réorganisation pacifique de l'Etat et de la société yougoslave, mais seulement une minorité a engagé des actions pacifistes concrètes, agi ouvertement contre les "acteurs de la guerre" et cherché un soutien auprès de la communauté internationale pour dénouer pacifiquement la crise yougoslave.

Pour comprendre les rapports de force entre "acteurs de la guerre" et "acteurs de la paix", il est important de saisir que les "réseaux sociaux" créés par des années de gestion, de conduite des affaires publiques et de communication politique, sont restés dans les mains de ceux qui conduisent le pays en ce temps de guerre. Ces "réseaux" ont servi à organiser toutes sortes de "mobilisations" et leurs "messages" ont eu

un retentissement plus grand que ceux des rares médias alternatifs, apparentés aux "centres pacifistes", ou que ceux informels des nouveaux réseaux reliant les activistes des centres pacifistes. Qu'il n'y ait pas eu de forte activité pacifiste sur les territoires gagnés par la guerre ne signifie donc pas que la majorité des populations n'était pas disposée à soutenir une telle activité.

L'analyse comparative d'actions concrètes et d'actions de mobilisation (aide aux réfugiés par la collecte de fonds ou de toute autre manière, etc.) permettrait de mieux comprendre les raisons de l'efficacité/inefficacité de certains acteurs. Vraisemblablement, on s'apercevrait alors que les convictions des gens (personnelles ou œuvre des médias) ne jouent pas toujours un rôle. C'est pourquoi l'énergie déployée par les acteurs pacifistes au travers des médias, pour rallier les populations à l'idée de la paix ne pouvait compenser l'absence d'un large réseau social alternatif capable d'attirer les populations vers des actions pacifistes et de contrebalancer l'influence des réseaux utilisés par les autorités et les acteurs de la guerre.

Bien entendu, il faudrait encore analyser l'action pacifiste en tant que telle, la composition des "centres pacifistes", leurs méthodes; et, enfin, il faudrait examiner le soutien apporté par la communauté internationale à cette forme d'activité. Le cercle vicieux créé par la "nationalisation" de la crise yougoslave, ne permettait pas d'espérer que les activités pacifistes soient plus efficaces qu'elles ne l'ont été.

Belgrade

Institut de sociologie

Août 1992

Post scriptum

Ce travail reste, pour des raisons personnelles involontaires, inachevé. Ces raisons, au moins en partie, se rapportent au thème de la guerre que j'étais en train de traiter.

Cette guerre, longtemps en gestation, a frappé à nos portes durant l'été 1991, l'hiver suivant elle a emporté mon fils Ninoslav à "l'étranger", avant de l'emporter définitivement le 12 août 1992. Sa guerre est à jamais terminée. A moi et aux miens, ne reste que le tragique de la guerre, mon fils ne reviendra jamais dans ma/sa maison.

Je me suis demandé s'il fallait terminer et publier ce travail. J'avais encore en tête les raisons pour lesquelles je l'avais commencé, et j'ai pensé que publier cet essai sociologique sur la guerre en Yougoslavie avait un sens. J'ai décidé de le publier sous cette forme inachevée en souvenir de mon fils Ninoslav.

Je ne suis pas certain de l'intérêt de ce choix, ni de l'aboutissement de ce texte. Je prends la liberté et le risque de parler de ma vie personnelle, exprimant ainsi la douleur que j'éprouve pour la perte

tragique de mon fils, le chagrin que j'ai de ne pas avoir réussi, ni en tant que père, ni en tant que sociologue, à empêcher l'éclatement de cette guerre funeste en Yougoslavie, seul pays que moi et mon Nino, que moi et tous les miens, pouvions considérer comme notre patrie.

Aujourd'hui, bouleversé, je regarde le ciel immense où se perdent les questions et les réponses, et me demande : pourquoi tout cela est-il arrivé? Je sais que seront encore nécessaires beaucoup de témoignages personnels sur l'aspect humain de ces "faits de guerre" des années 1991 et 1992 dans l'ex-Yougoslavie, pour que soit comprise la profondeur et le tragique de la dislocation de cette petite société paisible. Voici une partie de mon témoignage sur cette "guerre intérieure" qui a fait disparaître la Yougoslavie.

Belgrade
Novembre 1992.

Bibliographie

- Bolcic Silvano, "Aspect social de la réforme radicale du système social yougoslave", manuscrit, document préparé pour la Commission de la réforme du Gouvernement Fédéral, Belgrade, 1989.
- Bolcic, Silvano, "Intérêts contradictoires et dissolution de la Yougoslavie", *Sociologija*, 3, 1992, Belgrade.
- Goati, Vladimir, "La Yougoslavie à la croisée des chemins", Institut yougoslave de journalisme, Belgrade, 1991.
- Grdesic, Ivan et coll., "Les idées et les intérêts au sein de la LCY", Faculté des sciences politiques, Zagreb, 1989.
- Jovic, Dejan, "La stabilité c'est Ante", *Danas*, 432, Zagreb, 1990.
- Jovic, Dejan, "Qu'espère-t-on ?", *Danas*, 663, Zagreb, 1991.
- Kadijevic, Veljko, "La Yougoslavie ne sera pas le Liban", *Danas*, 459, Zagreb, 1991.
- Kandic, Natasa; Markovic, M., "Les Belgradois prévoient des négociations longues et difficiles", *Vreme*, 17, Belgrade, 1991.
- Letica, Slaven, "Arrivera ce qui arrivera", *Danas*, 432, Zagreb, 1989.
- Mesic, Stjepan, "Il n'y aura pas la guerre", *Danas*, 481, Zagreb 1991.
- Miric, Jovan, "La crise et la démocratie", dans le recueil "Développement, choix et perspectives du socialisme yougoslave", *Komunist*, Zagreb, 1989.

La sociologie et "la guerre intérieure"

Pecujlic, Miroslav; Milic, Vladimir, *Sociologija*, 1991, Zavod za udzbenike i nastavna sredstva, Belgrade 1991.

Viskovic, Nikola, "Possibilité ou impossibilité du pluralisme politique a l'heure actuelle" dans le recueil "Développement, choix et perspectives du socialisme yougoslave", *Komunist*, Zagreb 1989.

Zupanov, Josip, "Vers la guerre civile", *Danas*, 445, Zagreb 1990.

LE GRAND DÉTOUR

Horst GRABERT*

La guerre des Balkans s'arrêtera un jour, en 1993, espérons-le, grâce à une solution politique. Elle n'aura permis de résoudre aucun des problèmes de la région. Au contraire, de nouveaux problèmes sont là, ceux des maisons, des villes et des villages détruits, de l'infrastructure économique anéantie, et, surtout, des souffrances indicibles de millions de gens dans toutes les parties de l'ancienne Yougoslavie. Pourquoi?

La question suggère que la politique est chose rationnelle, dirigée par la sagesse. L'exemple yougoslave témoigne du contraire. Contrairement aux attentes des responsables politiques, des personnes directement concernées, et de presque tous les observateurs, cette guerre de sécession, d'agression, civile, de religion, ou je ne sais quoi encore, a commencé à partir de ses propres forces et s'en est nourrie. Elle a même, du reste, été stimulée de l'extérieur qui à vrai dire cherchait surtout à l'arrêter. De nombreuses actions internationales n'avaient en effet pas vraiment cette guerre pour objet et étaient plutôt orientées vers des besoins et intérêts propres.

Rappelons. 1971 fut l'année du Printemps croate. Comme au Printemps de Prague de 1968, des communistes voulaient tenter un communisme à visage humain. Cette tentative avait été comme celle de Prague violemment réprimée, bien que par des forces intérieures. Contrairement à son exemple pragois, cette tentative incluait des

* Horst Grabert a été Directeur de la Chancellerie à l'époque de Willy Brandt, collaborateur de Hans Dietrich Genscher, et ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne en Yougoslavie de 1979 à 1984. Texte traduit de l'allemand par Mirjana Morokvasic.

aspirations clairement nationales, parallèlement aux réformes du système. Ces aspirations ou les réformes économiques envisagées furent-elles à l'origine de l'échec; la question relève de la spéculation, parce que, autant que je sache, il n'y a rien de certain à ce sujet. Tito me disait en 1979 qu'il n'était pas question de tolérer la résurgence du nationalisme pour ne pas mettre en danger la communauté fraternelle.

Les événements de 1971 ont cependant eu pour conséquence la refonte par Tito de la Constitution, dont l'objectif était le renforcement de l'autogestion et l'assouvissement des appétits nationaux. Ainsi la nouvelle Constitution de 1974 a accordé aux Républiques yougoslaves le statut d'Etats pour ainsi dire indépendants, sous la responsabilité commune de la Fédération. Le droit de faire sécession de la Fédération selon une procédure spécifique a été accordé aux Républiques. A côté des six Républiques, deux provinces autonomes, la Voïvodine et le Kosovo, étaient érigées en parties constitutives de la Fédération afin d'encourager la coopération fraternelle de l'ensemble des nations et peuples constitutifs de la RSFY. En pratique cependant, cette extraordinaire Constitution n'alla pas sans compensations au "centralisme démocratique" de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, de sorte, qu'en fin de compte, le Parti (le centre du Parti) décidait combien de droits de la Constitution et lesquels pouvaient être appliqués. Dans cette perspective, la Constitution de 1974 était une manœuvre de propagande, un bluff gigantesque. Elle a pourtant déclenché un processus qui n'avait pas été voulu au départ, imprévu; avec la désagrégation des grands principes de l'organisation communiste et la régionalisation du parti, l'équilibre du pouvoir s'est lui aussi décomposé, et, en définitive, il en est résulté un séparatisme égoïste des Républiques. A la mort de Tito en 1980, la Fédération était déjà à moitié morte et avec le système de rotation de la présidence qui a été par la suite instauré, elle s'est décomposée de plus en plus rapidement.

Dès après la mort du Président, dès le début de 1981, on a senti monter en Serbie les forces qui voulaient rattacher plus solidement à la Serbie les deux provinces autonomes de la Voïvodine et du Kosovo. Parallèlement, les forces nationales du Kosovo ont commencé à revendiquer leur propre République. Les révoltes qui en résultèrent furent à l'origine de débats houleux au sein de la Ligue des communistes serbes. Le chef du Parti Ivan Stambolic adopta une option modérée, et, s'appuyant sur la Constitution, voulut accorder davantage de droits aux Albanais. Son ami de longue date et camarade d'études Milosevic voulait par contre accéder au pouvoir grâce au vieux nationalisme serbe. Victorieux, il réussit à évincer Stambolic de la position de leadership. C'était le premier pas vers la révision de la Constitution de 1974; la Fédération devenait ingouvernable. Progressivement, un véritable chaos s'est emparé de la Fédération, une orientation commune devenait impossible, chaque République se livrait

à la création de monnaie comme bon lui semblait, l'échange de marchandises entre les Républiques ne pouvait plus avoir lieu que par des paiements en devises. Chacun agissait selon le principe du sauve qui peut; mais qui pouvait encore être sauvé? Dans toutes les parties du pays la situation se détériorait, le niveau de vie baissait rapidement. Le moment de l'ancienne pseudo-élite avide de pouvoir et des émigrants au passé *tchetnick* ou *oustaschi* revenant des USA, du Canada, d'Australie ou d'Allemagne, était venu. Milosevic avait donné la recette, l'autodétermination était le mot magique qui menait au pouvoir et à l'influence.

Le droit à l'autodétermination des peuples avait, au début du siècle, une signification. Proclamé par le Président Wilson, ce droit a été utilisé après la Première Guerre mondiale pour justifier, entre autres, la désagrégation de l'Empire austro-hongrois. La création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de la Yougoslavie plus tard, renvoie à une idée croate. Les Croates, au début du siècle aspiraient à l'indépendance de l'Autriche, et à une union des peuples slaves du Sud en un seul Etat, au grand déplaisir des Serbes qui, grâce à Bismarck, avaient déjà obtenu leur indépendance lors du Congrès de Berlin de 1878.

Après la Seconde Guerre mondiale, le droit à l'autodétermination ne fit pas immédiatement partie de la Charte des Nations Unies. La Charte ne fut modifiée qu'en 1960 après un débat controversé et avec l'appui de la Yougoslavie, lors des débats sur la résolution N° 1514 à propos de la décolonisation. Le principe fut appliqué avec beaucoup de succès lors de la décolonisation du Tiers Monde, et, aujourd'hui, il n'y a aucun doute que les peuples colonisés doivent disposer de ce droit. Mais, en Europe, qui est un peuple? Les Turcs de Chypre sont-ils un peuple ou un groupe ethnique chypriote? Les Nations Unies n'ont pas à ce jour reconnu une République de Chypre du Nord. Et qu'en est-il des Basques, des Ecossais ou même des Bavarois? Si elle n'est pas maniée avec prudence "l'autodétermination des peuples" peut se transformer en explosif européen.

L'obligation de prudence n'était pas le premier des soucis des nouveaux leaders nationaux des Républiques de l'ex-Yougoslavie. Leurs nations étaient un peuple, un point c'est tout. Des preuves loin dans l'histoire ont été trouvées, tandis que partout les vieilles cartes géographiques étaient redessinées. Une orientation, un objectif étaient enfin là; quoique tournés vers le passé, pour l'usage quotidien cela suffisait. La nation, en tant que mère de toutes choses, prit le pouvoir, la guerre en tant que père¹ devait la rejoindre bientôt.

La communauté internationale se montrait réticente, on ne voulait pas d'un tel chemin, d'autant que la désagrégation de l'Union Soviétique était déjà source d'une grande inquiétude. Avec un peu de

¹ La guerre (*der Krieg*) est masculin en allemand (ndlt).

bon sens les problèmes yougoslaves devaient trouver d'autres solutions. On proposa ainsi l'idée d'une Confédération de Républiques jouissant d'une large souveraineté politique et continuant à coopérer économiquement. Pressée par la CEE, la Croatie proposa un texte qui prévoyait une Confédération avec beaucoup de souveraineté et peu de coopération. Après un premier refus serbe, il ne fut plus question de cette proposition. Aucune partie n'était visiblement capable de se conduire encore en véritable acteur politique.

Il n'était plus question que "de reconnaissance", "d'autodétermination", au prix même d'une baisse radicale du niveau de vie. "Notre souveraineté vaut la moitié de notre niveau de vie", me disait l'un des leaders de l'une des Républiques. Rarement, le bien-être des gens fut traité avec tant de mépris.

La nouvelle Constitution proclamée en Croatie n'envisageait le pays que comme Etat des Croates. Quelque 650.000 Serbes qui vivaient là depuis des siècles en étaient écartés. Ce qui a particulièrement touché les habitants des anciens confins militaires de l'Autriche-Hongrie; même la monarchie, depuis l'époque de Marie-Thérèse, leur avait octroyé une certaine autonomie et une gestion directe par Vienne, indépendamment donc d'Agram (Zagreb aujourd'hui). Les Serbes de cette région se sont toujours perçus comme peuple yougoslave et non comme minorité croate. Et la nouvelle direction de Zagreb ne voulait même pas entendre leurs représentants! Lorsqu'ensuite des hommes en chemises noires apparurent la nuit, puis en plein jour, déferlant dans les villages, tirant d'abord en l'air, beaucoup crurent au retour des années 1941-44. Le nouveau symbole de la Croatie, l'échiquier rouge et blanc ne faisait que rajouter aux peurs; il ressemblait aux insignes des *Oustachas* de ces années-là. Pour les nationalistes serbes, le jeu n'en devenait alors que trop facile. La spirale de la violence pouvait s'engager.

Bien entendu, de nombreux Croates étaient déjà, avec raison, alarmés et se sentaient menacés par le Mémorandum de l'Académie Serbe des sciences d'octobre 1986 qui se parait des rêves de la Grande Serbie, et proclamait la Croatie ennemi mortel. Les effets du Mémorandum furent d'autant plus importants que les thèses du nationalisme grand-serbe étaient confirmées par la politique croate. Le conflit acquit ainsi une dynamique propre.

Après les premiers coups de feu dans la Krajina qui s'autodéclara indépendante de la Croatie en février 1991, et après les premiers affrontements à Pakrac en mars, la communauté internationale put mesurer la gravité du conflit. La CEE et les Nations Unies intensifiaient leurs efforts pour éviter la guerre. Ensemble elles essayaient d'engager un processus de négociations qui, après avoir résolu un certain nombre de questions importantes, devait aboutir à la création d'Etats indépendants.

La guerre avait cependant commencé et se propageait de plus en plus rapidement. Tous les cessez-le-feu étaient, systématiquement violés de tous les côtés; les observateurs de la CEE sont unanimes la-dessus. La guerre devenait de plus en plus totale, les horreurs se multipliaient des deux côtés.

La guerre était d'abord une guerre des médias. Alors qu'aux Etats Unis et dans l'Europe de l'Ouest on s'efforçait d'obtenir des informations des deux côtés, les média autrichiens, hongrois et allemands rapportaient de plus en plus le point de vue croate. Cette orientation ne fut pas sans effet. Alors que le Ministre allemand des affaires étrangères cherchait avec ses collègues de la CEE une issue au conflit, il fut, en Allemagne, interpellé par des journaux et par une fraction des Partis au pouvoir, pour avoir "trahi la cause des droits de l'homme". Lorsqu'une partie de l'opposition se joignit à cette campagne, il abandonna, durant l'été 1991, la ligne commune de la CEE, et demanda la reconnaissance immédiate de la Slovénie et de la Croatie. Le désaccord au sein la CEE conduisit à la paralysie de la politique de l'Occident et à une "émotionalisation" des populations en Europe.

L'accord de Maastricht est signé le 10 décembre 1991 par les chefs d'Etats de la CEE; le 16 décembre 1991 l'Allemagne fait pression sur ses partenaires pour reconnaître la Slovénie et la Croatie. L'Allemagne annonce qu'elle procédera à la reconnaissance dès le 18 décembre. Pour éviter que la politique internationale commune dont le principe venait d'être décidé, devienne lettre morte six jours seulement après sa conception, les autres pays de la CEE s'alignent sur la position allemande. Et l'Allemagne, pour bien marquer sa position de leadership, n'attend même pas la date prévue par la CEE, le 15 janvier 1992; elle annonce la reconnaissance avant Noël, conformément à la déclaration faite par le Chancelier Kohl devant le Bundestag dès la mi-décembre.

La diplomatie allemande n'était pas la seule à tenter de freiner cette option : elle était fermement déconseillé par Cyrus Vance, le négociateur de l'ONU, par Lord Carrington que Genscher lui-même avait proposé comme négociateur de la CEE, par les Présidents américain et français et par le Premier ministre britannique. Le Président de la Bosnie-Herzégovine avait également demandé que soit abandonnée l'idée d'une reconnaissance qui, selon lui, rendrait la guerre en Bosnie inévitable.

Nous savons ce qui depuis s'est produit en Yougoslavie. Mais nous ne savons pas les effets à venir de cette politique, et pas seulement dans cet espace-là. Les signes du danger sont d'ores et déjà présents.

Il est urgent et indispensable pour l'Europe de mettre au point une stratégie d'approche du processus de désagrégation. Nous devrions, à mon sens, développer dans notre partie du monde une politique active d'autonomie plutôt que de soutenir le droit de tout petits groupes à la sécession et à la création d'Etats indépendants. A défaut, l'Europe

deviendra ingouvernable et le détour actuel ne mènerait nulle part sauf à la catastrophe.

La sonnette d'alarme est tirée par le cas de la Yougoslavie. Nous devons en tirer des enseignements utiles. Willy Brandt disait : "Der Frieden ist nicht alles, aber ohne Frieden ist alles nichts." (La paix n'est pas tout, mais sans paix, tout n'est rien).

Berlin

Décembre 1992

VIVRE AVEC LA HAINE

Milovan DANOJLIC*

L'Histoire, fiel et folie

Que de fiel accumulé dans un espace aussi restreint! Comme si, pendant ce demi-siècle, nous n'avions cultivé, la thésaurisant pour l'avenir, que la haine. Silence après silence, jusqu'à assourdir le ciel, goutte après goutte, jusqu'à ce que la coupe déborde. Passant de l'ombre, où elle se terrait, au grand jour, elle a désintégré l'Etat. L'un après l'autre, on a vu les peuples qu'elle aveuglait sombrer dans la folie, persuadés qu'ils vivaient des heures glorieuses de leur histoire. A juste titre peut-être : l'Histoire ne fut-elle pas, dès l'origine, portée par la haine et la folie? Au pouvoir ou aspirant à l'être, les ambitieux ont vite senti d'où venait le vent et compris quel parti ils pouvaient tirer de cette formidable énergie, mais ce déchaînement n'était pas leur œuvre : ils ne l'avaient ni créé de toutes pièces, ni importé de l'extérieur. La transition du despotisme à un ordre libéral, aucun programme modéré ne pouvait l'assurer; il fallait provoquer un choc, administrer la dose maximale. D'où la résurgence de la question nationale ou, ce qui revient au même, la réactivation de la haine. Laquelle attendait depuis la dernière guerre et commençait même à s'impatisser. Mais comment se résout la question

* Ecrivain, auteur d'une trentaine d'ouvrages (poésie, récits, méditations); disponible en traduction française, *Lettres d'un village serbe*, L'Age d'Homme, Lausanne-Paris, 1989. "Vivre avec la haine" a été publié par *Borba* dans ses livraisons dominicales des mois de septembre et octobre 1992. Texte traduit en français par Vesna Radovic-Bernard.

nationale - ou existentielle - de qui que ce soit? Par le choix entre la vie, qui n'offre jamais de solution rapide ou définitive, et la mort qui, elle, retire la question de l'ordre du jour. Nous avons opté - c'était plus facile - pour les cavaliers de l'Apocalypse. C'est d'eux que nous attendons notre salut. Eux que, aujourd'hui, nous suivons

Cette haine qui, maintenant, a pris les armes, je la connais depuis des décennies. J'espérais, je ne sais de quel droit, qu'elle n'oserait pas une nouvelle fois. Je pensais que, en raison même de sa monstrueuse hideur, elle n'aurait pas le cran nécessaire. Je me trompais. L'automatisme de la bêtise et de la fatalité l'a emporté et les hommes se sont entre-égorgés.

En 1918, la haine était d'origine austro-hongroise; en 1945, on la revitalisa au nom de la revanche idéologique. Devenue haine de classe, elle passait pour un sentiment noble. Les vainqueurs de 1945, qui introduisirent la discrimination politique et religieuse, sont à l'origine de frustrations innombrables; celles-ci sont, comme on le sait, un terreau peu propice aux aspirations généreuses et donnent rarement naissance à une attitude constructive envers les autres, le pouvoir et la société. Dès les années cinquante, le peuple s'était résigné à la privation de ses droits humains et politiques. La suppression de la liberté de pensée et d'expression relevait du droit irrécusable du vainqueur. Combien de fois - à l'occasion de procès pour délits verbaux - ai-je vu les gens hausser les épaules et, avec un mélange de tristesse et d'amertume, conclure d'un air absent : "Tant pis pour lui! Il n'avait qu'à ne pas raconter n'importe quoi!" Lors de l'explosion de liberté, il fut plus facile de conduire ces gens-là à la guerre et au bain de sang qu'à la démocratie.

Bien que n'acceptant pas l'idéologie régnante, l'homme de la rue se soumettait à sa logique tyrannique. Perdant ainsi l'estime de soi et le sentiment de sa dignité. La perte ne fut ressentie que par un petit nombre d'entre nous, et plus rares encore furent ceux qui en souffrirent. Sans s'en rendre compte, trois générations grandirent dans un univers concentrationnaire. On gardait le silence, on vaquait à ses petites affaires et, bien qu'étranglés par elle, on avait l'impression de ne pas "faire de politique". Mais, sous le silence fermentaient la haine et le désir de vengeance. De la part d'un peuple qui ne se respecte pas, il faut s'attendre à toutes sortes d'infamies - envers le pouvoir, les autres peuples et lui-même. C'est vrai, nous vivions dans l'injustice et l'humiliation, mais chacun s'efforçait, en outre, de nuire au voisin, victime de la même oppression, coupable de la même faute inexpiable. L'Etat commun était néanmoins tenu pour sacré et intouchable, les tendances sécessionnistes considérées comme criminelles. Les obsessions séparatistes prenaient corps dans le secret et venaient grossir le nombre de citoyens frustrés attendant leur heure.

La haine a fourni au nationalisme revanchard son énergie motrice; libertaire à sa façon, elle pouvait même devenir un motif de fierté. Beaucoup ont vu dans l'affirmation de leur identité nationale la seule

issue possible à l'humiliation subie sur le plan politique, comme sur le plan spirituel et économique. La résistance acharnée à la communauté idéologique a entraîné la remise en question de la communauté étatique. On a fait l'amalgame entre le Parti, la capitale où siégeaient l'Etat et le Parti, et la nation la plus nombreuse comme centre de l'Etat. Les dirigeants, nos guides vers les lendemains qui chantent, se méfiaient comme de la peste les uns des autres et dissimulaient sous le sourire l'aversion que leur inspirait les chers collègues. A la chute du régime hypocrite, ils furent, eux aussi, soulagés : ils pouvaient enfin s'épancher. Déçus les uns par les autres, d'internationalistes devenus chauvins et provinciaux, ils déversèrent sur nos têtes des tombereaux de "révélations". Dans cette orgie de dénonciations mutuelles, il y avait sûrement des choses vraies, mais la vérité crachée par la haine et la démence ne vaut pas grand-chose. Avec le cerveau que Dieu leur a donné, ils pouvaient difficilement faire autre chose.

Réelles, les tensions restaient figées et innommées. Sous son vrai visage, le mal n'avait pas droit de cité. La haine s'adaptait à la rhétorique ambiante. Serbophobie et croatophobie se réclamaient toutes deux du socialisme et du progrès. Les Serbes furent les derniers à faire état de leur insatisfaction, accusant, qui plus est, de leurs malheurs plus faible qu'eux, ce qui, dans ce carrousel de frustrations, les mit dans une position particulièrement inconfortable. Le faible n'est pas tenu d'avoir honte de la haine qu'il éprouve. A ses yeux, elle n'est qu'aspiration à la justice et réponse légitime à l'oppression. L'appareil répressif épinglait de temps à autre de rares contrevenants et leur infligeait une peine exemplaire; plutôt que de s'attaquer à la maladie elle-même, on préférait en combattre les symptômes. La maladie est, il est vrai, aussi ancienne que le genre humain. Le développement de l'aisance matérielle et culturelle la refoule et en atténue les effets, mais jamais encore, et dans aucun pays, elle n'a pu être éradiquée. La haine est le langage du primitif confronté à un monde extérieur perçu comme inintelligible et hostile. Est dangereux tout ce qui est différent. A quel point nous étions sauvages et arriérés, cela, hier encore, nous ne le savions pas ou ne voulions pas le savoir.

La haine, la peur, le refus de comprendre, d'accepter, l'autre, nous ont précipités dans la guerre. Pour éviter d'être surpris, nous avons frappé préventivement, attaquant pour ne pas être attaqués. L'autre est constamment accusé de chercher à nous nuire, tous ses faits et gestes éveillent la suspicion. S'il modifie sa Constitution, c'est pour nous asservir; s'il prend soin de sa langue, c'est par hostilité notre égard; s'il commémore les anniversaires de ses victoires et de ses défaites, c'est qu'il prépare de nouvelles conquêtes. L'autre est systématiquement démonisé. L'accusateur est, lui, toujours une victime inoffensive, un juste indûment provoqué, un martyr. La haine tire jouissance de son improbable innocence et prétexte l'indignation légitime pour, à la

moindre occasion, se donner libre cours contre l'objet qu'elle s'est, de longue date, choisi.

Notre effondrement est dû à toute une série de circonstances malheureuses. Affrontée en temps utile, chacune d'elles aurait pu être éclaircie; leur addition déboucha sur une mutation qualitative - mortelle - qui, telle l'avalanche, nous précipita dans l'abîme. Nos dirigeants eurent une grande responsabilité dans cette évolution. Personnalités médiocres, certes, ils n'étaient cependant que le produit d'un processus spirituel, matériel et politique depuis longtemps en cours. Leur contribution à l'irrationalité de notre comportement et de nos modes de penser fut essentielle, mais non décisive. La solution pacifique, personne ne chercha à la promouvoir; c'est donc qu'elle ne convenait à personne. Le patriotisme relève toujours jusqu'à un certain point de l'irrationnel mais, dans la mesure où il poursuit des buts concrets, il ne peut les atteindre que par des moyens rationnels. Avec la haine pour seul moteur, le patriotisme reste inopérant. Mais, aux plans et calculs de la raison, nous préférons la volupté de nuire. Souvenez-vous de ce général canadien à Sarajevo, qui n'en revenait pas que nos guerriers pussent tuer leurs propres congénères, pourvu que la responsabilité du massacre fût attribuée à l'autre camp.

La haine est toujours défensive : les peuples des Balkans se sentent tous menacés. La seule différence est que les uns se battent contre un ennemi réel, les autres cherchent à se protéger d'un ennemi imaginaire. D'imaginaires, les ennemis deviennent d'ailleurs vite réels. Chez un esprit rationnel, la haine peut naître de la perception du danger, chez un être irrationnel, elle ne repose que sur des phantasmes. Nos vengeurs croient dur comme fer que leurs compatriotes à Sarajevo et à Zagreb sont condamnés au port du ruban jaune, que l'adversaire égorge les bébés et viole les garçonnets; ces fables justifient et stimulent leur propre violence. Dirigée contre un mal clairement identifié et exactement circonscrit, la haine revigore la morale et lustre l'esprit; elle est alors capable de distinguer entre le mal et ses agents. La haine irrationnelle n'a que faire de telles subtilités. Pour gagner, elle est prête à anéantir le monde entier s'il le faut - à moins que, dans l'intervalle, elle ne soit elle-même entraînée à l'abîme.

Le feu sous la cendre

Misha Glenny, reporter à la BBC, dont le livre *La Troisième guerre balkanique* sort cet automne, ne tarit pas d'éloges sur la solution titoïste de la question nationale dans l'ex-Yougoslavie. La précipitation journalistique - soyons aimables - l'aura empêché de se demander comment se faisait-il qu'un aussi bel édifice présentât, moins de dix ans après la mort de son architecte, des lézardes et des imperfections telles qu'elles finirent par provoquer son effondrement. D'où venait qu'une

communauté aussi harmonieusement agencée n'ait donné que des gens meurtris et aigris, avides de prendre leur revanche et de régler des comptes. A en croire le reporter de la BBC, du temps de Tito et avant que n'éclate le conflit actuel, la vie inter-ethnique en Bosnie et à Sarajevo était une véritable idylle. La Bosnie d'avant la guerre, que notre auteur qualifie de "Suisse des Balkans", aurait été le lieu où l'Orient et l'Occident se mélangeaient d'une manière encore plus harmonieuse qu'à Istanbul. Mazette! Comment expliquer alors que, en quelques mois, l'heureuse entente se soit muée en haine meurtrière et que l'idylle se soit transformée en enfer. Ne serait-ce pas parce que, même en ces temps de félicité, la haine, en Bosnie, était partout présente sans toutefois se risquer au grand jour, du moins sous sa forme hideuse et criminelle d'aujourd'hui. La conclusion s'impose d'elle-même: la tolérance inter-ethnique n'existe qu'aussi longtemps que le principe de vie réussit à triompher du travail de sape souterrain de la haine. Ce principe abandonné, le venin refait surface et le règne de la mort s'installe.

Déchaînée aujourd'hui, l'intolérance couvait déjà dans les années de paix et de prospérité. Evoqués à voix basse, les crimes de la Seconde guerre mondiale restaient actuels et attendaient qu'une suite leur fût donnée. L'Occident s'est efforcé d'oublier les horreurs de sa propre histoire - au profit de la vie. Mais la vie, chez nous, on n'y tient pas beaucoup. Notre mémoire est fidèle, non pas à cause du respect dû aux victimes, mais parce qu'elle est une incitation permanente à de nouvelles atrocités, de nouveaux bains de sang. Le passé, chez nous, ne meurt jamais; le mal s'ajoute au mal, la vengeance à la vengeance. Le courage a manqué aux esprits éclairés - il est vrai que les circonstances ne s'y prêtaient pas - pour affronter l'héritage funeste, le mettre au jour et en faire une force de vie.

Nos élites, au contraire, se sont, elles-mêmes, laissées gagner par la peste; les plus sages sont entrés dans les disputes insensées des imbéciles. Il faut dire que cette élite est trop souvent composée de personnalités socialement privilégiées mais médiocres, dont les vues s'élèvent rarement au-dessus du marécage ambiant. Au lieu de défendre, quoi qu'il en coûtât, la pensée critique, nous avons accepté le rôle de gardiens de mythes surannés.

Voilà presque un siècle que nos tribus ne parviennent pas à se déprendre du passé, et que, sous divers prétextes, elles refusent même de le faire. La propagande officielle, de son côté, n'a jamais hésité à en évoquer les crimes et la violence, quand ceux-ci lui paraissaient pouvoir servir à la consolidation du régime. Nous n'avons pas su mettre à profit notre expérience du mal pour bâtir une nouvelle et plus vigoureuse sagesse, pas plus que nous n'avons tenté de nous élever jusqu'au pardon, qui est cependant la forme la plus salubre du souvenir. Le capital de crimes grossissait, produisant des intérêts, et la haine croissait en force, trouvant en elle-même et sa satisfaction et sa

raison d'être. A quoi pouvait-elle aspirer, sinon à la vengeance? D'un côté comme de l'autre, on prenait grand soin de son héritage de haine. Les uns s'employaient à grossir le nombre de morts, les autres s'évertuaient à l'abaisser, quand ils n'accusaient pas les victimes d'avoir elles-mêmes provoqué les massacres. Partie intégrante du branlant contrat social, les comptes du passé, jamais soldés, en constituaient l'arrière-plan, véritable bombe à retardement qui ne pouvait manquer d'exploser un jour.

Personne ici n'avait intérêt à établir le nombre exact des victimes de la Seconde guerre mondiale. L'élite intellectuelle a fait preuve, à l'égard des faits, d'une indifférence et d'un mépris stupéfiants. Les clercs, jadis, dans des conditions bien plus difficiles, étaient prêts à sacrifier leur vie pour une seule donnée sûre. La vérité comme impératif absolu, comme obsession et souci de tous les instants ne fut pas le fort de notre intelligentsia. Le chiffre officiel, mélangeant pertes réelles et pertes démographiques, était l'eau trouble où chacun pouvait pêcher ce dont il avait besoin. Les mêmes morts étaient comptabilisés tantôt comme victimes, tantôt comme bourreaux, tantôt comme communistes, tantôt comme "ayant péri sous la terreur fasciste", cette dernière formule permettant d'occulter la nationalité. Dans leurs envolées rhétoriques, les dirigeants martelaient que 1.700.000 hommes étaient tombés pour défendre *tout ce que nous avons aujourd'hui*. Lorsque je demandai à un apparatchik si le chiffre comprenait les tchetniks, oustachis, gardes blancs, balistes, réguliers croates, milices de Nedjic et de Ljotić et tous les autres qui, entre 1941 et 1945, sont "tombés~ dans l'espace yougoslave sans que le non-alignement et l'autogestion fissent partie de leurs idéaux, il se montra très surpris : où avais-je la tête pour poser de telles questions? Ce demi-siècle de marchandage sur les morts constitue, à n'en pas douter, une des manifestations les plus scabreuses de notre déchéance politique et culturelle. Nos clercs et nos mandarins, nos pharisiens et nos hommes de lettres ont toujours attaché plus de prix aux intrigues politiques qu'à la recherche des faits. Ici, le chiffre était augmenté, là, diminué, mais c'était, de part et d'autre, le même mépris pour la vérité et la souffrance humaine. Dans ces enchères insensées, les inflationnistes ne furent pas de moins pernicious semeurs de haines que les révisionnistes : à réclamer toujours plus de morts, ils ont montré le peu de cas qu'ils faisaient des victimes réelles. Le passé mal digéré a donné des crampes d'estomac à toutes les communautés ethniques. Et le poison s'est déversé sur le monde.

L'information selon laquelle quarante et un enfants avaient été égorgés à Vukovar est exemplaire de la technique de satanisation de l'adversaire, très répandue au Moyen Age en Europe, où elle était utilisée contre les Juifs. L'adversaire doit être un monstre pour qu'on puisse le persécuter et l'exterminer la conscience tranquille. Invoquer, l'imagination enfiévrée par la haine, les crimes de l'autre, c'est s'autoriser

à les commettre soi-même. Le mensonge justifie par avance le carnage; l'autre côté y répond par des contre-mensonges et de réels massacres. Dans cette folle surenchère, chaque fait authentique, la moindre parcelle de vérité, sont précieux, la vérité fût-elle accablante et tragique. Le mensonge obscurcit la vue, tandis que la vérité laisse toujours présager une issue possible ou, tout au moins, nous permet d'en imaginer une. La nouvelle du massacre des enfants fut heureusement rapidement démentie de tous côtés, mais ceux qui l'avaient lancée et les autres qui l'ont cru vraie, ne cessèrent pas pour autant d'ajouter foi à leur fiction. L'homme a horreur de verser le sang et il lui faut une justification exceptionnelle pour enfreindre le tabou. Qui égorge les bébés ne mérite aucun ménagement. La sœur violée incitera à la vengeance son malheureux frère; un jardin d'enfants égorgé aura, lui, le pouvoir de soulever les masses. Pour se prouver sa droiture morale, l'esprit est prêt à sacrifier ces enfants pour de bon. Le dernier exemple d'utilisation de la souffrance à des fins particulières est le massacre de sa propre population, perpétré à Sarajevo par une des factions en conflit.

Dans l'épopée populaire, la rhétorique romantique et l'historiographie de la libération nationale, les Turcs et leur religion incarnaient le mal absolu. Telle était la façon de voir d'un Njegos et même d'un Andric. La Serbie contemporaine est née de la lutte menée contre les Turcs et le Croissant, elle s'est forgée au travers de sa haine de l'envahisseur asiatique. Je fus troublé et un peu honteux quand je rencontrai un Turc pour la première fois : il était pianiste, portait cravate et on ne voyait à sa ceinture ni mousqueton, ni fiers kandjars! Une partie de l'Europe du XIXe siècle voyait déjà dans la résistance chrétienne à l'islam une forme d'exclusivisme barbare. Nous n'avions pas le choix alors, mais nous avons omis d'effectuer les corrections nécessaires depuis.

Encore plus mauvaise que la haine du différent et du lointain est la haine envers le proche et le semblable. Il y a cent ans seulement, de larges portions du peuple yougoslave ne savaient pas très bien qui elles étaient, ni ce qui était à elles et ce qui revenait aux voisins. Le processus de différenciation a depuis l'origine était accompagné de haine. Plus tard, la petite bourgeoisie nationaliste adopta la critique communiste des nationalismes concurrents, tout en justifiant par tous les moyens le sien propre. Sous Tito, la haine s'exprimait rarement dans toute sa virulence; elle empoisonnait la vie en secret. Comme certains champignons vénéneux, elle prospérait dans l'ombre et le froid, les messes à voix basse et la satisfaction de se sentir menacé.

Quand elle a parlé, elle nous a laissés tous interdits et glacés d'horreur.

La mort a toujours raison

De toutes les formes de communauté, il ne nous reste plus que la famille et la patrie, avec ce que celles-ci ont de moins glorieux, l'égoïsme. Les espaces intermédiaires sont nus, la vie, dépouillée, réduite à son squelette, effrayante. Les droits de l'individu, les valeurs morales, le travail et la création, le sens de l'action collective, la beauté du sacrifice, l'amour de l'autre et du différent, la liberté d'esprit et de conscience, la modestie et la piété - tout cela a été étouffé ou foulé aux pieds. Plus personne ne regarde au-dessus et au delà de soi; le quotidien s'allonge en éternité; à des questions brutales, des réponses plus brutales encore sont données. Les hommes se font la guerre et celle-ci a sa propre déontologie; ou bien, tête baissée, vous foncez dedans, ou bien vous la bouclez. Si vous dites quelque chose contre les vôtres, ceux de l'autre camp l'utiliseront mais ne souffleront mot de leurs propres crimes. Alors que, toute votre vie, vous vous êtes efforcé de rester à l'écart, vous voilà contraint de rejoindre le troupeau. Au milieu de l'abjection généralisée, du mensonge, de la sauvagerie et de la vulgarité, votre peuple vous est tout de même le plus proche. Vous avez beau chercher autour de vous un déterminant plus noble : il n'y en a pas. Quelle doit être alors la quantité de haine et d'exclusivisme politicien chez ceux qui se battent soi-disant pour "la bonne cause". Nulle lueur nulle part. Pas la moindre échappée vers l'air libre.

A vouloir s'élever au-dessus de la mêlée, on prend le risque de se couper de la communauté, de voir se rompre le cordon ombilical qui vous relie à la vie. La violence, la folie, la bêtise, les divers aléas sont de puissants moteurs. A quoi bon avoir raison, si on est condamné à végéter dans un désert sans vie. Et puis, qui vous garantit que les autres, là-bas, n'ont pas leur propre logique, de hautes justifications que votre situation particulière vous empêche d'apprécier à leur juste valeur. La vérité, entière, vivante, ne s'atteint pas par le raisonnement seul; par des voies différentes, plus difficiles, atroces, ceux qui maintenant s'entre-égorgent y aspirent aussi. Le principe de vie, c'est le peuple, l'être national, qui en est porteur; d'où la fascination que nous éprouvons à l'égard de celui-ci, malgré la répulsion qu'il peut nous inspirer par ailleurs. Soucieux de préserver ma différence, j'ai néanmoins toujours veillé à ne pas perdre le contact, même et surtout quand je désapprouvais. La vertu, poussée à l'excès, débouche sur la stérilité; la mort a toujours raison contre la vie mais ne résout aucune des questions que celle-ci pose. La haine autour de nous nous étouffe, mais rares sont ceux qui luttent contre celle qui est en eux.

Il y a suffisamment d'individus brutaux et arrogants, sachant manipuler le peuple, pour que nous n'allions pas renforcer leurs rangs. Dans ces pays, jusqu'à une date récente, le pouvoir était et, avec quelques modifications, reste, tyrannique. Dès l'instant où, encore balbutiantes, fleurirent les références à un Etat de droit et une société

civile, ce pouvoir était condamné. Mais, à nouveau, des malins ont surgi, qui ont su s'adresser au peuple et le conduire - il importe peu de savoir où : ni dans le peuple, ni parmi ses dirigeants, les choses n'ont vraiment changé et, pour l'instant, il est presque indifférent de savoir s'il ira vers le socialisme ou vers le capitalisme. Exaspéré comme il est et avec les dirigeants qu'il a, ce peuple ne verrait pas la différence.

Notre âme est en friche et nous n'avons plus de dieux. Ce que nous faisons aux autres et ce qu'ils nous font est contraire à tous les commandements divins, quelle que soit l'église dont ils relèvent. Nos défenses détruites, le mensonge fait des ravages : une fois adopté, il progresse, de métamorphose en métamorphose, nous surprenant, chaque fois, comme des enfants, par son apparente nouveauté.

D'où vient cet air rabattu, ce quelque chose de noué à quoi, partout dans le monde se reconnaît l'homme d'ici et l'Oriental en général. Cet homme, soit ne s'est jamais redressé complètement, soit, une fois debout, s'est figé. Partout et à chaque instant, il semble traqué par le souvenir d'un tourment ancien mais jamais éclairci. L'égarément se peint parfois sur son visage, comme si, soudain à découvert, il s'attendait à une attaque mais ignorait de quel côté elle viendrait. Notre homme ne sait pas très bien où il va, mais doit faire semblant. Il est en tout pareil aux autres, mais il n'est pas leur égal. Ce qu'il a en tête, il ne peut le confier à personne. Il possède un savoir inutile, dont personne ne veut et dont lui-même ne sait comment se débarrasser. Plein d'une suffisance honteuse, il est mal à l'aise, mais s'efforce de donner le change. Il semble, par son regard, demander pardon d'être en vie, s'excuser de sa présence injustifiée. Son sentiment naturel d'infériorité se mue rapidement en arrogance. Pour échapper à ses conflits intérieurs, il se montre brutal. Parti du mauvais pied, ne parvenant pas à prendre le bon pas, c'est un retardataire perpétuel. Un tel homme ressemble à une maison inachevée. Tout y est, la cour avec ses planches fendues et ses briques inutilisées, la bétonnière oubliée, les sacs de ciment déchirés et la fosse à chaux abandonnée. Le triste spectacle qui s'offre au regard du passant nous apprend comment et avec quels matériaux on devait construire, mais aussi que, malgré la peine et la dépense, la maison n'a jamais été achevée.

Un tel homme a grandi, quand il n'y est pas né, dans une société d'hypocrisie et de mimétisme. Une société où personne - pas même le condamné pour délit verbal - ne disait le fond de sa pensée. Parce que nous n'osions pas parler, la haine que nous vouions à nos tyrans se retournait contre nous-mêmes, enfermés que nous étions dans un mutisme sans issue. Notre seule préoccupation était de survivre, ce qui ne prédispose pas à de hautes vertus morales. Nous nous haïssions entre nous aussi, pour toutes sortes de motifs, avec ou sans raison, tout en prêchant la concorde et l'amour entre les peuples. Nous rendions le monde entier responsable de notre malheur et nous étions prêts à foncer sur le premier venu : ce furent logiquement nos voisins les plus

proches. La chose fut initiée par des voyous sans foi ni loi, qui mettraient le feu au monde entier. Les victimes en furent, comme toujours, les tristes montagnards, murés dans leur silence, ne comprenant pas ce qui leur arrivait, ni pour qui et pour quoi il fallait combattre.

Qui pourrait réconcilier la racaille? La réconciliation est dans la vérité, dans l'acceptation de l'ordre divin. Alors que nous, nous dénions le droit à l'égalité même aux innocents et aux victimes.

Entre 1910 et 1990, notre portion des Balkans est passée par toutes les épreuves que l'Eurasie a connues au cours de ce siècle : la dictature de gauche et de droite, la guerre civile et l'occupation étrangère, le régime du parti unique et le multipartisme, le fascisme et le stalinisme, l'étatisme et l'autogestion, les camps oustachis et ceux de Tito; comment le peuple qui a enduré tout cela pourrait-il encore croire à quoi que ce soit?. Il a acquis la conviction que les changements n'apportaient que des malheurs encore plus grands. La vie était plus supportable avant la Seconde guerre mondiale qu'après, davantage sous Tito qu'aujourd'hui; peut-être regretterons-nous demain la situation actuelle... Une amélioration spectaculaire n'est guère possible. L'amélioration véritable demande un travail d'ensemencement, long et chèrement payé, dont le résultat ne devient visible que lorsque la tourmente est passée. Qui sait si aujourd'hui nous n'y œuvrons pas à notre insu, inconsciemment.

Nous attendons que "les temps s'accomplissent"; tout début, toute naissance, dans l'âme comme dans l'Histoire, est le fruit de "l'accomplissement du temps". Le reste est agitation vaine de politiciens. Même lorsqu'ils ont une intuition juste de la maturation du temps, les politiques ne peuvent guère accélérer le processus. Peut-être sont-ils même plus utiles quand ils s'opposent à l'inéluctable que quand ils s'efforcent d'aider à son avènement. Nous démenant et gaspillant notre énergie, nous préparons la voie à ce qui nécessairement adviendra.

Les gens raisonnables, croyants ou non, devraient trouver redoutable un monde où l'homme, laissé à lui-même, ne reconnaît aucune force, ni aucun principe supérieurs.

La pensée s'exerce toujours contre l'évidence et le donné immédiat et aux dépens du confort momentané de celui qui pense; en proie à son délire obsidional, la haine pour cette raison ne peut tolérer la pensée. Elle, qui est geste figé, spasme mortel.

Dans le labyrinthe du conflit inextricable

A chaque guerre, la société est historiquement, culturellement, socialement et économiquement, ramenée à son point de départ : nous voilà donc précipités tout au bas de la montagne que nous n'avions, de toute façon, jamais gravie jusqu'au sommet. Nous avons connu quatre décennies d'une paix relative, d'où la liberté était absente. La liberté conquise, c'est la paix qui a volé en éclats. Le développement régulier et durable, nous ne savons pas ce que c'est. Notre marche est faite d'une succession d'élans désespérés et d'improvisations. Nous avons choisi le martyre, opté pour la mort orgueilleuse et inutile. Dans les intervalles de paix, nous ne savons trop que faire de nous-mêmes; les affaires sérieuses n'attendent pas. Il y faut beaucoup de patience, de savoir, de labeur; il y faut l'effort continu des générations. Pendant des siècles, rien de tout cela n'a été possible chez nous. Les conditions nécessaires n'ont jamais pu être réunies et même maintenant, chaque fois qu'elles commencent à émerger, une nouvelle catastrophe survient qui annule tout. La guerre met tout le monde sur le même pied : les civilisés et les barbares. Si elle est acceptée, c'est aussi parce qu'elle offre aux déshérités, à ceux qui, en temps normal, accusent un retard de développement, l'occasion de se sentir égaux aux autres. Dans la violence et le mal, nous sommes tous pareils; les peuples arriérés et sous-développés peuvent même y trouver confirmation d'archaïques codes d'honneur et d'héroïsme qui, en temps de paix, n'ont pas grande valeur. C'est aussi pour cette raison que beaucoup ont accueilli ce conflit avec soulagement. La civilisation était endurée, mais se révélait un arrangement trop contraignant.

Les maîtres d'hier ne savaient régner que sur des hommes terrifiés, persécutant ceux qui avaient déjà peur et s'acharnant sur ceux dont les mains étaient liées. La première condition de leur maintien au pouvoir était l'interdiction de s'immiscer dans leurs affaires, de les critiquer ou surveiller. Lors d'abus par trop voyants, ils rectifiaient d'eux-mêmes, désignaient les coupables, changeaient d'orientation. Il leur arrivait de condamner ce qu'ils avaient prôné la veille, mais seulement lorsque eux le jugeaient opportun. Toute opinion indépendante était ressentie comme une menace. Aux citoyens, on ne demandait que de suivre ou de se taire. Penser autrement et agir parallèlement - ils englobaient cela sous le vocable de *partenariat*¹ - était considéré comme un péché mortel. Leurs convictions, ils ne pouvaient les défendre qu'à condition que fussent d'abord réduits à l'impuissance les contestataires éventuels. Ils étaient persuadés que leur approche des processus

¹ Dans les années 80, une élite contestataire demandait à être associée au pouvoir. Cette idée a été catégoriquement rejetée et stigmatisée par le terme de "partenariat".

historiques était la plus exhaustive et la plus juste. Le contraire de la vérité la plus haute ne saurait être une vérité de même valeur, pareillement défendable; le contraire de la vérité absolue est le mensonge absolu. Seule une minorité, d'ailleurs, ressentait l'oppression; la majorité avait l'impression de vivre sous un régime normal. Le régime s'est effondré, de lui-même, sans qu'il soit besoin d'un ennemi extérieur. Craignant les "partenaires", il a supprimé la liberté de parole et d'association, et ouvert ainsi la voie au "partenariat" dans ses propres rangs; les conflits ont éclaté au seul endroit où il pouvait y en avoir, entre les tenants du pouvoir. Des factions sont nées, des démêlés internes ont surgi. Ayant empêché l'évolution naturelle de la société, les dirigeants ont dû en endosser toutes les contradictions; la mauvaise graine qu'ils tentaient d'extirper à l'extérieur a germé en leur sein. A la mort de leur système, ils se sont reclassés, ont retourné leurs vestes et, à l'heure qu'il est, louvoient entre le possible et l'inévitable, en quête d'un chemin facile. Le public est convié à un nouveau spectacle; il peut rire ou faire la moue, mais sur la réalité des événements, il a toujours aussi peu de prise.

J'écoute le discours d'un dignitaire de l'Eglise. C'est de la politique pure; il est, lui aussi, enlisé dans les rapports qui règnent ici-bas et les affaires du siècle. Je comptais trouver de l'élévation spirituelle, un encouragement au pardon et à la compréhension mutuelle, or c'est la haine qui parle. Que l'objet en soient les communistes ne rend cette haine ni moins hideuse, ni moins dégradante. Les ecclésiastiques ne sont certes que des hommes, mais moi, j'en ai assez des hommes qui ne sont que cela. Il nous faut du surhumain, qui, justement, est absent de ce discours. L'esclavage nous a pervertis et enfermés dans le labyrinthe d'un conflit inextricable. Secrétaire de cellule, écrivain, officier, évêque, patron de café, commerçant ou journaliste, nous sommes tous empreints d'une même abjection vindicative. Nous ne songeons qu'à nuire à qui pense autrement, à écraser l'adversaire; l'homme chargé de propager la parole divine parmi ses semblables refuse, lui aussi, de voir à quel point tout ce qui a existé, tout ce qui existe, est à la fois horrible et nécessaire et s' imagine qu'il suffit, pour vaincre le mal, de frapper le malfaisant. De petits éclairs de haine passent dans les yeux de celui qui devrait enseigner la tolérance absolue. Ses auditeurs s'imprègnent ainsi, eux aussi, de haine partisane. En manqueraient-ils? Je suis piètre chrétien moi-même, mais ceux-là semblent l'être encore moins que moi. Partout, la confusion règne. Il n'y a de clarté nulle part, ni dans le bien, ni dans le mal.

Les années de mensonge et de peur, de silence et d'accommodements dégradants, les années où, pris entre les purges et les virages à quatre-vingt-dix degrés, il fallait savoir faire preuve de débrouillardise, ces années-là ont dévasté nos âmes. Elles ont modelé un homme nouveau, déraciné, qui ne prend rien au sérieux et trouve normal les pires perversions. Cet homme est désillusionné et

paresseux, désespéré et venimeux, souvent porté sur l'alcool, d'autant plus avide de biens matériels qu'il a du mal à les acquérir. Les valeurs de la démocratie lui sont étrangères; plus exactement, aucune valeur ne lui tient plus à cœur. Ce que nous faisons aujourd'hui lui semble n'être que le prolongement de l'imposture d'hier; les dirigeants des nouveaux partis et courants politiques ne sont-ils pas souvent ceux-là mêmes qu'il avait sur le dos du temps de Goli Otok ou des réquisitions forcées? La création de partis politiques n'était peut-être pas la meilleure façon d'amorcer le retour à la démocratie. N'eût-il pas été plus indiqué de mettre en place - pour une période de cinq à dix ans - d'abord une sorte de propédeutique de la vie démocratique et des institutions qu'elle suppose.

Partout, le nationalisme table sur les pulsions élémentaires, qui font resurgir l'homme primitif. Le nationalisme est incompatible avec la démocratie. La fidélité au sol et à la tribu repose sur des sentiments et les sentiments sont réfractaires à la critique. La démocratie est une façon de conduire les affaires publiques, un système qui accorde le rôle principal à l'individu, indépendamment de son appartenance nationale ou religieuse. Combien de Serbes, d'Albanais, de Musulmans, de Croates, se considèrent aujourd'hui comme des *individus*? Combien osent l'être? "Quand je rencontre un Albanais, dit un Serbe de Kossovo, s'il est seul, il me salue, mais s'il est en groupe, il passe en silence." Evidemment, puisque le *groupe* le contraint à la haine. Le nationalisme se concentre sur *das Volk* et la démocratie sur *le citoyen*. Il arrive que les intérêts de l'individu et de la tribu coïncident mais ces conjonctions heureuses ne durent pas longtemps. Sauf chez nous, où le collectif, plus fort, l'emporte toujours sur l'individu. On nous livre *en gros*, d'un totalitarisme à l'autre; les convoyeurs changent, mais les fourgons restent les mêmes.

L'origine des conflits armés actuels remonte à ces interminables nuits que nous passions rivés à nos postes pour suivre la retransmission télévisée d'innombrables plenums et conférences. Souvenez-vous, nous assistions aux affrontements entre les *leurs* et les *nôtres*, et, bien que méprisant les *nôtres* autant que les *leurs*, il ne nous était pas indifférent de les savoir gagnants ou perdants. Le seul perdant, au bout du compte, c'est le peuple, là-bas comme ici.

Il nous est donné d'assister aux soubresauts de deux empires que nous pensions défunts depuis longtemps, mais dont l'agonie semble vouloir se prolonger. Les cadavres ottomans et austro-hongrois donnent à nouveau des signes de vie. Voilà que, formellement aussi, les deux capitales, Vienne et Ankara, élèvent la voix; elles n'ont, apparemment, pas dit leur dernier mot.

Dans cette guerre, je n'ai pas non plus été épargné par la haine. Mêlée au dégoût, ma haine est dirigée contre les politiques et la plupart de ces journalistes qui écrivent ou parlent depuis les lieux de conflit.

Sots, superficiels, irresponsables et perfides, ils ont, les uns et les autres, fait tout ce qu'ils ont pu pour aggraver le conflit.

Les frères terribles

Comme il se doit, c'est le poète qui a trouvé le mot le plus juste. Etendant l'amour à la haine, il l'a regardée, bienveillant, fraternel. Il y a vu la honte native, la tristesse native. Le salut qu'il adresse à la fratrie ahurie, hâtivement rassemblée, n'exclut personne, ne distingue personne.

Sourcil en bataille, œil trouble,
Aux lèvres une chanson triste,
Salut à vous tous, frères terribles!

Ce n'est pas un hasard si Crnjanski salue par ces vers la naissance de la Yougoslavie. A présent qu'elle se désintègre sous nos yeux, nous pouvons encore réciter ces vers; le poète ne se faisait aucune illusion sur les *frères terribles*; l'ardeur qu'ils mettent actuellement à faire le mal eût été la même au service du bien. Accueillis par le poète dans la communauté, les frères se *tiennent à l'affût*. A l'instar de ceux de Zagorié, ils sont *sombres, retors, maléfiques et entêtés*. Tels qu'ils sont, le poète les aime. Il sait que *la haine, la dispute et des regards noirs* régneront désormais dans sa maison. Qu'est-ce qui, alors, nous lie? *Le premier juron, le couteau et la fille sur la place du village, et la honte commune*.

En quoi sommes-nous frères? Nous sommes frères en misère, en souffrance et en humiliation. Le malheur, c'est que nous ne nous soyons jamais reconnus - et aujourd'hui encore nous refusons de le faire - pour ce que nous sommes

Crnjanski chante la fraternité-en-dépit-de-tout, la fraternité irrécusable, forte comme la haine. Celle qu'on ne choisit pas. Les *frères terribles*, ce sont ces fous passionnés que Rastko, quelques années plus tard, décrira dans la nouvelle *Za kicevskoe, za makedonskoe*. Tant il y avait en eux de haine macédonienne! jubile le narrateur à la fin de l'histoire, enchanté, triomphant. Andric a dénoncé la haine bosniaque, mais par la bouche d'un Juif; de la part d'un Bosniaque né, c'eût été inimaginable.

Et pendant que les poètes répètent que *nous nous connaissons*, les pharisiens ferment les yeux, se rengorgent et feignent de ne rien savoir, ne rien comprendre. Ceux-là vomissent les *frères terribles* et ne pensent qu'à se pousser dans le beau monde qui, pour eux, est la petite bourgeoisie de la Mitteleuropa. Crnjanski, Rastko, Krleža et Andric le savaient : si nous voulons vivre ensemble - comme nous y sommes contraints - nous devons apprendre à aimer la peine et le malheur de nos proches. Serbes, Croates, Musulmans, Skipetars, Macédoniens, tous souffrent; leur souffrance est d'autant plus vive que les frères l'ignorent, ou pis, s'en réjouissent. Nous laissons des nullités et des médiocres nous servir de truchements. Il n'y a pas de communication

sans une petite étincelle de générosité, sans aptitude à donner. Même le commerce est autre chose que le froid calcul que certains y voient exclusivement.

La nation n'est qu'un cadre, à l'intérieur duquel les hommes peuvent développer des qualités universelles. Un tel développement, pour être harmonieux, exige que le cadre soit solidement arrimé et ouvert à la circulation et au passage. La nation vit dans chacun de ses membres, mais il n'est pas dit qu'ils doivent tous se féliciter de cette appartenance. Cependant, même dans le refus, le lien vital avec la communauté se trouve confirmé. Pour juger de l'appartenance nationale de quelqu'un, il faudrait tenir compte non de ce qu'il dit, mais de la façon dont il le dit. Ce n'est pas tant le contenu des paroles et des actes qui trahit le caractère national que la nuance spécifique qui les imprègne. Cette nuance, des siècles ont été nécessaires pour la dégager, l'affiner et la préciser.

Je ne peux pas dire que la nation me soit indifférente. Je suis incontestablement patriote mais autrement. Je ne pense pas que mon peuple soit le plus beau, le plus courageux et le plus intelligent, mais je souhaiterais qu'il aspirât à ces vertus et à quelques autres. La haine m'horripile. Les patriotes qui nous ont entraînés dans cette aventure - et dont je ne mets pas le patriotisme en doute - font trop confiance à l'emploi de la force pour résoudre les conflits. Ils voudraient que notre pays fût fort avant d'être juste; qu'il fit savoir haut et fort ce qu'on lui devait, quitte, dans un second temps, à effacer toutes les dettes. A poursuivre la puissance, on finit toujours par se heurter à plus puissant que soi; de tels obstacles ne sont en revanche pas à craindre pour qui s'efforce à la justice et à la générosité : la compétition en ces matières est source de progrès et de dépassement de soi. J'aime trop la Serbie pour accepter ce qui aujourd'hui se commet en son nom. Qu'ils soient héros ou victimes, d'un bord ou de l'autre, tous n'ont trouvé dans cette guerre que malheur et humiliation.

La Serbie est déshonorée moins par les calomnies et les attaques infondées de l'étranger que par le comportement de ses élites, politiques, culturelles, militaires et spirituelles. Le pays s'est donné à un mammoth antédiluvien qui, pour libérer une ville, la rase et "délivre" ses habitants en les privant de leurs foyers séculaires. Le peuple, d'instinct, s'est refusé à la mobilisation; il a senti que cette guerre n'était pas la sienne, mais il n'y eut personne pour lui montrer comment sortir de l'impasse. Désorienté, il s'est réveillé dans un Etat qui était et n'était pas le sien, avec, sur le dos, une armée dont personne ne voulait. Forcé d'accueillir ceux qui jusqu'au dernier Congrès du Parti veillèrent à surtout ne pas se déclarer serbes, acceptant de l'être seulement maintenant qu'ils ont tout perdu. Il y a eu beaucoup de perfidie et de malveillance autour de nous; hier, nous n'y prêtions pas suffisamment attention, aujourd'hui, nous nous en préoccupons beaucoup trop. A quoi pouvait-on s'attendre de la part d'une armée qui continuait à prêter

serment à son commandant mort? Ses bons offices ne pouvaient que nous être néfastes. Même ses présents sont empoisonnés.

Les nationalistes faisaient, eux aussi, partie de l'opposition qui luttait contre le régime totalitaire qui, tous, nous étouffait. Les attaquer, c'eût été jouer le jeu de la répression. Nous nous tûmes donc; d'autant plus facilement que nous croyions avoir affaire à un patriotisme à l'ancienne, un peu ridicule mais inoffensif. Quand nous comprîmes sa véritable nature, il était trop tard pour le combattre par la parole seule. Mis hors la loi par le régime, le nationalisme avait été du même coup soustrait à la critique et, *de facto*, placé sous la protection de l'Etat. C'est ainsi que le fascisme s'est conservé en Allemagne de l'Est.

Partir, sortir à l'air libre, fuir à toutes jambes, n'importe où, mais tout de suite et sans se retourner! A vivre sans liberté, certains groupes ethniques et certains individus furent, à ce qu'il semble, atteints de claustrophobie. Comment expliquer autrement la vitesse prodigieuse à laquelle furent votées tant de décisions historiques : en un jour, en une heure - maintenant ou jamais! - satisfaction fut donnée à des aspirations millénaires. D'où l'extrême confusion et d'innombrables oublis. La grande hâte finit dans l'anarchie de la guerre, elle-même condensation spécifique de la durée, manière expéditive de tailler dans le vif des choses. Le tout ressemble à ces vilains divorces où chacun s'efforce de nuire à l'autre, même s'il ne doit en tirer aucun profit. Si ce n'était pour le sang versé, il y aurait de quoi rire.

En ces temps de promotions sociales éclairs, me revient cette exclamation d'un député : "En avant, j'en sortirai colonel ou cadavre!" Il avait oublié qu'il existait une troisième possibilité : qu'il en sortît déshonoré.

Paris
Août 1992

LA DÉMOCRATIE MAJORITAIRE DANS L'ESPACE YUGOSLAVE

Vladimir GOATI*

Décomposition du régime et de l'Etat

Par un concours de circonstances, il se trouve qu'en Yougoslavie le processus de transition vers la démocratie et la tendance à la désintégration de l'Etat sont intimement liés. Des recherches scientifiques systématiques pourront éclairer les causes profondes de cette relation ainsi que ses conditions spatiales et temporelles. Au demeurant, le "cas yougoslave" représente un défi pour qui s'occupe de doctrine; pour plusieurs raisons. Les sciences politiques ont joué jusqu'à présent, même si tel n'était pas leur but explicite, un rôle prescriptif prépondérant dans l'expansion de la démocratie. Après avoir analysé le bon fonctionnement des institutions politiques dans certains pays, la doctrine a pu, par l'entremise essentielle de la politique, faire en sorte que ces institutions soient mises en place dans d'autres milieux. Certes, on n'a pas toujours tenu compte de la spécificité de ces milieux, et les institutions ainsi implantées n'ont pas toujours pris racine dans le nouveau sol (cas de la démocratie parlementaire en Europe de l'Est après la Première Guerre mondiale) ou bien elles ont fonctionné dans

* Sociologue, Institut des sciences sociales, Belgrade. Ce texte a été écrit avant la date officielle de la désintégration de la Yougoslavie. Lorsqu'il est question des Républiques, il s'agit donc des Républiques fédérées et non des Etats qui ont suivi la désintégration. Le texte est traduit par Mireille Robin

leur nouvel environnement différemment que dans le pays-modèle (le système présidentiel en Amérique Latine, comparé à celui des USA). Outre ce rôle prescriptif, la doctrine a joué, quoique dans une moindre mesure, un rôle que l'on pourrait qualifier d'"admonestatoire", car elle s'est moins occupée des facteurs et circonstances qui mènent les régimes politiques démocratiques à leur perte. Sur ce plan, l'exemple yougoslave peut être utile, il permet de faire de précieuses observations, parce que la Yougoslavie, à la différence des autres pays d'Europe Centrale et de l'Est qui ont réussi à instituer un ordre démocratique après l'effondrement du "socialisme réel" en 1989, est confrontée à la guerre civile et à la désintégration.

La coïncidence dans le temps de la décomposition du "socialisme auto-gestionnaire" et du démantèlement de l'Etat yougoslave pose un dilemme incontournable : sont-ce les mêmes facteurs et les mêmes circonstances qui ont induit ces deux issues ou bien s'agit-il d'enchaînements de causes différents, agissant simultanément? La seconde explication est, à mon sens, plus proche de la vérité, et nous aurions donc affaire à deux suites de causes et d'effets qui ont interféré. La décomposition du régime politique que l'on nommait "le socialisme auto-gestionnaire" (variante yougoslave de la dictature du prolétariat) est due à ses faiblesses immanentes, comme c'est le cas pour les autres régimes en place dans l'Europe Centrale et Orientale. Parmi ces faiblesses figurent, entre autres, l'institutionnalisation du monopole politique du parti communiste, le déni de la liberté et de l'initiative individuelle dans toutes les sphères de la vie sociale, le manque d'efficacité de l'économie planifiée (et de sa variante yougoslave, "l'économie de revenu"), moins apte à satisfaire les besoins matériels des citoyens que l'économie de marché, la perte de légitimité croissante du régime, etc. Mais la décomposition du régime politique yougoslave, je le souligne, ne devait pas forcément conduire à celle de l'Etat et à la guerre civile, ce qui est attesté par l'exemple de la plupart des autres pays post-communistes. L'U.R.S.S., certes, présente quelques similarités avec la Yougoslavie, mais elle a réussi à se transformer en Communauté d'Etats Indépendants en évitant les conflits intestins.

Il convient, à mon sens, de rechercher ce qui a été déterminant dans l'issue des événements politiques, au sein des élites au pouvoir dans les parties de la fédération yougoslave. Je parle ici des élites politiques et non de l'élite de plus en plus indépendante, en raison de la grande autonomie des Républiques et Provinces, du pouvoir central, ce qui a pu conduire à dire que le système politique yougoslave institué par la Constitution de 1974 avait un caractère nettement confédéral. Je dois encore préciser que j'ai mis sur le même pied les élites des Républiques et des Provinces, parce que ces dernières jouissaient d'une très grande autonomie par rapport à la République à laquelle elles étaient rattachées, cette autonomie étant garantie elle aussi par la Constitution de 1974. Les choses ont, certes, changé à la fin de 1989, quand les

modifications apportées à la Constitution de la République de Serbie ont limité l'autonomie des provinces, mettant fin à l'indépendance des élites locales. Ce changement s'est produit après une longue lutte politique au cours de laquelle, les dirigeants serbes, ont mobilisé le peuple et, dans le même temps, limogé (en Voïvodine) les hommes au pouvoir. Après quoi, les élites des Provinces ont perdu leur indépendance et n'ont plus joué, dans la phase finale de désintégration (en 1990 et 1991), qu'un rôle secondaire.

En cherchant l'explication du démantèlement du pays et de la guerre civile dans la compétence/incompétence des élites politiques, je mets l'accent sur un facteur que l'on considère généralement comme accessoire pour l'interprétation scientifique des faits sociaux. Cette attitude résulte peut-être de la crainte du reproche que l'on minimise l'importance des grandes couches sociales en insistant sur le rôle des leaders politiques et des petites formations; on rendrait ainsi les événements historiques imprévisibles, car il est difficile de quantifier ou comparer (aspiration immanente à la science) les effets de l'action d'un facteur subjectif. Peut-être sa cause est-elle différente, mais l'attitude est en tout cas erronée, parce que individus et petites formations occupent les postes stratégiques de la société, et déterminent souvent par leurs décisions le cours des événements. La possibilité qu'ils ont "d'intervenir dans l'histoire" est particulièrement importante en période de grande agitation sociale, quand se modifie de fond en comble l'ordre établi, quand sont abandonnées les anciennes valeurs pour en adopter de nouvelles. C'est ce qui caractérise justement notre histoire, qui commença par les "bouleversements bibliques" de 1989. Mikhaïl Gorbatchev a marqué de sa griffe, de manière indélébile, les événements historiques, et son influence a été le facteur prédominant qui a permis à l'URSS de se transformer en CEI sans passer par la guerre civile, bien qu'il s'agisse d'un pays aussi hétérogène que la Yougoslavie et rencontrant les mêmes problèmes économiques.

Les élites politiques ont contribué de plusieurs façons au déclenchement de la guerre et au démantèlement du pays. Elles ont d'abord, au cours d'une lutte intestine épuisante (V. Goati, 1992), pris toute une série de mesures et de décisions unilatérales qui restreignaient les fonctions de l'Etat fédéral, par exemple, adoption de l'amendement à la Constitution de Slovénie, engageant la procédure de sécession (septembre 1989), bien que celle-ci ne fût pas prévue par la Constitution de la Fédération des Républiques Socialistes Yougoslaves de 1974, instauration par la Serbie d'un blocus économique à l'encontre de la Slovénie (décembre 1989), contre-mesures de la Slovénie à l'encontre de la Serbie (février 1990), proclamation des amendements IX à XLIV à la Constitution de la Serbie, qui modifient profondément le statut des Provinces autonomes par rapport à la Constitution yougoslave de 1974, déclaration de l'entière souveraineté de la Slovénie (juin 1990), déclaration constituante des députés albanais du

Parlement du Kosovo, proclamant la République dans cette Province (juillet 1990), dérogeant ainsi aux dispositions de la Constitution yougoslave de 1974, ordonnance secrète du Parlement de Serbie, instituant la taxation des marchandises slovènes (23 octobre 1990), nouvelle Constitution de la Croatie, par laquelle celle-ci se proclame "Etat national du peuple croate" (décembre 1990), ingérences unilatérales des Républiques dans le système des paiements de la Fédération (fin 1990). Bien qu'on puisse trouver dans l'histoire politique des Etats fédéraux des exemples de décisions unilatérales enfreignant le droit fédéral et même de mesures par lesquelles une unité fédérée manifeste son hostilité à l'égard d'une autre, il n'y eut jamais, dans aucune fédération, autant de décisions unilatérales et de mesures hostiles dans une période de deux ans.

Outre ces mesures unilatérales et ces actions menaçant directement l'Etat fédéral, les élites politiques des unités fédérées, qui, jusqu'en janvier 1990, faisaient toutes formellement partie d'une unique Ligue des Communistes de Yougoslavie, ont été les instigatrices de la décomposition du pays de manière indirecte, en exacerbant les antagonismes nationaux. Avec l'aide des mass media, sur lesquels les élites politiques exerçaient un contrôle absolu jusqu'aux élections libres de 1990 (et, dans certaines des Républiques, bien après) elles ont systématiquement exagéré la menace que faisaient peser sur leur propre nation et République les autres nations et Républiques de la Yougoslavie, préparant le terrain pour les règlements de comptes à venir.

La crise économique larvée qui durait en Yougoslavie depuis la fin des années soixante a contribué à accroître ces antagonismes nationaux; les résultats des recherches empiriques effectuées depuis le milieu des années quatre-vingt (dont il sera question plus loin) en témoignent de façon convaincante. Ils mettent en évidence l'accroissement de la "distance nationale", c'est-à-dire la diminution de la compréhension et de la proximité des ressortissants des diverses nations (D. Pantic, 1991). Dans certains groupes nationaux s'est formé un sentiment très fort d'identification et de loyauté envers le groupe national, les ressortissants de chaque nation percevant la société désormais divisée en deux, "nous" et "eux". Dans ces circonstances, les appels des leaders politiques, désireux surtout de conquérir le pouvoir ou de le garder, à "serrer les rangs" au plan national sont tombés sur un sol fertile; ils ont accéléré le transfert de la loyauté que les populations manifestaient à la Yougoslavie, vers la nation et la République. Ainsi, lors du recensement de 1981, environ un million deux cent mille personnes se déclaraient Yougoslaves; lors du recensement de 1991, ce chiffre avait baissé de moitié.

L'homogénéisation intensive de la nation a aggravé la tension conflictuelle entre les diverses nations de la Yougoslavie; une

propagande systématique a induit des sentiments hostiles qui ont abouti, en 1991, à la guerre civile (nationale et religieuse).

Le design institutionnel

Les élites politiques des Républiques yougoslaves ont enfin, selon l'hypothèse de base développée ici, exacerbé les antagonismes nationaux et préparé la voie menant à la guerre civile et au démantèlement du pays, d'une autre façon encore, elle aussi indirecte. Elles ont choisi un design institutionnel inadéquat, en implantant des institutions démocratiques qui appartiennent à ce que l'on nomme la "démocratie majoritaire" (ou "démocratie de Westminster"), inadaptées à des sociétés hétérogènes. La Yougoslavie l'est particulièrement puisqu'elle compte des ressortissants de cinq nations et d'une multitude de minorités (dont certaines ont une population plus nombreuse que celle des nations), trois grandes religions (orthodoxie, catholicisme, islam), de nombreuses sectes, des langues appartenant à plusieurs groupes linguistiques, etc. L'hétérogénéité socio-culturelle ne caractérise pas seulement la Yougoslavie, mais cinq des six Républiques yougoslaves (toutes sauf la Slovénie). Dans ces Républiques, le groupe national dominant représente (selon le recensement de 1991) moins de 80 % de la population, chiffre que l'on retient habituellement comme "seuil" d'hétérogénéité. Il représente même moins de 70 % dans quatre des Républiques (Bosnie-Herzégovine 43 %, Monténégro 63 %, Serbie 66 %, Macédoine 67 %, tandis que la Croatie est proche du seuil avec 78 %). De ce point de vue, on peut considérer la Slovénie comme homogène, puisque les Slovènes représentent 90,5 % de la population. Notons en passant que la nouvelle République fédérale de Yougoslavie, proclamée le 27 avril 1992 par la Serbie et le Monténégro, est particulièrement hétérogène. Les Serbes y représentent 62 % de la population, les Monténégrins seulement 5 %. Les Albanais, avec 16 %, sont nettement plus nombreux.

Dans les Républiques yougoslaves, les différences nationales se conjuguent souvent avec les divisions religieuses si bien que l'on peut parler, dans les cinq Républiques citées, de sociétés particulièrement fragmentées, avec des coupures socio-culturelles profondes. Dans ces sociétés, les conflits nationaux sont en même temps religieux et culturels, ce qui rend plus difficile un règlement pacifique. Les antagonismes nationaux ne datent pas d'hier; ils remontent à 1918, année de la formation de la Yougoslavie. Pendant l'entre-deux guerres, les conflits entre nations sont, en Yougoslavie comme dans toute l'Europe de l'Est, à la base de toutes les dissensions politiques. Les antagonismes ethniques n'ont pas disparu dans cette partie du monde avec l'institution du "socialisme réel", ils ont été "gelés", pour resurgir après 1989 avec plus de vigueur, comme en témoigne cette

constatation d'un groupe d'auteurs sur la base de recherches empiriques effectuées en 1991 :

"Nous avons pu constater que, pour parler simplement, les peuples d'Europe de l'Est n'aiment pas leurs voisins. Les divisions ethniques sont si prononcées et les intolérances nationales si profondes qu'on ne peut espérer d'amélioration radicale de leurs rapports avant l'apparition de nouvelles générations" (The Pulse of Europe ..., 1991, p.140).

Bien qu'il soit assez sinistre, ce jugement laisse entrevoir une lueur d'espoir, qui résiderait dans les "nouvelles générations". Cet espoir n'est malheureusement pas conforté par l'expérience. Par rapport à l'entre-deux guerres et aux conflits ethniques qui furent particulièrement virulents alors, la génération actuelle représente en effet la "nouvelle génération", et elle n'aime pas plus ses voisins que les précédentes. Les résultats des recherches citées montrent combien l'espoir placé dans les nouvelles générations peut être illusoire, ils démontrent en effet que la haine subsiste même après la disparition de la nation qui en est l'objet. L'antisémitisme des Polonais et des Slovaques en est la meilleure illustration (p. 191); il est toujours vivace bien que les Juifs de ces pays aient été anéantis, à quelques exceptions près, dans les camps de concentration allemands pendant la Seconde guerre mondiale!

Devant l'hétérogénéité socio-culturelle des cinq Républiques yougoslaves, le législateur s'est trouvé, durant le processus de transition devant conduire à la démocratie, confronté au grave problème du choix d'institutions politiques adéquates. Ce choix est capital en raison des "effets distributifs" des institutions. Elles surdéterminent pour les organisations et groupes sociaux les possibilités de réaliser leurs intérêts.

"Certaines institutions", remarque à juste titre A. Przeworski, offrent aux forces politiques les plus importantes, dans des conditions définies, l'espoir de faire prévaloir leurs intérêts à long terme, ce qui suffit parfois à les inciter à accepter des solutions immédiates défavorables. Elles prennent leur parti de défaites momentanées en pensant que le cadre institutionnel organisant la compétence démocratique leur permettra de mieux faire valoir leurs intérêts à venir." (A. Przeworski, 1991, p. 19).

Les pays à composition socio-culturelle hétérogène font problème de ce point de vue parce que la procédure habituelle de prises de décision à la majorité, crée inéluctablement d'éternels perdants, en l'espèce les groupes minoritaires (au plan national, religieux ou culturel). Ces groupes, au bout d'un temps plus ou moins long, cessent de croire que le cadre institutionnel leur permettra de mieux faire valoir leurs intérêts, et refusent soudain "les solutions immédiates défavorables",

ce qui signifie la perte de la légitimité de l'ordre démocratique. La théorie démocratique a, pour cette raison, longtemps douté de la possibilité d'instituer des démocraties stables dans les pays hétérogènes au plan socio-culturel. Stuart Mill écrivait :

"Il est quasiment impossible d'introduire les institutions libres de la démocratie parlementaire dans un pays constitué de nationalités diverses. Au sein d'un peuple constitué d'individus qui nourrissent des sentiments hostiles les uns envers les autres et qui, surtout, ne parlent ni ne lisent la même langue, il ne peut exister d'opinion publique unique, nécessaire au bon fonctionnement du système parlementaire."

Les réserves formulées par la théorie sur les perspectives de la démocratie dans les pays pluri-ethniques et pluri-confessionnels ont indubitablement été influencées, au milieu de ce siècle, par l'analyse suggestive des prémisses de la démocratie, exposée par Lipset dans *L'Homme Politique*; il soulignait vigoureusement l'importance de l'homogénéité au plan social et des valeurs, pour la stabilité de la démocratie. De ce point de vue, les sociétés hétérogènes ne pourraient compter que sur des formes de système autoritaire, qui en quelque sorte les voueraient à leur destin. L'expérience de certains pays (Suisse, Belgique, Hollande, Autriche, par exemple) vient cependant contredire ce jugement, puisqu'ils ont réussi à instituer un ordre démocratique stable. La théorie démocratique, en fait, a longtemps été obsédée par le modèle de démocratie apparu en Grande-Bretagne et appelé "démocratie majoritaire" ou "démocratie de Westminster", que l'on a identifié de façon injustifiée à la démocratie tout court (sur les raisons de la domination du "paradigme majoritaire", voir A. Lijphart, 1991).

Alexis de Tocqueville formule ainsi le credo fondamental du modèle de démocratie majoritaire :

"Il est dans l'essence même des institutions démocratiques que le pouvoir de la majorité y soit absolu et que rien en dehors d'elle ne puisse lui résister."

Cette absolutisation de la majorité a suscité des craintes; on a eu peur que ce "nouveau maître" au pouvoir illimité puisse ruiner les fondements mêmes de la démocratie. C'est la raison pour laquelle, dans les conceptions nouvelles de la démocratie, les auteurs insistent sur la nécessité de compenser le système majoritaire par la reconnaissance des droits des minorités (P. Merkl, 1967, p. 102, par exemple) ou estiment que le principe du système majoritaire ne doit pas remettre en question les "droits naturels" qui ont priorité sur lui. Refusant de réduire la démocratie au gouvernement de la majorité, conception jugée simpliste et erronée, G. Sartori envisage la démocratie comme la somme des intérêts de la majorité et de la minorité. Il dit ainsi :

"La démocratie comprise comme gouvernement de la majorité limité par les droits des minorités satisfait le peuple tout entier, c'est-à-dire la somme des intérêts de la majorité et de la minorité. Le système majoritaire doit être contingenté parce que le peuple tout entier (tous ceux qui ont le droit de vote) fait toujours partie du *demos* (1987, p. 32-33).

Bien que cette interprétation tende à protéger les minorités de l'arbitraire de la majorité, elle se rapporte quand même à des sociétés homogènes où majorité et minorité se succèdent constamment au pouvoir, et non à des sociétés où il existe des majorités et des minorités de façon permanente, où "l'individu appartient à une minorité sans cesse lésée par le système dans ce qu'elle considère comme ses droits les plus fondamentaux..." (H. Daudt, D. Rae, 1978, p.335).

Robert Dahl (1987) est l'un des auteurs qui, en plus de l'examen habituel du rapport entre les décisions majoritaires et la démocratie sur le plan des principes et de la théorie, se livre à une analyse perspicace et pratique des limites politiques que rencontrent les décisions prises à la majorité dans des situations sociales diverses. Il mentionne trois conditions qui favorisent la mise en place du régime majoritaire. Après avoir exposé chacune d'elles, je poserai la question de savoir si elle est satisfaite dans les Républiques yougoslaves devenues Etats indépendants après le démantèlement de la Yougoslavie (1991).

La première de ces conditions se rapporte aux caractéristiques objectives de la société, en premier lieu à son homogénéité relative principalement aux position politiques (R. Dahl, 1987, p. 161). Cette condition, on l'a montré plus haut, est absente dans cinq des six Républiques (Etats) en raison de leur forte hétérogénéité nationale et des répercussions politiques de cette hétérogénéité. L'appartenance nationale n'est pas, en effet, une distinction méta-politique, elle implique étroitement les prises de position politiques des individus, comme l'a montré une vaste enquête empirique intitulée "*Les employés du secteur public yougoslave ...*". Dans cette recherche conduite en 1985 sur le territoire de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, l'appartenance nationale agissait comme variable déterminant de façon essentielle les réponses des personnes interrogées sur une série de questions à caractère ouvertement politique (V. Goati et al., 1985). L'influence du facteur national a été encore plus manifeste lors de l'enquête "*La Yougoslavie au tournant de la crise*" menée en 1990 dans toutes les Républiques et Provinces yougoslaves. Les personnes interrogées ont donné, dans le même pourcentage, des réponses opposées à la question concernant l'avenir du pays, les uns le voyant dans une fédération, les autres dans une confédération. Dans ce cas, la ligne de clivage coïncidait presque avec l'appartenance politique et religieuse, tandis que les autres facteurs (statut social, profession, sexe, âge) n'avaient qu'une influence négligeable. Se sont déclarés pour l'option fédérale, une majorité de

Serbes, de Monténégrins, de Yougoslaves ainsi que les personnes de confession orthodoxe, tandis que les Albanais, les Slovènes, les Croates, les catholiques et les musulmans préféraient l'option confédérale (V. Goati, 1991).

Les résultats de ces enquêtes empiriques montraient ainsi que l'opinion politique des citoyens est liée à leur appartenance nationale. Les premières élections libres dans les Républiques yougoslaves, en 1990, ont confirmé cette influence. Particulièrement en Bosnie-Herzégovine où les trois partis d'orientation nettement nationaliste (Parti de l'action démocratique (musulman), Parti démocratique serbe, Parti démocratique croate) ont obtenu 201 des 240 sièges au Parlement. Les partis franchement nationalistes ont également triomphé dans les autres Républiques yougoslaves de population hétérogène. Ces Républiques peuvent donc être considérées comme des sociétés à "clivages segmentés" car "... les divisions politiques y suivent les lignes de la différenciation sociale objective et plus spécialement celles qui sont particulièrement accentuées dans la société." (H. Ecstein, 1966, p. 34)

L'absolutisation du moment national dans la sphère des prises de position et des engagements politiques de la population n'est pas la caractéristique exclusive des Républiques (Etats) yougoslaves; elle est également manifeste dans les autres pays post-communistes. L'axe de structuration du spectre des partis en cours de formation y est *Gemeinschaft-Gesellschaft* (E. Comisso, 1991, p. 124). Les partis du *Gemeinschaft* s'inspirent des valeurs nationales ainsi que de la tradition et tendent à l'intégration nationale, tandis que ceux du *Gesellschaft* prônent l'option libérale, cosmopolite et aspirent à l'occidentalisation. Les premiers sont porteurs de tendances nationalistes et autoritaires, les seconds de tendances démocratiques et cosmopolitiques (E. Thomson, 1991, p. 48). La prépondérance du moment national dans la vie politique a complètement repoussé au second plan dans cette partie du monde la différenciation des nouveaux partis selon les intérêts de classe, si bien que la distinction entre gauche et droite est devenue tout à fait artificielle.

".. Dans les sociétés post-communistes, la gauche est morte, comme vous le voyez... La structure que nous y rencontrons est de même nature que celle qui divise la vie politique américaine, si bien que la politique de l'Europe de l'Est est beaucoup plus proche du modèle américain que de celui de l'Europe Occidentale." (M. Haraszi, 1990, p. 76)

Les deux autres conditions du bon fonctionnement du système majoritaire proposées par R. Dahl, ne se rapportent pas à des caractéristiques objectives de la société, mais aux choix et opinions de ses membres. En premier lieu, la minorité doit être persuadée de pouvoir devenir demain la majorité. Il est vraisemblable, souligne

l'auteur, que la minorité acceptera alors les décisions prises selon les règles de la démocratie majoritaire, quoiqu'elles ne lui soient pas pour le moment favorables. On ne peut dire que cette condition était satisfaite dans les Républiques yougoslaves, même avant que n'éclate la guerre civile en 1991 et encore moins après. Ces cinq Républiques yougoslaves (aujourd'hui Etats souverains) comportent des minorités qui ne peuvent nourrir aucun espoir. Leur position équivaut à un destin auquel elles ne peuvent échapper.

La troisième condition, selon R. Dahl, est que les minorités soient persuadées que "les décisions collectives ne feront jamais peser de menace grave sur les aspects fondamentaux de leur mode de vie dans le domaine de la religion, de la langue, de la sécurité économique, etc." (R. Dahl, 1987, p. 161). On ne peut pas dire que dans l'espace ex-yougoslave, les minorités font confiance à la majorité; dès avant le début de la guerre civile, les leaders de certains groupes nationaux formulaient des exigences qui mettaient en péril l'existence des autres groupes; comme, par exemple, la modification des frontières, la déportation des ressortissants des minorités dans leur république-mère ou dans un pays étranger voisin. La guerre civile n'est en fait qu'une tentative pour satisfaire ces revendications par la force. Quoique, jusqu'à présent, on ne se soit battu que sur le territoire de trois Républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine), sans doute le conflit jettera-t-il encore longtemps une ombre funeste sur les relations entre nationalités dans les autres Républiques. et leurs rapports seront-ils marqués par une grande méfiance.

Aucune des trois conditions nécessaires au bon fonctionnement du système majoritaire, posées par R. Dahl, n'est donc remplie dans les sociétés hétérogènes des cinq Républiques ex-yougoslaves devenues aujourd'hui Etats indépendants.

Il nous semble qu'un modèle de démocratie tel qu'il fonctionne en Belgique, Suisse, Hollande et Autriche, serait plus adéquat. Ces pays, en adaptant les institutions démocratiques à leur contexte particulier, en sont spontanément venus à un modèle de démocratie consociétale ou consensuelle sensiblement différent du modèle majoritaire en vigueur dans le berceau de la démocratie, la Grande-Bretagne. Je reprends ici la distinction entre modèle consociétal ou consensuel et modèle majoritaire ou de Westminster, dans la meilleure définition qui en a été donnée, celle de Arend Lijphart (1968, 1977, 1984), reprise par divers auteurs (H. Daalder, 1966; E. Nordinger, 1972; R. Dahl, 1987; etc.). Cette distinction prend pour critère l'adéquation des institutions démocratiques à l'homogénéité/hétérogénéité sociale d'une société. Dans le modèle consensuel la participation de tous les segments de la société à la prise des décisions politiques est essentielle. Plutôt que de prendre les décisions à la majorité, il est fait en sorte que tous les groupes puissent avoir leur influence, proportionnellement au nombre de leurs membres. Pour les questions particulièrement importantes, on

pratique le consensus ou l'*amicabilis composito* (G. Limbruch, *Consociational Democracy ...*, 1974, p. 92). Cette méthode rend évidemment impossibles les prises de décision rapides et fait de l'ordre politique démocratique un ordre interne. Mais c'est un moindre mal en comparaison de l'écrasement électoral qui ébranle inévitablement les fondements de la communauté politique, en raison de la résistance de la ou des minorités.

Le modèle consensuel ne tend pas, comme le modèle majoritaire, à la concentration du pouvoir au profit d'un seul segment, mais à sa dispersion parmi tous les segments.

"La démocratie consociétale, écrit A. Lijphart, signifie que l'on est gouverné par un cartel d'élites composé de telle sorte qu'il puisse transformer une démocratie à culture fragmentaire en démocratie stable." (1969, p. 212) La condition capitale pour le succès de la démocratie consensuelle est la qualité des élites politiques. L'auteur explique : "Les profondes clivages sociaux qui se renforcent mutuellement ne représentent pas un obstacle infranchissable pour l'institution d'une démocratie viable. Le facteur déterminant pour l'établissement et la sauvegarde des normes et de la stabilité démocratiques réside dans la qualité du leadership." (1968, p. 211)

R. Dahl défend vivement la même opinion quand il insiste sur la nécessité de l'existence d'élites coopératives et non concurrentielles (1987, p. 256). Les élites au pouvoir, selon A. Lijphart, doivent avoir conscience du danger auquel la démocratie se trouve confrontée dans les sociétés hétérogènes, elles doivent s'attacher à sauvegarder le système démocratique existant, être capables de transcender, à leur niveau, les coupures sub-culturelles et prêtes à offrir des solutions satisfaisant les exigences des sub-cultures (1968, pp. 22-23). Dans ses ouvrages antérieurs à 1984, l'auteur employait les termes de "démocratie consociétale" et de "démocratie consensuelle" comme des synonymes; dans son livre *Democracies, Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-one Countries* (1984), il choisit celui de "démocratie consensuelle" en soulignant non seulement les raisons pratiques de son choix, mais aussi la signification particulière que prend ce terme par rapport au premier (1984, p. XIV).

En fait, le modèle de démocratie consensuelle prend en compte la société telle qu'elle est, sans tenter de combler par des moyens politiques (organisation, institutions) les clivages sub-culturels; toute la vie politique est, au contraire, organisée en fonction de ces clivages. Cette approche qui adapte l'organisation politique à la société et non la société à une organisation politique est réaliste.

Brièvement, les caractéristiques du modèle de démocratie consensuelle sont les suivantes :

1. Organisation favorisant de larges coalitions de partis pour l'exercice du pouvoir;

2. Séparation (formelle et informelle) des pouvoirs, surtout en ce qui concerne les pouvoirs juridique et exécutif;
3. Bicaméralisme et représentation des minorités;
4. Pluripartisme et non bipartisme;
5. Système de partis pluri-dimensionnel : les partis expriment les divisions sur diverses bases (économique, nationale, religieuse);
6. Scrutin à la proportionnelle;
7. Fédéralisme territorial et non-territorial, décentralisation;
8. Constitutions accordant un droit de veto formel aux minorités (A. Lijphart, 1984, p. 21-30).

Un choix erroné

Depuis 1989, le développement institutionnel des Républiques yougoslaves s'est fait au mépris de la logique du modèle consensuel. Le mode de scrutin adopté lors des premières élections libres en 1990, la structure des parlements choisie par les nouvelles constitutions et, enfin, les rapports entre organes centraux et locaux des nouveaux Etats le montre de façon évidente. En ce qui concerne le mode de scrutin, au lieu de choisir le système proportionnel, conçu pour assurer une meilleure représentation des minorités (ce n'est pas un hasard s'il a été d'abord appliqué dans des pays hétérogènes comme la Suisse, 1891, et la Belgique, 1897), trois des ex-Républiques yougoslaves (Serbie, Croatie, Macédoine) ont opté pour le système majoritaire. La Slovénie et la Bosnie-Herzégovine ont fait une combinaison des deux; le Monténégro est le seul à avoir choisi le système proportionnel (V. Goati, 1991).

L'application du mode de scrutin majoritaire, comme on pouvait s'y attendre, a eu pour résultat la concentration maximale du pouvoir entre les mains des partis majoritaires au parlement, les petits partis étant à peine ou pas représentés. Comme la doctrine avait depuis longtemps établi que "la formule plurielle et majoritaire tend à refuser la possibilité d'une représentation de la plupart des petits partis" (D. Rae, 1967, p. 152), on peut conclure que l'issue des élections était souhaitée et attendue et n'était pas un effet imprévu du mode de scrutin. La concentration du pouvoir entre les mains du parti majoritaire peut s'illustrer par deux faits. Le Parti Socialiste de Serbie, avec 46,8 % des voix lors des premières élections, s'est assuré 77 % des sièges au Parlement. En Croatie, l'Union Démocratique Croate a obtenu, avec 42,2 % des voix, 67,5 % des sièges. On est en présence d'une transgression brutale de l'exigence démocratique qui veut que le parlement reflète au mieux la structure du corps électoral.

Afin d'estimer la dimension de cette transgression lors des élections en Serbie et Croatie, j'utiliserai "l'index de proportionnalité" ou "index d'équitabilité" de la représentation (sur la constitution de cet index, voir

R. Rose, 1983, p. 41). La valeur 100 de l'index montre une parfaite harmonie entre structure du parlement et structure du corps électoral, les valeurs inférieures dénotant un écart et des différences. En Serbie, la valeur de l'index est particulièrement basse avec 67; elle est de 76 en Croatie, alors qu'elle s'élève à 84,5 % en Macédoine et même 99 % en Slovénie. Par ailleurs, l'index moyen de proportionnalité, pour les systèmes électoraux majoritaires dans les pays occidentaux après la seconde guerre mondiale, était de 86 et, pour les systèmes proportionnels, de 94. (T. Mackie, R. Rose, 1990, p. 6).

L'écart prononcé entre l'électorat et la représentation parlementaire des partis, constaté dans les deux Républiques lors des élections de 1990 a marqué négativement toute la vie politique. Disposant d'une majorité très importante au parlement, les partis au pouvoir (Parti socialiste Serbe ou Communauté Démocratique Croate) n'ont pas éprouvé le besoin de rechercher l'approbation de leurs choix politiques par les autres partis, de négocier, d'accepter des compromis. Davantage, ils ont facilement poursuivi leurs buts en écrasant les minorités. L'arrogance dont a fait preuve la majorité parlementaire dans la période post-électorale, a renforcé les doutes sur la valeur des nouvelles institutions démocratiques, et rendu possible le retournement des minorités vers une lutte extra-parlementaire.

La transformation du parlement en assemblée représentant de fait d'un seul parti n'est qu'un des moyens qui a permis au parti vainqueur de concentrer en ses mains le pouvoir politique et de réduire le parlement, normalement formé d'une majorité et d'une minorité, à l'une seule de ses composantes, la majorité. Le parti au pouvoir a poursuivi le même but en renforçant, dans les nouvelles constitutions, le rôle du président de la République, ce qui a conduit à un système présidentiel ou semi-présidentiel. Le système présidentiel est en contradiction immanente avec la démocratie consensuelle, puisqu'il concentre le pouvoir entre les mains d'un individu. De plus, comme le remarque justement H. Linz (Selon A. Przeworski, 1991, p. 34), il favorise le *zero sum game*, dans lequel n'existe qu'un seul vainqueur et où le ou les perdants n'ont aucun statut politique, à la différence du système parlementaire dans lequel le chef du parti vaincu devient le leader de l'opposition.

La prépondérance du Président de la République est particulièrement marquée dans la constitution des deux plus grandes Républiques yougoslaves, la Croatie et la Serbie. Selon l'article 86 de la Constitution de 1990, le président de la République de Serbie est élu au suffrage universel et n'est responsable que devant le peuple, et non devant l'assemblée. À côté des attributions qui sont habituellement les siennes (il proclame les lois, commande les forces armées, propose le candidat au poste de premier ministre), il peut décider, "sur proposition circonstanciée du premier ministre, de dissoudre l'Assemblée" (Art. 88). Cette disposition assure la supériorité absolue du Président sur

l'Assemblée. Certes, celle-ci peut (à la majorité des deux-tiers) poser la question de la révocation du Président, mais dans ce cas encore, ce sont les électeurs qui décident au suffrage universel. La proposition de révocation est considérée comme acceptée quand elle est approuvée par la majorité de l'ensemble des électeurs (Article 88). Il en découle que les conditions de la révocation sont beaucoup plus difficiles que celles de l'élection, car pour celle-ci (selon l'article six de la loi sur l'élection du Président de la République) il suffit que le candidat ait obtenu au moins la moitié des suffrages exprimés (ceux-ci représentant au moins la moitié du corps électoral).

Le Président de la République de Croatie est également élu au suffrage universel (article 95 de la Constitution de 1990). La procédure de révocation est cependant plus aisée qu'en Serbie; c'est en effet la Cour Constitutionnelle qui en décide à la majorité des deux tiers. Bien que le Président de la République de Croatie n'ait pas le droit de dissoudre l'assemblée, son pouvoir est prépondérant, puisqu'il nomme le premier ministre et met fin à ses fonctions. En Serbie, le Président ne fait que le proposer et c'est l'Assemblée Nationale qui décide du choix. Selon la Constitution de Macédoine (1991), les compétences du Président sont moindres que celle de la Chambre (art. 79), à la différence de ce qui se passe en Serbie et Croatie. Le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine (qui n'ont pas proclamé de nouvelle constitution mais se sont contentés de réviser de fond en comble celle de 1974 par le biais d'amendements constitutionnels de 1991) ont conservé une présidence collégiale, sans lui donner d'attributions plus importantes que celles du Parlement.

Le principe du bicamérisme, essentiel dans le modèle consensuel, a été rejeté par la Constitution de Serbie. Cette Constitution, dans la logique de la concentration du pouvoir législatif, a opté pour un Parlement à une seule chambre. Cette solution est défavorable à la représentation des minorités, que favorise au contraire un Parlement formé de deux chambres ou davantage.

La Constitution de la Macédoine (1991) suit la même logique, ainsi que les amendements constitutionnels adoptés en 1991 en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro. La constitution de Macédoine prévoit, certes, un Conseil chargé des rapports entre nationalités, composé "du Président de l'Assemblée et de deux représentants macédoniens, albanais, turcs, valaques et roms, ainsi que de deux membres des autres nationalités présentes en Macédoine" (art. 78). Ce conseil donne son avis et émet des propositions concernant les problèmes de rapports entre nationalités, mais il a un rôle exclusivement consultatif, l'Assemblée ayant seulement l'obligation de débattre de ces propositions, et non de les prendre en considération. De ce point de vue, la constitution de Croatie est plus souple, car l'Assemblée se compose de deux chambres, Chambre des Députés et Chambre des Préfets (article 70).

Enfin, la Serbie, la Croatie, la Macédoine et le Monténégro ont choisi plutôt que la décentralisation supposée par le modèle consensuel, une centralisation de toutes les fonctions au niveau de la République. Dans sa réaction contre l'hyper-autonomie (décidée par la constitution de 1974) du Kosovo et de la Voïvodine, qui remettait en cause l'intégrité politique de la Serbie, le législateur de cette République est allé à l'autre extrême, supprimant pratiquement toute autonomie des Provinces. Le législateur Croate a opposé un refus à toute tendance autonomiste. Bien que ces tendances soient nombreuses et proviennent de régions diverses (non seulement de celles peuplées en majorité de Serbes, mais aussi de la Dalmatie et de l'Istrie), la Constitution croate de 1990 ne prévoit aucune décentralisation et concentre toutes les fonctions au niveau de la République. On n'a pas davantage tenu compte des aspirations à la décentralisation dans les modifications fondamentales apportées à la Constitution de Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de Macédoine.

Le développement institutionnel des Républiques yougoslaves de 1989 à 1991, n'a pas suffisamment pris en considération le caractère pluri-ethnique et pluri-confessionnel de la société, suscitant inéluctablement des "réactions allégoriques" chez les groupes nationaux minoritaires. Le large spectre de ces réactions va de la non-reconnaissance de l'ordre nouveau jusqu'au désir de créer un nouvel Etat par le recours aux armes (Serbes de Croatie), de la résistance passive des Albanais du Kosovo (boycott des élections de 1990, refus du recensement de 1991, non-reconnaissance des institutions politiques de la Serbie, élaboration d'une structure politique alternative) jusqu'à l'action de certains partis minoritaires qui se posent en opposition déloyale, comme c'est le cas du Parti pour la Prospérité Démocratique de la Macédoine, qui regroupe essentiellement des Albanais de cette République. Bien que ce parti se soit présenté aux élections de 1990 (obtenant 12 % des voix et 14 % des sièges au parlement), mécontent de l'attitude de la coalition au pouvoir quant aux demandes d'autonomie des Albanais, il a organisé le boycott du recensement de la population et du référendum sur l'indépendance de la Macédoine en 1991. Ses députés n'ont pas davantage voté la nouvelle Constitution de la Macédoine (proclamée le 21 novembre 1991). Dans l'ensemble, une mauvaise organisation constitutionnelle a renforcé les antagonismes nationaux et contribué à l'éclatement de la guerre civile, et au démantèlement de la Yougoslavie.

Après que la guerre eut éclaté en Slovénie (juin 1991) et se soit propagée comme un incendie jusqu'à la Croatie et à la Bosnie-Herzégovine, l'inflexibilité des l'élite au pouvoir dans les différentes Républiques, à propos de l'autonomie des minorités, s'est quelque peu infléchie. En grande partie, ce changement est dû à des pressions extérieures dont l'essence est formulée dans la Déclaration du Conseil des ministres de la Communauté Européenne; cette Déclaration pose

comme condition à la reconnaissance des nouveaux Etats apparus sur le territoire de la Yougoslavie "la garantie des droits des groupes ethniques et des minorités".

La Loi constitutionnelle de Croatie du 4 décembre 1991, définissant les droits et libertés des communautés nationales et ethniques ou minorités, marque l'abandon de la "ligne dure". Ce document reconnaît une autonomie culturelle qui, entre autres, englobe le droit à la représentation proportionnelle dans les corps représentatifs (art. 18, 19, 20), l'autonomie des communes (territoires) dans lesquelles les ressortissants de communautés ethniques constituent plus de la moitié de la population (art. 21), le droit d'utiliser librement sa langue et son alphabet dans la vie privée et publique (art. 7), le droit d'utiliser librement ses emblèmes (art. 9). Les modifications complétant la Loi constitutionnelle que le Parlement croate a adoptées le 8. avril 1992 définissent l'existence de deux "districts autonomes", celui de Knin et celui de Glina.

L'attitude des élites au pouvoir quant aux droits politiques et autres des minorités s'est également quelque peu modifié, au début de 1992, en Macédoine, au Monténégro et en Serbie, sans que cela se traduise encore par des décisions pratiques. La Constitution de la République Fédérative de Yougoslavie (adoptée le 27 avril 1992) garantit enfin, dans son article 11, le "droit des minorités nationales à développer et exprimer leur spécificité ethnique, culturelle, linguistique et autre". Il s'agit ici également d'une déclaration qu'il conviendrait d'élaborer sur le plan juridique.

Dans l'ensemble, les changements qui viennent d'être évoqués demeurent des changements de principes dûs davantage aux pressions extérieures qu'à la prise de conscience que la démocratie dans les sociétés multinationales segmentées (comme ailleurs) signifie "la majorité plus la minorité" (formulation de Sartori) et non la majorité seule. Ce n'est que lorsque se formeront des institutions politiques conformes à cette conception que les Etats nouvellement créés dans l'espace ex-yougoslave pourront escompter une consolidation de l'ordre démocratique nouvellement établi. Au demeurant, les chercheurs identifient en règle générale cette consolidation avec la reconnaissance de la légitimité (par exemple J. Linz et A. Stepan, 1989, p. 6). A. Przeworski explique :

"La démocratie est consolidée quand, dans des conditions politiques et économiques données, un système particulier d'institutions est devenu "le seul jeu de la ville", quand personne ne peut imaginer agir en dehors des institutions démocratiques, quand les perdants ne veulent rien d'autre que tenter, dans le cadre de ces institutions, de gagner à nouveau ce qu'ils viennent de perdre" (1991, p. 26).

Cet objectif ne sera pas facilement atteint dans la situation qui prévaut aujourd'hui, parce que la guerre civile a exacerbé une méfiance entre minorités (nationales ou confessionnelles) et majorité, qui ne disparaîtra pas en une nuit; un long laps de temps sera nécessaire.

Il va de soi que l'adoption des institutions de la démocratie consensuelle est une condition nécessaire mais non suffisante pour parvenir à la légitimité. Elle doit s'accompagner de changements dans la culture politique; les membres de la société doivent se montrer plus enclins à tolérer les différences, à vivre avec des personnes qui ont des positions et des intérêts opposés aux leurs, et, tout aussi important, ils doivent se montrer prêts à accorder leur confiance, lors des élections, à des individus et partis qui acceptent de collaborer et de faire des compromis, ce qui n'a pas été le cas lors des premières élections libres de 1990. L'expérience négative que ces élections ont représentée, accélérera peut-être l'émergence d'élites politiques tolérantes et responsables, sans lesquelles la démocratie sur un terrain social aussi hétérogène restera pure chimère. La période d'après les élections a démontré que le très fort soutien accordé, en 1990, par les électeurs aux "Messies nationaux" qui promettaient la réalisation rapide des intérêts (réels ou imaginaires) des nations dominantes aux dépens de ceux des autres nations ou ethnies, a mené tout droit à la catastrophe nationale. Il ne faut cependant pas surestimer la capacité des sociétés à apprendre rapidement; il se peut qu'aux prochaines élections (si elles ont lieu) les leaders nationaux triomphent à nouveau; ce qui aggraverait encore la situation.

Un facteur important conditionnera encore l'accession à la légitimité des institutions démocratiques nouvelles, la coopération des groupes minoritaires, leur volonté de participer à un ordre démocratique qui ne fait pas d'eux les éternels perdants, mais leur permet de prendre part aux décisions sur un pied d'égalité. Ainsi serait combattu le stéréotype, solidement enraciné et cultivé par les élites politiques au pouvoir, présentant les minorités comme des "chevaux de Troie", des "cinquièmes colonnes" à la solde de l'étranger.

Belgrade
Décembre 1991

BIBLIOGRAPHIE

- E. Comisso, "Political Coalition, Economic Choices", *Democracy and Political Transformation*, Ed. G. Szoboszlai, Hungarian Political Science Association, Budapest, 1991.

- H. Daalder, "On Building Consociational Nations : the Cases of Netherland and Switzerland", *International Social Science Journal*, Vol. 23, 3, 1971.
- R. Dahl, *Democracy and its Critics*, Yale University Press, New Haven, 1989.
- H. Daudt, D. Rae, *Social Contract and the Limits of Majority Rule, Democracy, Consensus and Social Contract*, Ed. P. Birnbaum, J. Lively, G. Parry, Sage Publications, Londres, 1978.
- H. Ecstein, *Division and Cohesion in Democracy, A Study of Norway*, Princeton University Press, Princeton, 1966.
- V. Goati, *La Yougoslavie au tournant. Du monisme à la guerre civile*, Institut Yougoslave de Journalisme, Belgrade, 1991.
- V. Goati, "Les Elites des Républiques et le démantèlement de la Yougoslavie", communication au colloque, *L'Europe et le démantèlement de la Yougoslavie*, organisé par l'Institut d'Etudes Européennes, 1992.
- V. Goati et alii, *Les employés du secteur public yougoslave (membres ou non de la Ligue des Communistes Yougoslaves) à propos des questions sociales actuelles*, CDICKSKJ, Belgrade, 1985.
- M. Haraszti, "A Choice Between Resolution and Emotion", *East European Reporter*, Printemps-Eté 1990, p. 76
- G. Limbruch, "A Noncompetitive Pattern of conflict Management in Liberal Democracies; the Case of Switzerland, Austria and Lebanon", in K. Mc Rae (ed.), *Consociational Democracy...*, Carleton Library, Ottawa, 1974.
- A. Lijphart, *Democracy in Plural Societies, Comparative Exploration*, Yale University Press, New Haven, 1977.
- A. Lijphart, *Democracies, Pattern of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-one Countries*, Yale University Press, New Haven, 1984.
- A. Lijphart, *Typologies of Democratic System*, Sage Publication, Londres, 1968.
- A. Lijphart, 1991, "Théorie et pratique de la loi de la majorité, la ténacité d'un paradigme imparfait", *Revue Internationale des sciences sociales*, Août 1991.
- G. Linz, A. Stepan, "Political Crafting of Democratic Consolidation or Destruction : Europe and South American Comparison", (polycopié), 1989.

- R. Lorwin "Segmented Pluralism : Ideological cleavages and Political Cohesion in the Smaller European Democracies", *Comparative Politics*, 2, 1971.
- T. Mackie, R. Rose, *The International Almanac of Electoral History* (troisième édition), University of Stretchdyde, 1990.
- P. Merkle, *Political Continuity and Change*, Harper, New York, 1967.
19. J. S. Mill, *Consideration on Representative Government*, Liberal Arts Press, New York, 1958.
- E. Nordlinger, *Conflict Regulation in Divided Societies*, Center of International Affairs, Harvard University, Cambridge, 1972.
- D. Pantic, "La Distance Nationale entre les Citoyens Yougoslaves", Zbornik, *La Yougoslavie au tournant de la crise*, Consortium d'institutions chargées du sondage de l'opinion publique, Belgrade, 1991.
- A. Przeworski, *Democracy and the Market, Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge University Press, Cambridge 1991.
- The Pulse of Europe, *A Survey of Political and Social Values and Attitudes*, The Mirror Center for the People and Press, Washington 1991.
- D. Rae, *The Political Consequences of Electoral Laws*, Yale University Press, New Haven et Londres, 1967.
- R. Rose, "Election and Electoral Systems", *Democracy and Election*, Ed. B. Butles, C.U.P., 1983.
- G. Sartori, *A Theory of Democracy Revisited*, (Part One), Chatam House Publishers, Chatam, 1967.
- E. P. Thomson, "End and Histories", *Europe from Below and East-West Dialog*, Ed. M. Caldor, Verso, Londres 1991.
- A. de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, Knjizarnica Z. Stojanovic, Sremski Karlovci, Titograd 1990.

100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200

MULTI-ETHNIC YUGOSLAVIA AND POLITICAL CHANGE with Particular Reference to Croatia

Vjeran KATUNARIC*

Yugoslavia as a multinational state

Yugoslavia represents one of the numerous multinational states created in the twentieth century that have fallen short of success. It was constituted twice, following the two world wars. Both the first Yugoslav state (1918-1941) and the second (1945), are marked by two periods of evolution: a first, and relatively brief, period of inter-ethnic tranquillity and stability, and then a second and more problematic period, marked by a halt in development, by inter-ethnic conflicts, and by the appearance of strong tendencies towards the disintegration and collapse of the central, federal state.

The causes of this development are twofold, both general and particular. The general causes of the instability of multinational states have their roots in the conditions of the present age. That is, modern multinational or multi-ethnic states represent remnants or modified forms of ancient or medieval multi-ethnic states, especially empires. In the XIXth and XXth centuries most of such states disintegrated as a result of wars, revolutions and processes of modernization. The main impulse behind changes of this kind was provided by nationalist movements

* Professeur de sociologie. Université de Zagreb

which arose, especially in the West, with the demand for sovereignty as their slogan. Although sovereignty is the fundamental notion behind the democratic revolutions in France and America and signifies the establishment of people's right to principles of equality and liberty, the idea of sovereignty subsequent to these revolutions signified primarily state sovereignty, i.e. the right of nations, the ethnic communities of the time, to their own state and independence, their own national state. However, this demand for sovereignty was neither the original sense of the term, nor was it everywhere realized, in particular it was not fulfilled in the eastern parts of Europe, in Asia and in Africa. The lands of Europe, especially those of Yugoslavia were carved up by new frontiers, and became too restricted to meet the demands of a whole series of small nations for their own sovereign state or territory. After the Second world war even more small states arose, and it cannot be said that this protracted process involving the emergence and independence of national states has yet come to an end.

In the meantime new multi-ethnic states have been formed, such as the Soviet Union and Yugoslavia. Typical of these states is a new political conviction according to which the "national issue" may be solved within the context of a single common state. It was only in the early stages, however, that this conviction had the massive support of members of the various ethnic groups. To prevent the rapid disintegration of the new state, the central political elite had recourse to those means of government that were already familiar from the old multi-ethnic states: first the construction of a new myth concerning the common origin of the various nationalities and their membership in the new state - this new myth also encompasses the characteristics of the old ethnic and religious myths, i.e. those relating to the elected function of the new leader or central elite, their messianic mission or heroism, and the promise of some impending "Golden Age" ("Salvation" in a Christian or Communist version; then the institution of an authoritarian charisma around the leader and the central federal political institutions; finally, the setting up of a powerful repressive apparatus operated by the state army and police. It is characteristic also that the construction of a new ideology of this kind is mainly sustained by the majority nation within the state. This naturally provokes a reaction on the part of the political elites of the other nations. An attempt is then made to defuse this tension by a partial redistribution of authority and by recruiting members of the political elite of the other nations into the federal government. But this induces a permanent struggle for power; and the aim of an equal representation of all the ethnic groups in the state becomes illusory, like all egalitarian tendencies which are hoped to be realized by means of a struggle for political power.

These conflicts between ethno-national particularism and the integral trans-ethnic state are generally conducted under the slogan of "primordial aspirations" (Van den Berghe, 1981, Smith, 1986; Yinger,

1986; Katunaric, 1990). That is, the prolonged aspirations of the ethnic communities to establish a national state with the aid of the myth of a common origin and the help of a mass political movement were confronted with very similar forms of ideology and political authority on the part of the new trans-ethnic state. Only the latter forms are more up-to-date, emphasizing internationalism and the bringing together of the nations. However, "modernism" of this kind quickly gives way to the "perennial" struggle for political power. The struggle for power is justified either under the slogan of a struggle for the "independence of the nations" or under that of a battle against "separatism" and civil war. In its legal form the conflict within the multi-ethnic state is conducted between confederative (the right of nations to secede) and federative (unitarian) tendencies. The claims on which the strategy of both sides is based are equally irrational. The issue of these conflicts is customarily settled by force, especially since the territorial demands of the parties to the dispute are mutually exclusive. This is particularly characteristic of Yugoslavia, with regard to the claims of the Serbs and the Croats in relation to Bosnia and Hercegovina and the Vojvodina (Banac, 1984). Both Serbs and Croats lay equal claim to these territories. In this connection the Serbian political elites consider themselves more pro-Yugoslav and integrationist than others. Separatism and an anti-Yugoslav attitude is attributed more to the Croatian political elites, and they themselves have upheld this concept in most cases.

The instability of the Yugoslav states is increased by the fact that the nations within the country, apart from Serbia (and, in part, Croatia, which had its own state for a brief period in the early middle ages), had not had a state of their own. In the first, or "old" Yugoslavia, Serbia, as an ally of the victorious powers in the first world war, assumed the leading role. It also occupied the greater part of Yugoslav territory; but that territory, as perceived from the point of view of the present day, was ethnically heterogeneous. At that time Macedonians and Montenegrins and part of the Moslem population in Bosnia and Hercegovina were officially regarded as Serbs (Petranovic, 1984). However, opposition to the Serbization of the territory of greater Serbia was feeble and was manifested only in Montenegro on the occasion of the founding of Yugoslavia in 1918 (Vujovic, 1989). It was only the Communist regime in the second Yugoslav state that was to create three new federal units or sub-national states within greater Serbia: Serbia (significantly smaller than previously), Montenegro, and Macedonia, and it was not until 1971 that the Moslems were declared a separate nationality, but one within the framework of Bosnia and Hercegovina as a federal unit.

The most vehement opposition to the great Serbian character of Yugoslavia was offered first by the Croatian political elite as early as the 1920's, to be joined in the thirties by the Slovenes. In those parts of Yugoslavia "Yugoslavism" had become unpopular by the end of the 1920's, and was in fact a symbol of Serbianism. The first obvious

consequence of the outbreak of the Second World war in Yugoslavia was the total disintegration of the state. It was then that the Communist movement, with its Partisan campaign, and in collaboration with the Allied powers, saw its one remaining historical opportunity: the renewal of the Yugoslav state in the form of a more complex federation of nations.

In the second Yugoslavia, up to the early seventies, ethnic conflicts were confined to the political elites. The political purges of the federal and regional elites carried out by Tito affected all the ethno-national elites more or less equally. As a rule, the "purged" political leaders were replaced by new teams who had been more loyal to Tito and the central federal leadership. "Tito's Yugoslavia" was indeed not just a metaphor. Into Tito's personality a whole set of ethnic myths ("heroism" and revolutionary myths (the Bolshevik messianic mission) had been incorporated, and for a time these contrived to absorb the old ethnic myths, particularly those of the Serbs (Czar Lazar and King Karadorde) and of the Croats (King Zvonimir and Ban Jelacic). Besides, Tito concentrated in his own hands the supreme military, and Party and state administrative authority, thus achieving a kind of absolute (super-Parliamentary) power. This enabled him to arbitrate in political controversies between the ethno-national elites. The most comprehensive purges and reprisals were carried out in Croatia in 1971, at the time of the "Croatian spring", when massive support was mustered for the Croatian political leadership of the time with their demands for a greater degree of independence for Croatia.

But this high concentration of power and status in Tito's personality was a two-edged sword. Thanks to his authority, Tito contributed directly during his lifetime to the development of a fairly flexible federation, a semi-confederation. In 1974 he approved the new Constitution, under the terms of which two regions traditionally part of Serbia - Kosovo and the Vojvodina - obtained a degree of autonomy. They began increasingly to resemble republics, constituent elements in the structure of Yugoslavia. Tito was fully aware of his power and was convinced that none would again attempt during his lifetime to exploit the flexibility of the federation and embark on a confederal escapade. It was the paradoxical outcome of the post-war evolution of the Yugoslav federation that as Tito's power increased the bonds between the federal units proportionally became weaker. The Yugoslav identity dissolved into Tito and the army, the former as the personification of Yugoslavia, and the latter as the one remaining institutional symbol of Yugoslavia (the National Liberation Army from the Second World war).

Following Tito's death attempts to sustain his charisma as a matter of course, or even to reproduce it, met with no success. The super-ethnic authority of a collective Presidium of Yugoslavia was very quickly eroded by internal disputes on an ethno-national basis, i.e. between the representatives of various federal units in the Presidium. As far as the

army was concerned, it retained its cohesion longer, but it was nevertheless overshadowed by political struggles at the supreme federal level. The army demonstratively gave its support to the collective Presidium as its commander in chief. However, this is an excessively abstract expression of Yugoslavism seeing that in the Presidium itself there are always certain national representatives who consider themselves more Yugoslav than others, and who attempt in this way, not simply to form a coalition with the supreme command of the army, but also to gain control of it.

Thus, at the end of the eighties, the Serbian leadership, headed by the Communist leader Milosevic, attempted to re-establish Serbia to its ancient borders and to unite Yugoslavia - the pretext being the revolt of the Albanians in the province of Kosovo. However, the reaction in other parts of Yugoslavia, especially in Slovenia and Croatia, was violently anti-Serbian and in that sense anti-Yugoslav. Slovenia and Croatia are thus now seeking confederative status for themselves in Yugoslavia, and are openly talking of the possibility of secession. This reactive nationalism has relegated the Serbian leadership and its head to their former place - as a nationalistic movement and leader with Serbian, and no longer generally Yugoslav, "Titoist" charisma.

Finally, at the end of 1989, there came the collapse of the League of Communists of Yugoslavia (withdrawal of the Slovene and Croatian delegations from the Congress), and in April 1990 the first free elections were held in Slovenia and in Croatia, with the non-Communist parties winning. Given this new situation, the high command of the army found itself in an unenviable position. In 1989 the army had helped Serbia to restore order in Kosovo, but it could not continue to act in favor of Serbia, i.e. openly side with her in opposition to Slovenia and Croatia. Instead, the high command pledged their explicit support to the Yugoslav prime minister Markovic and his liberal economic reforms. Markovic maneuvers with considerable skill, making concessions, first to the army, then to one republic, then to the other. In this way he has achieved the standing of a modern pro-Yugoslav political leader, at least temporarily ousting the Serbian political leader, Milosevic. Recently Markovic declared his intention of founding a political party of his own. This is a manifest attempt to restore the Yugoslav political center, this time without the charismatic attributes derived from the war and the revolution.

In spite of this, trends towards the disintegration of Yugoslavia at the beginning of the nineties are more powerful than they have ever been before in the second Yugoslav state. Political democratization on the territory of Yugoslavia is proceeding hand in hand with the setting up of national states. However, internal state frontiers, except in the case of Slovenia, do not coincide with traditional ethnic borders. The Serbs are the most scattered nation in Yugoslavia, especially in Croatia and Bosnia and Hercegovina. Similarly there are considerable numbers of Croats in

Bosnia and Hercegovina and in the Vojvodina. Thus, the dangerous tensions characteristic of the latter period of the former Yugoslav state have reemerged, especially those arising from the mutually exclusive territorial pretensions of Serbian and Croatian nationalists, and of Serbian and Albanian nationalists.

Modern Croatia

The historiographical concept "modern Croatia" refers to the period between 1850 and 1860 in the Austro-Hungarian monarchy, when, for the first time in the modern age, members of Croatian business circles, the aristocracy, and intellectuals attempted to set up some kind of autonomous state (Gross, 1981; 1985). In fact, this was a period of relative modernization in the Habsburg monarchy, during which leading Croats tried, albeit without success, to introduce an economic modernization of the Croatian territories in the Empire and to achieve a degree of independence for the Croatian Sabor, or parliament. At the same time two opposing Croatian ideologies made their appearance: the first, "Illyrism", i.e. the idea of the brotherhood of the South Slavs and the need for a Yugoslav federation; the other, the idea of the "right to statehood" (the "legalistic ideology"), which stressed the need for the Croats to have their own independent state, regarding the Serbs also as Croats.

However, by 1910, all the political parties characteristic of the Europe of that time had been formed on the territory of Croatia. The most powerful parties were composed of members of the wealthiest classes who were for the most part loyal to Vienna and Budapest, and who were also supported by the Catholic church.

In the elections in Croatia after the founding of the first Yugoslav state, a major electoral victory was gained by a populist party - the Croatian Peasant Party (Banac, 1984; Petranovic, 1983). It called for confederative status for Croatia within Yugoslavia, but was not extremely nationalistic on that score (there were such parties in Croatia at the time, but they were nowhere nearly as popular as the Peasant Party). With the assassination of the leader of the Croatian Peasant Party in the federal parliament in Belgrade in 1928, party activity in Yugoslavia ceased for a while. In the thirties the party recuperated and became active, but it continued to seek to come to an understanding with the Serbian political parties and the monarch. On the eve of the second world war a major agreement was coming into view which would have gone a long way to meet the Croatian demands.

The Second World war interrupted the evolution of Croatia towards statehood. The Croatian Peasant Party disintegrated, its leaders withdrew, and with the aid of the German Fascists, the Independent State of Croatia was founded. Extreme nationalists played the leading

part in it, and the Church adopted an ambivalent stance towards it. This puppet state conducted a pogrom of Serbs, Jews, Communists and other groups who were in any case the characteristic target of the Nazi states.

After the war Croatia officially became a republic, that is, a federal unit within Yugoslavia. In the early years the new state, under Communist control, condemned the former Quisling groups to death and sent to prison the Croatian political leader Hebrang, and, a few years later, the Catholic Archbishop Stepinac. From then until the end of the sixties there was a political lull in Croatia.

At the end of the sixties and the beginning of the seventies a mass political movement calling for independence developed in Croatia under the leadership of a group of reforming Communists, but it was obviously premature (Tripalo, 1990). Tito intervened vigorously: purges of the Croatian Party and state apparatus and a series of mass arrests followed. Not long afterwards Tito also carried out certain changes in the Slovene and Serbian leadership, but these were nowhere near as wide-ranging and repressive as in the case of Croatia. This is one reason why the resurgence of nationalism in Croatia after the death of Tito happened relatively late (after Slovenia and Serbia). Tito had manned the leadership with extremely loyal and cautious personalities. It was only at the end of the eighties that the leadership was replaced by young, liberal and reformist personnel, so that Croatia was able to follow the example of Slovenia and Serbia.

In the first free elections in Croatia following the Second World war a nationalist and populist party, Hrvatska demokratska zajednica (Croatian Democratic Union), won with a large majority of votes. It, too, on the model of previous majority parties in Croatia, is seeking confederative status for Croatia, and has proclaimed secession as a possible outcome of unsuccessful negotiations with the other federal units.

Thus, Yugoslavism has once more become unpopular in Croatia, this time at the beginning of the nineties. This time it appears that external factors, the political interests of the great powers in the existence of Yugoslavia, are more influential than the internal Yugoslav forces intent on integration. Thus, for example, the Yugoslav parties received so few votes in the recent Croatian elections that not a single representative of these parties succeeded in entering the Sabor.

Research 1985/1989

In these circumstances, on the eve of elections in Croatia, in December 1989, we repeated the research done in 1985 into ethno-national relationships in Croatia. The main findings and conclusions of the research carried out in 1985 were the following (Katunarić, 1987, 1988).

1. The positions occupied by ethno-national groups in relation to social and political stratification are uniformly distributed, i.e. in proportion to their share of the total population of Croatia. Minority groups, however, form an exception: Moslems, Romanies and Albanians. These are concentrated in the lower social strata and are not represented in the political hierarchy (the Party "nomenclature"). As regards the position of Croats and Serbs, the "major" groups, which are also the "strategic" objects of an official policy aiming at an egalitarian proportional distribution of appointments, the deviations are minimal. Serbs predominate slightly in the strata of political functionaries, and Croats amongst business managers. Hence, the pure type of "ethnic stratification" characteristic of traditional, caste or hierarchical societies and of early industrial societies exists only in the case of minority groups composed of first generation immigrants (Moslems as seasonal workers), marginal groups (Romanies), and traditionally closed groups specialized or employed in particular sectors (Albanians).

2. Ethnic distance (verbally expressed preference in relation to other ethno-national groups) is not strongly marked. This goes for Serbs as well as Croats. In most cases, however both of these, as well as the other groups, prefer "Yugoslavs" to other groups as desirable partners (the other investigation came to almost the same conclusions; see: Pantic, 1987; Siber, 1988).

3. Indicators of belief/non-belief in authority were uniformly represented among all the ethno-national groups. The vast majority of answers indicate grade 2-4 on the scale of attitudes, i.e. mild acceptance, neutrality and mild rejection of authoritarian attitudes. A propensity to authority is more marked with Moslems and Slovenes. On the whole, however, acceptance of authority is more clearly distributed with regard to social level and the religious affinity of those interviewed. Trust in authority (verbally expressed) declines as one proceeds from the lower to the upper levels of society, and it is more strongly marked among those of a religious persuasion than with those without religious affiliations.

4. Amongst the features of authoritarian attitudes, the most frequent is sexism. The vast majority of those questioned in all the ethno-national groups considers that the household is woman's "natural" place. Croats and Serbs, for instance, as far as sexism - as well as other features of authoritarianism - is concerned, resemble each other to the utmost degree.

On the basis of these findings we came to the following conclusions:

1. The principle of ethno-national equality, as a constituent part of the policy adopted by the Party "nomenclatura", has been applied successfully to the system of distribution of social and political posts, apart from the minority groups who were obviously in the Croatian political area.

2. Ethnic preferences indicate a low degree of ethno-centrism. However, since we are dealing with data obtained by way of oral interviews, therefore real situations in which the conformism of those interviewed is liable to be expressed, we ought to bear in mind that the attitudes concerned are essentially ambivalent, and that they are indeed attitudes, the significance of which is subject to situational changes. In general, we are dealing with societal situations in a political climate which people do not create within their everyday and horizontal relationships. Alterations in the "climate" are as a rule induced vertically, by means of political institutions and local and national leaders and elites.

3. The above observation applies particularly to the expression of authoritarian/anti-authoritarian attitudes. The ambivalent root of authoritarianism in particular is revealed in the case of sexism which is so widespread and so strongly and frankly expressed. The expression of ethno-centrism was for a long time prohibited and prosecuted, so that, as an impermissible form of behavior it was not stated other than in a covert and moderate manner. In the case of sexism, the opposite is true: sexist attitudes are not proscribed, either morally or legally. All this suggests that the authoritarian syndrome does not disappear, but conceals itself cunningly or else readapts itself. In many societies more highly developed and more democratic than Yugoslav society, however, external coercion and control are still the principal forms of "learning" and accepting egalitarian social norms.

4. In spite of all this, neither authoritarianism nor ethno-centrism can be regarded as the original and sole dispositions of people, but as one aspect of an ambivalent relationship with the world. Since the normative learning process, even in contemporary civilizations, when we are dealing with a social majority, amounts to the assimilation of external models, a result of socialization and the constraints immanent in given situations, the state of ethno-national "war and peace" depends for the most part on the character and creators of the political climate in a society. Those who establish this climate are for the most part the political elites. They are in a position to induce patterns of conflict or consensus, depending on their political strategy. A political strategy which generates ethno-national conflicts is the aim of those elites seeking to gain the mass support of their own ethno-national group, or else to render relations with another group to some degree more critical, to the point where the overall political situation can still be controlled. In this sense we have identified the "power system" or "meta-power" (power concentrated in the hands of political elites) as the main problem of the Croatian and the Yugoslav situation. The "gold mine" of this power is the "unsolved problem of nationalities", i.e. the impossibility of establishing relations within the federation on a confederative footing. Given that this is, in principle, an insoluble problem, a political "squaring of the circle", it represents a "perennial" source of ethno-nationalism: a ceaseless stirring and calming of passions, including both fear and

euphoria induced by political means. Of course, this also represents in real terms a negative utopia, an endless alternation of periods of unstable calm, civil war, and dictatorship by the police and the army.

In the period between 1985 and the end of 1989 Yugoslavia entered an era of unstable calm and bitter political quarrels, with Croatia among the last of the federal units to be involved. Was this reflected in the objective and subjective ethno-national relations within Croatia? How far may the data from the end of 1989 clarify the new situation, including the results of the first free elections in Croatia?

Sample

In the 1989 research a representative sample was used as compared with 1985, when we used a quota sample. The difference between the two investigations lies in the size of the sample. In order to ensure the maximum degree of comparability of the results, the data from the 1985 research project have been recalculated on the basis of a representative sample. We should state at the outset that the 1985 data for a representative sample do not differ essentially from those from the quota sample; the results and conclusions from the 1985 enquiry thereby remain the same. In 1989, only Serbs, Croats, "Yugoslavs" and Moslems were questioned.

Results 1989/1985

1. Social strata and ethno-national affiliation (table 1)

Croats are proportionally over-represented at the level of business managers, but proportionally under-represented amongst the lower grades of political functionaries (the "intelligentsia of the system") and the crafts. As compared with 1985, the relative proportion of Croats among lower political officials declined by 13%, while variations at the other levels were minimal.

Serbs have proportionately more than their share at the level of leading and subordinate political officials, as in 1985, with their share of the latter group somewhat on the increase. However, in both cases the over-representation and the increase in the intervening period are of a minor order. It is especially important to bear this in mind in so far as, under the one-party system, ethno-national quotas in the upper Party echelons do actually represent an expression of the formally representative character of the Party structure, and not the expression of some concentration of power in the Serbian part of the population of Croatia. If it were otherwise, then the Serbian quota would represent a factor in political agitation, with a consequent accumulation of power in

other sectors in the economy (for example), or in education, and this would inevitably be reflected in a more rapid development of those areas populated by Serbs. And there is no evidence of this; indeed, it is well known that the Serbian population is located in large part in the underdeveloped areas of Croatia. Therefore, we are dealing with a notorious feature of political representation within a one-party system which is purely formal and is not connected with the interests and the amount of power accorded to the whole group which the quota represents. The same was true for the workers'quotas: they had no effect whatsoever on the representations of interests and the increase of the workers' power in the system; they had merely the effect of a more or less ritual representation, demonstrating the "legitimacy" of the Party. (The notorious quotas and the excessive representation of "Serbian" policemen or "Serbian" officers in the police force or the Yugoslav National Army have a similar significance. The same applies to the proportion of Serbian police officials involved in the investigations directed against Croats - political opponents from the seventies - which nowadays is an occasion of scandal in circumstances of political democracy. Indeed, this is an instance of the typical abuse of repression in a one-party system, which is characterized by an arbitrary settling of accounts with political opponents, with the self-imposed principles of a quota system of representation being undermined, probably deliberately, so that the gulf between Serbs and Croats on the political place is further deepened. But this arrogance of power cannot be ascribed to some "Serbian" component or other, since a "Croatian" component was also involved. It is simply a matter of the character of the political system, and in no way involves the ethno-national "character").

Serbs are proportionately under-represented amongst business managers, while their share of the private sector (crafts, etc.) has increased significantly since 1985.

"Yugoslavs" are distinctly over-represented in the ranks of subordinate political officials (here their share has grown considerably in the intervening period), and to some extent amongst private businessmen and administrators, while they are distinctly under-represented among farmers and senior political functionaries. "Yugoslavs" are more upwardly mobile than other groups, except at the managerial level, which is, judging by all appearances, the typical career channel for Croats. However, attention should again be drawn to the methodological limitations of such generalizations, considering that we are dealing with samples of different magnitude and that they include also a normal error in calculation, so that small discrepancies in the proportions of groups in relation to 1985/89 must be held to be minimal and insufficiently reliable.

The stratification profile of Moslems remained on the whole the same as in 1985. They are predominantly workers, but a small number of them now feature among the professionally qualified. The proportion of

Moslems among unskilled workers has declined, while they have "vanished" from the category of private entrepreneurs. It is difficult, then, to draw conclusions about the nature of the actual changes, although the data suggest that this group is being transformed from a typical, immigrant, seasonal worker class into a group that is rather better integrated into the society of Croatia (see above the indicators relating to authoritarianism).

Accordingly, as might have been expected, the distribution of posts among the ethno-national groups has not altered fundamentally during the last five years. It could not alter, since during that period there has been no sort of process which might change the social structure or the position of the ethno-national groups within that structure. It remains to be seen whether the new political democratization and the economic reform that has been announced will lead to any changes. This probably depends primarily on the personnel policies pursued by the future political parties in Croatia, particularly by the "victorious" parties. And it will then depend on the unpredictable consequences of the growth of the market, particularly in the private sector, in which Croats and Muslims have hitherto been less well placed than Serbs and "Yugoslavs", in that the Croats have a considerable amount of private capital invested abroad. It is difficult to imagine, however, that emigrant Croats with private capital will invest that capital with the aim of "squeezing" non-Croats out of the market, seeing that this motive has no place in economic thinking. For this reason it is better at this point to abandon as irrelevant the discussion of quotas and the representation of ethno-national groups in the social structure.

2. Membership of the Central Committee and ethno-national affiliation (table 2)

Serbs and "Yugoslavs" are proportionately over-represented in the Central Committee, while Croats are under-represented, which is a repetition of the 1985 situation. The representation of Moslems increased to the point of proportionality in the intervening period. The pattern is revealing with reference to the results of the 1990 elections in Croatia, and we should add to this the important fact that, on the eve of the elections, the number of Croats on the Central Committee was still further - and probably drastically - reduced, as a fair number of them moved over to parties of the center and the right.

This situation may also be explained as the result of a long-standing under-representation of Croats in some areas of the Party and the state. Now the Croats are seeking to occupy as many political posts as possible via the multi-party system, where it is a question of representative proportions. In the future new findings on the ethno-national structure of the new parties, especially those in power, might cast full light on this

fact. Will this lead to a new and pronounced imbalance to the disadvantage of non-Croat groups, or will the new parties once more introduce ethno-national distribution "ratios"? The latter seems the more probable, but over a long term. This seems all the more likely in that nowadays political parties in countries with a long democratic tradition follow this practice (e.g. the USA, in relation to quotas for Blacks and women).

3. The hierarchy of the Party leadership and ethno-national affiliation (table 3)

Serbs and "Yugoslavs" are proportionately over-represented in the republican Party leadership, while the ratio of Croats has declined from a proportionate level in 1985 to below the proportionate level in 1989. This is a rather more extreme version of the preceding profile: the representation of ethno-national groups in the social strata and the membership of the League of Communists.

4. Ethno-national affiliation and ethnic distance (table 4)

As in 1985, the great majority of those questioned stated that they did not prefer any one ethno-national group as potential partners (at work, as friends, in marriage). However, as far as those who did express some preference are concerned, the picture has changed to some extent. Thus, Croats now prefer rather more than previously members of their own nation, and significantly less Serbs and "Yugoslavs". Most probably it is a matter of a certain number of individuals who have pronounced ethnocentric ideas and who, in the context of an oral interview, do not trouble themselves to conceal attitudes which have the character of ethnic prejudices. Towards the end of 1989 the general climate was such that such attitudes received an ever-increasing boost, since, amongst other reasons, there was less prospect that ethnocentrism would be subject to sanctions as in the past. This relatively small percentage of Croats probably now feel that they are part of a majority nationality that may be permitted to voice its nationalism, while an increasing number of the new political parties base their platforms on them, i. e. actively seek their support.

The situation is different with the Serbs. In an apparently paradoxical fashion, the ethnic distance in the case of Serbs was a good deal reduced in 1989! The number of Serbs who prefer Croats even rose slightly, while the number of those who prefer their fellow-countrymen declined somewhat! At the same time the Serbs, too, chose "Yugoslavs" as desirable partners significantly less frequently. What does this tell us? Firstly, because of the new situation in Croatia, there

has most probably been increasing apprehension among Serbs. Secondly, amongst them, as well as in other groups, apart from the "Yugoslavs" themselves, there has been a noticeable decline in "Yugoslavism". The prestige of "Yugoslavism" has probably declined on account of the general situation in the country, where all the cross-links on the territory of Yugoslavia are being severed at an increasing rate. Amongst other things, a few months before our last survey the League of Communists of Yugoslavia disintegrated in full view of the public - but not the army, that last Yugo-monolith.

"Yugoslavs" retained approximately the same view of Croats and of themselves in the last survey, but this time expressed no preference for the Serbs. Judging by these results, this is a group which is more or less attempting to adapt to the current situation, finally discarding the label of "pro-Serbian" Yugoslavism. Here we have simply a "natural" group composed for the most part of the issue of mixed marriages, a process of assimilation, which is characteristic to some degree of a multi-ethnic society, just as the reverse process, disassimilation and segregation, is also characteristic.

With Moslems, preference for other groups declined, particularly towards "Yugoslavs", and self-preference was several times greater. Judging by all appearances, this indicates a strengthening of ethno-national self-consciousness among Moslems.

Taking one thing with another, the percentage of ethno-national preferences, or ethnic distances, remained relatively small in 1989, as in 1985. This once more tells us that the majority of people are capable of adapting their behavior in terms of inter-group tolerance, i.e. that there are no indications of any vehement nationalism, certainly not in the form of exclusive and fundamental preferences. However, ethno-centrism may be induced, of course, by means of political campaigns, and thus significantly increased.

5. Ethno-national affiliation and authoritarianism (table 5)

As compared with 1985, there was a significant decline in all groups, except "Yugoslavs", in the percentage of authoritarian attitudes, and an increase in anti-authoritarian attitudes. This is particularly obvious in the case of Moslems. This may be attributed to a certain estrangement of Moslems from their traditional culture, probably favored by a degree of upward social mobility already referred to; we have therefore a movement towards the integration of Moslems into Croatia.

As far as "Yugoslavs" are concerned, in 1985 they were the group with least in the way of authoritarian prejudices, and in 1989 they remained more or less in the same ratio. It is difficult to speak of the reasons for this without a complex analysis of this group's features. However, it may be a matter of a rigid response to a situation in which

there has been a decline in the prestige of "Yugoslavism", hence a "crisis", a psycho-social reaction.

6. Ethno-national affiliation and attitudes to mixed marriages (table 6)

To the question as to whether nationally mixed marriages were less stable than others, the great majority of those asked gave negative answers. Here, naturally, the "Yugoslavs" led the way. Moslems actually have more affirmative answers to this question than the other groups. This may be connected with the facts already referred to, that is, a greater degree of social integration which goes along with a certain increase in ethno-national self-consciousness.

The latter may be connected with the cultural and political situation in Bosnia and Hercegovina, where the question, "whose is Bosnia and Hercegovina, anyway?" is currently growing more acute.

As with the authority indicator, here, too, ethno-centrism figures in a relatively small number of replies. It should be noted that we are once again dealing with an "adapted" answer, and that the adaptation is of a conformist, and not of an autonomous kind, as may be seen from the following table.

7. Ethno-centrism and sexism

Ethno-centrism and sexism among those interviewed coincide only in part: 66% in 1985, and 57% in 1989 (Yasuda index); i. e. in 38% (34%) cases (corrected C coefficient), all the answers coincide. In other words, this means that there is much more sexism than ethno-centrism in the population, and that the situation has barely changed in the last five years. Accordingly, via verbal sexism the authoritarianism of the interviewees is manifested in a form which is not subject to legal and moral sanctions. In this sense, sexism may be interpreted as a "reserve" variant for the demonstration of authoritarianism in general, as well as of ethno-centrism itself. The object of prejudice is thereby substituted in a "permissible" fashion. In the years to come, when possibly the situation will be such that prejudices may be expressed privately or more or less in public without fear of sanctions, then by the same logic, for example, anti-Communism and anti-Semitism, hatred of Romanies and other minority groups will probably also increase.

In lieu of conclusion ...

For the preservation of tolerance in a multi-ethnic, and generally in a multi-cultural context, the character of political culture is of vital importance. If the political elites and their ethno-national populations proceed to build their political culture on exclusive, particular values of affiliation, seasoned with ethno-national mystique, provocative symbols and slogans and their investment with a religious aura, not only will the political territory of Yugoslavia disintegrate, but the same thing may happen with the territory of Croatia. Then the entire cultural and political context will be plunged into the Afro-Asian context of the third world, from which Clifford Geertz (1973) derived the notion of "primordiality". In his view, the elements of "primordiality" are: imaginary "blood ties", race, language, religion and custom, notions to which should be added, in our view, also gender. In the collection with the primordial context, every structure of civil society and the legal state, hence all modernity, as a rule disintegrates in a relatively short period. This is, Geertz points out, a characteristic problem of "new states" (1973, 255). This certainly applies as well to Western states in the nineteenth century and the beginning of the twentieth.

Are Croatia and Yugoslavia now bound to renew this era?

Firstly, the celebrated figure of "historical repetition" is more of a literary *jeu d'esprit* than a theoretical category. Secondly, although not much has changed in the internal circumstances of Yugoslavia and Croatia that would favor nationalism, national confrontation and the disintegration of the state, external circumstances have changed a good deal. Yugoslavia, at least in its north-western part, is already too much of an open society for its further development to depend merely on the autarcic logic of external confrontation and the inner collapse of a "new state". Nowadays the prospects of foreign investment in the country, or in any part of it, depend on the political stability of the area, and also on the prestige that the area radiates towards the developed world abroad. It cannot be in the interest of Croats and others to present themselves to the outside world in their "primordial" version, i. e. as a population carried away by mass movements and the cult of a leader, something characteristic of the pre-modern and pre-integrative period. If this interest prevails and suppresses the primordial elements, there exists a possibility that in the society not only new interests, but also new sensibilities will be articulated, including those types of rationality and solidarity which will submerge the traditional boundaries of the Balkan territories.

Therefore, in spite of the growth of populism and of nationalist options in the Croatian and Yugoslav political area in the intervening period, we retain the relatively optimistic standpoint expressed in the conclusions of our 1985 research. The populist-nationalist reaction is in any case a logical and foreseeable result of the rejection of the old

system characteristic of the whole East. But new lines of force will make their appearance with the relentless logic of their existential justification, as did the old lines of force in the ethno-national state.

Zagreb
University of Zagreb
November 1990

Epilogue

The historical facts and the empirical data sometimes do not match well because they are made of different materials, different forces, different actors, different meanings. The war in the former Yugoslavia, which followed by one year the completion of this paper, apparently refutes the expectation from the conclusion. More properly speaking, the war has destroyed the earlier versatile, empirical context consisting of varying, and not only conflicting and exclusive, tendencies among ethnic respondents. Although the political climate in Croatia was worsening during 1990 and the beginning of 1991, deepening the gap between Croats and Serbs, and first clashes did occur - all of that was not sufficient to make for the beginning of war. Entering the war is the decision which belongs to a "meta-empirical" context and to the forces of a "meta-power". It is a causation which generates within a relatively small circle of people occupying top positions in military, police and Party apparatuses. They act extraordinarily, for they have at their disposal such an amount of power making them feel to create History, to enjoy a negative (non-empirical, inconsequential, uncontrollable) freedom to decide the destiny of the society, something not inherent to the less powerful and non-elite, the majority who necessarily must account for the consequences of their decisions and actions. It would be possibly incorrect to name these indeterministic intruders, the aggressors against empirical (plural and still consistent) society and history, only as the Yugoslav army and Serbia. It is also perhaps incorrect to connote their (para)political behavior as "primordial". They certainly wanted much more than just redrawing the borders closer to the ethnic boundaries, and their political genotype and ethnic (national) phenotypical, visible identity are more complex than that local stereotype. The elites similar to this one can be found elsewhere in contemporary Eastern multi-ethnic societies: one can, unfortunately, only anxiously wait for when their actions will produce the consequences like that in ex-Yugoslavia.

Nevertheless, the thing which has been underestimated in our approach (from 1990) is the enormous amount of voluntarism of the political elites. On the other hand, a very strong characteristic of the kind of decision-making of the top leadership of the previous regime was the

imposing of rigid rules onto the empirical society according to an imaginary blueprint of the construction of society and neglecting the consequences of such ruling. The decision to enter the war belongs to the same provenience. The quality of its practice of deconstruction matches only the quality of its preexistent construction. The real, living, more complex and more subtle society simply cannot survive such (de)construction. Both versions - internationalistic construction and nationalistic deconstruction - are simply too reductionistic and too detrimental for the much richer life-forms of multi-ethnic society. In a way, the war can be viewed as a rather terrible means for the narrow political metaphysics to oversimplify the society by dividing it into the ethnically homogeneous, but also, and perhaps more important, into intolerant units.

Zagreb
October 1992

Tables

TABLE 1 : SOCIAL STRATA AND NATIONALITIES (IN %)

Strata	Croats		Serbs		"Yugoslavs"		Muslims	
	85	89	85	89	85	89	85	89
Top politicians	76.1	72.2	21.7	22.2	2.2	5.6	-	-
Directors	80.4	83.3	3.8	5.6	13.7	11.1	-	-
Lower politicians ("system intellectuals")	73.0	60.0	14.6	20.0	8.8	20.0	-	-
Professionals	75.0	76.1	12.0	9.7	8.9	10.8	-	-
Craftsman, artisans, free professions	78.6	60.0	4.3	13.3	11.1	13.3	2.6	-
Administrative personnel, technicians	65.6	73.6	14.2	11.2	16.9	12.0	.9	.8
Skilled workers	71.2	74.5	11.1	12.1	13.0	9.0	2.5	2.6
Unskilled work	65.1	68.1	16.0	15.4	9.9	8.1	6.8	2.6
Peasants	83.5	82.2	11.1	15.6	2.8	1.3	-	-
Total population	73.3	75.0	13.4	12.9	9.5	8.1	1.5	1.5

(sample size) (1985) = 2.710
(1989) = 2.510

Multi-ethnic Yugoslavia and Political Change

TABLE 2 : NATIONALITIES AND MEMBERSHIP IN COMMUNIST PARTY

Membership	Croats		Serbs		"Yugoslavs"		Muslims	
	85	89	85	89	85	89	85	89
Never member	79.6	79.8	9.2	9.1	7.2	6.7	1.1	1.7
Ex-member	62.1	60.1	22.7	22.1	9.8	11.7	3.8	1.7
Member	58.7	52.9	23.6	22.6	15.7	18.5	0.5	1.5
Population total	74.4	73.8	12.9	12.5	9.2	8.9	1.4	1.6

TABLE 3 : NATIONALITIES AND LEVELS OF POLITICAL LEADERSHIP

Levels	Croats		Serbs		"Yugoslavs"		Muslims	
	85	89	85	89	85	89	85	89
Local	75.8	75.0	24.2	25.0	-	-	-	-
Régional	80.0	100.0	-	-	20.0	-	-	-
Republic (national)	75.0	50.0	25.0	25.0	-	25.0	-	-
All levels	76.1	70.6	21.7	23.5	2.2	5.9	-	-

TABLE 4 : NATIONALITIES AND ETHNIC PREFERENCES (ETHNIC DISTANCE)

Preferred group	Croats		Serbs		"Yugoslavs"		Muslims	
	85	89	85	89	85	89	85	89
Croats	25.2	32.5	8.6	9.0	4.5	4.1	7.9	4.9
Serbs	4.8	1.0	9.4	7.4	2.8	-	5.3	4.3
"Yugoslavs"	19.3	2.8	25.7	6.8	30.1	33.1	34.2	4.0
Muslims	0.8	0.2	0.6	-	0.4	0.5	5.3	19.5
Population total	74.4	73.8	12.9	12.5	9.1	8.9	1.4	1.6

TABLE 5 : NATIONALITIES AND AUTHORITARIANISM
(from 1 = extreme authoritarianism, to 5 = extreme anti-authoritarianism)

Scale	Croats		Serbs		"Yugoslavs"		Muslims	
	85	89	85	89	85	89	85	89
1	9.5	5.1	9.2	5.8	5.7	9.9	28.1	2.4
2	26.3	14.1	30.0	15.7	20.1	20.6	23.7	12.2
3(neutral)	30.2	26.8	31.1	28.5	26.6	35.4	31.5	24.4
4	23.6	37.5	21.3	31.1	34.0	24.7	15.8	46.3
5	10.4	16.6	7.8	18.9	13.5	9.4	-	14.4
Population total	74.3	73.8	12.9	12.5	9.1	8.9	1.4	1.6

TABLE 6 : NATIONALITIES AND ATTITUDES ON INTERMARRIAGES

"Intermarriages produce unstable marriages"

(from 1 = complete acceptance, to 5 = complete disapproval)

	Croats		Serbs		"Yugoslavs"		Muslims	
	85	89	85	89	85	89	85	89
1	13.1	10.8	7.2	5.8	6.6	0.4	13.2	14.6
2	11.6	10.9	5.2	5.4	3.3	3.1	10.5	9.8
3	13.3	7.0	9.8	2.2	6.6	2.7	21.1	14.8
4	16.5	9.6	17.6	9.0	12.3	5.8	23.7	4.9
5	45.4	62.4	60.2	77.6	71.3	87.9	31.6	56.1
Population total	74.3	73.8	12.9	12.5	9.1	8.9	1.4	1.6

TABLE 7 : ETHNOCENTRISM AND SEXISM

(from 1 = strongest, to 5 = no sexism or ethno-centrism. Common, horizontal and vertical percentages in population total (PT), level of Ethno-centrism (LE), and level of Sexism (LS))

	Ethno-centrism		1		2		3		Sexism		4		5		PT
	85	89	85	89	85	89	85	89	85	89	85	89	85	89	
PT	9.9	7.1	0.7	0.6	0.2	0.1	0.2	0.3	0.4	0.5					
1 LE	86.1	82.3	6.1	6.5	1.9	1.4	1.9	3.7	3.9	6.0	11.5				
LS	16.6	11.9	3.3	2.9	5.8	4.7	-	5.0	-	4.2					
PT	5.9	6.5	3.0	2.1	0.1	0.2	0.3	0.5	0.4	0.4					
2 LE	60.1	66.5	30.8	22.0	1.5	2.5	3.0	5.1	4.6	3.8	9.8				
LS	9.8	10.6	13.9	10.6	3.9	9.4	5.6	7.5	4.6	2.9					
PT	7.3	3.4	2.9	1.0	1.0	1.0	0.5	0.4	0.6	0.2					
3 LE	59.2	56.7	23.4	16.7	8.1	16.7	4.2	6.0	5.1	4.0	12.4				
LS	12.3	5.7	13.4	5.1	26.2	39.1	9.7	5.7	6.5	1.9					
PT	6.9	5.7	6.9	1.9	0.8	0.2	1.6	1.0	0.3	0.4					
4 LE	42.1	62.2	41.7	20.9	5.0	1.7	9.5	11.3	1.8	3.9	16.5				
LS	11.7	9.6	31.7	9.8	21.4	6.3	29.2	16.4	3.1	2.9					
PT	29.5	36.9	8.2	14.0	1.6	1.0	2.7	4.1	7.8	10.8					
5 LE	59.2	55.2	16.4	20.9	3.3	1.5	5.5	6.2	15.7	16.2	49.9				
LS	49.6	62.2	37.7	71.6	42.7	40.6	51.4	65.4	81.2	88.0					
PT	59.6	59.3	21.6	19.5	3.8	2.5	5.3	6.3	9.6	12.3					

Coefficient C (corrected) : 1985, .38; 1989, .34.

Bibliography

- Banac, Ivo : *National Question in Yugoslavia*. Cornell University Press, 1984.
- Geertz, Clifford : *The Interpretations of Culture*. New York : Basic Books, 1973.
- Gross, Mirjana (ed.) : "Nacionalno-integracijske ideologije u Hrvata od kraja ilirizma do stvaranja Jugoslavije". in : *Društveni razvoj Hrvatske*, Zagreb : Liber, 1981, pp. 283-305.
- Gross, Mirjana : *Poeci moderne Hrvatske*. Zagreb : Globus-Centar za Povijesne znanosti Sveučilista u Zagrebu, 1985.
- Katunaric, Vjeran : "Autoritarnost, etnocentrizam, seksizam i društvene grupe". *Sociologija*, 4, 1987, pp. 603-610.
- Katunaric, Vjeran : "The interethnic relations in contemporary Yugoslavia". *Treatises and Documents*, December 1988, pp.103-112.
- Katunaric, Vjeran : "Razvoj i izgradnja nacije". *Nase teme*, 1-2, 1990, pp. 300-330.
- Pantic, Dragomir : "Karakteristike društvene distance kod zaposlenih u društvenom sektoru SFRJ". *Sociologija*, 4, 1987, pp.55-602.
- Petranovic, Branislav : *Istorija Jugoslavije 1918-1982*. Beograd : Nolit, 1983.
- Siber, Ivan : *Psihologijski aspekti medjunacionalnih odnosa*. Zagreb : Kulturni radnik, 1988.
- Smith, Anthony : *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford : Basic Blackwell, 1986.
- Tripalo, Miko : *Hrvatsko proljeće*. Zagreb : Globus, 1990.
- Van den Berghe, Pierre : *The Ethnic Phenomenon*. New-York : Elsevier, 1979.

LES SERBES PRIS DANS L'ÉTAU

Milorad PUPOVAC*

Le peuple serbe de Croatie, qu'est-ce que c'est ? Le mobile de l'effroyable guerre qui nous est arrivée. Le responsable des activités guerrières dont nous ne sommes pas certains qu'elles soient finies. La victime d'une guerre aussi tragique qu'absurde. Nombre de Serbes vivant hors de la Croatie considèrent que le véritable et seul motif de la guerre a été la menace de suppression physique et l'inégalité politique dont les Serbes de Croatie sont l'objet; nombre de Croates sont convaincus que leurs concitoyens de nationalité serbe, en résistant à la nouvelle politique croate et en participant aux opérations militaires, sont les principaux responsables de la guerre en Croatie; parmi les Serbes de Croatie eux-mêmes l'idée qu'ils ont été victimes de la guerre se fait jour.

Ces assertions sont acceptables dans la mesure où chacun a le droit de donner sa propre réponse à la question posée. Elles sont inacceptables parce que personne n'a droit à sa propre vérité. Ces assertions, prises séparément ou prises toutes ensemble ne fournissent d'ailleurs pas la réponse à la question : qu'est-ce que le peuple serbe en Croatie aujourd'hui? En outre, ces assertions sont inacceptables parce que personne ne les tient pour des réponses à des questions précises, mais pour des vérités, alors qu'elles sont basées sur des préjugés et des opinions, contrôlés et totalitaires, collectifs ou privés.

* Professeur de linguistique à l'Université de Zagreb. Texte paru dans *Migrations littéraires* (revue trimestrielle des lettres yougoslaves, publiée par les Editions du Titre, Paris), 18-19, automne 1991-hiver 1992, pp. 50-55. Repris avec l'aimable autorisation de l'auteur et des Editions du Titre.

A propos du peuple serbe de Croatie, une seule chose est certaine. Dans cette guerre, les ombres portées par trois jeux l'ont précipité dans l'obscurité : jeux guerriers de la République de Croatie qui désirait sa reconnaissance internationale, jeux guerriers de la Serbie qui cherchait une expansion territoriale, jeux guerriers de l'Armée fédérale qui voulait assurer sa propre place au sein de l'Etat. Dans cette obscurité, le peuple subit le pire; il a cessé d'être visible comme population et comme problème politique, tant aux yeux de l'opinion publique de son pays que de l'opinion internationale. De plus, il a été réduit à un état naturel, à un état de tabou, de peur et de violence.

Actuellement, dans cette période de ni guerre ni paix, les trois ombres portées étant un peu moins épaisses, il apparaît que le peuple serbe de Croatie a subi des pressions multiples, a été pris dans l'étau, d'un côté, des intérêts majoritaires croates, de l'autre, par les intérêts majoritaires serbes, et tiraillé entre de nombreuses lignes de force d'origine ancienne ou actuelles.

Entre Etat et nation.

Le rôle constitutif que le peuple serbe des territoires de Croatie et de Bosnie-Herzégovine avait joué dans le cadre de l'Etat Yougoslave a, de diverses façons, empêché, surtout depuis la deuxième guerre mondiale, le développement de sa conscience nationale et de ses relations avec d'autres peuples. La majorité des Serbes de Croatie avait une orientation pro-yougoslave. Non seulement elle considérait la Yougoslavie comme son pays, dont la Croatie ne formait qu'une partie, mais elle cultivait son attachement à la Yougoslavie, son appartenance à la nation et à l'Etat yougoslave; ce sentiment d'appartenance était chez elle largement plus développé que chez les autres peuples yougoslaves. On ne peut s'en étonner, nombreux étaient ceux qui s'étaient intensément engagés pour la création de la Yougoslavie. Cette position a cependant eu des conséquences préjudiciables pour tous et pour les Serbes de Croatie eux-mêmes.

(i) En réalité, elle s'opposait à l'émancipation politique du peuple majoritaire, les Croates, qui, en raison du rôle constitutif du peuple serbe en Yougoslavie et donc en Croatie, était mis dans une sorte de position de minorité politique. Autrement dit, les Serbes de Croatie se voyaient comme Etat, les Croates comme nation.

(ii) Elle retardait aussi la propre émancipation nationale des Serbes de Croatie. Au nom de l'Etat ils renonçaient à leur identité nationale, réduisaient leur sentiment d'identité nationale déjà faible. Ils empêchaient encore du même coup l'intégration nationale des Serbes de l'espace yougoslave, et créaient la possibilité d'une confrontation avec les Serbes de Serbie. Bref, pris dans l'étau entre l'Etat (yougoslave) et la nation (croate), les Serbes de Croatie se sont trouvés

dans une position politique hétéronome et paradoxale, qui leur est très défavorable en tant que peuple. Cherchant leur émancipation dans l'Etat, ils ont renoncé à la nation; renonçant à la nation, ils ont empêché l'émancipation nationale. Bien entendu, ils ne disposaient pas du pouvoir politique nécessaire à la réalisation de l'un ou de l'autre des deux objectifs.

Entre nation et Etat

Avec la désintégration du pouvoir de l'Etat du parti unique et du système politique basé sur la Constitution de 1974, à laquelle le mouvement national populiste du peuple serbe de Serbie a largement contribué, on assiste à la désagrégation des institutions qui assuraient au peuple serbe de Croatie sa position antérieure. La Yougoslavie cesse alors de subir le diktat de minorités idéologiques et nationales et commence à subir le diktat de majorités surtout nationales. Avec les premières élections en Croatie, apparaissent une orientation politique, puis un pouvoir politique, manifestement imposés par la majorité nationale constitutive. Sans l'expérience nécessaire à une telle tâche, présentant un syndrome de comportement minoritaire, cette majorité n'était pas prête à accepter le processus d'éveil national des Serbes de Croatie et leur souveraineté nationale, c'est à dire leur droit historique à l'autonomie politique nationale. Elle le manifestait par sa rhétorique excessive, sa symbolique, son intolérance et sa hâte fiévreuse à constituer l'Etat. Les Serbes de Croatie n'ont pas davantage su sortir de la difficulté. Coincés entre la nation et l'Etat, ils continuaient d'interpréter doublement leur éveil national et leur intégration nationale; ils les voyaient comme l'expression de leur volonté politique constitutive aussi bien au niveau de l'Etat yougoslave que de l'Etat croate. Ainsi se profile une situation où la majorité politique croate n'est pas prête à reconnaître les Serbes de Croatie comme détenteurs d'un pouvoir politique autonome, et où les Serbes de Croatie tâchent de réaliser leur identité nationale et leur droit politique souverain autonome en s'opposant au diktat de la majorité politique croate. A la différence de la situation précédente, le peuple serbe de Croatie n'avait pas cette fois-ci un Etat à défendre, mais un Etat à créer. La représentation de cette réalité était cependant faussée par une Armée fédérale qui donnait l'illusion, surtout aux Serbes de Croatie, d'avoir encore un Etat.

Entre sécession et unitarisme

Peu après les élections, la Constitution du nouveau pouvoir croate prend l'allure d'une Constitution d'Etat national-républicain unitaire croate. Les Serbes sont ainsi dépouillés de leur titre de nation

constitutive de la Croatie. De plus, la Croatie devient un Etat hautement centralisé dont l'organisation du pouvoir supprime toute autonomie locale, tandis que les décisions dépendent de la seule volonté de la majorité parlementaire.

Les Serbes de Croatie, là où ils le peuvent, c'est-à-dire dans les territoires où ils sont majoritaires, réagissent en quittant le Parlement, en instaurant d'arbitraires autonomies locales et en pratiquant une sécession de plus en plus ouverte par rapport à la République de Croatie. La tentative de pacification par la police ne fait qu'attiser ces réactions, et ouvre le champ libre tant à l'action du Programme national radical serbe visant à la constitution d'une Grande Serbie, qu'à l'action de l'Armée fédérale dont l'objet est de préserver la Yougoslavie. L'antagonisme entre l'unitarisme national-républicain croate et le séparatisme national serbe a encore affaibli les tendances politiques qui voyaient dans l'entente croato-serbe, forme traditionnelle des relations en Croatie, la solution politique du conflit, et le moyen d'empêcher la guerre. La faillite de cette entente a poussé le peuple serbe de Croatie sur la pente d'une guerre difficile et sanglante.

Entre violence et idéologie.

Serbes et Croates, comme d'ailleurs les autres peuples yougoslaves, dans leur conscience et dans leur histoire, sont pris comme dans un étau entre la violence et l'idéologie. Ils ont subsisté au prix de terribles sacrifices, d'une relation irréaliste à la réalité, privés qu'ils étaient de subjectivité politique et des mécanismes d'un pouvoir démocratique. L'ensemble de la vie politique des Serbes et des Croates dans l'après-guerre était ainsi pris en tenaille entre la répression et les idéologies restrictives du communisme et de l'égalité nationale. Celle-ci ("fraternité et unité") trouvait sa justification dans le souci de prévenir le réveil des forces destructrices qui s'étaient déchaînées durant la guerre religieuse-civile-de-libération-sociale des années 1941 à 1944. Mais cette "légitimation" de l'idéologie maintenait en état d'hibernation artificielle ces forces destructrices. Aussi le conflit entre majorité politique croate et minorité politique serbe est-il le fruit de la contrainte et de l'idéologie. La majorité politique croate a promu l'idéologie de la souveraineté nationale, de l'indépendance nationale, de la science nationale, de la langue nationale, de l'opinion publique nationale, de la nature nationale. Le pouvoir croate a mis en œuvre une technologie totalitaire d'activation émotionnelle de la vie politique (*Mobilmachung*) et l'homogénéisation de l'opinion politique (*Gleichschaltung*). "La Croatie est l'Etat du peuple croate et de personne d'autre. Ceux qui sont prêts à l'accepter auront le statut de citoyens égaux en droits. Les autres peuvent chercher une autre patrie." La minorité politique serbe a pris un chemin plus direct encore; oubliant l'idéologie, elle a embrassé la

logique de la violence et de la sécession des territoires où elle est majoritaire, soutenue et encouragée par la Serbie et l'Armée fédérale. La minorité politique serbe a cependant, elle aussi, été homogénéisée par l'idéologie du prétendu caractère génocidaire du nouveau régime croate. Et la guerre est arrivée. Dans ces conditions ni la majorité des Serbes, ni la majorité des Croates ne savent pas au juste quelle est cette guerre, celle de leur pères ou la leur.

Entre peur et loyalisme.

Aggravé et approfondi par la guerre, le déchirement des Serbes de Croatie est entre la peur et le loyalisme. Ils craignent l'Etat croate. L'assimilation forcée et les souffrances auxquelles ils ont été exposés sous d'atroces régimes nationalistes fantoches ont imprimé dans leur cœur la peur réflexe de l'Etat croate, et surtout d'un Etat qui se montre incapable de reconnaître la place de la minorité serbe, et de condamner ouvertement le nationalisme croate outrancier. Les Croates, de leur côté, ne font pas confiance au loyalisme civique des Serbes à l'égard de l'Etat croate. La position historique des Serbes au temps de l'Autriche-Hongrie et de la Yougoslavie a consolidé une méfiance historique. Le peuple serbe de Croatie se voit dans la condition de craindre ceux avec qui il devrait vivre, et ceux-ci dans la condition de se méfier d'eux!

Les conséquences de cette situation de prise en tenaille multiple, dans laquelle se trouve le peuple serbe de Croatie sont tragiques. Ce peuple est d'abord divisé entre ceux qui s'accrochent à l'idée de petits Etats fictifs, formés dans un moment de peur, d'effervescence et de violence, et ceux qui vivent, sans aucun droit politique, menacée de suppression physique, sans protection légale, dans les territoires situés sous l'autorité croate. Il s'est par ailleurs militarisé, a fait un bond de plusieurs siècles en arrière, est retourné à un état de conscience primitif, soit s'est lancé dans des activités indignes d'un homme civilisé, soit est en proie au défaitisme et au désespoir. Les Serbes de Croatie sont encore isolés par un abîme de méfiance d'autant plus profond qu'il a deux origines, leur responsabilité partagée dans les prétentions territoriales de la Serbie sur la Croatie, la responsabilité de l'Etat croate dans la guerre contre les Serbes de Croatie. Enfin, les Serbes de Croatie s'affrontent à l'ignorance dans laquelle les tient la communauté internationale; leur problème est ou méconnu ou récusé.

Les Serbes de Croatie sont, dans ces conditions, une source de danger pour eux-mêmes et pour les autres. S'ils ne s'aident pas eux-mêmes, personne ne les aidera. Si les autres ne les aident pas, ils n'auront pas les moyens de s'aider seuls.

Zagreb
Faculté des lettres
Octobre 1991

MÉMOIRES BROUILLÉES

Bogdan BOGDANOVIC*

Je reprendrai avec nostalgie une déclaration que j'ai faite il y a bien longtemps et qui me tient à cœur aujourd'hui encore :

"Peut-être, un jour heureux, aurons-nous une nouvelle constitution yougoslave, une vraie, qui commencera par ces mots : Dans ce pays, toutes les mémoires sont égales en droit".

Ce principe irait à l'encontre des divisions de nos histoires nationales, classées en bonnes et progressistes, en moins bonnes et en tout juste passables. Maintenant que nous n'avons plus de pays commun à commencé une guerre pour la suprématie des souvenirs, cruelle et sale.

Il y a un certain humour noir dans le fait que nos mémoires aujourd'hui brouillées soient, toutes sans exception, déformées, voire imaginaires. On compense l'ignorance des événements historiques par des préjugés multicolores. Une bonne part de la population serbe à demi ignare, qui s'est laissée enivrer par les déclarations de Milosevic lui promettant le "retour de sa dignité", est persuadée que les Serbes du Moyen-Age mangeaient avec des cuillères d'or. Cette illusion serait sans conséquences, on pourrait facilement la reléguer parmi les souvenirs semblables de fabrication nouvelle, si elle ne recélait des implications retorses. Tandis que nous manions habilement nos cuillères d'or (soit dit en passant, le mot *kasika* - cuillère en serbe - est d'origine turque), les autres mangeaient sans doute leur soupe avec leurs mains, ce qui les rabaisse d'un degré au moins dans les rivalités qui nous opposent actuellement...

* Architecte, ancien maire de Belgrade. Texte traduit par Mireille Robin

Au demeurant, la célèbre phrase qui dit que "rares sont les peuples qui possèdent une église comme celle de Studenica", relève elle aussi du domaine du surenchérissement entre les nations. Studenica est un édifice digne de respect, jusqu'aux trois quarts de sa hauteur surtout, et j'ai toujours eu de l'admiration pour les artisans qui l'on construit, pour les seigneurs qui les ont fait venir de loin, et qui leur ont permis d'exprimer le meilleur de leurs connaissances et de leur savoir-faire...

Dans sa vérité, l'histoire est certainement beaucoup plus flatteuse que les arguments de propagande qui commencent par "rares sont les peuples qui". A l'époque où l'on construisait Studenica, rares étaient les peuples d'Europe, ou du Caucase disons, qui ne possédaient pas la leur. Il existait toutes sortes de merveilles architecturales. Les bâtisseurs d'alors connaissaient de nombreux secrets, d'ordre esthétique ou métaphysique, dont les inconditionnels de Studenica, dans leur sagesse, n'ont pas la moindre idée.

Les excès de la mémoire imposée, bien qu'attristants en soi, ne seraient pas tragiques s'ils n'encourageaient pas l'approche négative des faits, le mépris des souvenirs réels - qu'il s'agisse de ceux des autres ou des nôtres - et n'allaient jusqu'à tenter d'effacer leur existence physique. Le phénomène de la destruction des villes, effroyable dans son évidence actuelle, dénote, entre autres, la hargne rageuse que suscitent chez certains les lieux dépositaires de mémoire accumulée. Ces êtres bestiaux la remplaceraient volontiers par leur propre préhistoire. Il ne s'agit pas seulement ici des musées détruits, des bibliothèques et des archives incendiées, mais des nobles substrats des formes architecturales, des messages qu'elles nous transmettaient et que l'on a pulvérisés. Ces messages (souvenons-nous donc de Studenica) dépassent toujours le cadre de la mémoire restreinte de la nation. Etant donné qu'on ne sait les déchiffrer, ils échappent toujours au "bon sens" primitif. C'est justement ce qui affole les destructeurs, car ils se sentent désarmés devant les subterfuges d'un langage qu'ils ne comprennent pas. La morphologie mystérieuse des ornements, la syntaxe des ensembles ornementaux, les formes de style, tout cela passe, à leurs yeux, pour de la magie.

Les barbares modernes détruisent les cimetières aussi systématiquement qu'ils rasant les villes. Les cimetières étant en quelque sorte des cités, nous avons à nouveau affaire à une peur panique provoquée par la mémoire "étrangère" accumulée en ces lieux et par ses messages occultes, incompréhensibles. Cependant, les destructeurs ignorent - comment le sauraient-ils ? - qu'en conspuant les souvenirs de leurs proches, c'est un chaînon de leur propre mémoire anthropologique qu'ils détruisent.

Les cultures pures du point de vue ethnique n'existent pas. Cette illusion est particulièrement fatale dans les Balkans dont la richesse est justement constituée d'interactions millénaires. Afin d'être plus clair, je recourrai encore une fois à un exemple : nous, les Serbes, nous

enorgueillissons à juste titre de nos cénotaphes de pierre, appelés "stèles au bord du chemin". Quoiqu'il s'agisse le plus souvent de monuments consacrés à des guerriers tombés dans la lutte qui les opposait aux Turcs, il n'est pas difficile de se rendre compte qu'ils imitent, par leurs contours, les tombes turques qui, elles-mêmes, tirent leurs origines des bétyles (baetilus) pré-arabo-islamiques, phéniciens et hébreux... Nos stèles au bord du chemin seraient-elles plus révélatrices s'il s'agissait d'une forme symbolique autochtone, serbe ?

Ce que nous appelons communisme dissimulait, étouffait, enterrait volontiers les souvenirs, quels qu'ils soient. Quand il les acceptait plus ou moins, il les affublait de son évhémérisme. Condescendant envers les primitifs et leurs complexes, il les libérait de leur peur grâce à des explications simplistes et passe-partout; il débarrassait les hiéroglyphes de leur sortilège en même temps qu'il les privait parfois de leur sens primordial. Quand il s'est transformé en nationalisme, il a redécouvert, ô mon Dieu, la sagesse du passé. Et maintenant il farfouille parmi ces souvenirs, fait le tri entre les siens et ceux des autres, magnifie les premiers, ne peut supporter les seconds. Il se montre, ce faisant, violent, exclusif, fanatique. Il n'y a rien qui puisse le refréner. Il ne possède même pas la décence habituelle du nationalisme bourgeois. Pas la moindre trace en lui d'esthétisme victorien, par exemple, qui permettait à certains chauvins invétérés de la vieille école de s'émerveiller de la beauté et de certaines valeurs, où que ce fût, à qui qu'elles appartenissent.

Le rôle de l'intelligentsia dans l'apparition de cette nouvelle forme de nationalisme est évident, quoique peu glorieux. Au cours de l'époque précédente, on critiqua violemment les dissidents-nationalistes, mais en pure perte. Car la critique analytique n'était pas autorisée. Tout le tohu-bohu que l'on fit autour de ces personnages ne servit qu'à augmenter leur renom et le tirage de leurs livres. C'est un secret de polichinelle que certains d'entre eux entretenaient des rapports discrets avec des comités centraux ou nationaux qui les relançaient dans le circuit quand le besoin s'en faisait sentir. Les débonnaires "intelligenti" de seconde et troisième zone ne furent pas sans s'apercevoir que le jeu était complexe, voire dangereux, et ils s'y plièrent sans broncher. Les ingénieurs de l'âme humaine se transformèrent insensiblement en grands prêtres et exégètes de la mémoire nationale restituée. De très anachroniques académies des sciences et des arts - il y en avait huit en Yougoslavie! - contribuèrent pour beaucoup, dans leurs laboratoires semblables à celui de la "Nouvelle Atlantide" de Bacon, à l'élaboration *in vitro* du virus de la nouvelle maladie. Puis, comme nous le savons, quand les flacons et les éprouvettes éclatèrent, les esprits s'échappèrent, propageant l'épidémie.

Le virus rencontra malheureusement un terrain très favorable. Dans les Balkans, aux revendications et ressentiments nationaux se mêle toujours un excès d'hormone épique, éternelle et fatale. Les drames qui

opposent les fratries, les tribus, les nations, suivent le canevas de l'épopée. Quel il est, nous le savons grâce à la littérature et aux études de folkloristes réputés. Il y est toujours question de la grandeur disparue, de la perfection anéantie d'un Age d'Or ou, plutôt, de quelque autre période héroïque, un Age d'Argent. On maudit les forces occultes qui ont causé le désastre. On attend des héros ou des générations sans peur qui reprendront le légendaire *palladium*, substitut magique de l'identité, somme de la mémoire collective, somme des forces primordiales qui permettront de rétablir ce qui fut jadis perdu.

Il ne m'appartient pas, ou du moins pas tout à fait, de juger du rôle que joua la littérature dans la genèse de cette mémoire nationale fictive. Le fait est cependant que notre littérature nationale et patriotique, ainsi que jadis la littérature de libération nationale, s'est maintenue en dehors du cadre urbain. Et cela représente une énigme qui m'intéresse.

On dit que le roman est une forme littéraire éminemment urbaine, à la différence de l'épopée, ou de la saga, qui sont, par leur origine et leur fonction sociale, des genres pré-urbains. On prétend qu'il n'est de grand roman qui ne contienne une grande ville. On prétend aussi qu'il n'est de grande ville où ne se cache un roman encore à écrire. Les techniques urbanistiques simulatrices, ainsi que les modèles mathématiques qui les accompagnent, se fondent souvent sur des analogies avec la structure narrative d'un roman idéal.

Cette règle peut se démontrer par l'absurde. Si, par exemple, dans "Guerre et Paix", nous faisons abstraction des deux capitales russes, si nous chassons tous leurs habitants, il ne resterait que ce que l'on trouve dans les *bylines* traditionnelles. A savoir, des descriptions sommaires d'un peuple qui guerroye, accompagnées d'une bonne dose de récitatif philosophique.

L'expérience nous aide à expliquer, jusqu'à un certain point, pourquoi le roman de guerre serbe (traitant rétrospectivement de la Première Guerre mondiale), dans lequel il n'y a pas de milieu urbain, pas de villes, et sans doute pas non plus de véritables citoyens, considérés dans leur fonction effective, non-poétique, remplace avec succès l'ancienne poésie populaire épique. Cela confirme dans le même temps son action hypnotique, qui ne fait plus de doute. Les images d'une lointaine contrée et d'une lointaine époque, "en ce temps-là", se mêlent aux situations réelles de la vie contemporaine. Elles tranchent sur le reste du texte et on n'a pas de mal à les en distancier, mais la métaphore, une fois sortie du contexte, n'est plus guère qu'un slogan, un mot d'ordre. Et c'est ainsi qu'elle accomplit sa fonction : elle devient, sans qu'on s'en aperçoive, un modèle de comportement, le paradigme des actes et des décisions individuelles. A l'extrême, comme toute magie guerrière, elle agit d'elle-même, réclamant, par ses invocations du sang et des flammes, des exploits et des victimes.

Nous avons là, indubitablement, une régression, même dans la grande littérature, les grands romans. Et qu'en est-il donc de ce qui se

passé dans la tête des poétaillons et poètes de terrain ! Dans celle des aèdes guerriers ! La *gusla* reste, semble-t-il, un instrument irremplaçable pour la mémorisation de la matière nationale. Elle est manifestement plus meurtrière que les romans para-tolstoïens, bien que - dans l'horreur honteuse de ce qui se passe en Bosnie par exemple - les deux genres se complètent pour s'acquitter de leur mission littéraire et nationale.

Belgrade
Octobre 1992

SARAJEVO, VILLE MÉTAPHORE

Hamdija DEMIROVIC*

Se souvient-on encore de Vukovar? Cette belle petite ville au Nord de la Croatie n'était que la première victime de la folie anti-civilisatrice qui déferle depuis dix-huit mois sur ce qui fut appelé Yougoslavie. Vukovar était connue pour ses monuments et constructions de la période de domination austro-hongroise. Ce fut une raison suffisante pour sa destruction totale; la haine qu'éprouvaient les agresseurs pour tout ce qui rappelle l'idée d'une culture centre-européenne n'était égalée que par leur haine de tout ce qui était yougoslave. Vukovar *était* la ville la plus yougoslave de toutes; les statistiques de l'Etat fédéral y avaient autrefois enregistré le plus grand taux des mariages mixtes, serbo-croates pour la plupart. Maintenant ses seuls habitants sont les rats et les fantômes.

Les cibles suivantes ont été Dubrovnik et Osijek. Puis Zadar, Sibenik, Mostar, Sarajevo ... Ces villes sont, elles aussi, parmi les plus belles villes yougoslaves. Les agresseurs venus de régions rurales et de banlieues industrielles perdues, n'avaient aucune pitié pour les églises, les mosquées, les bibliothèques et musées, pas davantage que pour les malades dans les hôpitaux, les enfants dans les écoles ou les bébés dans les crèches. Ces sauvages avaient été recrutés parmi les couches les plus pauvres, les moins scolarisés de la population. Beaucoup n'avaient jamais vu de train, sans parler de cathédrale baroque ou de salle de concert. Même les cinémas étaient rares là d'où

* Poète, traducteur de poésie, fondateur et directeur de la revue *Pacific*, "pour la culture de la paix" (Belgrade). Texte traduit de l'anglais par Mirjana Morokvasic

ils venaient. Là, parfois, la seule institution "culturelle" était le kiosque à journaux.

Sarajevo est le dernier et le plus dramatique exemple de martyre d'une ville perpétré par les derniers barbares d'Europe. L'idée même d'assiéger une ville est moyenâgeuses, pathétiquement anachronique. Elle révèle pourtant un subconscient chargé d'images et de notions datant des siècles passés. Sans remparts, située au fond d'une vallée entourée de hautes montagnes, Sarajevo était une proie facile. De surcroît, elle avait une valeur symbolique pour ses agresseurs; c'était la plus grande et la plus importante ville "ennemie" qu'ils pouvaient choisir. Capitale de la Bosnie-Herzégovine, avec une population d'un demi-million d'habitants, Sarajevo n'était pas n'importe quelle ville, mais le symbole-même de l'indépendance et de l'intégrité de la Bosnie. Elle n'est à présent que la métaphore de son ascension et de son déclin historique.

Bernard-Henri Lévy l'a dit, supposons un moment que c'est "une question d'honneur pour les Sarajeviens de donner leur âme et leur corps à cette complexité cosmopolite qui a déjà (n'est-ce pas?) déserté les contrées que l'on appelait la Mitteleuropa". Si Sarajevo tombait, la vision d'une Europe unie disparaîtrait à l'instant, dit Lévy qui poursuit :

"Si Sarajevo gagnait, si le soulèvement cosmopolite qui maintient Sarajevo debout triomphait sur les forces du nazi-communisme, ce serait un défi à tous ceux qui, là et ailleurs, considèrent imminent et même justifié que la conscience de sa propre identité spécifique soit vouée à l'échec." (*Pacific*, août 1992, p.8).

Le débat actuel sur Sarajevo est en effet un débat sur l'avenir de l'Europe, et pas sur quelque obscure et éternelle "question balkanique". Si l'idée de l'Europe unie, multi-culturelle et libre ne peut être défendue à Sarajevo, ville unique par sa diversité ethnique, religieuse et sociale, alors, elle ne peut pas davantage se réaliser ailleurs. Si le "nouvel ordre mondial" peut accepter un lieu où deux ou trois politiques tribales peuvent éternellement se livrer à une guerre mutuelle, dans le ventre mou de l'Europe, rien qui ressemble à un "nouvel ordre mondial" ne sera possible. Si par contre, le nouvel ordre mondial envisage un lieu où les grandes religions de l'humanité peuvent se rencontrer et vivre dans une coexistence pacifique (et, chose encore plus extraordinaire, dans une même langue!), alors Sarajevo devrait être sauvé par tous les moyens. Après tout, c'est une poignée de lunatiques, de psychiatres déguisés en leurs pires "Napoléons", de soit-disant poètes à la gâchette facile, de prétendus professeurs de ceci ou de cela, commandant à une minable canaille de métier, qui assiège une ville où un demi-million d'habitants poursuivent dans l'histoire humaine une mission très spéciale.

La satire et le virus de la vérité

"Partout où il y a vérité objective, il y a satire", écrivait Wyndham Lewis, peintre, poète et romancier anglais, dont les commentaires satiriques sur les mœurs contemporaines du vingtième siècle valent ceux de Swift, de Pope ou de Joyce. Mais, à quoi ses mots sont-ils utiles pour nous, éternels chercheurs balkaniques de vérité? Ont-ils quelq'objet dans notre débat ensanglanté sur les cadavres?

A l'âge de la coexistence de toutes les différences, à l'âge de l'épistémê post-moderniste, nous, Slaves du Sud, semblons encore nous situer au commencement du modernisme. Alors que des penseurs comme Derrida ou Baudrillard démontrent la fin de toutes les dominations (en disant que même le signifiant ne couvre plus le signifié), nous, les Balkaniques "anti-philosophes", persistons à essayer de prouver que la notion d'apocalypse est loin d'être morte : elle est vivante et rue dans les Balkans. Et nous tentons encore de persuader le monde qu'il doit considérer notre sale petite apocalypse comme une recherche de "vérité".

Le problème est que toutes nos quêtes de vérité se terminent dans la mort elle-même, seule vérité finale que nous soyons capables d'atteindre. Aucune de nos vérités ne peut se prouver sans un million de morts parmi des quêteurs qui portent le virus de la vérité. Notre amour de la "vérité" ne nous permet pas de laisser au paradoxe la possibilité de devenir autre chose qu'absurde. Des rencontres nomades aux carrefours textuels deviennent pour nous fuites au travers des frontières et recherche de havres. Les subtilités du langage et de la poésie périssent dans l'ardente rhétorique des canons. Entre temps nous avons créé tout un vocabulaire de l'apocalypse.

Incapable d'atteindre l'absence de mort, c'est à dire la vie qui vaut d'être vécue par le fait-même de vivre, nous enfermons notre existence dans de constantes interprétations, annotations et, finalement, censures. Nous sommes tous malades de nos royaumes du passé et de l'avenir, et pourtant nous sommes incapables d'entamer *maintenant* une vie humaine décente.

C'est pourquoi les auteurs anglais qui écrivent sur des humains ayant l'apparence de chevaux et parlant comme Bertrand Russell ne nous sont d'aucune utilité, à nous, dans les Balkans. C'est facile pour eux qui vivent dans le luxe d'une grande culture, de continuer à perfectionner l'art du paradoxe. Ils contrebalancent ainsi leur existence rationnelle, trop rationnelle peut-être. De notre côté, nous vivons dans la misère d'une culture populiste, qui contrebalance notre existence irrationnelle, trop irrationnelle peut-être. L'écrivain polonais Kazimierz Brandis dirait "ils vivent dans la civilisation, nous vivons dans le drame". L'art du paradoxe relève pour nous de la tautologie; notre réalité-même est paradoxe.

Lorsque nous avons ce que Lewis appelle la "vérité objective", nous avons aussi la "satire", dans les limites du genre bien sûr. La découverte soudaine "de vérités plus objectives" a mis fin à la satire et donné naissance à l'apologie qui ne peut jamais être assez fidèle à l'original, qui est donc toujours un faux. Nous croyions qu'il était nécessaire de ridiculiser la réalité pour atteindre à la satire; nous découvrons qu'il suffit de la citer littéralement. Notre satire est devenue sa propre parodie : les satiristes d'autrefois sont actuellement porte-parole de parti, directeurs de télévision, ministres de l'information, ou, simplement, d'ordinaires criminels de guerre.

Histoire d'un poète à la gâchette facile

Mon ami et compatriote de Sarajevo, Haris Pasovic, l'un des metteurs en scène de théâtre yougoslave les plus connus, travaille sur un projet dédié à Sarajevo et programmé à Stockholm, Anvers et Ljubljana, en avril 1993, à l'occasion du premier et, espérons, dernier anniversaire de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Comme beaucoup d'entre nous, Haris appartient à la génération des artistes et des intellectuels nés dans la seconde Yougoslavie (celle de l'après Seconde Guerre mondiale); elle ne pouvait s'identifier avec aucune des nations yougoslaves en particulier, mais davantage, se sentait yougoslave dans un sens également *ethnique*. Justement *parce que* nous nous sentions partout chez nous en Yougoslavie, nous avons dû quitter ce pays frappé par la guerre et devenir des personnages de romans de Joyce ou de pièces de Mrozek, des sujets in-existants d'un Etat in-existant. Nous nous sommes vus l'autre jour à Amsterdam, avant qu'il parte pour Anvers. Nous avons reparlé de notre jeunesse à Sarajevo, de souvenirs doux et aussi d'autres amers, nous avons un peu ri et nous sommes beaucoup inquiétés. J'ai omis de lui dire que j'aurais aimé voir un autre personnage dans son histoire théâtrale de Sarajevo, celui d'Eduard, "Editchka", devenu l'une des figures mondiales favorites "des grands prétendants" de la littérature russe.

Comment Editchka en est-il arrivé à jouer un rôle mineur dans la tragédie de Sarajevo, celle qui se joue dans la réalité, quotidiennement, depuis plus de huit mois maintenant? Je l'ai vu à la BBC-2, il y a quelques jours, assis derrière sa mitrailleuse lourde en train de tirer n'importe où, sans distinction, sur tout Sarajevo, d'une hauteur embusquée de la montagne de Trebevic. Il était accompagné de ce psy cinglé, rimailleur et chef auto-proclamé de sa tribu, qui n'arrêtait de délirer sur ses "visions poétiques". Il avait du coton dans les oreilles, pour protéger ses membranes tympaniques du bruit produit par l'artillerie. Il ne pouvait moins se soucier des membranes (et de toute autre partie du corps) des gens innocents et des enfants là bas en bas.

Editchka, est le fils d'un officier du KGB, et il grandit dans l'amour des uniformes, des ceintures, des bottes et de tout le cuir des "bons vieux colonels russes", qui avaient l'habitude "de sauter dans leurs bottes et de réparer l'injustice partout où elle était commise" (Eduard Limonov, *Knjizevna rec*, Belgrade, novembre 1992 p.3).

Editchka n'était pas comme les autres garçons. Il ne pouvait pas l'être même s'il l'avait souhaité, en raison de ses origines. En outre il était petit, laid et désagréable, il n'était aimé ni des filles ni des garçons. Il avait acquis un besoin de choquer et de susciter des controverses, peut-être à cause de son désir inassouvi d'être grand, envié, et centre d'attention. Il exultait dans des querelles et des bagarres (qu'il déclenchait souvent), mais il se retirait toujours lorsque cela devenait sérieux, pour se mettre de côté et jouir du spectacle, gloussant en lui-même.

Il l'a dit une fois, les "poètes préfèrent les grands noirs". C'était peut-être la raison pour laquelle il "s'exila" à New York, puis à Paris. On aurait pu attendre qu'il change d'attitude à l'égard des colonels, mais son principal souci demeurerait les règlements de comptes avec l'intelligentsia critique de son pays natal, et *non* avec ses oppresseurs bottés. Lorsque, tyranniques et ventrus, les "bons vieux colonels russes" mirent leurs bottes encore une fois pour "réparer l'injustice", Editchka fut parmi les premiers à enfourcher leur cause, à partir toutefois d'un lieu sûr, Paris. Il se trouva bientôt du côté des perdants : les histoires qu'il racontait duraient aussi longtemps que les colonels.

Recherchant désespérément à attirer l'attention, il partit en un lieu où les colonels n'avaient pratiquement jamais déchaussé leurs bottes. Belgrade était assez ignare pour acheter ses "essais sociaux" et ses "commentaires politiques". Il y critiqua "la misère de la démocratie libérale", dont il avait profité durant une large part de sa vie. Editchka devint la coqueluche de la haute société belgradoise, et nul ne fut surpris de sa réception chez Slobodan Milosevic, Président de la Serbie, et No.1 de la liste internationale des criminels de guerre yougoslaves. Je savais dès alors qu'il se retrouverait bientôt sur les hauteurs autour de Sarajevo, mais je n'étais pas préparé à le voir *effectivement* tirer. Autant que je sache, le PEN international n'a pas encore réagi. Si l'on me demande un avis, je conseillerais aux acheteurs des livres d'Editchka de les retourner à l'éditeur. Puisqu'il a clairement montré son mépris du public humaniste européen, pourquoi ne pas restreindre le cercle de ses lecteurs à ses seuls sponsors belgradois.

La mission de Sarajevo

Dimitrije Mitrinovic (1887-1952), penseur né en Bosnie, l'un des rares véritables mystiques de notre temps, écrivait en 1930:

"Sarajevo a placé son âme, l'âme des Balkans et l'âme de l'humanité toute entière, dans le corps de la Yougoslavie. La ville est destinée à devenir le centre de la conscience nationale, si la religion et l'éthique sont l'essence de la civilisation et de la culture".

Né et élevé à Sarajevo et à Mostar, Mitrinovic était profondément conscient des réalités ethniques, religieuses et politiques de la Bosnie-Herzégovine. Il était lié au mouvement Jeune Bosnie jusqu'à ce que celui-ci devint moins intellectuel et plus politique. Cosmopolite et pacifiste, Mitrinovic quitta le pays à la veille de la Première guerre mondiale et n'y retourna jamais. Il passa le reste de sa vie en exil à Londres, où il devint un philosophe et maître spirituel reconnu. Kandinsky et Yeats étaient de ses amis, et, parmi ses disciples, figure Alan Watts, dont les livres sur le Bouddhisme sont devenus des bestsellers.

Mitrinovic était fortement opposé à toute sorte de nationalisme et lorsque le mouvement Jeune Bosnie fut repris en main par des radicaux politiques, il les abandonna à leur destin, celle de l'organisation terroriste qui assassina l'Archiduc Ferdinand à Sarajevo en 1914. Ni le premier ni le dernier des intellectuels Bosniaques qui devait payer le prix de son intégrité morale et de son opposition de principe au nationalisme, Mitrinovic fut marqué par le stigmate de la trahison et par l'exil. Ce n'était pourtant pas la pire des punitions qu'un intellectuel yougoslave eut à subir pour sa fidélité aux valeurs humanistes universelles. Le pire était l'oubli. Son œuvre, comme celle de tant d'auteurs et d'artistes vraiment yougoslaves, fut cachée sous un épais voile de silence et d'ignorance pour plus de six décennies, n'exerçant pratiquement aucune influence dans son propre pays, jusqu'au jour où Slobodan Blagojevic, lui-même poète originaire de Sarajevo, critique et rédacteur en chef du mensuel *Delo* de Belgrade, sans doute le meilleur magazine littéraire de l'ex-Yougoslavie, redécouvrit Mitrinovic.

Une part au moins de la tragédie yougoslave peut être attribuée au fait que les œuvres *universellement* les plus significatives de notre culture avaient été méprisées et marginalisées, au profit d'essais davantage marqués nationalement, même lorsqu'ils étaient mauvais ou totalement manqués. La grande leçon que les nations européennes peuvent tirer de l'exemple yougoslave, est la facilité avec laquelle les cultures peuvent sombrer dans la barbarie lorsque les valeurs nationales sont favorisées et préférées aux valeurs universelles.

Dans la Yougoslavie maintenant désintégrée, Sarajevo était un centre important, crucial en certaines périodes, de la pensée sociale et culturelle yougoslave. De fait, Sarajevo a toujours produit les plus

grands talents yougoslaves : le prix Nobel Ivo Andric (1961), ou, tout aussi estimés, Mesa Selimovic et Branko Copic, des poètes comme Kranjcevic, Ducic, Santic, Simic, Ujevic, Sop, Dizdar, Kulenovic, d'ordinaire mentionnés comme auteurs "serbes" ou "croates", mais en réalité, auteurs bosniaques, nés et ayant vécu une bonne part de leur vie en Bosnie-Herzégovine. Même les Austro-Hongrois avaient reconnu la capacité unificatrice de Sarajevo et y avaient fondé de nombreuses et importantes institutions de la vie socio-culturelle de la ville. La conjonction ethnique, religieuse et politique bosniaque a donné naissance à l'idée de nation bosniaque, comme une sorte de compromis ethnique entre les trois religions. L'échec du concept bosniaque préfigure l'échec postérieur du concept de "Yougoslavisme". Même s'ils soutenaient officiellement ce concept, les politiciens, en pratique, poursuivaient leurs propres objectifs nationaux (ethniques). Sur leur visage, ils ont mis le masque de "l'unité et de la fraternité", mais ressentiments et rivalités emplissaient leurs âmes.

Dans la guerre actuelle, injustement dite "yougoslave" alors qu'elle est serbo-croate (puisque'elle est menée sur le dos des autres peuples), la Bosnie était le dernier bastion de la citoyenneté et de la tolérance ethnique. C'est précisément la raison pour laquelle la Bosnie devait être écrasée et morcelée, et Sarajevo, symbole de sa fierté, condamné à mort par étranglement. Sarajevo est la Jérusalem de l'Europe; si elle n'existait pas, il aurait fallu l'inventer. La ville a une mission religieuse pour l'humanité : elle doit prouver la possibilité de cohabitation des grandes religions du monde sur le sol européen.

Ici à Amsterdam, tandis que j'écris, je regarde les fenêtres brillamment éclairées du voisinage; la plupart sont décorées d'arbres de Noël; il n'y aurait rien d'inhabituel si ce quartier n'était à prédominance arabe et turque. Je ne connais qu'un seul autre endroit où j'ai vu la même chose, Sarajevo.

Noël blanc

Ironie que d'avoir passé ma première enfance dans une rue de Sarajevo qui s'appelait la rue de Belgrade. Tout autour les rues portaient les noms d'autres villes Yougoslaves. La rue de Zagreb était parallèle à la rue de Belgrade, parallèle à la rue de Ljubljana et ainsi de suite. La rue de Triglav les traversait toutes. C'était une petite rue, très en pente dont le nom était pour moi symbolique : Triglav est le sommet le plus haut de notre pays (en Slovénie). Pendant de nombreux hivers avec d'autres enfants, j'ai descendu en luge la rue de Triglav.

Les hivers de Sarajevo étaient très froids et enneigés, et on ne se souvient guère d'un Noël qui ne fût pas "blanc". C'est rare à Amsterdam. A Sarajevo, nous ne comprenions pas la signification de ce terme,

puisque tous les Noëls étaient effectivement enneigés. Les fêtes religieuses étaient fréquentes à Sarajevo et leur diversité étonnante; le Noël catholique était suivi du Noël serbe orthodoxe, l'un et l'autre suivis des nouvels ans respectifs, auxquels succédaient un grand nombre de "fêtes mobiles" musulmanes et juives, comme Bayram et Pascha, qui à leur tour coïncidaient souvent avec les Pâques catholiques ou serbe-orthodoxe. En elle-même une véritable histoire que je me promets d'écrire une autre fois, ma grand-mère qui vécut jusqu'à l'âge de 104 ans, ayant tout perdu dans la vie, et mourut dans un bonheur absolu, était musulmane, et pratiquante. Par gaminerie, j'avais l'habitude de la déranger dans ses prières, elle me peignait pourtant des œufs de Pâques parce que je le souhaitais. Toutes les femmes musulmanes ne l'auraient fait pour leur petit-fils, mais j'étais un enfant aimé et, en conséquence, gâté. Il était pourtant courant que les Bosniaques chrétiens, musulmans et juifs observent avec grand soin les fêtes religieuses des autres, participant ainsi de ce que Dimitrije Mitrinovic appelait le "mystère tri-confessionnel" de Sarajevo.

Je crois que Sarajevo est le seul endroit au monde où, cette année, le Noël Blanc n'a pas été heureux. Le seul souci est maintenant de survivre jusqu'au prochain Noël et de raconter aux enfants les jours de la ville d'autrefois, quand les feux d'artifice n'étaient pas une plaisanterie, et quand le vieux proverbe bosniaque "la neige ne tombe pas pour couvrir le monde mais pour que chaque bête y laisse sa trace" avait son plein sens.

Amsterdam
Décembre 1992

LE FOLKLORE ET LA POLITIQUE UNE AFFAIRE MODERNE

Ivan COLOVIC*

Aujourd'hui en Yougoslavie - notamment en Serbie, au Monténégro, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine - le discours politique, y compris la propagande politique et la propagande belliciste, est souvent imprégné de folklore. On puise volontiers dans la réserve des formes littéraires et dans le répertoire des sujets et personnages de la littérature populaire pour transmettre un message politique ou pour exciter un sentiment patriotique et belliqueux. Mais, la fonction principale des thèmes et des formes folkloriques dans le nouveau discours politique est de suggérer que les messages véhiculés par ce discours représentent l'écho de la voix, de la volonté du peuple. Le folklore sert à légitimer au plan populaire et national, des idées et des actions politiques et militaires.

Le fait qu'une politique demande au folklore de se faire authentifier et approuver n'est un fait ni local ni nouveau. C'est un fait européen qui remonte à l'époque de formation des nouveaux Etats nationaux. C'est donc aussi une affaire moderne.

La naissance du folklore comme discipline vouée à l'étude des traditions populaires et surtout de la littérature populaire, considérées comme expression de l'esprit du peuple (*Volksgeist*) ou de l'âme du peuple (*Volkseele*), qui les valorise et - il faut le souligner - les diffuse, coïncide avec l'apparition de l'idéologie nationaliste, de l'action politique et militaire fondée sur l'idéologie nationaliste, dont le résultat le plus important est la création des Etats nationaux. Plutôt que de

* Ethnologue, écrivain, Institut d'ethnographie de l'Académie serbe des sciences, Belgrade. Texte traduit par Mireille Robin.

coïncidence, il faut parler ici de phénomènes "simultanés et consubstantiels", comme le fait Vintila Mihailescu (p. 79) pour décrire la formation de la culture roumaine "moderne" à l'époque où commencent les mouvements pour l'unité et l'indépendance nationale en Roumanie.

Au moment où l'Ancien Régime touche à sa fin, il a fallu construire un nouveau type d'identité collective et une nouvelle légitimité du pouvoir politique. Cette tâche est revenue à la science nouvelle du folklore.

"L'identité, écrit Nicole Belmont (p. 161), que les peuples projetaient jusque là dans la tradition monarchique se constitue alors dans une idéologie nationaliste, où les traditions et la poésie populaires, anciennes par définition, jouent un rôle plus ou moins important."

Quelles sont les propriétés des traditions et, d'abord, de la poésie populaire qui font leur prix pour la vie des communautés nationales au moment de leur formation? La culture populaire est en premier lieu considérée comme autochtone, née sur le sol même où elle se retrouve ensuite, elle est vue comme authentique, non altérée et, dans ce sens, comme opposée à la culture cosmopolite des couches sociales supérieures; enfin, elle serait primitive, ancienne, apte à exprimer "un sentiment authentique original remontant aux temps les plus anciens" (Maget, 1271). Ces qualités attribuées à la culture populaire sont contenues dans une dernière, et résumées par elle; la culture populaire serait naturelle. Liée au sol natal, fidèle à ses origines, datant de temps immémoriaux, précédant l'époque de la civilisation, c'est-à-dire celle de la corruption et de la décadence, œuvre du peuple qui serait, d'après une formule de Herder, "la partie la plus naturelle et la moins corrompue de la nation" (Cocchiara, Ch.X), la culture populaire serait ainsi une culture naturelle. Lorsque l'action publique, l'action politique, font appel à l'esprit du peuple sauvegardé dans le folklore, elles se présentent en accord non seulement avec l'intérêt du peuple et de la nation toute entière, mais aussi avec une valeur universelle, la vie en harmonie avec la nature.

Curieusement, cette vie et cette culture naturelle ont d'abord été attribuées à des sociétés lointaines, exotiques, au pays des "bons sauvages"; depuis la découverte de l'Amérique, c'était le pays des Indiens américains. Tout au long du XVIII^e siècle, l'espace mythique de la vie innocente, de la nature poétique et de la poésie naturelle, d'un bonheur qui échappe aux maladies de la civilisation artificielle, se rapproche progressivement des contrées européennes, pour trouver finalement son ancrage à la campagne, parmi les paysans européens. Vers la fin du XVIII^e siècle, "le bon sauvage, constate Cocchiara, cède la place au bon peuple" (Cocchiara, id.).

Malgré le transfert, les qualités morales et esthétiques d'une vie en harmonie avec la nature ne nous sont cependant pas directement reconnaissables et accessibles. Elles restent méconnues même de

ceux dont elles imprègnent la vie, des gens du peuple eux-mêmes. Surtout pour eux ! dirait Vuk Karadzic (p. 136): "Notre peuple ignore même aujourd'hui la valeur véritable de ses chansons populaires". Les savants, les hommes éclairés, les amis du peuple sont les premiers à discerner les valeurs majeures du folklore; ils entreprennent des travaux philologiques, et se livrent à une action pédagogique et politique pour les faire clairement ressortir aux yeux de tous.

Le folklore à l'état brut se présente en miettes, fragmenté, en désordonné, amorphe, illogique, indécant. Les documents folkloriques, souligne Nicole Belmont (p. 151), ont un "caractère apparemment fragmentaire", ils "ne donnent effectivement jamais le sentiment d'une totalité, d'un système se suffisant à lui-même". Pour en faire l'appui solide et crédible d'une identité nationale et d'une politique qui se proposent d'en assurer la survie et l'épanouissement, on procède alors à une sélection, une classification, une transcription des documents folkloriques; on écarte les contradictions et autres faiblesses logiques, esthétiques ou morales. On va plus loin encore. Les poètes romantiques font mieux que ces documents pauvres et dépouillés : partant de leur esprit, de leur style particulier, de leur orientation générale qu'ils sont certains de connaître, ils rédigent de nouveaux textes, le plus souvent offerts au public comme de vrais produits de la poésie populaire.

Ce procédé, connu sous le nom d'ossianisme, d'après le nom du barde écossais imaginaire auquel le poète Macpherson avait attribué ses propres créations inspirées de l'ancienne poésie gaélique, s'est montré particulièrement efficace. Dès le début du XIXe siècle, le prestige du folklore, son influence sur les littératures et les politiques nationales en Europe, sont assurés beaucoup plus par des œuvres poétiques s'inspirant du folklore que par des documents folkloriques authentiques, par le folklorisme plus que par le folklore. Qu'il suffise de citer ici quelques textes folkloriques connus, créés de toutes pièces ou d'origine douteuse : la grande épopée finnoise *Kalevala*, le recueil des chansons bretonnes *Barzaz-Breiz* composé par Hersart de la Villemarqué, les manuscrits de poèmes populaires tchèques que le philologue Vaclav Hanka prétendait avoir trouvé à Karlove Dvor, le *Dit du Prince Igor* (Plumyène, pp. 123-130; Belmont, p. 162).

Arrangés, épurés, voire refaits, les documents folkloriques se rendent utiles à la cause nationale, deviennent instrument de propagation de l'idéologie nationaliste et de la politique qui s'en inspire et s'en réclame. La politique des pays européens a encore besoin aujourd'hui des services que le folklore-folklorisme lui a rendu depuis la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècles. C'est qu'aucune idéologie, aucun régime politique de l'époque moderne ne peuvent se priver complètement de cette sorte de légitimité affirmée par les mouvements nationalistes du XIXe siècle, celle de l'adhésion populaire, du consensus.

A partir de l'histoire politique des sociétés européennes (par exemple à partir de *l'Histoire du nationalisme* de Jean Plumyène) et de l'histoire du folklore (surtout telle que la conçoit Cocchiara), il serait possible de retracer la chronique des rencontres du folklore et de la politique au cours des deux derniers siècles. Je me limiterai ici à dégager sur l'exemple yougoslave, quelques fonctions politiques du folklore qui me paraissent importantes.

1. La folklore sert à réveiller la conscience nationale. Forgé à partir de documents sur la vie et la culture du peuple, il lui est renvoyé transformé en trésor des valeurs nationales. Il participe à la reconstruction de la totalité de l'être national, légitime l'aspiration à l'unité nationale, dans sa double dimension d'unité du corps social et d'unité du territoire national. Les valeurs de la littérature populaire devenues des valeurs nationales sont diffusées par une action politique et pédagogique. Cette action est "verticale", reliant les différentes couches sociales, et "horizontale" englobant l'espace tenu pour espace national. Telle était l'action menée par Vuk Karadzic, considéré à juste titre comme le père de la littérature populaire serbe, de la langue littéraire serbe, et aussi de la nation serbe.

2. Le folklore sert à légitimer des projets politiques et des pouvoirs politiques aux yeux du peuple, mais aussi à ceux de l'opinion internationale et des instances politiques étrangères. On se réclame des traditions et de la poésie populaire, on évoque les valeurs symboliques identitaires soit pour authentifier et légitimer des mouvements politiques d'indépendance nationale, soit pour appuyer et argumenter une volonté et un droit de différentes ethnies de vivre ensemble, de s'unir dans le cadre d'un Etat national commun. Dans un cas, on s'efforce de faire ressortir une altérité, des différences de "nos" traditions populaires par rapport aux traditions des voisins dont nous voulons nous séparer politiquement; dans l'autre, on met en avant les ressemblances de la culture populaire de différentes ethnies pour en tirer la preuve de leur unité.

Au moment de la formation de l'Etat yougoslave en 1918, Jovan Cvijic publie à Paris, sous le titre *La Péninsule balkanique. Géographie humaine*, les textes des cours qu'il avait donné à la Sorbonne de 1916 à 1918. La tâche que se donne Cvijic est de présenter les "caractéristiques psychiques des Slaves du Sud" et leur "unité ethnique". Une de ses conclusions, qu'il est intéressant de citer aujourd'hui concerne l'unité ethnique des Serbes et des Croates, qu'il appelle aussi des Serbo-Croates.

"A la suite de migrations, dit-il (p. 11), les Serbes et les Croates se sont mêlés et entrelacés les uns aux autres, au point qu'aujourd'hui il serait impossible de les séparer, même sur le plan géographique."

Cette conclusion et d'autres qui vont dans le même sens, celui de l'unité nationale yougoslave, sont appuyées pour une large partie sur des arguments d'ordre folklorique. C'est "par l'étude du folklore, écrit

Cvijic (p. 4), que nous pouvons saisir le caractère, la manière de penser et la conscience des groupes ethniques des Slaves du Sud."

3. Lorsque différents mouvements ou partis politiques sont en lutte pour le pouvoir, leur champ de bataille est aussi celui du folklore. Pendant la seconde guerre mondiale, en Yougoslavie, partisans et tchetniques ont mené une lutte acharnée pour s'approprier les chansons populaires les plus connues, les récupérer, ancrer leur propagande politique dans le folklore. Un nombre considérable de chansons diffusées à cette époque avaient deux versions : l'une qui célébrait les exploits des brigades prolétaires de Tito, l'autre blâmait les dites brigades et chantait les unités royalistes du général Draza Mihailovic.

Ce genre d'affrontement est de nouveau actuel. Les deux parties engagées dans la guerre en Croatie ont utilisé, pour propager leur cause ou simplement pour louer les vertus militaires, les mêmes clichés ou textes de la littérature populaire. Ainsi, une vieille marche, devenue assez populaire au cours des derniers mois, est apparue dans deux versions : l'une serbe et l'autre croate. Dans la première intitulée "La marche de la garde du Roi Pierre", les Serbes marchent sous le regard des "demoiselles belgradoises" et "l'étendard héroïque flotte pour la liberté de la Serbie", dans la seconde, "Pas par pas", les "Fräulein zagrebines" admirent le pas cadencé des gardes croates et "l'étendard croate flotte pour la liberté et le pays croate".

Par ailleurs, certains partis politiques, surtout en Serbie, encouragent les compositeurs de chansons de style populaire qui mettent en vers leurs programmes ou les qualités de leurs chefs.

En présentant ici quelques modèles et paradigmes de la fonction politique du folklore, du fait moderne de la politisation des traditions et de la poésie populaire, je ne sous-estime pas la spécificité des rapports entre folklore et politique dans chaque pays; ils s'inscrivent dans l'histoire de chaque communauté nationale. Cependant, l'importance et l'actualité de la réinterprétation des structures politiques et culturelles des sociétés (dont les formes de politisation des traditions populaires) de l'Europe moderne, m'ont conduit à mettre en relief les points d'homologie et de continuité.

Il y a d'abord la continuité d'une idée moderne de l'identité nationale, cette identité est liée à la fidélité réelle ou imaginée au sol ancestral, à la société rurale, à une vie rustique mythiquement naturelle. Cette idée ou ce "principe de la pomme de terre", selon l'expression d'Ernest Gellner (p. 14) (parce que les Estoniens associent leur identité nationale à l'époque où ils cultivaient la pomme de terre) est toujours vivant. *Nous*, ce sont sans exceptions ceux qui vivent sur le sol natal, nos ancêtres, nos paysans, c'est-à-dire l'idée de ce qu'ils étaient.

"Non seulement les mœurs régionales ou rurales ont une valeur intrinsèque, écrit Maget (p.277), mais ce sont les meilleurs, celles qui doivent servir de modèles. Elles seules sont dignes d'être cultivées,

parce que pures, authentiques, originales en regard de ce qui est altéré, corrompu, falsifié, sophistiqué et standardisé... Dans les oppositions capitale/province, ville/campagne, élite/peuple, les seconds termes sont le réceptacle des vraies valeurs et les foyers inaltérables de régénération de l'ensemble."

Il y a continuité d'un double mouvement. D'un côté, le pouvoir politique moderne modèle, rationalise, esthétise, structure, urbanise, bref, cultive une matière première qui sont le peuple et ses traditions à l'état brut, naturel, sauvage. La grandeur, le prestige national est la création, l'œuvre du pouvoir politique. De l'autre, ce pouvoir se veut protecteur, meilleur représentant de l'authenticité non altérée, naturelle, non corrompue des traditions populaires. Pour incorporer ces traits dans l'image de soi, il mystifie, innocente, naturalise ses intérêts véritables, et s'adresse au peuple, se fait apostropher par lui dans des messages de style folklorique, proposés comme expression de la volonté profonde du peuple et ainsi comme voix authentique de la nature elle-même. A l'époque moderne, *vox populi* est moins *vox dei* que *vox naturæ*.

Belgrade
Institut d'ethnographie
Octobre 1992

Bibliographie

- Belmont, N., *Paroles païennes. Mythe et folklore*, Paris, Imago, 1986.
- Cocchiara, G., *Storia del folklore in Europa*, Torino, Boringhieri, 1971.
- Cvijic, J., *La Péninsule balkanique, Géographie humaine*. Paris, 1918.
- Gellner, E., "Le Nationalisme en apesanteur", *Terrain*, 17, octobre 1991.
- Karadzic, V., *O Jeziku i knjizevnosti*, Beograd, Prosveta, 1969.
- Mihailescu, V., "Nationalité et nationalisme en Roumanie", *Terrain*, 17, octobre 1991.
- Maget, M., "Ethnographie européenne", in *Ethnologie générale*, Paris, Gallimard, 1976.
- Plumyène, J., *Les Nations romantiques. Histoire du nationalisme. Le XIXe siècle*, Paris, Fayard, 1979.

LE COGITO MILITAIRE

Obrad SAVIC*

Dans la vie d'un peuple les périodes de guerre peuvent être considérées comme "un miroir", une époque de mise à nu, de pure auto-réflexion, un moment de transparence cristalline. Dans les guerres, que les peuples meurent plus ou moins comme ils ont vécu est montré dans sa vérité nue. La mort fabriquée par la guerre accumule et nivelle de façon quasi continue et presque linéaire l'énergie de la vie. Fabriquer la vie et distribuer la mort relèvent d'un même champ social. Pour la majorité des gens la vie n'est pas, disons-le dans la terminologie hégélienne, retraite, affreux repli devant la guerre et la mort, mais tout au contraire, la vie est soumission à la mort, reddition à la mort, qui découle de façon immanente de la dynamique de la vie.

L'escalade actuelle de la guerre en Yougoslavie le confirme de façon évidente. Les excès de la guerre rendent crédible l'hypothèse qu'une guerre "barbare" n'est possible que dans un pays qui, par ailleurs, vit une paix "barbare", sous la forme d'un ordre social tribal où prédomine "la loi de la jungle".

Une guerre de ce type n'est possible que chez les peuples dont la nature sociale et, en particulier, l'infra-structure morale, souffrent du mal du militarisme. Le "tueur cool", dans sa version épique, a depuis longtemps été élevé dans notre culture à la dignité de "héros".

Cependant, dès l'éclatement de la guerre qui menace d'enflammer le système en son entier, puisque la "ligne de front" traverse (potentiellement) toute la société, s'est développé de façon continue un discours militariste particulier, "le discours de la guerre", qui s'est

* Philosophe, assistant à l'Université de Belgrade

épanoui dans un discours pathologique de folie. Dans ce discours, pratiquement plus personne ne s'interroge sur l'issue de la guerre, sur les chances de victoire, de paix, de vie; déjà tous entrevoient la possibilité d'une faillite générale et d'une mort commune. Comment comprendre "un cogito militaire" qui ne reconnaît pas l'identité du soldat et encore moins l'identité politique de l'adversaire? Pourquoi cette éruption de destruction et d'extermination, pourquoi la Yougoslavie est-elle devenue le théâtre de la sauvagerie? Comment expliquer que la majorité de la population s'est abandonnée de façon apathique à "l'extase de la guerre", à un militarisme vide de sens? Pourquoi les médias encouragent-ils de tout leur poids un discours militariste qui avec un enthousiasme inégalé, développe une conception militariste de la société? Est-il possible de tuer le désir de guerre, de conquérir la paix, quand un discours militariste, retardataire, barbare stipule froidement : "Aujourd'hui, il est nettement plus moderne de périr à la guerre; la mort naturelle devient l'exception". (*Vojska*, 11 juin 1992) Comment sortir la Yougoslavie de la tourmente de la guerre et du chaos alors qu'on y persiste à croire que la paix n'est qu'un intervalle "artificiel", un intermède entre des guerres qui ne cesseront jamais ? Il semble qu'en Yougoslavie "l'école guerrière de la vie", "*aus der Kriegsschule des Lebens*" comme dirait Nietzsche, n'a fait que rénover le vieux "cogito militaire" dont la maxime est "Je tue donc j'existe". L'innovation de cette école de la mort ne réside pas tant dans la conviction que la guerre est un risque perpétuel, un malheur qui fait partie de la destinée, mais dans l'affirmation que cette guerre n'est que la continuation d'une guerre antérieure qui se poursuit sans fin, ne se termine pas, ne se terminera jamais! Est proscrit de ce discours "militariste" tout argument qui laisserait entrevoir la possibilité d'une négociation avec l'ennemi, et éventuellement d'un compromis diplomatique ou d'une solution politique. La version barbare du "discours militaire" exige la liquidation totale et absolue de l'adversaire; le meilleur ennemi est un ennemi mort! L'esprit militariste a imposé une logique d'exclusivité binaire; il n'y a pas de place pour ce qui est neutre, impartial; tout doit, sans exception, appartenir à un camp ou à l'autre, au nôtre ou au leur. Cette "école guerrière de vie" se caractérise par ceci qu'elle n'est pas conduite par un appareil militaire compétent, par des experts militaires, mais par des nationalistes, spécialistes de la ruine. Ces "athlètes du désespoir" (Hugo Ball) ces maîtres ès clichés, ces épigones de Tito, dans l'ombre de Tito, imposent à chacun, en cette "guerre sainte" qui redonne le sentiment de la nation et fait oublier la tribu, de devenir "un mort vivant voyageant aux frontières de la mort", à la rencontre de l'aurore de la nation. L'incantation prophétique appelant à la victoire nationale a trouvé sa place au sein même du discours institutionnel sur la guerre; le front est un terrain propice au renforcement de la souveraineté nationale.

Dans ce discours, même les questions techniques concernant la stratégie, la tactique, la pratique militaire, la machine de guerre, sont

considérées non sous l'angle pratique, professionnel, mais du point de vue "de l'honneur, du patriotisme et de la fierté nationale", figures épiques, mythiques, presque religieuses. Le devoir des "institutions militaires" de rétablir des droits anciens, la gloire perdue, de redonner éclat à la puissance nationale, est sacré. Le seul fait que cette guerre ait le devoir de régler des comptes anciens, de corriger de vieilles injustices, (de réclamer des "droits perdus") peut expliquer l'éruption des excès nécrophiles sur le front. Là où le front est peuplé de fantômes du passé, des souvenirs et des aïeux, même les victoires militaires multiplient systématiquement la défaite militaire générale et tout autre échec.

Cette guerre ne s'est certes pas transformée en "théâtre de la mort" simplement parce qu'elle succède à une politique erronée d'invasion, mais surtout parce qu'elle a perdu tout lien avec la politique. Privée du contrôle de la politique, la guerre livrée à elle-même, devient une série d'événements incontrôlés et insensés, dépourvus de but et de sens. Le vieux général prussien Karl von Clausewitz (*Vom Kriege*) a proposé cette thèse : la guerre, à la différence des autres formes "barbares" de conflit et de combat incontrôlés, n'a pas d'essence, de substance en tant que telle, c'est un simple moyen, un instrument de communication politique. Répétons-le à l'adresse de ces combattants "fous" qui appellent la mort et périssent dans l'oubli, "la guerre n'est rien d'autre que la poursuite de la politique par d'autres moyens". La politique est le mécanisme qui détermine et module la structure et la dynamique de la guerre; elle en édicte les règles, en contrôle le déroulement, l'intrigue. De plus, seule la politique qui se sert de la guerre comme moyen reculera intelligemment devant des exigences extrêmes (comme par exemple celle-ci : tous les Serbes ou tous les Croates dans un seul État) et battra en retraite de façon rationnelle devant des exigences irréalisables. Seule la politique doit calculer précisément et s'appuyer sur des analyses concrètes et des probabilités objectives. En réalité, seule la doctrine politique qui se fonde sur un réalisme sain, qui ne s'aventure pas dans des rétrospectives mythologiques et des incantations prophétiques peut mener la guerre de façon effective. Le lien avec la politique fait obstacle à "la folie" de la machine de guerre et prévient "l'escalade des excès" (Paul Virilio, *Pure War*, 1983). En d'autres termes, la relation avec la politique assure l'existence "de freins stratégiques qui neutralisent le danger que la guerre, moyen politique, échappe à tout contrôle." (André Glucksmann, *Le discours de la guerre*, 1979).

Pourquoi, dans le cas précis de la guerre yougoslave, ces freins n'ont-ils pas fonctionné? Peut-être cette guerre s'est-elle laissée aller au jeu dérégulé des circonstances parce qu'elle n'a pas pris la forme d'une guerre franche entre États souverains, d'un conflit frontal entre deux armées. D'après l'hypothèse proposée par Foucault, qui ici s'impose, seule la guerre qui pénètre presque toute la société et la divise est, au

fond, une guerre locale, interne, inter-ethnique, entre tribus et nations. Seule une telle guerre puise son énergie dans le fait qu'un corps social mixte (la Yougoslavie), souhaite se partager par la force en plusieurs ethnies, nations, peuples.

Le but de la guerre s'est déformé et est devenu un délire vide, une marche tautologique vers le néant, puisqu'il propose de séparer, de façon artificielle et par la force, ce que l'histoire a mêlé. La guerre est transformée en chaos général (en Bosnie les fronts se multiplient, tous se battent contre tous), dépourvu de tout scénario stratégique raisonnable, justement parce que l'ennemi n'est pas un étranger extérieur mais se trouve là, à l'intérieur, parmi nous. Les zones de combat locales et les conflits sont une preuve pathologique des vains excès de la guerre, le triste témoignage d'un plan inutile de partage total, par la force d'une société où, par ailleurs, les ethnies s'entremêlent. L'escalade illimitée de la violence, de la brutalité et de la terreur montre que cette confrontation ethnique et nationale ne peut être résolue par une victoire militaire décisive. Le fait étrange que le conflit le plus dur en Yougoslavie ait justement lieu entre des populations qui appartiennent à la même structure linguistique ("le narcissisme des petites différences linguistiques") pourrait devenir un sujet privilégié de psychanalyse de la guerre. La destruction maniaque des villes et l'extermination des autres peuples, qui relève du génocide (dans le jargon local cette opération s'appelle "nettoyage ethnique du terrain"), ne peuvent effacer les traces du conflit ethnique et national.

Nous sommes confrontés à une guerre pseudo-étatique, qui n'a pas de caractère social, ne relève pas d'un conflit de classes. La satanisation totale d'un peuple (tous les Serbes sont des *tchetniks*, tous les Croates sont des *oustachi*, etc) montre qu'il s'agit d'un racisme plaçant la guerre au plan de la dramaturgie d'une légende nationale.

D'après la thèse socio-biologique problématisée par Foucault, l'autre race, la race ennemie, nation ou peuple, n'est pas en fait une race venue d'ailleurs pour triompher et régner quelque temps, mais une race qui sans cesse s'infiltre dans le corps social, dans le tissu social lui-même, et s'intègre. La guerre est devenue aussi aberrante qu'un tremblement de terre, une catastrophe naturelle, un désastre aussi insensé que la revanche de la nature sur la culture justement parce que la polarité militaire et la fracture de la société ne sont pas les produits de la confrontation de deux races étrangères l'une à l'autre, mais de la division d'une seule et même race en deux races, l'une inférieure, l'autre supérieure. Dans ce contexte explosif, le devoir des citoyens n'est plus de former une opposition critique, de se défendre par rapport à l'Etat quel qu'il soit, mais au contraire de défendre la patrie, la figure mythique de la Société face à la menace que constitue une autre race, une nation adverse ou des groupements ethniques infiltrés dans la société. Dans cette guerre, les traces du racisme étatique, du fascisme ethnique qui tourne la société contre elle-même, contre ses propres citoyens sont

évidentes. La guerre, élevée au rang de moyen eugénique le plus efficace pour réaliser le nettoyage ethnique du terrain, prépare l'espace nécessaire à l'épanouissement d'une société ethniquement pure, d'un Etat national sacré.

Sont particulièrement effrayantes les scènes en provenance des zones de combat diffus dans lesquelles rôde une soldatesque bigarrée: des formations para-militaires, des bandes de partisans, de tout nouveaux libérateurs, des réservistes, des combattants du week-end, des brigands, des pillers, des voleurs, des gangsters, des assassins et des fous. Il importe peu de savoir comment fonctionne le kaléidoscope que forment ces guerriers, mêlés dans la même ronde mortelle. Dans le tumulte général, dans la confrontation de tous contre tous, dans le foisonnement des guerres locales, entre groupes ou entre personnes privées, l'idée du bien général se perd. Comme si l'extrémisme n'était plus le fait des soldats mais était devenu inhérent au processus de la guerre. Si la guerre n'a plus de sens, elle a au moins une fonction! Les combattants, devenus fous, ne pouvant mettre un terme à la guerre, ne font qu'accélérer son processus. Les faits de guerre n'obéissent pas à une idée du bien commun, ils sont dépourvus de toute substance politique immanente, ils se précipitent de plus en plus et s'auto-reproduisent à l'infini. On raconte que quelque part sur le front, les forces belligérantes se sont mises d'accord pour conquérir à tour de rôle le même lieu. Tout se passe comme si l'enthousiasme belliqueux s'étendait en dépit de l'indifférence dont font preuve les combattants à l'égard du but originel de la guerre et de ses desseins primitifs. Comme si l'expansion militaire et l'euphorie guerrière étaient encouragées par le fait que la guerre avait perdu tout sens.

Peut-être l'excès d'enthousiasme belliqueux et l'intensification quotidienne de l'élan guerrier peuvent-ils s'expliquer par le renversement radical du théorème de Clausewitz, qui, à l'envers, s'énoncerait ainsi : la politique est la poursuite de la guerre par d'autres moyens. La politique est une machine de guerre (Gilles Deleuze) en réparation, c'est l'ardeur guerrière transformée en énergie diplomatique, c'est un intervalle pour négocier, une pause qui permet aux guerriers de souffler.

Toute politique "civile" naît de "l'ordre belliqueux" et puise son argumentation sur le champ de bataille. C'est vraisemblablement pour cette raison que tous les succès et les résultats spectaculaires obtenus par la notion "diurne" de la politique (englobant les intérêts de l'Etat, la communication institutionnelle, le pragmatisme politique, les pourparlers diplomatiques, les évaluations géo-politiques, etc.) reposent sur la diffusion de la notion "nocturne" de la politique (face cachée des horreurs de la guerre, économie de la mort, écologie invisible du mal mondial, etc.). Dit de façon nietzschéenne, l'agencement apollinien du monde est systématiquement soumis à la sape dionysiaque. C'est pourquoi tout repli de la politique hors du domaine de la guerre stimule

et permet l'explosion incontrôlée des signes militaristes. L'archéologie de la guerre a attiré, à juste titre, l'attention sur le fait que, au seuil d'un siècle nouveau, c'est l'Etat qui s'est mis à contrôler la diffusion accrue des signes annonciateurs de guerre. Il s'agit là, tout simplement, d'une tentative de maîtriser la guerre en la soutenant. De plus en plus fréquemment, selon Foucault, les guerres sont apparues uniquement sur les frontières extérieures des grands Etats, résultant d'un rapport de forces réel entre les Etats ou de l'attitude menaçante de l'un d'eux. Petit à petit, le corps social s'est débarrassé des rapports guerriers dont il était empreint au cours du Moyen-Age. La guerre, soutenue par l'Etat, a été refoulée aux frontières des Etats et est devenue un monopole de professionnels et de techniciens d'un appareil militaire soigneusement défini et contrôlé. D'après cette hypothèse historique et d'après les analyses actuelles qui en découlent, c'est seulement à la fin du Moyen-Age que l'Etat, pour la première fois, s'est doté d'une institution particulière, l'armée, qui a remplacé la guerre quotidienne omniprésente et en a assumé les fonctions. Depuis lors, les conflits sauvages sont centralisés et la guerre omniprésente de tous contre tous est contrôlée et localisée sur les frontières de l'Etat. La tentative de discipliner la guerre en Yougoslavie n'a pas réussi. Cet échec est regrettable, même si son prix avait été que l'Etat, s'appropriant la force armée, aurait restauré une machine de guerre dont le but se serait modifié, et qui se serait emparée des fonctions étatiques. Peut-être le raccourci qui mène à la paix disciplinée reste-t-il meilleur que les guerres sans fin entre ethnies, que les morts en chaîne, que les villes incendiées et les terres dévastées. Jusqu'à quand serons-nous le lieu en Europe où éclate une nouvelle guerre, où naît une nouvelle escalade du mal et de la violence?

Belgrade
Université de Belgrade
Novembre 1992

FIN D'UNE UTOPIE OU ESQUISSE D'UNE SOCIÉTÉ NEVROTIQUE

Zarko KORAC*

Il nous semble parfois que l'Histoire, en tant que science, est chargée de la tâche imposante de présenter le développement de la civilisation comme la victoire de la part de rationnel qui est en nous et d'occulter le plus habilement possible les périodes de néant où domine ce qu'il y a de pathologique ou d'exclusivement instinctif en l'homme. Les interprétations scientifiques, cependant, ne peuvent nous dissimuler que le sens de certains événements historiques nous échappe, malgré les explications les plus circonstanciées qu'on en puisse donner. Nous prendrons deux exemples.

Quand, le mardi 27 novembre 1095, au concile de Clermont, le pape Urbain II appela la chrétienté occidentale à "sauver le tombeau du Christ", il n'était vraisemblablement pas conscient lui-même qu'il allait ainsi déclencher une série d'événements qui allaient s'enchaîner jusqu'au treizième siècle. L'exclamation "Deus vult" se répandit, telle une formule mystique, parmi les masses de l'Europe féodale. Apparurent des prophètes, parmi lesquels le plus célèbre fut sans doute Pierre d'Amiens, dit Pierre L'Hermite; par ses prêches, il attira plus de quatorze mille paysans. Cette foule, immense pour l'époque, le

* Maître de conférence, Département de psychologie, Faculté de philosophie, Belgrade. Texte paru dans *Druga Srbija* (Une autre Serbie), sous la direction de Ivan Colovic, Belgrade, Plato, 1992, pp. 96-100. Texte traduit par Mireille Robin.

suivit, comme en transes. Il y avait là des bien-portants, mais aussi des malades, des adultes, mais aussi des enfants, des estropiés, des aveugles, qui tous se lancèrent dans une longue et incertaine pérégrination. Ce fut, depuis les temps bibliques, le premier exemple manifeste d'amalgame de transport religieux et de manipulation par le charisme. Mais comment comprendre vraiment ce qui se passa? Les actes bestiaux que cette populace commit en chemin? L'Europe, pourtant, apprit alors, de façon tragique, à quels extrêmes pouvaient mener l'ivresse des foules et sa fureur destructive. C'est peut-être la première leçon, et la plus importante, que nous devons retenir si nous voulons comprendre ce qui se passe ici à l'instant présent.

La seconde nous est donnée par le XVII^e siècle. Malgré la tolérance religieuse proclamée, il permit, grâce à l'édit de Nantes en 1598 et la politique séculière du Cardinal de Richelieu, de Mazarin et de Colbert, de faire périr sur le bûcher cinquante mille sorciers et sorcières à travers l'Europe. Comme le souligne Robert Mandrou, afin d'analyser le climat spirituel qui régnait alors et d'expliquer pourquoi des juristes et des érudits se prononcèrent pour ce genre de châtement, pourquoi des magistrats acceptèrent de juger les sorcières, il convient de ne pas perdre de vue l'énorme changement survenu au XVe siècle à la suite de la Réforme et des guerres de religion. Les effusions de sang qui eurent lieu dans les villes françaises modifièrent les sentiments religieux. Le diable était désormais constamment présent, par l'entremise des hérétiques, ses adeptes, tandis que la campagne française, en raison de l'agitation qui secouait le pays, restait livrée à elle-même sur le plan civique et religieux et retournait à des croyances moyenâgeuses, voire à des superstitions païennes. Jean Bodin, magistrat et philosophe originaire d'Anjou, dans son ouvrage *La Démomanie des Sorcières* publié en 1580, justifie non seulement la chasse aux sorciers et sorcières, mais encore met en garde contre leur extrême versatilité, ce qui, dans la pratique, rend irrévocable l'accusation de sorcellerie. N'oublions pas que ce siècle est celui de Descartes et d'une grande avancée de la science; pourtant les hommes, à notre stupeur, s'avèrent incapables de maîtriser leur peur. La campagne française, appauvrie à cause des guerres de religion et des destructions perpétrées lors du passage du XVI^e au XVII^e siècle, voit partout la présence du diable. Aveuglée par le voile opaque de la hantise et de l'ignorance, abandonnée à elle-même et à son imagination exacerbée par la peur, elle se défend par la croyance au démon. Satan n'est ici que l'expression historique de l'explication par l'irrationnel, qui réapparaîtra plus tard, sous des formes non moins effarantes, surtout à l'époque du fascisme.

Dans celui-ci se combinent en fait les substrats psychologiques des deux événements historiques que nous venons de citer - la peur de l'appauvrissement et de la déstructuration sociale, qui induit à croire au surnaturel, et l'exaltation des masses qui ne voit de salut possible

qu'à travers un messie. Ces aspects du fascisme étant ainsi compris, il est nécessaire, semble-t-il, d'entreprendre une analyse scrupuleuse des mécanismes de l'inconscient, car l'importance de la part d'irrationnel en l'homme échappe à toute interprétation se fondant sur la raison.

Wilhelm Reich, dans sa *Psychologie de Masse du Fascisme*, avait déjà considéré la manipulation de l'inconscient comme un des facteurs fondamentaux de l'émergence du fascisme. Ce ne sont donc pas seulement les circonstances objectives - économiques, historiques et sociales - qui sont à la base de l'élaboration de cette forme particulière de pouvoir totalitaire, mais quelque chose qu'on ne fait que pressentir et qu'on ne peut comprendre sans l'aide de la psychologie, la part d'irrationnel dans l'être humain. En quelques pages, Reich esquisse brillamment le programme politique d'Hitler et la montée du fascisme, en partant de la personnalité du führer. Arrêtons-nous brièvement sur cette analyse. Elle débute par une remarque lucide : la révolte personnelle d'Hitler coïncidait avec celle de la classe moyenne allemande, c'était, paradoxalement, *une révolte contre l'autorité, qui l'acceptait pourtant et s'y soumettait*. Hitler s'aperçoit que le peuple allemand a besoin d'une *nouvelle vision du monde*, défendue par un parti organisé comme un bataillon d'assaut. Dans *Mein Kampf*, il écrit :

"Plus je réfléchissais au nécessaire changement d'attitude du pouvoir envers la social-démocratie, forme actuelle de l'instauration du marxisme, plus je remarquais l'absence d'alternative susceptible de remplacer efficacement cette science. Que pourrait-on offrir aux masses si, d'aventure, la social-démocratie s'écroulait? Il n'y avait pas de mouvement capable d'influer sur les rassemblements d'ouvriers restés sans chef. Il aurait été insensé et stupide de croire qu'un internationaliste fanatisé pourrait, à peine sorti d'un parti de classe, s'intégrer dans un parti bourgeois, donc dans une nouvelle organisation de classe, "

C'est pourquoi Hitler n'offre pas seulement un nouveau type de parti politique, mais une nouvelle vision du monde, qui se fonde sur des aspects de la tradition et sur ses valeurs, souvent encore présentes dans l'être humain, bien que refoulées. Penchons-nous sur ces deux éléments.

L'un est le renouveau de la morale patriarcale villageoise et une position hostile à la ville :

"Jamais nous ne saurons apprécier à sa juste valeur la possibilité qui s'offre à nous de préserver une paysannerie saine pour en faire le fondement de la nation toute entière. Nombre de nos malheurs actuels ne sont que la conséquence des relations malsaines entre la population campagnarde et urbaine."

Le second élément est la théorie raciale. Hitler lui consacre évidemment beaucoup d'attention dans son livre : "La santé d'un

peuple se fonde sur une prémisse incontournable : les liens infrangibles du sang et du sol". Cependant, malgré l'idéologie selon laquelle "l'intérêt général passe avant les intérêts particuliers" et la conception corporative du fascisme, certains traits fondamentaux de l'idéologie fasciste demeurent de nature individualiste, comme le "principe du chef", la politique de la famille, etc. Le principe du chef dénote non seulement le caractère patriarcal de l'organisation sociale, mais aussi des besoins profondément enfouis dans l'inconscient, que le leader manipule.

"Le peuple, dans sa majorité, a tendance à se laisser féminiser; sa pensée et son action sont davantage guidées par des impulsions émotionnelles que par la réflexion à tête reposée. Mais les sentiments qu'il éprouve ne sont pas complexes pour autant. Ils ne connaissent guère la nuance et sont entièrement positifs ou négatifs, amour ou haine, justice ou injustice, vérité ou mensonge, jamais moitié-cesti, moitié-cela, jamais en partie ceci, en partie cela, etc."

Hitler se rend compte que le leader est un père et que sa fonction, semblable à celle du chef de famille, consiste à définir ce qui est autorisé et ce qui est interdit, dans la sphère de la sexualité surtout. L'idée même de théorie raciale comporte, de par sa nature, une connotation sexuelle, et ce n'est pas un hasard si des expressions telles qu'honneur personnel, honneur de l'espèce, honneur du peuple, reviennent constamment. (Etant donné que chez nous [la Serbie, ndr] un processus identique a commencé par la restauration du "mythe du Kosovo", il n'est pas fortuit que l'on trouve au départ "l'affaire Martinovic" et que l'on fasse constamment référence à des cas de viols, étayés ou non de preuves. La théorie raciale, avec son argumentation biologique pseudo-scientifique, peut servir à tout expliquer - toutes les situations historiques).

"Le mélange des sangs et la dégradation de la race qu'il engendre sont la cause du déclin des civilisations, car les hommes ne dépérissent pas parce qu'ils perdent des guerres, mais parce qu'ils perdent leur vaillance, leur résistance, dont le seul garant est la pureté du sang ... Dans cette guerre, le but pour lequel nous nous battons est le plus noble et le plus grand que l'on puisse concevoir pour l'être humain : nous luttons pour la liberté et l'indépendance de notre peuple, pour sa prospérité future, pour l'honneur de la nation."

Et enfin :

"Nous devons combattre pour assurer la survie et l'expansion de notre race, afin de pouvoir nourrir nos enfants et préserver la pureté de notre sang, nous devons lutter pour la liberté et l'indépendance de la patrie, afin que notre peuple soit à même de remplir la mission dont l'a investi le créateur de l'univers."

Le mot mission, aboutissement logique de ce discours, éclaircit tout : nous avons affaire ici à des propos franchement paranoïdes. Dans les circonstances qui sont les nôtres, nous pouvons trouver nombre d'exemples parlant de "peuple céleste" et d'"instant se situant au-dessus de l'histoire"; ils témoignent eux aussi de la conviction que le peuple est chargé d'une mission. Ils contribuent à établir une analogie, singulière et non fondée sur le plan historique, entre le sort du peuple juif et celui du peuple serbe. Elle s'appuie évidemment sur le concept de "peuple élu", tel qu'on le trouve dans l'Ancien Testament.

En définissant ce discours comme paranoïde, nous avons approché son essence psychologique, mais nous avons dans le même temps posé de nouvelles questions, auxquelles il est plus difficile de répondre. Il ne fait aucun doute que le discours paranoïde révèle un puissant sentiment d'insécurité, le sentiment d'être persécuté, mais on peut se demander chez qui. Pour celui qui le tient, les choses sont claires : le danger vient du dehors et se manifeste le plus souvent sous la forme de conspirations. Disons que le fait d'insister constamment sur ces complots (qui sont, c'est intéressant, toujours "cousus de fil blanc") est déjà typique du discours paranoïde. Mais il serait opportun de nous rendre à l'évidence que ces dangers ne sont le plus souvent que l'extériorisation d'une menace que l'on ressent au-dedans de soi-même. Dans l'incapacité de trouver une solution, nous la repoussons à l'extérieur. Cette parade, qui ne fait que résoudre temporairement les choses, nous permet de mieux comprendre ce qui se passe et se passera au-dedans. Si nous nous tournons à nouveau vers Reich, nous devons admettre son point de vue, selon lequel la famille de type patriarcal a rendu les masses, immatures sur le plan psychologique, incapables de faire face à leurs besoins sans l'aide de l'autorité (du père). Quand Fromm parle de "fuite de la liberté", il ne fait qu'exprimer la même pensée; comment satisfaire soi-même ses besoins, dont beaucoup relèvent de l'instinct, sans avoir à se réfugier sous les basques d'une nouvelle autorité? Mais ni Reich ni Fromm ne mettent suffisamment en lumière une différence capitale. L'autorité suivante (le chef, le leader) doit être nécessairement pire que la première, étant donné que les besoins se manifestent déjà et que les instincts sont débridés; ils menacent la structure de notre personnalité, ossifiée et inflexible, et doivent être refoulés "vite et sur-le-champ". C'est pourquoi l'émergence de la nouvelle autorité est si rapide. Elle doit, en outre, présenter une nouvelle caractéristique : il lui faut être nécrophile. Les appétits déchaînés représentent une telle menace qu'ils peuvent avoir des conséquences mortelles. Il convient qu'il soient régulés par une autorité qui sait bien, pour en avoir fait elle-même l'expérience, ce que veut dire être menacé par la force spontanée de son instinct. Le mot clé est *contrôle*. Cependant, comme il est impossible de contrôler entièrement les besoins et que ceux-ci, dans leur fureur destructive,

refont surface lorsqu'on les refoule brutalement, l'auto-destruction apparaît comme une option de plus en plus réelle.

Les forces de vie qui sont en nous vont, bien sûr, s'opposer à ces tendances destructrices. Freud les appellerait notre éros. Malheureusement, il est aujourd'hui bien faible. Il est presque déplacé de parler, en public ou en privé, de l'amour, du bonheur ou du plaisir. Nous sommes une société composée d'individus qui ne savent plus rire, qui courbent le dos, ont du mal à respirer et dorment mal. Nos leaders politiques sont incapables d'esquisser un sourire et nous font, à la place, des grimaces sinistres. Des psychopathes sadiques se transforment en tribuns du peuple. Lorsqu'on écoute leurs discours, on se demande s'ils ne vont pas se mettre à aboyer, à l'instar du *Dictateur* de Chaplin.

On oublie trop souvent que la démocratie ne peut s'instaurer que grâce à des personnalités qui ont les qualités qu'elle sous-entend. On peut apprendre, certes, à être tolérant et compréhensif mais ce sera en vain si la tolérance et la compréhension ne trouvent pas de point d'appui dans la personnalité même. L'un d'eux pourrait être la reconnaissance de cette tendance nécrophile qui nous pousse à nous soumettre à une autorité extérieure, au lieu d'élaborer des mécanismes internes de régulation des besoins. Il y a de quoi être profondément inquiet quand on constate avec quelle légèreté les gens ont remis leur destin dans les mains d'un autre.

Certains types de politiques manipulent évidemment la peur que nous ressentons devant la nouvelle liberté qui s'offre à nous. Nous avons peur de choisir, car nous craignons les conséquences de nos erreurs. Il est plus facile de rejeter la culpabilité sur une autorité extérieure que d'assumer ses propres responsabilités. Rien ne peut combler le vide interne causé par ce manque de responsabilité, hormis la soumission totale à une autorité extérieure. Plus le leader se montrera incapable d'apaiser nos craintes, plus nous serons abattus ou agressifs. Il ne s'agit pas seulement de discours paranoïde, de soumission à un chef ou de domination de la nécrophilie. Il est d'autres éléments qui indiquent que nous sommes une société en régression et que nous sombrons de plus en plus profond.

La psychopathologie insiste sur le lien primordial qui existe entre l'opinion qu'on a de soi-même et la santé mentale. On considère habituellement que l'amour-propre a quatre sources principales : le sentiment *d'être quelqu'un d'important*, qui se fonde sur la reconnaissance des autres; la conscience de ses propres *capacités*, qui se fonde sur les réussites passées et actuelles, le sentiment de *puissance*, qui se fonde sur la faculté d'influer sur les autres, et le sentiment de *vertu*, engendré par l'observance de règles morales et éthiques que l'on s'est soi-même imposées. Si nous analysons, fût-ce superficiellement, la façon dont les média évoquent l'intérêt national, nous nous rendrons facilement compte que l'on insiste tout

particulièrement sur ces quatre éléments : nous sommes très importants, nos capacités sont exceptionnelles et le pouvoir qui nous permet de contrôler l'histoire tient à ce que nous cultivons la vertu, fait attesté historiquement. Malheureusement l'estime que l'on a de soi-même est inversement proportionnelles à de telles assertions, pour le moins exagérées. Il convient de rechercher les causes de cette situation dans la désagrégation sanglante de l'Etat et de la société à laquelle nous assistons. Il se produit des événements dramatiques, tragiques, qui, comme au XVIII^e siècle, exigent que l'on sacrifie sorcières et sorciers. L'utopie dans laquelle nous avons vécu touche à sa fin. Fukuyama parle même de fin de l'histoire quand il essaie d'expliquer la faillite du communisme en Europe de l'Est. Afin d'éviter d'avoir à nous confronter à la réalité, nous avons choisi, pour la remplacer, une régression névrotique et l'auto-illusion, ce que Frankel-Brünswick nomme mécanisme d'auto-leurre. Il n'est donc pas étonnant que les plus grands imposteurs soient devenus des prophètes; nous voulons les croire, et, pire, nous le devons. Nous n'osons pas leur demander des comptes car tout vaut mieux que de se dégriser et reprendre contact avec la réalité.

C'est ainsi qu'il est possible de continuer à vivre presque normalement alors qu'à cent ou deux cent kilomètres, des hommes meurent et des villes entières sont détruites. Certains font du sport, se promènent ou bricolent leur voiture tandis que d'autres passent près d'eux, les yeux hagards : ils ont perdu leur foyer et tous leurs biens, sont sans nouvelles de leurs parents et amis et pressentent quel fut leur sort tragique. Le mécanisme d'auto-leurre engendre un phénomène monstrueux : la négation totale de la réalité; la société toute entière ressemble à l'orchestre du Titanic, qui continua à jouer pendant que le navire sombrait. *Titanic*, la nouvelle d'Andric, est le paradigme de notre destin, bien plus que nous ne le croyons. En nous leurrant nous-mêmes, nous en arrivons à ignorer complètement les faits, si bien que la société entière repose sur le mensonge. Orwell avait vu juste : le mensonge est vérité et la vérité mensonge. Les gens, tels des drogués, ne peuvent plus se passer de leur dose quotidienne de fausses informations, car c'est devenu pour eux une nécessité de prolonger l'anesthésie.

C'est pour cela que ceux qui ont gardé la tête froide se sentent si mal : ils voient ce qui se passe, mais n'ont personne à qui se confier. De là notre impression d'isolement. Les bien-portants s'en tirent le plus mal dans un monde de névrosés. Sartre a peut-être raison quand il affirme que l'homme est une passion qui ne sert à rien. Mais la quête de la vérité reste pourtant la plus noble des passions humaines. C'est pourquoi nous dédions ces lignes à ceux qui voient, à ceux qui savent aujourd'hui ce que les autres ne sauront que demain, quand il sera trop tard.

Belgrade
Faculté de philosophie
Mai 1992

FEMMES, NATIONALISME ET GUERRE "Faites l'amour pas la guerre"

Rada IVEKOVIC

"Comme les enfants, éternellement sevrés de tendresse maternelle, les peuples se racontent des histoires afin d'y croire et installer confortablement leur moi de tous les jours dans un espace et une durée imaginaires. Mais, plus persistants, ils ne cessent leur vie durant d'élaborer une mythologie, un profil idéal de leur âme nationale, une civilisation enfin, chargée de programmer en conséquence la vie de chacun. De ces fantasmes, celui de leur naissance enveloppe tous les autres puisque, faute d'ancêtres historiques prouvés, il faut bien se donner des parents dignes du destin qu'on s'est assigné."

Jacques Pezeu-Massabuau, *L'éternel incompris ou Les Japonais en quête d'une appellation d'origine*

Le mouvement anglais des suffragettes s'est brutalement interrompu lorsqu'une contradiction a pris historiquement sens; celle contenue dans la proposition : *les femmes comme membres de l'espèce humaine et comme signification de la différence et du singulier*. Cela est arrivé avec la Première Guerre mondiale, lorsque les suffragettes sont devenues ouvrières industrielles, et ont été libérées de prison en récompense de leur attitude "patriotique", de l'abandon des activités féministes et du militantisme pour le droit de vote des femmes. Qu'est-ce qui passait en premier lorsque deux intérêts entraient en

* Une version légèrement différente de ce texte sera ultérieurement publiée en anglais dans la revue *Hypatia* qui avait pris l'initiative de demander à l'auteure une réflexion sur ce thème.

contradiction (intérêt de "femmes", et intérêt de la nation dont les femmes n'étaient qu'une partie)?

"La première Guerre mondiale, dit Jane Marcus, a pratiquement détruit en Angleterre le mouvement féministe; un extraordinaire mouvement de masse qui avait lutté pour près d'un demi-siècle pour obtenir la justice politique et l'égalité au sujet de l'éducation, du droit de vote, de la législation sur le mariage et le divorce, de la garde des enfants, et des règlements du travail."¹

Plus tard, on accorda le droit de vote aux femmes, pour une grande part, en récompense de leur attitude durant la guerre. La guerre et le nationalisme furent utilisés comme argument pour abandonner le féminisme, c'est-à-dire pour demander aux femmes de choisir entre le féminisme et l'effort de guerre, entre leur identité de femmes et leur identité nationale-étatique. Ce qui divisa le féminisme. Une rupture se produisit alors entre celles qui maintenaient leur position pacifiste et celles qui optaient pour le soutien des hommes, travaillaient dans les industries d'armement ou conduisaient des ambulances sur le front. En fait les féministes pacifistes ne furent qu'une minorité. Visiblement, la guerre, était pourtant une affaire de "fraternité" et non de "sororité". Il serait simpliste de dire que les hommes étaient tous pour la guerre et les femmes toutes pour la paix, mais les "intérêts" déclarés de la guerre sont définis par le genre dominant; parce que le système du genre dominant est globalisé et, en conséquence, tenu comme neutre du point de vue des genres, universel ("humain"); le fait même de sa supposée "neutralité" le renforce. Même si les femmes semblent plus pacifistes, même si les mouvements pacifistes dans les pays en guerre (comme dans les guerres actuelles des Balkans) sont animés par des femmes à l'exclusion des hommes, même si les femmes recourent aux armes en moins grand nombre, elles sont, dans une certaine mesure (même si c'est inconsciemment), complices de la guerre parce que le *système* en tant que tel est celui du dominant (mais, précisément, comme l'ordre symbolique en temps que tel est dans tous les cas en faveur du dominant, la complicité des femmes, parce que *systémique*, ne doit pas être surestimée; dans un sens, quoique le plus faible fasse, ce peut être et ce sera utilisé à son désavantage.) Il est nécessaire d'analyser la complémentarité de ce qui est symboliquement en jeu dans la machine militaire pour les hommes, pour les femmes et pour les uns et les autres à la fois, parce que le genre est, sans aucun doute, *un principe essentiel de l'organisation de la machine militaire*. Les rôles des hommes et des femmes n'y sont cependant pas univoques, dans ce sens que les

¹ Jane Marcus, "Corpus/Corps/Corpse : Writing the Body in/at War", *Arms and the Woman. War, Gender, and Literary Representation*, ed. by Helen M. Cooper, Adrienne Munich, Susan Merrill Squier (Chapel Hill and London : The University of North Carolina Press, 1989), p. 129.

divisions de sexe, ne correspondent pas nécessairement dans la guerre aux divisions des rôles de genre. Bien que tous les hommes (ni même peut-être leur majorité) ne s'identifient pas à la guerre, les institutions qui permettent et provoquent la guerre, dans leur ensemble, sont elles-mêmes organisées sur des relations de pouvoir qui favorisent le genre *le plus fort socialement, politiquement, historiquement, militairement, etc.* C'est pourquoi nous pouvons dire que "le système" (à la fois politique et symbolique) est "masculin", dans ce sens que le genre *historiquement* dominant est le genre masculin (et non dans ce sens que sur chaque homme en particulier ou sur la masculinité en tant que telle, en retomberait la faute ou la responsabilité). Le genre est aussi le principe organisateur des relations de pouvoir dans la société, et donc, le principe organisateur essentiel de la société dans ce qu'elle a d'extrême, le nationalisme et la guerre, puisque le nationalisme radical paraît, à la fin du XXe siècle, conduire naturellement à la guerre. *L'histoire* continue à soutenir les dominants (politiques, de genre, etc.) *en tant que groupement*, alors même qu'ils désirent se débarrasser de leur domination et font manifestement des efforts dans ce sens. La seule *volonté* d'abandonner des privilèges historiques n'est pas suffisante pour s'en défaire radicalement. Les privilèges collent au groupe dominant comme du "karma" parce que le présent est fait de passé. Aussi est-il un peu inutile de s'inquiéter du danger de recourir à un "essentialisme" opposé lorsqu'on décrit la situation socio-historique des plus faibles, tout simplement parce que ceux-ci, dans le renversement de l'ensemble des institutions, ne seront pas soutenus par une histoire globale qui serait *leur propre histoire*. En outre, au plan de l'ordre symbolique, des stéréotypes culturels et sociaux utilisés dans l'idéologie militariste et dans la propagande de domination de la machine militaire, dans la nouvelle mythologie élaborée dans ce but, chaque élément du discours est en réalité "sexué", chaque terme, chaque expression, chaque concept reçoit en pratique une "valeur" sexuelle avec une claire préférence pour les attributs mâles plutôt que les féminins. Tout cela est presque trop manifeste pour être répété : les hommes sont les braves soldats qui défendent leurs femmes, le héros national est un homme, les femmes ne sont que les mères des fils et des soldats, les hommes se sacrifient pour la nation et représentent le modèle idéal du type national, ils possèdent le devoir et le privilège du recours aux armes. Parfois, l'on dit que les femmes sont la nation qui se représente par une figure féminine, mais ce n'est que pour mieux assurer et confirmer qu'elles ne jouent aucun rôle public, politique ou autre. Si ce n'était le courage (caractéristique mâle) de "nos garçons", la nation courrait au désastre.

La situation actuelle dans les pays de la Yougoslavie était prévisible; là où le pacifisme peut avoir un sens (en Serbie d'abord, en Croatie, et même dans une certaine mesure en Slovénie), les mouvements pacifistes et l'aide humanitaire locale sont surtout organisés par les

femmes (l'explication que les hommes ont déserté et ne peuvent militer en public, parce qu'ils seraient pris et renvoyés sur le front, est partielle). Ceux qui doivent se défendre, sont directement agressés, bombardés (en Bosnie-Herzégovine), n'ont pas le choix du pacifisme, ils doivent se battre pour leur vie

Une situation analogue à celle dont je parlais à propos de la Première guerre mondiale, s'est produite lors du déclin du socialisme. Loin d'être sans problème, le statut de la femme dans de nombreux pays "socialistes" de l'Europe orientale (pas la Roumanie, bien entendu, mais la RDA et la Yougoslavie par exemple) était *formellement* (légalement), sous bien des aspects et toutes proportions gardées, meilleur qu'en Occident; particulièrement en ce qui concerne les droits de la reproduction, les droits collectifs, et un minimum de services sociaux secondant le travail de la femme dans la famille. Je ne dis pas que la situation réelle de la femme était effectivement meilleure. La comparaison n'est pas possible. Mais a existé dans l'Europe orientale une tendance égalitaire générale, dont l'intention première n'était pas spécifiquement féministe, mais dont le statut des femmes a bénéficié. Dans ces pays, en même temps que les hommes, les femmes ont désiré et agi pour le déclin de ce socialisme qui leur avait accordé ces droits¹. La chose a été particulièrement remarquable en Allemagne de l'Est où les femmes se sont battues avec ténacité pour conserver les droits qui leur avaient été accordés par le socialisme, et qui étaient menacés par le retour au capitalisme. *Les femmes ont désiré à la fois la fin du socialisme et le maintien des droits que le socialisme leur avait accordé.* La même chose s'est répétée avec la participation des femmes dans la Ligue Lombarde et dans d'autres organisations politiques analogues. Le paradoxe naît des hésitations des femmes à choisir leur identité groupale, leur position en tant que "sujets".

La situation est semblable à celle de la Première Guerre mondiale; le mouvement des suffragettes en Grande Bretagne, et le mouvement féministe dans quelques uns des pays de l'ex-Europe orientale, se rapprochent. Dans les deux cas, un mouvement qui luttait pour les droits *humains* spécifiques des femmes s'est éteint en raison d'objectifs politiques "plus urgents". Certaines des féministes de l'Europe Orientale se sont laissées absorber par un anticommunisme primaire, d'autres se sont impliquées (pour des raisons en grande partie

¹ La Ligue lombarde (Lega lombarda), comme actuellement d'autres ligues politiques du Nord de l'Italie, manifeste une forte tendance au séparatisme économique qui s'exprime dans une revendication de décentralisation ou de confédéralisation du pays. La Ligue prône le refus d'investissement dans un projet de développement commun qui comprendrait en particulier le Sud moins développé. Le programme politique de la Ligue est plein de morgue à l'égard du Sud de l'Italie, il est aussi conservateur concernant les femmes et d'autres questions.

analogues) dans des mouvements ouvertement nationalistes, d'autres encore sont demeurées liées à des idéaux socialistes qui dans cette région du monde ne sont pas nécessairement progressistes puisqu'ils peuvent aussi devenir agressivement nationalistes (cas serbe), un petit nombre enfin sont demeurées à part et indépendantes. Mais, par ailleurs, une part importante tant du mouvement féministe organisé, que d'une nouvelle conscience féministe s'est fondue dans les nouveaux mouvements pacifistes, ou les a organisés, là où guerres civiles et guerres de conquête territoriale menacent ou sont déjà engagées. Dans les deux cas (celui de la Grande-Bretagne hier, celui de certains des ex-pays socialistes maintenant) les mouvements féministes se sont divisés et demandent à être réorganisés. L'enjeu est considérable non seulement pour les femmes, mais aussi, *au travers des femmes*, pour la démocratie, particulièrement dans ces pays de l'Europe orientale où les femmes perdent l'un après l'autre les droits humains qui leur avaient été formellement reconnus au temps du socialisme.

On peut ici poser cette hypothèse fondamentale que le *nationalisme radical* est une mécanique d'oppositions binaires, manichéistes et *qu'à long terme, il conduit invariablement à la guerre*. On peut encore poser que les femmes sont moins angoissées que les hommes à propos de leurs frontières intérieures et des limites de leur corps, qu'en conséquence, elles ont une attitude plus tranquille à l'égard des frontières extérieures (politiques), et que ceci et cela a à voir avec *l'identité* et avec la façon dont le *sujet* (l'actant) est construit. Les femmes sont à la fois biologiquement et socialement plus ouvertes à l'acceptation de l'Autre en elles-mêmes (acte sexuel et grossesse). Elles sont socialement habituées à abandonner leur nom de famille (ou à ne pas avoir de nom de famille), leur généalogies sont différentes de celles des hommes, en ce sens que, bien que les uns et les autres naissent de femmes, les hommes naissent de l'autre sexe et les femmes du même. Je reviendrai sur tout cela.

Les guerres fratricides, *Bruderkrieg*, *bratoubilacki rat*, sont des guerres qui dans les termes-mêmes, évoquent en certaines langues une division des genres, et sans doute une structure familiale; ce sont les *frères* qui font la guerre. De fait, que font les sœurs pendant ce temps (en dehors de tricoter des chaussettes pour les soldats bien-aimés et soigner les blessés, comme le veut le stéréotype)? Lors des luttes révolutionnaires que mènent les déshérités pour arracher le pouvoir d'une puissance ou d'un groupe dominant qui sera renversé, les femmes, comme d'autres groupes, ont quelque chance d'obtenir une part du gâteau.

"Pour les femmes, écrit Margaret H. Higonnet, la lutte pour passer de la subordination à l'égalité est nécessairement un acte

d'insubordination, et doit en conséquence être assimilé au régicide, au meurtre du *pater populi*, plus qu'au fratricide."¹

Mais il ne semble pas y avoir de place pour les femmes dans les guerres fratricides (même si les factions en lutte, pour des raisons tactiques, ne veulent pas toujours regarder ces guerres comme des guerres fratricides). D'ailleurs, certains auteurs dont Higonnet elle-même, pensent que les (ces) guerres sont aussi des guerres menées contre le féminin ou peuvent être comprises de cette façon.

Quand je dis que ce sont des guerres contre le (principe) féminin, je ne veux pas dire que ce sont nécessairement des guerres contre les femmes seules, bien que parfois, il y a eu et il y a des guerres où les atrocités commises sur les femmes sont d'une extrême cruauté, comme c'est le cas dans la guerre actuelle en Bosnie-Herzégovine. Les femmes sont traditionnellement utilisées, tant dans leur corps que dans leur socialisation, pour s'incorporer déjà l'autre et se situer en interaction constante avec lui. Elles ne sont pas particulièrement obsédées par les frontières à moins qu'elles ne soient attaquées. Elles sont *le lieu de tous les lieux* (Irigaray). Traditionnellement, elles s'adaptent plus facilement aux autres cultures, oublient leurs origines lorsque (souvent) elles se marient dans une autre communauté, elles sont habituées à abandonner leur nom de famille et parfois même leur prénom (dans la tradition indienne par exemple) comme symbole du *changement* d'identité. Ce n'est pas que les femmes ne peuvent se définir qu'au travers d'une famille (façon de dire négative), mais que, même dans leur relation avec leur moi propre, elles sont, plus que les hommes, *socialement* ouvertes à la relation avec l'autre (façon de dire plus positive). Les frontières sont toujours pour les femmes des liens plus que des obstacles aux relations. La division entre l'espace intérieur et l'espace extérieur, est moins radicale chez elles; plus facilement, elles se meuvent à la fois dans les deux dimensions ou passent de l'une à l'autre. Le monde "extérieur" de la famille dans lequel elles se situent habituellement, est en même temps, espace "intérieur" pour la société comme tout. Ce qui ne doit pas se comprendre comme déterminisme relevant de la "nature" ou du "destin" de la femme, "vouée" à rester socialement là où elle est. Au contraire, chez tous les êtres humains, l'interaction permanente du "biologique" et du "social" rend difficile, inutile, hors de propos de dire que quelque chose est "naturel" ou "social". Il est caractéristique de l'espèce humaine que la nature (humaine) est socialisée tout autant que la société est naturelle. L'argument biologique (et pas plus l'argument social) ne peut être utilisé *contre* quiconque, tout comme une injustice ou différence passée ne peut légitimer une injustice présente ou à venir. C'est pourquoi,

¹ Margaret H. Higonnet, "Civil Wars and Sexual Territories," *Arms and the Woman*, op. cit.

l'énoncé désignant la femme comme "lieu de tous les lieux" ne doit pas être pris au sens biologique, mais au sens symbolique, celui d'un ordre symbolique réorganisé où les femmes auraient aussi un dire et seraient représentées autant que représentantes. Dans les "fantasmes de l'homme", on trouve encore tout un imaginaire du danger qu'il y a pour l'individu mâle ou pour la masculinité en tant que telle, de *traverser* les frontières à la rencontre de l'Autre, et aussi des mythes d'engendrement par le principe du pouvoir mâle (mythe de la *vagina dentata*, mythe d'Athéna née directement de Zeus, sans mère, etc.).

Ainsi, symboliquement, les femmes représentent plus que les hommes un espace de mélange, rencontre, métissage, brassage. Davantage sans doute que les femmes elles-mêmes, c'est *ce métissage, ce mélange* que les femmes acceptent, créent, représentent (comme principe féminin), qui est attaqué dans les femmes par ceux qui veulent purifier leurs origines, les "libérer" de l'Autre, nier l'Autre. Le mélange n'est pas seulement détruit par l'agresseur; dans le même geste, il se *l'approprie* comme *pouvoir* de création. La création dans le sens à la fois culturel et biologique, advient dans *le mélange*, d'où le désir de se l'approprier, et la nécessité de contrôler les femmes qui en sont *le modèle*. Les villes sont le lieu de naissance de la culture et la culture est nécessairement mélange puisqu'elle *présuppose* la culture et ne peut jamais naître de la table rase. Pourtant, le nationaliste radical, paradoxalement, suicidairement, réclame une culture de la table rase. L'agresseur Yougoslave dans cette guerre insensée et auto-destructrice, construit un "Nous" national rigoureusement mâle, sexiste, raciste; mâle jusqu'à l'exclusion de quoi que ce soit et de quiconque d'Autre : image de guerrier à la manière de Rambo au sein d'une fraternité rude, sexuellement puissante et raciste (chants militaires racistes non seulement contre l'ennemi national, mais aussi contre les membres non-européens des forces de maintien de la paix de l'ONU, appelés singes). La ville n'est pas le lieu de naissance de ce nouveau "héros"; au mieux, il vient des banlieues tristes du socialisme, et n'a jamais connu la vie urbaine sophistiquée, féminisée. La vie urbaine est symboliquement perçue comme une vie d'émasculés parce qu'elle est tenue pour facile et confortable comparée à la rude vie de la campagne. Le nouveau héros hait la ville parce qu'il l'envie. Il a été élevé selon la parole héroïque traditionnelle, "ne sois pas une femme", c'est-à-dire, "ne sois pas un lâche". Il veut détruire ce lieu qu'il ne comprend pas et qui ne l'a jamais accepté, en affirmant son propre auto-engendrement et son rêve autiste. En ce sens, ces guerres sont symboliquement anti-féminines. Et, de multiples façons, elles sont concrètement anti-féminines. Cela ne doit pas nous amener à conclure que les femmes en sont les seules victimes : toute la population est victime, sans distinction de sexe, sans distinction de nation. En tant que victimes réelles (elles le sont plus que souvent) et pas seulement symboliques les femmes sont l'objet de modes spécifiques de mauvais

traitement, d'atrocités, de viols, etc. Le viol est pour le violeur un mode de réappropriation de ce mélange-comme-pouvoir qui est le propre des femmes. C'est un fait que dans la(les) guerre(s) actuelle(s) des Balkans, comme en bien d'autres, les femmes exercent incomparablement moins de violence, manifestent davantage de compassion, de désir d'aider et comprendre l'autre côté. Pratiquement, elles organisent ce qui est possible de résistance à la violence étatique, et ce qu'elles peuvent d'aide humanitaire.

Considérons maintenant plus précisément le rôle des modèles binaires dans le nationalisme et la guerre. Je ne suis pas la seule à considérer que dans le mode de penser binaire deux choses mutuellement liées sont particulièrement manifestes. Le mode de penser binaire cache d'abord, derrière une symétrie de principe apparente, une structure asymétrique. En fait, l'un des termes de la symétrie est subordonné, et l'autre domine; entre eux n'existe pas de véritable parallélisme. Le terme subordonné est ensuite automatiquement pensé comme féminin et imparfait, et le terme dominant comme masculin et parfait. Cette représentation *précède* la réflexion, elle appartient à la pensée occidentale elle-même, va de soi sauf à interroger spécifiquement l'inconscient. Le mode de penser binaire a été entretenu, nourri, développé par notre tradition intellectuelle au point d'en faire partie. Le modèle binaire se matérialise aussi dans les oppositions nationalistes et dans les guerres.

Dans une étude remarquable, Barbara Freeman cite Elaine Scarry :

"La guerre est une confrontation dans laquelle les participants se partagent en deux camps, et engagent une action qui finalement permettra de désigner l'un des camps comme vainqueur et l'autre comme vaincu. ... Lorsqu'ils acceptent de rentrer en guerre, les participants acceptent d'entrer dans un rapport de dualité auto-destructible (,) ... une dualité formelle qui, dans la puissance-même de son implacable affirmation de la dualité, trouve le moyen de son auto-élimination et remplacement par les conditions de la singularité. Un premier moment majeur est ici, lors de l'entrée en guerre, la transition entre la situation de multiplicité et la situation de binarité; un second est, lorsque la guerre se termine, la transition entre la situation de binarité et la situation d'unicité."¹

La différence de sexe/genre² est asymétrique de multiples façons, en particulier dans la façon dont elle fonctionne dans l'ordre symbolique

¹ Elaine Scarry, *The Body in Pain. The Making and Unmaking of the World*. Oxford : New York, 1985, cité par Barbara Freeman, "Epitaphs and Epigraphs : 'The End(s) of Man'", *Arms and the Woman*, op. cit., p. 305.

² La différence de sexe/genre utilisée et utilisable dans les pays de langue anglaise, est très utiles sous maints aspects, mais, par ailleurs, elle peut être,

et la représentation. Que les hommes et les femmes aient des généalogies différentes est une chose importante : naissant d'une mère, les filles naissent du même sexe, les garçons de l'autre sexe. Une grande part des enseignements de la psychanalyse dérive de la considération de ce fait simple, de cette évidence première et fondamentale de l'asymétrie à la fois biologique et sociale. La chose qui nous importe ici est l'identification, dans le nationalisme, avec la figure du père (le Père de la Nation), qui, en termes psychologiques, représente une régression (identification au parent, à l'origine). Cette identification régressive à une instance "supérieure", "ainée" (et la division qui en résulte de la figure du père en une figure positive et une figure négative), signifie cependant, pour les hommes, le refuge dans le même sexe, et, pour les femmes, dans l'autre sexe. Dans les deux cas (hommes et femmes peuvent devenir nationalistes), c'est au travers de cette identification que se forme une "communauté" (et non une "société"); elle se crée par opposition à l'autre communauté, celle du voisin, à l'intérieur d'une relation binaire et, pour les femmes, duplice (*double-bind*). La relation est duplice pour les femmes parce qu'elles font allégeance au groupe, et que l'intérêt national peut s'opposer à leur intérêt de femmes, ou parce que s'identifiant au père, elles s'identifient au différent, étant ainsi également fidèles et infidèles au symbole du père et à *leur représentation propre d'elles-mêmes*. Les femmes incorporent la contradiction à la fois physiquement et socialement; c'est au travers (ou au prix) de l'intérêt d'un individu (femme) que l'intérêt de l'ensemble de *l'espèce* est atteint, puisque ce sont les femmes qui portent les enfants.

La division de la figure du père signifie que "leur" leader (celui de l'autre groupe ethnique) est le "mauvais père", et le "notre", le "bon". Ces groupes qui se constituent par identification à un plus grand personnage, se donnent, tout à fait comme dans une religion, une "plus grande" autorité. Chaque individu lui sacrifie son identité personnelle, comme s'il était soumis à un puissant sur-moi. Les groupes qui se constituent ainsi s'appelleront rapidement des nationalités et se voudront Etat-nation pour recevoir de l'extérieur le squelette dont leur structure interne manque (Theweleit). Ce qui fait réellement leur identité est la violence exercée contre les autres. La différence remarquable est encore ici celle qui dans l'identification à la figure du père, sépare

elle est un fardeau théorique et une construction dogmatique. En de nombreuses circonstances, elle est difficilement tenable; elle conduit à ce qui s'appelle (dans les pays anglo-saxons encore) "l'essentialisme", plutôt qu'à la reconnaissance que nous ne savons pas et qu'il importe peu de savoir où se situe exactement la distinction entre nature et culture. En même temps, la distinction sexe/genre relève clairement des outils conceptuels, et non du sujet lui-même dont nous parlons. Le débat me paraît sans intérêt, c'est un faux débat.

hommes et femmes. L'identification signifie pour les hommes l'exclusion de l'Autre, puisqu'ils s'identifient au Même; pour les femmes, elle implique un paradoxe, puisqu'elles ont à s'identifier au *différent*; le nationalisme pour les femmes ne signifie pas exclusion de l'autre (sexe), mais coexistence avec lui, puisque l'identification avec la figure du père signifie elle-même mélange, inclusion, et se représente symboliquement comme "inceste" accepté et autorisé (Mussolini ou Hitler représentaient, pour les femmes, l'amant idéal et inatteignable, et, en même temps, le père; sans que l'inceste et la contradiction conceptuelle posent une difficulté apparente; tout à fait comme il en est avec Dieu). Par opposition, pour les hommes (les soldats par excellence), la fidélité à la figure du père se maintient dans son principe, se réalise dans la "pureté", se représente symboliquement comme homosexualité acceptée et acceptable, ce qui n'empêche pas pour autant les hommes d'avoir des relations sexuelles avec des femmes. Les femmes sont alors méprisées, la relation avec elles dévalorisée, comme dans la tradition socratique et platonique telle qu'elle est lue par les féministes et par Foucault. Au surplus, pour les femmes, le nationalisme ne signifie pas l'engendrement (symbolique) par le Même, puisqu'il est identification avec la figure du père et non de la mère. Il signifie pour elles un engendrement *symbolique* dans/avec l'Autre. Au plan symbolique et souvent aussi pratique, le nationalisme des femmes est moins féroce et moins meurtrier, ce qui ne signifie pas qu'il est moins solidaire du nationalisme dans son ensemble. Je pose à la fois que la violence est essentielle aux tendances principales du nationalisme radical (mâle), et que la *socialisation* des femmes les rend moins violentes. De plus, les différents investissements symboliques des femmes dans le nationalisme, les rendent moins disposées à utiliser la violence pour le défendre. La réappropriation de son origine par le nationaliste mâle, est nécessairement une revendication qui se situe à *la fois* aux plans symboliques "national" et "sexuel", puisqu'"origine" signifie naissance, et que l'idéal nationaliste prend forme dans la prétention à une origine ou "naissance de la nation", "très ancienne", "pure". Les femmes ou l'engendrement par les femmes, pour le nationaliste mâle, ne peuvent garantir une origine "pure" puisque les femmes représentent symboliquement le mélange. Cela expliquerait aussi l'exclusion de l'Autre dans la culture (c'est-à-dire dans la tradition); les nationalistes ont besoin de mythes fondateurs, et ces mythes habituellement ont à dire sur "la naissance de la nation", et sur "notre" culture, plus ancienne, meilleure, "mâle", "héroïque". La dimension sexuelle permet (et structure) une forme très importante de la pensée (et de la domination politique!), et aussi l'un des mécanismes de la construction symbolique du pouvoir : le groupe dominant détient le pouvoir de *représentation*. Dieu le père ou le Père de la Nation (ou le leader politique, etc.) est représenté par le Fils, par l'Homme, son véritable envoyé et sa véritable image. De même, la représentation

politique (au Parlement, dans la vie publique) est appropriée par le groupe qui répond à (mieux, produit) cette norme (l'homme, blanc et puissant); et tous ceux qui appartiennent à des groupes différents sont faussement ou mal représentés, ou ne sont pas représentables, et, s'ils sont représentés, apparaissent comme des exceptions confirmant la règle. Mais cette déformation de la représentation n'est pas ouvertement reconnue. Dans le système représentatif, les hommes (la norme) représentent à la fois les hommes (le Même) et les femmes (l'Autre). Manifestement ils ne sont pas en mesure de représenter les spécificités du différent. Entre le représentant et le représenté et entre l'homme et la femme il y a la même dissymétrie. Le premier terme est "plus fort" que le second (grammaticalement aussi) parce qu'il apparaît des deux côtés d'une équation, et, aussi, à un niveau plus élevé de totalisation, comme dans le français (le terme symboliquement le plus fort apparaît aux deux niveaux, et donc *deux fois*) :

$$\begin{array}{c} \text{homme} \\ = \\ \text{homme et femme} \end{array}$$

Les femmes apparaissent dans la représentation comme *l'objet*, comme ce qui est représenté (le signifié) par le représentant (le signifiant). Elles sont reléguées dans une position *muette*, puisque quelqu'un parle à leur place. Leur situation est politiquement déroutante. Il est certainement mieux d'être représenté par l'Autre que de ne pas être représenté du tout (ce qui est l'alternative réelle), mais il serait encore mieux de se *présenter soi-même*. Le système de la représentation peut soit se retourner contre, soit être favorable aux femmes (ou à tout autre groupe social plus faible), selon celui qui joue le rôle de représentant et selon sa façon de jouer ce rôle. Pour les femmes, la représentation signifie aussi, toujours (et *a priori*), être co-représentées en dissymétrie, et donc l'inclusion plus que l'exclusion.

Principe fondamental du nationalisme (mâle), l'exclusion de l'Autre signifie clairement la négation de l'origine dans et avec l'autre/les autres. Revendication de pureté et monisme à la fois national et sexuel. La raison nationale est toujours articulée comme raison sexuelle ("notre" nation est "héroïque", "loyale", "morale", "mâle", l'autre nation est "châtrée", "lâche", "féminine", "malhonnête". Dans la pensée binaire, l'un des termes opposés se représente régulièrement comme féminin, l'autre comme masculin, et le "féminin" se représente comme *négatif* depuis les Pythagoriciens, comme on le sait par Aristote dans *L'éthique de Nicomaque*. Différents systèmes d'oppositions binaires existent qui ne sont pas en tout semblables; mais ils sont essentiellement *sexués*, et ont été repris par toute l'histoire de la pensée occidentale en tant que telle. Les oppositions sont sexuées même lorsqu'elles ne mentionnent pas explicitement la différence sexuelle (comme dans bon-mauvais,

droite-gauche, carré-rectangle, etc.). Bien que le sexuel puisse apparaître instrumental pour le national, il n'en fonde et *structure* pas moins l'idée de pureté nationale qui, en dernière analyse, apparaît sexuelle. Cette revendication est aussi suicidaire par son autisme total, parce que la vie procède nécessairement dans et avec l'autre. La purification du monde ou, simplement, de ce qui nous entoure, menace dangereusement notre existence et notre sécurité, et aussi la possibilité même de renouveau.

Telle est la position officielle dans laquelle la Serbie s'est placée au cours des guerres actuelles des Balkans (comme celle de Bosnie-Herzégovine); étrange, morbide célébration de la mort, ignorant que la mort de l'Autre tôt ou tard promet notre mort, puisque nous naissons nécessairement de l'Autre - l'autre sexe, l'autre personne, et en conséquence l'autre culture aussi. "Naître de l'Autre" peut aussi être compris au sens symbolique et pas simplement biologique : le mélange est culturellement ou naturellement fructueux et non le solipsisme moniste. Pour obtenir quelque chose de neuf, d'un élément nouveau, nous avons besoin d'une rencontre, du mélange des éléments qui existent.

Bien entendu, les raisons philosophiques de l'identification de la nation avec une figure mâle sont plus profondes encore et parfaitement connues : dans notre ordre symbolique, seul le masculin est universalisable, jamais le féminin (l'universalisation étant, comme la représentation, une autre forme de la pensée qui entretient un rapport direct avec le pouvoir, puisque la pensée, est parmi d'autres, un moyen de soumettre le monde). C'est pourquoi, il n'y a pas de figure divine féminine comparable à celle de Dieu le père, aucune qui serait *à la fois universelle (et censée sexuellement neutre) et, en même temps, modelée sur le seul sexe féminin*. La même chose s'applique à la figure du prétendu leader national.

L'orientation suicidaire n'est pas volontaire ou ouvertement consciente; elle résulte de la tentative folle *de s'engendrer soi-même, de soi-même, de ne devoir rien à personne*. Elle est en fait une tentative de contrôler l'engendrement et de le prendre en charge totalement. Comme ce ne peut l'être physiquement, ce sera symboliquement.¹

Que la Nation (en réalité l'Etat) soit fréquemment identifiée à une figure féminine, n'est pas un mystère; souvent les figures féminines *incarnent et manifestent* symboliquement l'idéal, il en est ainsi de la Mère patrie et, dans les anciennes religions, de la déesse locale. Mais que la femme "incarne" des idées pour les justifier, ne signifie pas que ce qui est incarné, le principe ou le mécanisme représenté est féminin. Il faut distinguer entre le porteur d'un idéal et l'idéal porté. L'incarnation féminine de grands idéaux comme "Liberté", "Nation", "Sagesse",

¹ Pour une élaboration philosophique sur ce sujet, voir Peter Sloterdijk, *Eurotaöismus. Zur Kritik der politischen Kinetik* Frankfurt a/M, Suhrkamp, 1989.

"Mère Patrie", "Pureté", etc. sert fréquemment de prétexte pour éliminer concrètement les femmes de ce qui est en cause, c'est vrai tant des mythologies traditionnelles que de la politique contemporaine. Les prétendues figures "féminines" de ces grands idées mâles n'ont rien à voir avec quoi que ce soit de féminin dans l'expérience de la vie quotidienne. Ces principes "féminins" fonctionnent, dans une relation de pouvoir et de domination, au profit d'une structure qui, finalement, n'est autre que la globalisation du rôle socialement "fort". Au surplus, que Thatcher ou Major gouvernent, nous voyons bien qu'il s'agit de la même structure; dans les deux cas, le mécanisme est celui d'un lignage "mâle" qui transmet ensemble nom et pouvoir à l'intérieur d'une "origine semblable", où l'Autre (le lignage féminin) garantit la continuité de la discontinuité masculine.

Il ne faut trop accorder à la croyance, quelquefois reprise par des féministes, que la nationalité (la nation) qui est agressée "est la femme". On l'a dit de la Croatie; selon cette croyance, "la Croatie est violée; elle est donc femme". La Croatie, comme tout autre Etat ou nation, peut être symboliquement représentée (dans le système symbolique patriarcal que nous partageons tous) comme femme. Je l'ai dit, les grandes idées sont organisées de telle sorte qu'une figure féminine "incarne" symboliquement *une activité ou un idéal mâle*. Elles n'incarnent pas une expérience féminine mais une *expérience mâle*. On a trop tendance à identifier la femme à la victime. Le couple victime-agresseur est bien une opposition binaire, et, comme tout autre, il est dans une certaine mesure *symboliquement "sexué"*; toutes les oppositions binaires cependant ne fonctionnent pas symboliquement de la même façon. "La guerre des sexes" ne semble en effet pas fonctionner de la même façon que la guerre nationaliste. Tout d'abord, nous l'avons vu, *pour les hommes (ils s'identifient au Même en s'identifiant au Père de la Nation)* l'origine dans et avec l'Autre doit être rejetée, ce qui n'est pas le cas pour les femmes. De même, alors que le premier objet d'amour (la mère) est pour les femmes le Même, les femmes ont été socialement très encouragées à s'ouvrir à l'Autre - et y sont prédisposées par leurs fonctions corporelles. Les hommes s'ils choisissent le nationalisme, la violence et la guerre, connaissent un procès somme toute inverse; leur premier objet d'amour est l'Autre (la mère), ils doivent apprendre à se défaire de cet amour au profit de l'exclusion de tout ce qui est différent. Ce sera aussi le cas dans la révolte contre l'ordre social. C'est ici qu'apparaît le rôle de la "fraternité" : sa première fonction est d'éliminer "les sœurs", et *d'abord les sœurs de même nationalité*. Le premier ennemi de la fraternité se situe dans le groupe, c'est l'Autre intérieur, la femme symbolique en eux mêmes ou le principe féminin.¹ Aussi les femmes du groupe national lui-même seront-elles opprimées (le nationalisme opprime les femmes), en même temps que le principe féminin au plan symbolique, et la dimension

¹ Klaus Theweleit, *Männerphantasien*, Frankfurt-Basel, Roter Stern, 1981.

féminine dans les hommes seront supprimés. C'est pourquoi l'image de la nation agressée comme "femme" et comme agressée par une nation voisine (mâle) est fausse, bien que le viol soit un fait de guerre habituel. La guerre des sexes est bien là, mais c'est une guerre qui se déroule à l'intérieur d'une nation(alité) et non d'abord entre deux groupes nationaux (bien que celle-ci soit particulièrement visible dans les atrocités de la guerre); et, d'ordinaire, la guerre des sexes est une guerre dans la guerre, mais non une guerre parallèle où chaque segment de la guerre nationale trouverait son correspondant dans la guerre des sexes. Elle se complique parce que les femmes sont complices à tous les niveaux, à la fois du côté visible et du côté invisible de la guerre, qu'elles y collaborent ou pas. L'ensemble du système, la machine militaire, est une organisation fort vaste et compréhensive. Elle est mise en marche longtemps avant que les belligérants en viennent aux armes.

La confusion à propos du sujet (ou de l'identité) est cependant générale, et n'est pas propre aux femmes. Tous nous appartenons en même temps à différentes sortes de "Nous" qui ont rapport aux dimensions diverses de la vie. Il semble aussi qu'il y ait un appauvrissement assez répandu, mondial du souci pour les choses d'intérêt commun et général, et pour les valeurs vraiment universelles : intérêts commun et valeurs universelles sont détournés par les intérêt privés dominants. Le nationalisme paraît (en cette fin du XXe siècle) plus répandu, de même que les revendications ethniques parcellaires. En même temps, si l'on se fie aux efforts lents et difficiles de l'Europe et des Nations Unies, une sorte de gouvernement international est en voie de constitution. Le monde, au moment de l'effondrement du socialisme, devient unipolaire (Nord-Occidental); à cette unipolarisation, la fragmentation nationale, ethnique, religieuse résiste avec acharnement (et inconsciemment). Le problème de la fragmentation est qu'elle ne connaît pas de limite. Le principe de l'auto-détermination doit, de façon urgente, être reconsidéré par la communauté internationale (mais, hélas, qui est ici le sujet, qui doit le faire?) en prenant en compte la viabilité des nouvelles nations aux plans économique, culturel, régional. Où se situe l'équilibre entre l'Etat-nation qui exprime trop souvent la domination d'un groupe ethnique qui domine économiquement ou autrement, et la pulsion suicidaire du nationalisme de groupes plus petits, prétendant à l'indépendance nationale? Yoshikazu Sakamoto décrit ainsi la situation présente :

"L'époque d'après la guerre froide me paraît être 'un désordre ordonné'. Une combinaison paradoxale de stabilisation de l'organisation générale et de désordre dans le contenu même de ce nouvel ordre. Globalement, le monde est devenu plus homogène (homogénéisation militaire, extension de l'économie de marché capitaliste à pratiquement l'ensemble du monde, diffusion universelle

du nationalisme, généralisation de la démocratie). Et cependant les nouveaux conflits se sont multipliés."¹

Le problème peut aussi être posé au sein du langage lui-même; à qui les femmes se réfèrent-elles lorsqu'elles disent "Je/Nous"? Quand en fait *nous* disons "Nous"?² La recherche poursuivie par Luce Irigaray au cours des dernières années, sur la syntaxe en particulier, montre que généralement les femmes ne se placent pas au centre de l'espace qu'elles ouvrent par leur parole. Elles posent davantage des questions qu'elles n'énoncent des affirmations. Leur sujet est hésitant, ouvert à l'interaction avec l'Autre, orienté vers l'Autre, et en attente de lui. Cet Autre est en effet surtout pour elles un "Il". Quant au sujet masculin, il est volontiers dominant, n'attend pas l'échange, se place au centre de la scène, et il s'adresse davantage à un autre homme. Une réflexion récente de Pierre Achard donne quelque idée sur la question lorsqu'il parle du "Nous étendu"; ce genre de "Nous" intervient lorsque le locuteur inclut non-explicitement le destinataire dans le "Nous" qu'il utilise. Dans un énoncé local, le locuteur détient une position de pouvoir; c'est la situation habituelle du "Nous" étatique. Pierre Achard écrit :

"Ainsi, la notion de nation apparaît lorsque se rencontre quelque difficulté entre la politique pratique et ceux qu'elle concerne. Par exemple, lorsqu'un "Nous" étendu considère qu'il mérite son propre Etat, différent de celui dans lequel il se trouve. Ou, pour prendre un cas fréquent dans les 'nouveaux' Etats post-coloniaux, lorsque l'Etat ne peut compter sur un "Nous" étendu antérieur et doit en bâtir un de quelque façon au travers de ce que l'on nomme développement. (...) En conséquence, les Etats modernes sont à la fois considérés comme légitimes (en dépit de multiples différences dans leurs institutions propres) pour autant qu'ils parlent au nom d'un groupe humain de citoyens, et leur pouvoir doit s'exercer sur un territoire. Ainsi, au travers de l'Etat, se produit un phénomène d'appropriation du territoire par des groupes humains."³

La chose à nouveau intéressante ici est la position quelque peu différente des femmes. Bien qu'elles soient en général, abstraitement, destinataires du "Nous" étendu étatique et national, pourtant la grammaire, la structure de l'énonciation et la syntaxe montrent qu'elles n'appartiennent pas au modèle dominant du sujet-locuteur. Au mieux,

¹ "Un entretien avec Yoshikazu Sakamoto", *Le Monde*, 2 décembre 1992.

² Voir les travaux récents de Luce Irigaray, à propos du sujet féminin, par exemple, *Sexes et genres à travers les langues*, Paris, Grasset, 1991, et, *Je, tu, nous*, Paris, Grasset, 1990.

³ "Discours and Social Praxis as Building up Nation and State", *Discourse and Society*, 1, V, 1993.

elles peuvent confirmer les hommes dans cette position. Les formes masculines sont considérées comme (sexuellement) neutres; des expressions abstraites et neutres expriment en réalité des contenus masculins. Cela a été largement discuté et est bien connu. Dans le cas du "Nous" étendu utilisé par un locuteur officiel pour inclure non seulement les hommes mais aussi les femmes, manifestement *les uns et les autres ne sont pas inclus de la même façon*. Les femmes sont incluses plutôt formellement et d'une façon paradoxale qui ne rencontre jamais leur spécificité (elles sont ainsi considérées comme exceptions), tandis que les hommes sont inclus *de facto*, en raison de leur véritable image prise comme *le* modèle (dans l'exemple que j'ai donné, les femmes et les hommes ne peuvent manifestement s'identifier tout à fait de la même façon à Dieu le Père ou au Père de la Nation). Dans un discours concret, "Nous" peut bien entendu dénoter un simple groupe circonstanciel, ouvert ou fermé. Tout "Nous" n'est pas nécessairement un "Nous" national, et nous appartenons tous en même temps à différents groupes (voisins, gauchers, végétariens, hispanisants, camarades de classe, sagittaires, moins de trente ans, presbytériens, brillants, un peu paresseux, amoureux des chats, membres d'une famille, ou d'un club de natation). Mais, en temps de crise, une identité émerge comme identité nationale, ressentie comme "Nous". *Les femmes ne lui appartiennent jamais qu'imparfaitement*, et, en même temps, lui appartiennent selon des modes spécifiques (et non généraux) : comme mères de soldats (inconnus), infirmières par exemple, ou, si elles "appartiennent" à l'ennemi, comme putains seulement bonnes à être violées (et le désirant). Il est donc tout à fait naturel que le langage fasse cette différence. La femme est l'incarnation de la Nation, ou la Nation est féminine *précisément* parce que les femmes ne lui appartiennent pas vraiment, mais seulement de façon oblique. C'est pourquoi, les hommes (sous le masque de la neutralité et de l'universalité) sont les principaux agents du nationalisme; l'incorporation des femmes dans la nation est toujours subordonnée. C'est aussi pourquoi, dans la perspective de la politique et de la pensée traditionnelle, "Nous, Femmes" ne peut être un projet politique crédible; dans l'ordre symbolique (patriarcal) qui nous est donné, "Nous, Femmes" ne peut être universel, applicable comme *neutre* à la fois aux hommes et aux femmes, de telle sorte qu'un homme puisse dire "Je suis une femme comme un(e) autre".

Paris - New York
Décembre 1992 - janvier 1993

UNE GUERRE DE MÂLES À L'EXTRÊME

Helke SANDER*

Taz : Viol, prostitution forcée, expulsion; la guerre se transforme toujours en une guerre contre les femmes. Comment voyez-vous cela en ce qui concerne la Yougoslavie?

Helke Sander : Cela joue un grand rôle, même si ce n'est pas au niveau du conscient. Pour diverses raisons, je ressens la guerre yougoslave comme une guerre de mâles à l'extrême. Il n'est pas simple de le prouver, mais c'est en même temps si net, que le Gouvernement fédéral (d'Allemagne, ndlt) ferait bien de s'intéresser à cet aspect plutôt que d'envoyer des bateaux en Adriatique.

Taz : D'où vous vient ce sentiment?

H.S. : Les femmes ne sont pas organisées, on ne leur demande pas leur avis, elles ne s'expriment pas idéologiquement et ne sont pas représentées politiquement.

Taz : Cela signifie qu'elles facilitent la tâche des hommes?

H.S. : Non, c'est clairement une question de rôles, même si les femmes de la Yougoslavie socialiste étaient formellement égales en droits. Seulement, comme partout, elles n'étaient pas représentées là où il y avait quelque chose à dire. C'est pourquoi il faut le constater

* Helke Sander est écrivain et réalisatrice. Son dernier film, *Libérateurs et libérés. Guerre, viols et enfants*, traite des femmes violées au cours de la Seconde guerre mondiale. Elle a enquêté sur les femmes yougoslaves réfugiées dans des camps hongrois et autrichiens. L'entretien a paru dans *Tageszeitung* du 6 août 1992, il est mené par Bascha Mika (*Taz*). Au moment de l'entretien, Helke Sander préparait un article pour *Spiegel-TV*. Le texte est traduit de l'allemand par Jacqueline Georges

nettement : tout ce qui se passe est préparé, négocié et exécuté par des hommes. Les femmes sont les victimes classiques. Même si elles veulent autre chose, elles ne peuvent pas l'imposer.

Taz : L'appréciation de la guerre serait donc très différente selon les sexes?

H.S. : Oui. J'ai très fortement l'impression que beaucoup, beaucoup plus de femmes que d'hommes tiennent les chefs nationalistes pour responsables de cette folie, qu'elles y voient plutôt quelque chose qui serait produit artificiellement, mais qu'elles se sentent impuissantes parce qu'elles ne peuvent rien faire pour l'empêcher. Plus que les hommes, elles se disent prêtes à tenter la réconciliation.

Taz : Mais pourtant, les femmes collaborent aussi. Elles soutiennent les "Pères suprêmes", Milosevic et Tudjman. Même le mouvement des mères en Croatie avait à l'esprit plus les fils que la paix.

H.S. : L'étonnant chez ces mères, c'est qu'elles ont, certes, encouragé les jeunes gens à quitter l'Armée fédérale, mais que souvent, elles ne les ont pas empêchés d'entrer dans l'armée croate. Pendant des semaines, ces femmes ont été porteuses d'un mouvement fort et chargé d'émotions. Elles s'étaient rassemblées par milliers la nuit, sans avoir fait quoi que ce soit de politique auparavant! Qu'elles aient pu être vite manipulées, on l'imagine sans peine.

Taz : Dans votre dernier film, vous avez montré des femmes qui avaient été violées pendant la Seconde guerre mondiale. Le rapport entre la violence, l'avilissement et le plaisir apparaît-il surtout lors d'une guerre?

H.S. : Marilyn French écrit dans son livre *La guerre contre les femmes* que le sexisme, la violence et le nationalisme ont les mêmes racines.

Taz : La guerre comme instrument de libération des pulsions?

H.S. : En Yougoslavie, il semble qu'on puisse dire que tout est permis. On parque les gens dans des camps ou on les massacre. Pour les femmes, c'est différent. Il y en a aussi un très grand nombre que l'on viole d'abord et tue aussitôt après. Cette brutalité est invraisemblable. De plus, on ne peut même pas parler en Bosnie de structures militaires : ce qui déferle là, ce sont des bandes de mercenaires qui pillent, de la canaille déclassée.

Taz : Croyez-vous donc qu'une armée régulière serait meilleure?

H.S. : Cela dépend de l'armée. Une armée qui perd son sang-froid est capable de tout autre chose encore. Il y a un mot qu'on utilise maintenant toujours en ce qui concerne la Bosnie : abattre. Quand 15 rôdeurs bien armés entrent dans un village, ils peuvent le raser; ensuite, ils se rendent au prochain. On ne peut imaginer jusqu'où vont ces agressions. Rien ne peut plus arrêter ces gens. Tout cela est comme un tourbillon de démente. En outre, ils sont, bien sûr, dans une large mesure sous l'effet de la drogue et de l'alcool. La violence n'est pas seulement tournée contre les femmes, mais toujours aussi contre elles et les enfants.

Taz : Les féministes disent que conquérir les femmes, c'est comme conquérir un territoire étranger et inversement.

H.S. : Cet aspect sexuel joue un très grand rôle. Mais je ne crois pas que l'on puisse consciemment le séparer de toutes les autres atrocités. Les gens sont tous expulsés ou massacrés ou envoyés dans des camps. Et les femmes sont, de surcroît, encore exploitées sexuellement. Le bruit court que les femmes sont engrossées pour enfanter de petits *tschetniks* et non plus des musulmans. C'est l'image classique de la femme comme récipient.

Taz : Mais elle fait aussi fonction de proie, de récompense. Il faut bien promettre quelque chose à des jeunes hommes quand des hommes âgés les envoient à la mort.

H.S. : Je pense qu'une guerre ne peut se tramer que lorsqu'un nombre incroyable de normes sont déjà abolies. La relation avec les femmes en fait partie. Une guerre dont les motivations sont si nationalistes est une affaire absolue d'hommes. Les femmes sont, certes, elles aussi nationalistes en Yougoslavie, mais d'après mes enquêtes, elles le sont beaucoup, beaucoup moins. Et elles étaient absentes notamment lors de la préparation idéologique. Celui qui consent à cette idéologie cesse de penser, il est prêt à tout justifier au nom de quelque chose de soi-disant supérieur, à renoncer à sa dignité humaine. Pourquoi cela se produit-il plus rapidement chez les hommes ? Je ne le sais pas.

Taz : N'existe-t-il pas des structures militaires qui ont cet effet ? La désindividualisation qui a pour objet de fabriquer des pièces pour la machine de guerre, la "machine de mégavirilité" comme dit Albrecht Heide, cette scientifique spécialiste de la paix ?

H.S. : Je ne qualifie pas de viril ce qui se passe là. J'ai vu sur les photos tant de têtes fendues et de mutilations les plus terribles. Qu'importe qui est là, mutilé. Tout le monde est concerné. Là, on coupe aussi le pénis des petits garçons. C'est une brutalité qui ne connaît pas de limites et qui se dirige alors, de nouveau, particulièrement contre les femmes. Je ne parlerais pas de virilité.

Taz : Je veux dire un délire mâle. Le langage du sang et du sol de cette guerre est plein d'images à la fois d'une *virilité* brutale, de fantaisies *viriles* et de sexualité.

H.S. : C'est vrai. C'est pourquoi j'en reviens toujours à la politique officielle. Le moment est maintenant venu où tous ces Ministres des affaires étrangères et de la défense doivent s'occuper de ce problème et non de l'action en Adriatique. A la fin des années 70 déjà, on réclamait au sein de l'ONU un état-major de crise pour définir les rôles des sexes en temps de guerre. Ce qui me laisse sans voix, c'est que je ne peux tout simplement pas m'expliquer pourquoi on en arrive toujours à ce que tant de personnes y prennent part, bien qu'il y ait évidemment aussi des hommes de toutes les ethnies qui désertent.

Taz : Ce serait une solution ?

H.S. : Ce serait merveilleux si tous désertaient au lieu de chercher à protéger leur village. Alors, il resterait peut-être une chance que tout ne soit pas détruit. Et une fois que les Serbes se seront établis dans ces villages, on devra tenter de résoudre politiquement le problème. Mais il faut avant toute chose mettre fin à cette boucherie. On ne peut pourtant pas parler de réparations. Même quand la guerre sera finie, rien ne sera résolu.

EX-CITOYENNES DANS L'EX-YUGOSLAVIE

Zarana PAPIC

Il est très difficile, peut-être pervers d'écrire maintenant à *propos* de la guerre, de la situation tragique de l'ex-Yougoslavie (et de son lugubre "futur", s'il en est)¹. La "perversité" de la situation réside tout simplement en ceci que j'écris dans une position suffisamment sûre et civilisée qui me permet quand même d'écrire; ce qui signifie de l'électricité, une maison avec un toit intact, des fenêtres avec des vitres, des pièces chauffées avec un mobilier, et, avant tout, une nourriture encore aisée à se procurer sans passer des heures à faire la queue. Je suis en ce moment du "bon" côté, celui de l'agresseur. Mais deux raisons me donnent le droit d'écrire en ce moment, à propos de cette guerre monstrueuse et destructrice. L'une est très personnelle. Je suis née à Sarajevo, ville morte maintenant, en cendres. Ma famille, de son côté, est encore à Mostar et en d'autres lieux d'Herzégovine. En dehors de mes craintes et de tout ce qui est arrivé à mes parents, je ne suis nullement indifférente aux destructions qui ont frappé cette région. Parce que j'ai eu la chance de vivre et de faire l'expérience de la richesse du *mode de vie* multi-ethnique, multi-culturel, multi-national qui existait concrètement en Bosnie-Herzégovine. Avant cette guerre lunaire, la Bosnie-Herzégovine de multiples façons avait (faut-il vraiment employer

¹ Dans une version un peu différente, ce papier a été présenté au Sixième symposium de l'Association internationale des femmes philosophes : "Les femmes philosophes en Europe. Un futur sans discriminations?", Amsterdam, 22-25 avril 1992.

le passé?) *une identité et une mentalité spécifique* que l'on ne rencontrait nulle part ailleurs en Yougoslavie. Les responsables du meurtre sadique de milliers de gens innocents, sont aussi responsables du meurtre, de la destruction, de l'effacement, de l'annihilation de cette *identité si rare, tolérante, culturellement mélangée*.

La seconde raison est aussi très concrète. Elle concerne la situation en Serbie (soit le tiers de la Yougoslavie) dans laquelle, les choses se détériorent rapidement. Le prochain hiver sans chauffage, sans électricité, avec la pénurie de biens alimentaires, promet une sérieuse agitation sociale. Le pire est d'ailleurs possible, la guerre civile "fraternelle", entre les "mauvais" (démocrates) et les "bons" (nationalistes) serbes. Une telle éventuelle catastrophe aurait pour conséquence davantage de meurtres, de destructions de villes, de villages et autres *paysages humains*. La ville de Belgrade et ses habitants peuvent ainsi être détruits plus encore que Sarajevo. Ou "disparaître" comme Sarajevo et d'autres villes. En dépit de tout cela, ou, plus précisément, *à cause* de tout cela, il est important *de laisser une trace*, de noter, de témoigner, d'essayer de se représenter et de comprendre ce qui est réellement en train de se passer. C'est pourquoi, je tenterai d'écrire un papier "raisonnable" qui puisse conduire à comprendre quelque peu les causes de cette guerre inhumaine et particulièrement cruelle.

En raison de sa composition multi-ethnique, la post-ex-Yougoslavie a connu un extraordinaire *développement des nationalismes*, l'éclatement et la division selon les frontières des républiques et des nations. Rapidement, les effets de cette pluralisation sont en fait devenus non-pluralistes. Malgré bien des *différences de surface* entre les nouveaux Etats, cette dimension non-pluraliste est leur *confession commune*. Bien davantage, la propagande de guerre par les médias se développe indéfiniment, dans laquelle chaque Etat et chaque république produit sa "réalité", sa *vérité travestie et instrumentale*. Dans un pays tel que celui-ci, où voyager n'est plus possible, sans parler de la sécurité physique, de la sécurité de résidence à son propre domicile, nous sommes soumis à une seule version des événements (parce que les autres sont censurées), "la nôtre", défigurée, manipulée, "éditée" dans un but précis, adaptée sans vergogne, qui ne fait qu'aggraver la situation, élargir le fossé et prolonger la guerre.

La manipulation télévisuelle est plus prégnante que jamais, parce que "les gens" ne peuvent jamais voir les brutalités dont "notre" côté est responsable, mais seulement les meurtres, brutalités, atrocités commises par *l'autre côté*; les "nôtres" *ne sont pas montrées* à la télévision. C'est maintenant plus que jamais le cas, parce que désormais les gens n'ont plus les moyens d'acheter un journal, et bien entendu plusieurs, différents journaux. La seule "réalité" *qu'ils ont les moyens* de payer est celle des programmes de télévision. C'est pourquoi, toute l'activité télévisuelle de "production" et de censure des événements a

pour seul objet de montrer que "notre côté" est juste et dans son droit et que l'autre est manifestement monstrueux et inhumain. Ainsi, est totalement et parfaitement évidente l'essence de la manipulation médiatique *chez nous* : "*l'action*" intentionnelle sur l'esprit humain a atteint son objectif principal : *ce qui n'est pas vu à la télévision, n'existe pas*¹. Ça arrive en un autre lieu, distant et irréel, ou seulement réel pour d'autres gens (ceux des autres nations), mais n'arrivera jamais à nos portes. Tel est le plus fondamental et le plus dangereux résultat de tout le système et des stratégies de manipulations des faits réels. Les victimes de cette manipulation présentée comme "*innocente*", *verbale*, persuasive, défendant "notre" vérité, *ne sont pas les mots*. Les victimes sont les gens, leurs vies, leurs maisons, leurs façons de vivre décemment, humainement et moralement.

A côté de ce Mur de Berlin médiatique, on peut mettre en évidence quelques autres dimensions communes à ces régions qui faisaient partie de la Yougoslavie. L'une de ces dimensions communes et durables est l'aggravation de la condition des femmes dans les changements politiques que traverse l'ex-Yougoslavie.

Tout d'abord, dans tous les événements politiques majeurs de la Yougoslavie *d'avant la guerre*, les femmes étaient absentes. Bien que dans les années 70, les femmes et les féministes aient eu des activités plus concrètes et effectives que dans tout autre pays de l'Est, cela n'a guère empêché le processus de disparition des femmes en tant que sujets politiques. Le principal effet de ce processus est leur absence dramatique de la décision politique sur les sujets mêmes qui les concernent directement, comme la "proposition" (dans tous les nouveaux États "*démocratiques*") de l'interdiction de l'avortement, et les programmes nationalistes de politique populationniste, qui renvoient les femmes au statut arriéré, pré-socialiste d'épouses, de reproductrices de davantage (toujours davantage) de membres "purs" de leur nations respectives. Leur absence de la vie publique se lit dans les chiffres de leur "*présence*" dans les nouveaux parlements élus (librement) (13% en Slovénie, 4,5% en Croatie, 4% au Monténégro, 3,3% en Macédoine, 2,9% en Bosnie-Herzégovine, 1,6% en Serbie).

Par contre, par centaines de milliers, réfugiées dans tout le pays, elles ont reçu le "*présent*" d'enfants comme leur première et seule responsabilité. Elles sont des mères-réfugiées et rien d'autre. Leur passé et leur avenir est restreint à ce rôle. Elles n'ont ni activité professionnelle, ni métier, ni autre identité qui puisse les définir

¹ Ce qui montre les contradictions de cette guerre apparemment primitive, "tribale" ou rurale". Elle est également très "moderne" dans son essence et ses manifestations. Dans cette guerre, les médias font et "produisent" la réalité, en fait, dominant la vie des gens, par la simple falsification de la vérité, dont l'objet est de rendre plus "réelles" les souffrances de la nation et les raisons de la guerre.

autrement. Fuyant le danger de mort, de maladie et l'inévitable et régulier "plaisir des guerriers" (viol et mauvais traitement du corps des femmes), elles ont en même temps abandonné des identités plus complexes et plus riches. Ces identités ont disparues, elles n'appartiennent désormais plus à leur vie.

A cette absence des femmes de la vie politique, il y a au moins deux raisons.

1 - Durant les cinquante ans de socialisme, les femmes étaient déjà *calmées* et passives parce que des droits réels (travail, éducation, divorce, avortement) leur avaient été *donnés*. *Grâce à cette stratégie de l'Etat*, les femmes étaient en fait privées de résistance, surchargées par le travail et la famille, et *"forcées au silence"* par la lumineuse idéologie socialiste de l'émancipation des femmes. En dépit de droits et de transformations réellement importantes, la pratique et l'idéologie de l'émancipation des femmes ne les a pas vraiment libérées, mais les a concrètement *adaptées* au système socialiste et patriarcal. Le socialisme était un *amalgame de communisme, de dominance mâle, de patriarcat, d'autoritarisme*, qui, paradoxalement, se renforça grâce à ce mélange de droits positifs, progressistes accordés aux femmes, et de patriarcat réel et concret qui dirigeait la vie réelle des femmes. De fait, en cinquante ans d'émancipation socialiste, les femmes *n'ont jamais appris* à prendre part activement, consciemment, dans la nouvelle réalité politique, ex-socialiste. Au contraire, elles étaient réellement *préparées à être et demeurer passives* dans le nouveau processus politique et dans les transformations "démocratiques".

2 - La passivité politique des femmes au cours du processus de démocratisation, ne trouve pas seulement sa raison dans le passé socialiste; il ne vient pas seulement non plus des différences économiques entre les régions de l'ex-Yougoslavie. La principale raison se situe dans le *concept même des transformations politiques présentes (post-socialistes)*, tel qu'il est défini par la majorité des partis politiques qui se sont récemment constitués. En particulier, les partis les plus forts (et dominants) de chaque république ou Etat, ont inclus *dans leurs programmes et leurs objectifs l'expression la plus extrême de l'idéologie nationaliste*. En tant que nationalistes, ils rejettent les identités nationales des autres, ils sont traditionalistes, activistes, patriarcaux, sexistes dans leurs programmes, leur modèles d'organisation, dans leur langage, leurs accents, leurs omissions, leurs points aveugles, etc. Ces partis dont les programmes sont ouvertement nationalistes ont malheureusement gagné les élections, et il n'est pas important de savoir comment on les appelle : anti-communistes, démocrates-chrétiens, nationalistes-bolcheviks. Parce que pour ces nouveaux partis dominants, *la nation* et son destin authentiquement

juste (ou injuste¹) sont au-dessus de tout, *au dessus de toute idéologie*. Elle est au dessus de la possibilité d'orientations politiques *différentes* pour la nation elle-même; c'est-à-dire au-dessus de ce qui est la précondition évidente et nécessaire de la démocratie. La *nation* est en conséquence *au dessus de la démocratie*. Toutes les "déclarations" démocratiques et les quelques nouveaux "espaces" démocratiques (restreints) ne sont que suppléments de bonnes paroles et alibis pour l'idéologie nationale et sa *légitimation*. La nation est *au-dessus de toute vie humaine* et de tout intérêt humain normal. Toute opposition à la domination manipulée des priorités saintes de la nation et à la cause historique est dès le départ étiquetée de trahison. Elle trahit les intérêts les plus vrais de la nation et détruit son homogénéité. Aussi, *tout appel, toute initiative démocratique* sont par définition dangereux et rejetés par la majorité (nationaliste "honnête").

De cette *domination totalitaire de l'idéologie nationaliste*, la première et grande victime est *la société civile*. Cette domination est toujours *extensible* lorsque l'intérêt national l'exige. La société civile en danger, ce sont *tous les droits de l'homme* qui sont menacés. Ils ne sont *des droits que sur le papier*. Les droits *réels*, effectifs, "vivants", sont maintenant *autre chose* : ils sont *mythiques* dans la glorification de l'ancienne identité héroïque ou tragique, *ahistoriques* dans les "revendications historiques" (passées) appliquées en diverses circonstances présentes, dangereusement agressifs et communautaristes dans le combat pour les droits historiques (en réalité ahistoriques) de la nation, qui *ne donnent droit à rien d'autre et à rien de plus*. C'est pourquoi *l'impossible est devenu possible*; c'est pourquoi un ex-pays, la Yougoslavie, dont l'organisation multi-nationale, multi-ethnique, multi-culturelle était possible dans un climat de *tolérance* civile et non agressive, en dépit de différences culturelles et matérielles nombreuses (et riches), dans une autonomie relative par rapport à un Bloc de l'Est plus totalitaire, est devenu *un pays de l'enfer*, de corps morts et mutilés. Même morts ces corps ne peuvent demeurer en paix. Ils doivent témoigner à la télévision, et servir à prouver le satanisme de *l'autre* côté. Des images terribles sont présentées à la télévision. Il arriva tragiquement que l'un des côtés (serbe ou croate, c'est sans importance) montra des corps mutilés (qui étaient *son œuvre propre*) comme preuve de la cruauté de l'autre côté (serbe ou croate). *Ou vice versa*; tout est possible.

Lorsque les droits de l'homme sont dans un tel péril, les droits des femmes sont *spécialement* menacés, parce que dans ces moments là, les femmes deviennent, non seulement idéologiquement mais *réellement*, *"le corps de reproduction"* des jeunes hommes qui doivent

¹ Il serait comique, si ce n'était l'un des tragiques facteurs qui a conduit à l'effondrement total de la société ex-yougoslave, que chaque nation s'est auto-proclamée la plus grande sinon la seule victime de l'ancien régime yougoslave.

grandir en plus grand nombre pour la nation, et être prêts, lorsque le temps est venu et que la nation l'exige, à tuer et être tué dans un bain de sang insensé. Nous sommes en ce moment en présence de la scène primitive qui détruit et repousse toute idée de liberté des femmes, parce que les hommes sont sur le champ de bataille et que les femmes avec les enfants sont ailleurs, à l'abri des tirs. Les cauchemars que nous n'avons jamais eus dans nos rêves les plus sauvages, arrivent maintenant, à quelque nation que nous appartenions; nous sommes *des êtres humains réduits au minimum*, notre vie consiste à tenter de rester en vie et à attendre *le pire*.

Toutefois, cette irrationalité incroyable est précisément, *une manipulation très rationnelle des esprits qui vise à leur faire perdre l'esprit et à accepter sans résistance la domination exclusive de l'idéologie nationaliste et de ses résultats, la cruauté et la haine de l'altérité*. La propagande de guerre médiatique est dans cette perspective un instrument essentiel, dont le but suprême est *de désinformer afin d'accroître l'hostilité envers les autres nations*. Dans cette opération de lavage de cerveau, malheureusement les médias sont vraiment efficaces, *ils font croire aux gens que la propagande de la nation est la seule vérité historique et les prépare à partir pour se défendre ou attaquer l'autre comme ennemi indiscutable*. Tout cela pour la raison de la nation historique présentée comme *leur destin et leur devoir*.

Parmi les causes fondamentales qui ont rendu la tragédie possible, il en est une particulièrement cruciale, *déjà convenablement installée dans la mythologie patriarcale, qui a servi de fondement inévitable, intégral, de précondition au fonctionnement virtuel de cette guerre insensée* : toutes les idéologies nationalistes et leurs stratégies politiques et militaires sont *construites sur et dépendent d'une masculinité à dominance agressive, et tournée vers la violence*. Ce genre de masculinité n'est pas heureusement la seule forme de masculinité, particulièrement aujourd'hui, au moment où les identités de sexe et de genres perdent leurs domaines, leurs activités, leurs subjectivités étriquées, séparées. Mais toutes les idéologies et stratégies nationalistes sont fondées sur ce type de masculinité agressive, sadique, "virile" jusqu'au crime; il est *la principale source de recrutement des mâles capables de commettre toutes les atrocités imaginables et inimaginables*. C'est pourquoi la propagande de guerre médiatique est en fait *orientée d'abord vers la déconstruction du type actuel* (hélas déjà passé, disparu) de masculinité, urbaine, civilisée, moins agressive, et vers la *reconstruction de l'ancienne, de la vieille* (seule vraie pour les nationalistes) masculinité militante, agressive, grossière, mâle, courageuse, qui se soumet *avec obéissance* aux causes de la nation et à ses appels au combat.

La présence *de l'obéissance* dans cette masculinité apparemment librement agressive n'est pas *une contradiction dans les termes*. Pour

être capable d'agir ouvertement de façon agressive, pire, pour être capable d'exécuter de telles atrocités, il faut en réalité *obéir* à quelque raison ou cause suprême. Autrement, ces transformations de la masculinité chez les hommes ne marcheraient pas, ne seraient pas *acceptables* (sans aucun doute, pour *un certain nombre* d'hommes, elles sont très acceptables comme grande opportunité d'exprimer une agressivité autrement réprimée). Ces hommes (auparavant "normaux") ne *pourraient s'y faire et s'en satisfaire*. Être capable de tuer, découper, brûler des corps humains, détruire tout ce que l'on a envie de détruire, ne peut être le fait autonome ou volontaire d'une initiative individuelle dans son essence. Pour être capable de le faire (et de *s'y faire*), les gens "normaux" et ordinaires doivent *perdre leur identité propre* avec ses codes moraux et sa conscience propre. Ils ont besoin de *quelque chose d'autre*, d'un Juge suprême, comme fondement, raison et *justification* de leurs crimes et destructions (*qu'ils savent*) inhumains, intolérables. Ce quelque chose d'autre existe et ne peut se trouver *qu'en dehors* d'eux. Malheureusement, cela "*se trouve*", ou plus exactement est imposé, introduit en eux, dans les *communautés nationalistes, monolithiques*, homogènes (*solidaires dans leur inhumanité*), avec leurs exigences "supérieures", incontestables. et leur "morale" particulière. Cette communauté masculine, nationaliste et activiste, devient ainsi une *autorité extérieure*, le *critère* premier du bien et du mal. Cette communauté est leur *bouclier éthique*, leur appui et leur "salut".

Il s'agit d'une *manipulation particulière, nationaliste et totalitaire de la masculinité* au profit de la nation (pour être exact, qui lui est contraire) conçue comme unique partie pertinente de l'identité. Cela signifie que ces hommes qui se battent (la plupart d'entre eux ont mortellement peur) *ne sont pas* les individus eux-mêmes, mais les *sujets* d'une communauté nationaliste, agressive, meurtrière. Ils ne sont acceptés que comme "membres loyaux" d'une nation particulière, et leur devoir est de servir le grand dessein de tuer un aussi grand nombre que possible "de membres loyaux" d'autres nations. En outre, cette masculinité communautaire, agressive, nationaliste ne peut exister sans le grand chef, le père commun qui sait ce qui est mieux pour eux et pour la nation.

Ce patriarcalisme tribal (qui de plus est en guerre avec son plus grand ennemi), en conséquence et sans contestation possible, met les femmes dans leur rôle résigné de mères, d'épouses, de gardiennes des enfants réfugiés. Quelques-unes d'entre elles s'identifient aussi à la "grande cause" et prennent part aux batailles, aux tirs, et au mode de vie militaire. Elles sont acceptées en tant que telles, comme *égales aux guerriers*; souvent, elles sont aussi des stars médiatiques. Mais le fait le plus manifeste, est que dans ces temps tragiques, les femmes sont complètement *sans importance et invisibles*, excepté dans leurs rôles de mères et d'épouses. Elles ne sont pas vues ou entendues comme

sujets possibles ayant le droit de dire ce qu'elles pensent, et ayant la parole dans les événements. *La guerre est le monde des hommes.*

La seule occasion dans laquelle elles ont été *vues* et *entendues*, c'était au début de la guerre en Slovénie lorsqu'elles protestaient en tant que mères de jeunes soldats de l'ex-armée yougoslave, envoyés au combat. A cette époque, l'armée fédérale "toutes nations incluses" existait encore, elle rencontrait alors une résistance armée de Slovènes contre des opérations maladroites et irresponsables de défense des frontières, telles que des destructions de routes et des "*voyages*" de tanks à petite vitesse, inadéquats (et regardés bien entendu comme le fait d'une occupation).

Mais il n'y a plus de paroles de protestation de femmes *maintenant* que nous avons toute la panoplie des groupes activistes, para-militaires, non officiels mais héroïques et même des armées qui défendent la nation en danger. Maintenant les femmes sont *silencieuses*, peut-être par force, ou parce qu'elles ne voient pas d'autre alternative, lorsque "*leurs*" hommes, fils, frères, etc., se battent, sont tués ou blessés. Elles sont maintenant silencieuses. Dans ces moments, les femmes sont restées passives et silencieuses, et donc *acceptent* leur rôle manipulé de reproductrices de davantage (toujours davantage) de membres de leur nation. Quelques-unes ont accepté volontairement tout ce que les hommes avaient déjà accepté, toute la mythologie, la cause, les raisons et même les prétextes rationnels pour les meurtres et les destructions de tout ce qui appartenait à l'autre nation ennemie. Elles ont commencé à haïr *l'autre* aussi. Elles ont repris le même *bouclier éthique* de la communauté nationaliste comme prétexte moral ... comme les hommes.

D'autres femmes, qui ne pensent pas ainsi, sont encore plus silencieuses, parce qu'elles doivent cacher leurs doutes, leur protestation et leur rejet de ces agressions et de ces meurtres. Elles sont silencieuses parce qu'elles craignent le "juste" châtiment de leur époux, de leur père, de leur frère, pour la trahison de leur propre sang et de la nation. Elles craignent à juste titre parce que le passage à une masculinité de tueur agressif, a fait d'hommes autrefois "*tranquilles*", des hommes agressifs partout et jusque dans leur maison. Les principales victimes de cette transformation sont précisément les femmes (qui d'autre ce pourrait être?). Cette masculinité agressive "*libérée*" trouve sa cible dans les femmes, que ce soit leurs femmes ou les femmes violées sur le front. Un homme a dit explicitement à la télévision que dans cette guerre "*les choses les plus intéressantes sont tirer et baiser*". De son côté, SOS-téléphone à Belgrade a apporté cette tragique évidence que la violence des hommes contre les femmes, s'accroissait *après les nouvelles télévisuelles*, qui, bien entendu, ont pour dessein de provoquer des sentiments agressifs à l'égard de l'autre nation. Comme à ce moment-là, *la seule autre nation* présente est leurs femmes, ils expriment contre elles toute l'agressivité accumulée. Dans le même sens, à SOS-téléphone pour femmes battues à Belgrade, les appels de

femmes menacées de mort par leur mari ont doublé cette année par rapport à l'année précédente.

Par suite de cette domination absolue des intérêts de la nation, toute autre stratégie civile, politiquement démocratique, pacifiste et alternative, contre la guerre elle-même, est dès le départ, regardée comme lâcheté, faiblesse indigne d'un homme¹, incapacité de se battre (ou même invalidité) contre les dangers que rencontre la nation et ses membres. Malheureusement tant que n'existe pas *la possibilité réelle, effective* de la *différenciation* démocratique pour les membres d'une *même* nation, il ne peut y avoir ni possibilité d'une action ouverte des femmes contre la guerre, ni manifestation d'un autre type de masculinité, plus humaine, moins agressive et tolérante. A présent, les actions contre la guerre sont marginales et ne sont même pas fortement présentes dans les partis de l'opposition. Un Centre contre la guerre existe à Belgrade, mais il est trop faible pour affecter tant soit peu la situation. La seule consolation est que les plus actifs dans ce Centre sont des femmes, et particulièrement des *féministes* qui sont, parmi beaucoup de femmes, les rares capables de percer à jour toutes ces opérations de manipulations et d'engager une protestation et une action ouvertes contre la guerre.

Bien des arguments montrent que l'ex-Yougoslavie ne fut jamais un "Etat réel" mais un *phantasme* socialiste (et aussi capitaliste), un "Etat" moins totalitaire et différent du Bloc de l'Est et donc accepté par l'Ouest. Mais des arguments contraires existent aussi. Nous avons peut-être vécu dans cette sorte de non-Etat, de conglomerat "artificiel" de différentes nations au sein d'une union fédérale forcée (c'est ce qu'ils disent aujourd'hui) qui était contre l'intérêt *de toutes les nations* (?!), mais je ne pense pas que le problème soit là. L'ex-Yougoslavie, comme d'autres pays socialistes était un *état de fait* spécifique, idéologique, monolithique (plus ou moins totalitaire), reconnu officiellement, et même avec beaucoup de respect, par le monde entier. L'ex-Yougoslavie comme d'autres pays de l'Est, était ainsi reconnue comme Etat, mais c'était davantage un régime idéologique, non une société civile. Dans ce sens, la Yougoslavie était une sorte de non-Etat. Ce que l'Ouest *reconnaissait*, alors dans son propre intérêt, n'était pas l'Etat des citoyens mais l'Etat de fait idéologique lié à la division du monde entre l'Est et l'Ouest. En dépit de cette non-réalité des Etats socialistes, l'ex-Yougoslavie, à mon sens, a eu beaucoup de temps après la disparition de Tito pour tenter de trouver une solution démocratique. Cette chance

¹ Il est plus que fréquent que toute voie politique plus tolérante, à la recherche de la paix, prête au dialogue sur les problèmes existants, soit taxée de comportement politique mou, indigne d'un homme, avec des allusions ouvertes, agressives, insinuant l'éventuelle homosexualité des opposants. Pour la masculinité agressive, violemment "virile" cette allusion disqualifie politiquement; pire c'est la même chose dans l'opinion publique.

est maintenant complètement perdue, et s'est ouverte la voie d'un éclatement incontrôlable (ou contrôlable avec beaucoup d'ingéniosité) de tous les sentiments et problèmes accumulés et réprimés.

Mais, paradoxalement, la citoyenneté ex-yougoslave, "artificielle" ou non-étatique, comparée à la situation actuelle, est, malheureusement, la citoyenneté à laquelle on ne peut maintenant que rêver. La raison n'est pas une *yougonostalgie* d'ores et déjà proscrite, mais le simple fait que dans ce non-Etat yougoslave, les nations ne s'entretuaient pas, les gens ne fuyaient pas leurs maisons, et le voisin ne tranchait pas la gorge de son voisin. Dans ce non-Etat, nous étions plus citoyens que maintenant. En dépit de tout ce qu'elle avait d'illusoire, la Loi *alors* existait et était appliquée, et si les droits de l'homme essentiels ont souvent été "oubliés", ou déniés aux opposants politiques, ils n'ont jamais été *réduits à néant*. Il fallait alors au moins quelque "raison" (souvent simplement l'opposition idéologique ou politique) pour être emprisonné, pour avoir à quitter sa maison, pour être interdit de se déplacer, etc. Maintenant, nous sommes dans un état d'anéantissement de tous les droits, dans *un état de fait sans loi* (sauf la loi de la violence sans loi), sans Etat qui fonctionne, même pas "l'artificiel". Dans ce sens, les habitants d'un ex-pays comme la Yougoslavie, sont maintenant en fait "des ex-non-citoyens". Ils sont les ex-citoyens de quelque non-Etat socialiste. *Maintenant, ils ne sont pas du tout citoyens*. Et pas même ex-citoyens. Dans cet état de fait guerrier, *virtuellement ils ne sont rien*, réduits inhumainement à "des biens à dépenser", servant seulement les "visions" de leaders de la nation myopes et une politique nationale/iste "juste" et courageuse qui ne se soucie pas de leur vie, mais au contraire les sacrifie pour des raisons "*supérieures*". Comme le passé nous l'a appris (nos dirigeants l'ont mal lu), *toute* raison supérieure est au dessus de *toute* vie humaine. Elle est la *raison artificielle, imposée et non-citoyenne* qui dénie à ses sujets, des êtres humains, le *droit essentiel à l'humanité*.

Cela concerne particulièrement les femmes; dans l'ex-Yougoslavie, elles avaient quelques droits importants et concrets de citoyennes qui les faisaient (au moins dans la pratique publique et idéologique) plus égales aux hommes que maintenant. Elles avaient le droit à l'éducation, au travail, au divorce, à l'avortement, etc. Dans ce sens, les femmes dans l'ex-Yougoslavie, avaient déjà obtenu *certaines droits de citoyenneté* - qui maintenant disparaissent rapidement comme s'ils n'avaient jamais existé. Paradoxalement, elles sont maintenant vraiment des *ex-citoyennes* de la citoyenneté non-étatique, artificielle, idéologique, de la Yougoslavie d'hier.

Le résultat le plus triste de tout cela est que des gens innocents et tranquilles qui désirent *vivre leur propre vie* sont les victimes de ce grand "heur de deux-trois nations à vivre le dernier ou mourir". Ce ne sont pas seulement les corps qui meurent et sont mutilés sur les champs de bataille. Les réfugiés ne sont pas seulement ceux qui ont dû quitter leur

maison. C'est *nous tous* dont les corps sont tués et mutilés, *nous sommes tous des réfugiés* qui avons dû quitter nos maisons - *notre moi intérieur dont nous pensions naïvement qu'il nous appartenait. Sans nous le demander, la nation l'a emporté*. Pourquoi et où? Nul ne sait, si ce n'est que nous avons à vivre (ou mourir) de part en part notre présent, notre futur proche (ou plus lointain), et notre destin. Tant de choses terribles arriveront et viendront - mais la raison, la tolérance et la paix viendront les dernières. Peut-être.

Belgrade
Université de Belgrade
Avril 1992

BARANJA AU BORD DE LA FAMINE

Dragisa DRASKOVIC*

Avant de traverser le Danube, il faut d'abord montrer ses papiers aux gens du MUP serbe puis aux milices locales et enfin aux Russes des forces d'interposition de l'ONU. Puis, par des routes presque désertes, à travers les champs de maïs, on arrive à Vera, un village qui avec ses deux cents maisons se trouve à une douzaine de kilomètres d'Osijek. Vera et le village voisin de Bobota restent marqués dans la conscience de ceux qui n'oublient pas; c'est là qu'il y a seulement quelques mois a éclaté la guerre.

Nous en trouvons les traces dès notre première rencontre avec Anka Ilic, une de nos interlocutrices qui, à la suite de cette guerre, sont restées, comme elles disent, plus mortes que vives, sans famille, abandonnées de tous. Anka a vu le jour il y a 85 ans à Jasenovac. Le début de la deuxième guerre mondiale l'a surprise près de Bosanska Dubica; après avoir vu des cadavres flotter dans la rivière Save et s'entasser sur ses berges, elle est retournée chez son père à Jasenovac. A peine arrivée, elle a vu les boucheries commises par les oustachi et appris que son père avait été mis en pièces par des gens d'un village voisin, qu'il estimait et en qui il avait confiance.

"La déportation et la guerre m'accompagneront jusqu'à la fin de ma vie", explique Anka Ilic. Après la guerre, elle est retournée à Jasenovac qui avait été incendié, et n'y a trouvé que des cendres. Avec son mari elle a cherché un endroit où, pensait-elle, la guerre n'arriverait pas. Elle

* Journaliste. Texte paru dans *Borba*, 1-2 août 1992. Traduit par Muriel Ecuér.

croyait que cet endroit était Vera, et maintenant elle est seule, abandonnée.

Elle n'a pas reçu la pension de son mari depuis le mois de mai 1991. Il n'est venu à l'idée de personne de s'inquiéter de quoi vit Anka, âgée de 85 ans. Ni à la municipalité de Vera, ni aux autorités de Krajina, ni à celles de Zagreb ou de Belgrade, ni aux casques bleus dans leurs chars. Tous ont des choses plus importantes à régler, des affaires d'Etat. Le mois dernier, Anka a reçu un peu d'argent, mais elle ignore toujours le nouveau montant de sa pension. Elle ne sait pas combien de pain elle peut acheter avec cet argent; d'ailleurs où pourrait-elle acheter du pain car, même si ses jambes pouvaient la porter jusqu'à l'épicerie du village, elle n'en trouverait pas.

Notre deuxième interlocutrice, qui, elle aussi, n'a plus personne, Zorica Maksic, considère, bien qu'elle soit de quelques années plus jeune qu'Anka et en meilleure santé, que les épreuves que le sort lui a réservées sont pires encore. Elle a enterré son mari il y a quelques années, sa fille il y a peu, et elle est revenue d'Apatin où elle s'était réfugiée pour trouver sa maison en ruines. "Elle n'a pas été bombardée, dit-elle, mais nos réservistes l'ont laissée dans un état pire que si elle avait reçu plusieurs obus." Tout a été mis en pièces, les portes enlevées. L'horreur.

Elle ne se souvient plus depuis combien de temps elle jeûne. Quand elle est revenue d'Apatin elle ne savait où habiter car sa maison était occupée par les réservistes. Ensuite elle n'a pas su comment la remettre en état ni quoi manger. Les premières pensions sont arrivées le mois dernier. Pas la sienne. On la renvoie de la mairie de Vera à celle de Crepulja. Là on lui dit que sa pension arrivera. Comme elle ne la reçoit toujours pas, elle doit à nouveau emprunter, non pour acheter du pain mais pour se rendre encore une fois à Crepulja : "On vous le dit, l'argent est arrivé à Vera mais il en est reparti."

Aucune trace de l'argent. Nouvelle humiliation, elle emprunte à nouveau de l'argent aux voisins pour acheter un billet de transport et se rendre auprès des autorités. "Vous savez, l'argent est sans doute parti avec la Croix Rouge à Apatin." A Apatin, elle fait le tour de toute la ville, toujours pas trace de l'argent. Elle revient à Vera, tout en songeant à la tombe toute fraîche de sa fille; elle pense qu'elle n'a plus personne, plus rien, plus que la honte et l'humiliation. Sa fille morte, sa maison en ruines, Zorica Maksic n'a plus qu'à mourir, comme elle le dit, simplement parce qu'elle fait partie de ceux qui ont perdu les leurs, que les autorités étatiques anciennes et nouvelles ont abandonnés, et qui n'ont plus qu'à se rayer de la liste des vivants.

Nata Savic se trouve aussi sur la liste de ceux qui attendent de mourir de faim, de ceux à qui personne n'envoie les pensions qui leurs sont dues, simplement parce que les conséquences de l'incurie, de l'inaction et du manque d'organisation touchent d'abord les plus faibles. Affamée, isolée, gravement malade, bourrée de remords parce qu'elle se

considère comme directement responsable de la mort de son fils à Vukovar. "Il était resté avec moi dans l'abri parce que j'étais malade. Des voisins l'ont sorti de là et l'ont tué. Moi je vis alors que lui n'a même pas de tombe."

Entre deux respirations oppressées, elle fait l'hypothèse que sa fille a été tuée à Osijek. La rumeur lui en est parvenue. Les habitants du village évitent sa maison pour ne pas avoir à lui raconter des histoires, lui dire que sa fille est en vie et que l'Etat va bientôt lui envoyer de l'argent. "Mon père est mort d'une blessure lors de la guerre russe. Les oustachi ont tué mon mari et mon fils ... j'ignore ce qui est arrivé à ma fille, mais de mauvaises nouvelles sont arrivées à mes oreilles ... Ma retraite n'arrive pas N'aurais-je pas dû recevoir quelque chose pour la mort de mon fils ? Dois-je mourir de faim avant de savoir si ma fille est morte, tuée, ou si elle a survécu?

Personne n'était allé chez elle depuis des jours, et après nous, personne ne lui rendra visite avant des jours, dans sa maison touchée par les obus. "Nos soldats ont promis de la réparer, mais ils sont partis là où les a entraînés la guerre puis la paix." Nata Savic est dans le malheur, elle n'a plus personne au monde, plus personne n'a besoin d'elle, elle est rayée de la liste des vivants, peut-être parce qu'elle n'a pas choisi un camp ou l'autre.

La paix après la guerre, comme la guerre elle-même n'est pas miséricordieuse. Dans un petit café de Vera nous apprenons que quand les combats cessèrent à Vukovar, environ 120 personnes passaient pour des combattants de la première heure. Aujourd'hui, ces combattants de la première heure sont près d'un millier, ils ont à faire, et ils ne croient pas aux larmes.

Belgrade
Juillet 1992

APPEL POUR LA PAIX*

Durant l'été 1991, n'existaient encore que quelques poches de guerre en Croatie; la population yougoslave ne croyait pas à l'extension possible du conflit. L'opposition à la guerre ne donnait pas encore lieu à d'imposantes manifestations comme ce sera plus tard le cas. Dès ce moment-là, pourtant, de nombreux citoyens cherchaient à manifester leur désaccord avec la politique de pouvoirs nationalistes; ils le faisaient notamment par des appels pour la paix et contre la propagation de la haine. Parmi ces textes a été choisi celui-ci qui réunit les signatures de neurologues de toute la Yougoslavie. Il témoigne d'une époque qui paraît maintenant bien lointaine, où l'on pouvait encore espérer que la raison triompherait de la déraison, où l'on pouvait encore parler de vie en commun sans être accusé de trahison et de "yougonostalgie".

En ces instants difficiles, dramatiques pour les citoyens et les peuples de la Yougoslavie, en ces jours d'horreur et de honte qu'il sera difficile d'effacer, nous, neurologues de Yougoslavie, signataires de cet appel, considérons qu'il est de notre devoir, d'appeler tous les individus, les institutions et les organisations politiques et tout particulièrement les hommes politiques qui ont encore le sens de leurs responsabilités, les dirigeants des institutions militaires et des corps armés, l'opinion publique intérieure et mondiale, à arrêter tout de suite les hostilités, à cesser de susciter la haine et l'intolérance, à renoncer à torturer, persécuter, déplacer, massacrer les populations, à mettre un terme à la folle destruction des biens privés et publics, des richesses culturelles et des lieux de culte, et, enfin, à arrêter de propager des mythes nationaux basés sur une idéologie pathologique.

Nous appuyant sur notre tradition de coopération au niveau national et au niveau international, nous fondant sur les résultats atteints dans la

* Paru dans *Danas* le 6 août 1991.

lutte contre les maladies nerveuses, et pour l'amélioration de la santé morale de nos peuples, sur les succès significatifs obtenus lorsque nous avons présenté la neurologie yougoslave dans les réunions internationales, nous protestons tout particulièrement contre le mauvais usage fait de la science pour diffuser la méfiance et la haine entre les individus et les groupes nationaux qui vivent sur l'espace yougoslave.

Nous condamnons les individus qui répandent la haine sur la base de théories forgées de toutes pièces à propos des inégalités et différences héréditaires entre peuples. Travaillant sur le cerveau, nous affirmons qu'il n'y a pas de différences génétiques entre les cerveaux d'individus de races différentes, et, *a fortiori*, entre les cerveaux des habitants de l'espace yougoslave.

Déterminés à nous battre, au nom de la connaissance, au nom de notre profession et des institutions que nous représentons, pour la vie humaine, pour l'intégrité des facultés physiques et mentales de chacun, pour le bonheur des individus, de leurs familles, des groupements sociaux et nationaux, pour la compréhension mutuelle, donc décidés à nous battre pour le bien-être de tous, nous nous élevons contre la psychose engendrée par le fétichisme national et les idéaux rétrogrades, nous protestons contre la non-reconnaissance des besoins réels des individus et des peuples, et le non-respect de leurs droits.

Nous nous adressons à tous les peuples qui vivent dans les frontières actuelles de la Yougoslavie et nous les appelons à cesser tout de suite et pour toujours de menacer, torturer et massacrer. Tous les problèmes existant doivent et ne peuvent être résolus que sur une base démocratique, en respectant les droits et la dignité de l'homme, les libertés nationales et confessionnelles ainsi que les libertés politiques des peuples et des minorités nationales. Nous ne pouvons assister sans réagir à des événements terribles qui constituent une honte pour nous tous, à un moment où la science neurologique permet de faire de nouveaux progrès, au moment où il faudrait mobiliser toutes les forces de création individuelles et le potentiel créatif des organisations scientifiques nationales pour progresser dans le domaine de la santé, pour améliorer la santé publique et œuvrer dans le sens d'un progrès social qui toucherait tous les milieux, dans le cadre des communautés européenne et internationale.

Signataires

Professeur Petar Pemov, Faculté de médecine, Université de Skopje, président de l'Association des neurologues de Yougoslavie, Dr. Risto Ljapcev, Faculté de médecine, Université de Skopje, président de l'Association des neurologue de Macédoine, Professeur Zvonimir Levic, Faculté de médecine, Université de Belgrade, chef de la section de neurologie, membre de la Commission scientifique de la Fédération

Appel pour la paix

mondiale de neurologie, Professeur Vera Lukic, Faculté de médecine, Université de Belgrade, présidente de l'Association des neurologues de Serbie, Professeur Bosko Barac, Faculté de médecine, Université de Zagreb, président de la Commission scientifique pour l'organisation de la neurologie, Fédération mondiale de neurologie, membre de la Commission scientifique de la Fédération, Professeur Vida Demarin, Faculté de stomatologie, Université de Zagreb, présidente de la Section de neurologie de l'Association croate des médecins, Dr. Tomaz Pogacnik, chef de la Clinique de neurologie, Centre Universitaire hospitalier de Ljubljana, président de l'Association slovène de neurologie, Professeur Risto Bokonjic, Faculté de médecine, Université de Sarajevo, Clinique de neurologie du Centre hospitalier universitaire, Professeur Muhamed Gavranovic, Faculté de médecine, Université de Sarajevo, Clinique de pédiatrie, Centre hospitalier universitaire, Professeur Vladimir Djikanovic, chef de la section de neurologie de la Faculté de médecine, Titograd.

DES FAITS

Ines SASKOR*

Danas, dans son dernier numéro, a publié une nouvelle fois le compte rendu d'une réunion des dirigeants yougoslaves qui s'est tenue à Ohrid.

Je ne parlerai pas de ce qui motive l'argumentation du président Tudjman réduisant l'ensemble complexe des relations entre Serbes et Croates à une situation privilégiée des Serbes, chiffres à l'appui. Je souhaite seulement montrer que quelques-uns de ces chiffres sont faux.

Le Président a déclaré une nouvelle fois en ces instants particulièrement dramatiques pour la Croatie :

"Les relations entre Serbes et Croates étaient telles que sur sept rédacteurs travaillant à la télévision six et demi étaient serbes car le septième était à moitié-croate, à moitié-serbe, alors que tous les autres étaient serbes."

Les faits sont les suivants : au moment des élections, l'année dernière, le rédacteur en chef de la télévision était croate, et les six rédacteurs responsables des programmes étaient croates. La rédactrice responsable des informations, son remplaçant et son assistant étaient

* Ex-rédactrice en chef des programmes d'informations de la Télévision de Zagreb. Texte paru dans *Danas*, 6 août 1991. Traduit par Muriel Ecuer

croates. Sur neuf rédacteurs du journal télévisé (c'est à eux que pense le Président, car il les a apostrophés à plusieurs reprises, mais ils sont neuf et non sept), il y avait cinq Croates, trois Serbes et une Yougoslave.

J'ai appris seulement après les premières déclarations du Président sur les six Serbes et demi de quelle nationalité étaient deux de ces rédacteurs. Ce n'était pas pour moi le point le plus important dans le choix de mes collaborateurs. *Mea culpa, mea maxima culpa.*

Pourquoi le Président de la République prend-il comme exemple les rédacteurs d'une émission particulière et non l'ensemble de la rédaction ? Pourquoi les classe-t-il de façon inexacte ? Il a sans doute ses raisons.

UNE FAUTE IMAGINAIRE

Todor MARKOVIC*

On manipule actuellement l'opinion publique avec la fameuse proposition d'amnistier tous ceux qui ont refusé de répondre à l'appel de l'armée, qui ont refusé de s'engager dans cette sale guerre. Le Parti socialiste serbe (au pouvoir; ndt) et ses proches accusent près de cent mille jeunes citoyens de Serbie (de 20 à 35 ans) de trahison, de lâcheté, et s'opposent à ce qu'ils "soient graciés".

J'appartiens à ce groupe de jeunes gens qui n'ont pas permis qu'on manipule leur conscience, leur morale et leurs sentiments, qui ont refusé de tuer ou d'être tués dans une guerre absurde qu'ils n'ont ni suscitée ni souhaitée. Je n'ai pas honte de ma conduite, je n'éprouve pas le besoin de demander pardon, de me repentir; naturellement je respecte tous ceux qui sont directement touchés par cette guerre et je compatis à leurs malheurs. Je me considère comme Serbe, et je pense même être un Serbe "plus correct, plus moral" que mes concitoyens qui pensent appartenir à un peuple "élu", qui ont dégradé l'idée serbe et l'ont utilisé à mauvais escient, pour leur profit personnel, pour leur propre promotion. Je ne me considère pas coupable d'une quelconque trahison et je ne demande pas à être amnistié. Je me sens profondément blessé par le fait que "mon" pays ait voulu me sacrifier alors que je suis dans la fleur de l'âge et sur le point d'achever mes études, il a ainsi montré qu'il tient plus à un "héros" mort qu'à un jeune spécialiste dans le domaine de la robotique et des ordinateurs.

Tout le jeu autour de l'amnistie est organisé selon une recette typique du communisme : premièrement on invente la faute (pour

* Réfugié à Londres. Article paru dans *Vreme*, 14 septembre 1992.

détourner l'attention des déficiences profondes qui affectent les autorités), puis on jette l'anathème sur les victimes, pour, finalement, au moment propice, les gracier et marquer ainsi des points sur le plan politique.

Je proposerai quelques réflexions montrant toute l'absurdité de cette amnistie. La mobilisation a été faite par l'Armée fédérale yougoslave, l'armée régulière de l'ex-Yougoslavie, chargée de défendre les frontières extérieures de la Fédération. Il n'était nulle part fait mention que l'Armée fédérale pourrait participer un jour à un conflit interne, inter-ethnique, quel qu'il soit. En mai 1991 (j'étais personnellement présent) des officiers, paniqués, désarmés, ont expliqué à des réservistes démoralisés, ivres, qu'il fallait défendre la Yougoslavie. Comment, contre quel danger? Contre nous-mêmes? Un pays se défend-il en bombardant ses propres villes? Les feuilles de mobilisation ont été envoyées non seulement en Serbie (mars-décembre 1991) mais aussi dans les autres régions de ce qui fut autrefois la Yougoslavie. Les jeunes Slovènes, Croates, Macédoniens, et autres devront-ils un jour répondre de leurs actes, eux qui n'ont pas répondu à l'appel que l'armée fédérale (soutenue par la Serbie) a lancé au nom de la Yougoslavie, sur tout le territoire de cette même Yougoslavie, à mener une guerre contre les peuples auxquels ils appartiennent!

L'Etat yougoslave, qui, théoriquement, avait seul le droit de juger n'existe plus. Tous ceux qui inculpent les jeunes Serbes insoumis pour "trahison" n'en ont pas le droit car cette Armée fédérale était, jusqu'à ses derniers jours, une organisation militaire pourrie, corrompue, ivre de son pouvoir et de ses privilèges, incapable de comprendre et d'accepter les changements. Il est offensant de défendre l'idée serbe sous la bannière fantomatique du caporal austro-hongrois auquel de nombreux officiers de l'armée fédérale sont restés fidèles.

Il n'y aura pas d'amnistie,

- pour les généraux brutaux qui ont morcelé un beau pays dans le seul but de sauvegarder leurs privilèges et des idéologies anachroniques,
- pour tous ceux qui, au cours de cette guerre, ont pillé, tué, torturé une population innocente,
- pour les leaders des partis politiques extrémistes qui ont propagé la haine, les idées de destruction, et autres pulsions immondes,
- pour les organisateurs de la purification ethnique et les concepteurs de cartes géographiques et ethniques nouvelles,
- pour ceux qui ont conduit à la guerre des hommes malades, mal habillés, physiquement mal préparés, moralement dégradés,
- pour tous les autres qui ont commis des crimes de guerre.

Je souhaite que, dans le cas présent, les jugements ne seront pas laissés au tribunal de l'histoire. Il est non seulement nécessaire que nos petits-fils apprennent dans leurs livres d'histoire les crimes des fossoyeurs de la Yougoslavie, mais aussi, dès maintenant, d'arrêter et condamner les criminels.

LETTRE AUX SIX PRESIDENTS DE LA REPUBLIQUE*

Zlatomir POPOVIC

Cher Monsieur le Président de la République,

Vous avez remporté un vif succès, la Yougoslavie se dissout, des micro-Etats se créent sur une base ethnique. Mais il n'est cependant pas difficile de deviner qu'à l'intérieur de ces Etats se retrouveront les nombreuses minorités ethniques qui existent maintenant dans le cadre de la Yougoslavie et de pressentir que vous serez à nouveau confronté aux problèmes nationaux que vous tentez de fuir.

Avez-vous alors l'intention de réagir aussi en cherchant à éviter les problèmes, en dissolvant l'Etat ?

Vous dites bien haut que vous prenez l'Europe en exemple. Pourquoi alors se désunir au moment où elle s'achemine vers l'intégration des Etat qui la composent ?

Pourquoi renforcez-vous le nationalisme, ce reliquat du siècle dernier au moment où l'Europe crée des régions transnationales ?

Pourquoi perdez-vous tout bon sens, pourquoi armez-vous la population civile et créez-vous des formations para-militaires quand le monde civilisé désarme ?

* Sociologue exilé à Berlin. Lettre parue dans le courrier des lecteurs de *Danas* du 6 août 1991. Texte traduit par Muriel Ecuer

Pourquoi ne vous occupez-vous pas des problèmes économiques, alors que sévissent la faim, la pauvreté et la misère. Appartiendriez-vous à une couche sociale que ces problèmes ne concernent pas ?

Montrez que vous êtes capable de résoudre les problèmes de la vie en commune d'une façon civilisée, que cela serve de premier pas vers l'européanisation.

Si vous n'êtes pas capable de le faire, ce dont je suis profondément convaincu, alors appelez les Nations Unies à la rescousse. Demandez leur de former un corps politique spécial qui représenterait les peuples de Yougoslavie, qui sont les victimes morales des événements, qui sont désarmés face à la situation intérieure et internationale et sont incapables de se prendre en mains. Ce corps politique jouerait le rôle d'un gouvernement.

Ainsi le peuple serait-il débarrassé de vous et vous déchargé d'un rôle dont vous n'êtes pas digne.

Zlatomir Popovic
Belgrade
Juillet 1991

JE ME PRÉSENTE

Pierre KRIZANIC*

J'ai vu le jour à la fin du XIXe siècle à Glina, un petit bourg de Croatie. Dans cette région connue sous le nom de Banija vivent catholiques et orthodoxes, ou, comme ils se nomment eux-mêmes, Serbes et Croates.

Ces deux tribus sont fameuses dans le monde entier parce que, depuis des décennies déjà, elles se battent cherchant à prouver, tout en employant la même langue, les mêmes arguments et surtout les mêmes expressions caractéristiques tirées du dictionnaire de Vuk Karadzic, qu'elles ne forment pas un seul et même peuple.

Je suis le fruit d'un mélange, car mon père était catholique, Croate, et ma mère orthodoxe, Serbe. Par conséquent, bon gré mal gré, je suis né Yougoslave. Il est tout à fait compréhensible, en raison de l'état d'esprit qui régnait dans cette région, que ma naissance ait donné lieu à l'un des innombrables différends entre Serbes et Croates. Autour de mon berceau se formèrent deux camps puissants, et une lutte intense s'engagea autour de la question de mon nom. Heureusement ce conflit, lors duquel Dusan et Kresimir, Lazare et Tomislav croisèrent le fer se termina sur un compromis, mais il s'en fallut de peu que je ne sois pas baptisé. Selon cet arrangement je reçus le nom de baptême de Pierre. Un nom tout autant serbo-orthodoxe que catholico-croate.

Mais, comme tous les accords conclus jusqu'à présent, celui-ci fut de courte durée. De nouvelles complications se firent jour autour de la

* L'un des plus grands caricaturistes yougoslaves, considéré comme le fondateur de la caricature dans son pays. Le texte ci-après est tiré de *Godisnjak Srpskog Kulturnometnickog Drustva*, Zagreb, "Prosvjeta", 1972.

question de mon éducation : l'enfant serait-il élevé dans l'esprit croate ou dans l'esprit serbe ?

Pendant ce temps, dans ma tête d'enfant, Starcevic et Sima Loukin Lazic, Vjekoslav Klaic et Pante Sreckovic, rivalisaient de sagesse; les Obilic et les Zrinski se livraient de furieux duels. Et quand, enfin, les deux camps prirent conscience que leurs efforts patriotico-pédagogiques venaient se briser contre ma tête dure, ils passèrent à la corruption.

Un jour, on surprit le visage souriant de l'une de mes tantes orthodoxes en train de gazouiller d'une voix suave : "Dis-moi, mon petit cœur, que tu es Serbe et tu auras un sou." Je déclarai résolument que j'étais Serbe.

Mais l'autre camp ne s'avoua pas vaincu, et on m'envoya une de mes tantes catholiques qui, d'une voix plus suave encore, roucoula : "Dis-moi, mon chéri, que tu es Croate et tu auras deux sous." Je niai solennellement être Serbe et me proclamai Croate.

Ce furent les premiers honoraires que je reçus pour mes convictions politiques.

JOURNAL DE CROATIE

Horst HAWEMANN

Losinj, été 1992

La guerre¹. Les fronts, loin. Les images, tout près. Panoplies de combat. Style design. Les uniformes, cette guerre n'en a pas besoin, elle a seulement besoin de tenues de combat. Mais une chose est claire: là, les paysans sont contre les paysans, les ouvriers contre les ouvriers. Oui, ça, on le voit. Les autres, ils ne font que se montrer. Colt sur la hanche, attache double. Chics et vaillants.

Il y en a un qui porte un lourd étui de projectile. Où? Chez lui! Vide, bien sûr. Nettoyé. Fini.

Été électoral. Un vieil homme colle une affiche du genre droite. J'y lis un poème, peut-être un chant. Ce qui serait le pire car il aurait alors deux créateurs. Je déchiffre: patrie, sang, batailles (dans les deux sens du terme naturellement)....

Je pose le doigt sur cet amoncellement de mots et je demande au vieux ce que ça signifie. Il explique longuement, avec amabilité. Dans sa traduction, les mots sang et bataille n'apparaissent pas. Seulement le mot patrie. Très souvent, celui-là.

Un peu plus loin, une affiche annonce une discussion publique au sujet de l'agrandissement du cimetière. (cette ironie-là, je n'y suis pour rien)

Un couple d'ici, des gens effacés, veut prendre une chambre. Vacances.

¹ Traduit de l'allemand par Micheline Poli.

Lui: pour une semaine.

Elle : cinq jours.

Elle prend des billets de banque dans diverses enveloppes portant une inscription. Ses lèvres remuent en comptant. Son visage à lui compte aussi. Ils rassemblent les billets. Lui mouille son doigt pour recompter en faisant un léger bruit de succion. Marmonne. Elle aussi. Ils remettent l'argent. Je change des deutschemarks. Pas beaucoup.

A la caisse, l'employée me tend le paquet de billets que vient de lui donner le couple effacé. Sans recompter. Y ajoute tout un paquet. Reçompté. Je mets l'argent dans la poche de mon pantalon.

A une heure plus très matinale, des vieux, assis devant la halle aux poissons, discutent. Près d'eux parade un plus très jeune homme en tenue de combat avec au cou une chaîne de grosses perles. Il tient absolument à ce qu'on lui pose des questions pour dire absolument quelque chose.

Les vieux ne lui demandent rien. Ah si! L'un lance derrière lui, suffisamment haut pour le type en tenue de combat et toute l'assemblée : Mon Dieu! pourquoi est-ce qu'on t'a pris dans l'armée?

Indignation. Le combattant crie en retour : Et toi, le vieux, pourquoi est-ce que tu n'y es pas allé? Fureur.

Un peu plus tard je vois le combattant dans un café. Avec sa famille. Des gitanes.

Le spectacle. Le soir, quatre amateurs font du théâtre. Avec la naïveté et le raffinement des amateurs. Les dames sont allées chez le coiffeur, les visages brillent d'un beau rouge vif sous l'épaisse couche de maquillage. Excitées, elles jouent terriblement mal pour les amis et parents qui emplissent le théâtre à ciel ouvert.

Un texte français connu, adroitement transposé pour ici. Le spectateur reconnaît avec malin plaisir des gens d'ici.

Et puis tout d'un coup satire politique à propos de la campagne électorale. Jeux d'épée, drapeaux, chants triviaux. On ne dit pas qui sont les vainqueurs. Pas de propagande. Pas de haine. Le tout nouvel hymne national tourné en dérision. Une spectatrice applaudit avec force. Toute seule. Avec méchanceté. Concernée. Et s'en va.

Comédiens, soyez remerciés pour un théâtre aussi mauvais et aussi honnête.

Quand même étrange, tant de politique nationaliste. Une guerre en a résulté. Nouveaux anciens insignes criards sur les uniformes, les drapeaux, les bâtiments officiels... Mais c'est en vain que l'on cherche les anciennes valeurs d'un peuple dans l'aspect extérieur de la localité. Tu n'entends pas de chant. Tu ne vois pas de robe. Tu n'as pas un autre goût dans la bouche... La brocante pour touristes envahit tout.

Tant de nationalismes et rien de national.

Comment se débarrasse-t-on de ses pauvres, c'est-à-dire des mal-aimés de la société. On les envoie de leur plein gré rejoindre les soldats. Les bien-aimés de la société, eux, restent dans leur bonne position sociale. Les pauvres qui en reviennent ont eu au front l'occasion de se débarrasser de leur mécontentement social ou de choses pires encore.

Ceux qui n'en reviennent pas, les bien-aimés de la société leur ouvrent un compte à la Banque Rijeka. Ainsi chacun paie - comme le veut la coutume bien établie, et on résout ses problèmes sur la voie qui mène à l'état social moderne. Tel qu'il se présente, noir sur blanc, sur les affiches électorales criardes qui pâlisent dans le clair soleil de midi. Mais le noir n'en reste pas moins noir au soleil.

Je ne sais pas s'ils l'ont collé au mur en grand secret, le fasciste national numéro un, A.J. Je l'avoue, en toute vérité, il a été lacéré en grand secret. On le voit. Parce que la peur laisse des traces.

Ça me revient. Le "méchant" voisin t'est toujours plus proche que l'ami éloigné parce que ce que fait l'un te concerne, ce que te conseille l'autre pour ton bien ressemble à un don fait dans le doux confort de l'éloignement. Si on repousse par l'usage d'une force mauvaise les voisins, la haine ira s'établir ailleurs, aura de nouveaux voisins.

La campagne électorale sur le bord de mer entre les shorts des vacanciers et les souvenirs multicolores d'un mauvais goût nationaliste. Voilà ce qu'est devenu ce qui était autrefois un marché. Après un chant qui veut "étriper l'ennemi", c'est "Lilli Marlène" qui retentit dans la boutique d'un brocanteur. Radio militaire ... Comment s'appelait-elle déjà? Comment s'appelle-t-elle maintenant?

La vue sur la mer est bouchée par des affiches sur lesquelles on peut voir les portraits des élus. Qu'il faut élire. Ils ont l'air d'être des agrandissements de photos d'identité faites au photomaton de la gare. Sourire d'une seconde. Surplombant une cravate bien à sa place.

Le président sortant arrive à notre rencontre en grand format, avec ses enfants dans les bras, deux du genre sans histoire, qui vous laissent encore la force d'avoir le regard joyeux.

Et la campagne électorale continue sur le bord de mer ... Il y en a un qui s'est fait représenter graphiquement par des traits militants. Il va se mettre à chanter le chant des tripes qu'il faut arracher à l'ennemi.

Dans le port le discjockey d'un fier bateau - d'origine australienne (!) - gueule les slogans du Parti paysan. Le pays en mer, sous pavillon australien, pour les paysans croates! Rire intérieur, sans joie.

Ce n'est pas une plaisanterie. Ici, c'est l'avenir qu'on nous promet.

Quelque part au fond des petites ruelles, loin du centre donc, tu peux apercevoir des petits papillons, fabrication artisanale comme si on

les avait inventés à Prenzlauerberg¹. Aucune chance dans ces élections, les amis, mais présents tout de même, heureusement. Les portraits se ressemblent parce que le soleil les pâlit sans pitié. Le jour des élections ce ne seront plus que des ombres sans contours qui regarderont le peuple des électeurs. Marché à la brocante.

(Gospoda, Satire - pas inventée, vue seulement)

Le poète. Le soir, un poète de Dubrovnik lit des vers au théâtre. On le présente comme un grand poète. Luka Paljetak?

Il ne lit que quelques poèmes tirés de vieux livres, ne sort aucun papier nouveau portant des paroles d'actualité sur les tourments de sa ville.

J'ai compris une ballade. La voici : une dame traverse pleine de peur un cimetière. Elle rencontre un homme affable qui porte un chapeau-claque très haut. Il la conduit à travers les rangées de tombes avec prévenance et lui dit en prenant congé à peu près ceci : quand je n'étais pas encore mort, j'avais peur moi aussi.

Il chargent martialement, avec force drapeaux, casqués, l'arme pointée en avant, sur une assiette de faïence. Arme dirigée sur l'ennemi. Avant-garde des plus courageux. Garde. Sur le bord de l'assiette on lit : Dieu protège la Croatie.

Il vaudrait mieux lire : Que Dieu protège l'assiette. Car si elle tombe, il en serait fait des assaillants. L'attaque ratée. Tout cet héroïque courage à la poubelle.

Pardonnez-moi, mon Dieu, cette plaisanterie. Mais ne pardonnez pas à ceux qui ont placé Votre Nom sous ces images. Ils entrent avec précipitation dans Votre Maison. Il est temps de les chasser du temple.

La vue. Des chèvres montent dans les arbres! Où grimpent les chèvres? Les chèvres grimpent dans les oliviers. Deux pattes posées sur la roche, le reste étiré vers le ciel. La lumière du soir pose des ombres sur la roche. On voit voler des chèvres blanches et Marc Chagall est assis sous l'olivier.

Susak, île de sable dans la mer. D'où vient-il? Alberto n'en sait trop rien. Oui, il y a bien des théories ... Alberto, le guide, n'arrive pas à se décider pour l'une ou l'autre. Dans la langue du pays, ici on parle de façon particulière, il nous raconte, à l'ombre du seul arbre de l'île, comment François-Joseph a fortifié la rive. Jugement dépréciatif, il dit : Les Italiens ont construit une petite école. Sur le reste de l'histoire, pas un mot. Mais nous remarquons un monument aux morts élevé par les

¹ Prenzlauerberg, quartier de Berlin-Est d'où partaient textes et tracts tapés ou imprimés avec des moyens limités (ndt).

habitants après la dernière guerre, endommagé par les habitants au cours de celle-ci.

Alberto nous envoie en avant-garde sur la montagne. Direction église. Il nous suivra. Nous transpirons dans la montée. Avons une belle vue et d'innombrables lézards dans les jambes, fidèles à l'île. Pas comme la jeunesse, partie en masse pour l'Amérique.

Alberto ne nous a pas suivis. Il picole avec les Italiens dans le port. Nous restons dans l'ignorance près de l'église.

Dans le port peu de propagande électorale. A quoi bon? Ici, on a fait son choix depuis longtemps: l'Amérique!

Familiale. Description de photo. A droite, le président regarde fixement devant lui, remplissant ainsi avec virilité une tâche que lui ont assignée les photographes de l'agence publicitaire. Rien de plus.

Madame Paraga regarde son époux, les yeux levés vers lui, légèrement en retrait, ce qui signifie en clair : voici, là, devant, mon mari, ce père fidèle. Celui que j'ai choisi, le bon, pour la mère-patrie et pour moi - ou pour moi et notre patrie. Moi, je ne suis que Mais qu'est-ce qu'elle est seulement, Madame Paraga? Allée chez le coiffeur. Le fils Paraga lève les yeux au ciel d'un air si affreusement bête et demeuré qu'il donne bien l'impression de l'être. Ou d'avoir fait dans ses culottes. Ou bien il a tout simplement des problèmes avec ce papa à droite. Quelque part au milieu de la photo, la fille Paraga sagement - ou non - posée là, comme si on l'avait empruntée pour l'occasion, attendant de pouvoir s'échapper pour retourner dans une autre famille. Mais Maman la tient affectueusement d'une poigne ferme. La photo soutient une belle idée électorale : Cet homme, c'est le bon, celui de l'avenir. Regardez-le, il a une famille! Celui qui a des yeux et une famille cachera cette photo tout au fond d'un carton à souvenirs, là où on ne la retrouvera jamais.

Ce n'est pas du politicien Paraga dont le pays a besoin, mais de photographes.

La balance. On y dépose toute l'horreur produite dans cette guerre par les uns. Et on s'indigne de voir chuter le plateau. Alors on pose sur la balance les méfaits des autres, même résultat. Ah non, un peu moins de méfaits. Mais comment le constater vraiment alors que le plateau a atteint le point le plus bas? Arrivent alors les Justes, les vrais, qui chargent à égalité les deux côtés et se mettent à chercher le millimètre de différence indiqué par l'aiguille de la Justice.

Puis arrivent les morts - qui pèsent la balance.

Je lis dans un journal allemand que des réfugiés bosniaques arrivés à Schwerin refusent de quitter leur car et demandent à être conduits dans un "pays/Land civilisé", à Hambourg. Si c'est vrai, l'exode, lui non plus, n'est plus ce qu'on croyait et la civilisation autre chose que ce que l'on

pensait jusqu'à maintenant. Ou alors il existe un nouveau réfugié, du style : j'ai le choix, je prends ce qu'il y a de mieux.

Mais ces réfugiés n'avaient sûrement pour meneur que quelqu'un n'ayant que des connaissances économiques.

Apparemment même dans la détresse, l'homme a besoin d'autres hommes qu'il estime valoir moins que lui.

Post-scriptum, plus tard :

Dans ce car il devait y avoir un voyant qui a eu la prescience des bombes incendiaires lancées dans les foyers où logent les étrangers à Rostock. Pas loin de Schwerin, pas loin de Hambourg.

La couleur. Noir. Très sombres pressentiments à la vue des affiches électorales du parti de droite, le HSP-HOS du sieur Paraga. Attention, ceci n'est pas un jeu de mot, pas un bon mot, pas une petite ironie. Ici, c'est la peur qui vous étreint.

Une affiche pour Monsieur Kinkel. Ah, non, deux s'il vous plaît. Et encore une autre pour Monsieur Genscher, un peu à retardement. Non, pas le grand, ce n'est pas la peine, avec cet impressionnant morceau de chair d'athlète, avec le dragon tatoué sur l'avant-bras luisant, gonflé à bloc. Doigts pressés sur la gâchette d'une arme à tir rapide *made in ...*

Sans oublier bien sûr les lunettes de soleil. Et en face un autre malfaiteur. Les doigts où? Sur la gâchette! Le visage où? Pas de visage. Une menace. Au milieu - forte poigne d'homme - deux pouces levés. Comme un geste peut dégénérer. Sous les ongles, de la crasse. Ou non, pas de la crasse, ou alors....

Ou bien tout simplement une maladresse de l'imprimeur? ou bien quand même - du sang.

Messieurs les ex-Ministres des Affaires étrangères, Monsieur K. et Monsieur G., c'est chose promise : nous allons essayer de vous faire parvenir cette affiche l'arracher du mur? N'oubliez pas - où sont les doigts? Sur la gâchette!

P.S. Il est plus simple et moins dangereux pour vous de vous la procurer par l'intermédiaire de votre toute nouvelle ambassade. Je vous promets que vous vivrez cette propagande électorale qui vous garantit le frisson de peur.

Fait-divers dans le journal local. Une Croate et une Serbe racontent toutes les deux les magouilles du patron de la halle aux poissons, un ivrogne réputé dans toute l'île et fasciste dans l'âme, Oustacha. Il a porté plainte contre les deux femmes parce que, le jour de la fête nationale des Oustacha, elles avaient descendu le nouveau drapeau de sa hampe. Explication du délit : le noble drapeau était tellement encrassé par le poisson que les deux femmes avaient tout simplement voulu le laver. Sur ça, le vieux guerrier accuse la Serbe, et uniquement elle, de vouloir empoisonner le poisson de l'île et présente comme seule preuve un méchant morceau de sucre. Mais la police locale identifie le

sucré comme tel. Heureusement pour la Serbe. On ne dit pas si elle a aussi compris que le poisson commence à puer par la tête.

Post-scriptum. Imprimé sur un T-shirt: Légion Noire 1941-1945. C'étaient de valeureux soldats croates. Les parents l'achètent, les enfants le portent.

C'est un enfant qui parle : je suis Croate et un gamin, un réfugié, a voulu me vendre la capsule d'une grenade qui porte des lettres cyrilliques. Non, mais qu'est-ce qu'il croit?

Ici tous les hommes portent de grandes croix fixées à de grosses chaînes. Est-ce que ce sont les nouvelles plaques d'identification en cas de décès?

Un Autrichien et sa famille à l'agence de tourisme : il faut absolument que j'aille à Zadar. Il paraît que là, il se passe plus de choses qu'ici.

Ici (et seulement ici) la guerre est presque finie mis à part de petits incidents à l'échelle locale - insignifiants. Et maintenant enfin les gens qui ont de bons postes peuvent s'engager au front et remplacer les pauvres diables qui doivent aller au travail.

Il est temps de partir. Le corps est reposé, la nature en soit remerciée. La tête rage de plus en plus. Œuvre d'hommes. Difficile la recherche de l'espoir. Trop de noir dans ce clair paysage.

Tout ce qu'on a pu voir et entendre en passant, c'est assez et ce n'est pas tout. Le fait qu'il y ait eu aussi des gens cachés dont la raison est présente mais silencieuse, n'a rien d'une consolation.

Peut-être l'espoir donne-t-il quelque chose de bon à l'homme quand l'œil voit en lui trop de laideur. La nature l'exige. Mais qu'est-ce que cela représente? En surface beaucoup, en profondeur peu de chose.

L'homme peut abîmer chaque image, aussi ancienne, aussi belle soit-elle.

Mali Losinj - Berlin
Août 1992

LETTRE À JOVAN

Nebojsa POPOV*

Cher Jovan, c'est la tête basse, en raison de ma honte et de mon impuissance, que je vous ai écouté hier, dans le Parc des Pionniers, répondre aux questions des Belgradois qui vous demandaient qui détruit Sarajevo. Vous nous avez dépeint le martyr des pacifistes, parmi lesquels votre père, sous les balles des snipers qui accompagnent les dirigeants du Parti Démocrate Serbe, et le bombardement de la ville par l'armée serbe et yougoslave. Quand vous nous avez demandé si nous savions que l'on bombardait Sarajevo et Mostar en notre nom, à nous, les Serbes, quand vous nous avez dit que ceux qui anéantissent ces cités considèrent Belgrade comme leur capitale, je suis resté les yeux rivés au sol. Je n'ai regardé autour de moi que lorsque je vous ai entendu nous supplier de faire quelque chose pour arrêter cette horreur.

J'ai regardé autour de moi et j'ai vu des visages connus pour la plupart, ceux des personnes qui ont participé aux actions pacifistes durant l'année écoulée. Vous avez entendu vous-même qu'il est, parmi nous qui faisons bloc hier encore, des partisans de la guerre pour la "cause serbe" et d'autres qui rejettent toute la responsabilité du malheur qui nous accable sur les autres et nous-mêmes qui voyons des fauteurs de guerre jusque parmi les criminels et pillards serbes. Quand bien même nous serions tous d'ardents défenseurs de la paix, nous n'avons jamais été guère plus d'un millier à protester. Le fait qu'il n'y ait pas eu autant de contestataires dans les rues de Zagreb et de Ljubljana ne

* Lun des fondateurs de l'Union yougoslave des initiatives démocratiques.
Texte traduit par Muriel Ecuer.

saurait nous consoler, car la guerre est partie de là-bas et maintenant, les troupes croates tuent et détruisent également en Bosnie-Herzégovine. Belgrade a toujours été une ville à part, c'est pour cela que nous l'aimons même si sur elle pèse aujourd'hui la menace de devenir un faubourg de Mali Mokri Lug, de Knin ou de Pale!

Croyez-moi, Jovan, je ne saurais avoir la conscience tranquille parce que j'ai été de toutes les manifestations pacifistes à Belgrade et que j'ai pris la parole, chaque fois que je l'ai pu, pour dénoncer le régime serbe, responsable de la guerre qui, tel un incendie, se propage à tout le pays, nous épargnant cependant, nous, Belgradois, d'avoir à subir les pires horreurs.

Quand les liaisons téléphoniques le permettent, j'appelle mes amis de Mostar et de Sarajevo, j'écoute le récit de leurs souffrances, leurs appels à l'aide et à la compréhension. J'éprouve à nouveau le sentiment de ne rien pouvoir faire contre la mort qui s'est déchaînée comme les éléments, j'ai honte qu'elle s'abatte déjà sur eux, m'évitant. Au cours de ces longues conversations nocturnes, nous nous souvenons des années où nous avons essayé, à Sarajevo et Mostar, d'unir nos forces pour lutter contre le nationalisme et le chauvinisme, ainsi que contre le mal dont ils sont porteurs. Nous avons organisé des débats à propos du Kosovo et une table ronde en vue d'empêcher la guerre totale, mais nous avons fait chou blanc, non seulement parce que nous n'avons pas obtenu de résultats, mais aussi parce que nous n'avons pas bénéficié du soutien que nous escomptions de nos concitoyens, qui ont préféré suivre les leaders nationaux, et les partis politiques qui faisaient seulement semblant de prôner la tolérance, le dialogue, le compromis, la paix et la démocratie mais légitimaient en fait la politique guerrière des régimes nationaux. Il y a eu des exceptions, certes, mais une hirondelle ne saurait faire le printemps. Nous avons compris dans quel guêpier nous nous retrouvions. Tandis que nous animions des débats, organisions des tribunes et des concerts pour la paix, les autres se préparaient et s'armaient pour régler de vieux comptes, se venger et réaliser les vieux rêves collectifs de la création d'Etats nationaux, sans se demander ce qu'il en coûterait. Comment aurions-nous pu les empêcher de continuer sur leur lancée, nous qui ne sommes que des marginaux, quand l'Europe et le monde entier se sont avérés impuissants à les contenir. Partout où la vie humaine a un prix, personne n'est manifestement prêt à venir risquer sa peau dans les coupe-gorge des Balkans, hormis ceux qui ne reculent devant rien pour de l'argent et acceptent de devenir mercenaires.

Parfois, mon cher Jovan, quand au cours de ces conversations qui deviennent de plus en plus pénibles, nous évoquons, mes amis et moi, ce que nous avons peut-être omis de faire, il nous vient à l'esprit que nous aurions peut-être dû engager une lutte armée contre les fauteurs de guerre, mais cela n'aurait été qu'ajouter la guerre à la guerre, alors

que nous ne sommes pas sûrs d'avoir tiré parti de tous les moyens pacifiques.

De là, à mon sens, viennent tous nos malheurs : nous sommes incapables de nous comporter comme des *citoyens à part entière* et d'user de moyens *politiques* pour aller vers la paix et la démocratie. L'engagement politique, hors du cadre de la loyauté au régime et aux idéologies collectivistes, fait toujours très peur. Nombreux sont ceux qui croient encore que la guerre, ce mal actuel, les épargnera, qu'ils s'en tireront comme ils s'en sont toujours tirés jusqu'à présent, alors que les opposants à la dictature et des innocents y laissent leur peau. Les uns pâtissent tandis que les autres se taisent, bien qu'ils le fassent beaucoup moins qu'avant. Le collectivisme effréné s'accompagne d'un individualisme impudent, le plus souvent mis au service de la cause nationale, comme le prouvent les nombreux exemples de personnalités qui veulent se situer en dehors ou au-dessus des partis politiques. Egoïstes et bouffis d'orgueil, obsédés par leur désir de garder les mains propres, les sectaires surenchérisent en égrenant les raisons pour lesquelles ils refusent de collaborer avec tel ou tel, alors que les flammes lèchent notre seuil à tous, quand ce n'est pas la maison qui brûle déjà. Ce qui nous arrive là ressemble à un spectacle de cabaret comme on pouvait en voir à l'époque de la montée du fascisme, cela pourrait sembler amusant si nous n'étions pas déjà plongés dans une des guerres les plus sales de l'histoire.

Malgré tout, il en est encore parmi nous qui se consolent en se disant qu'il existe "une autre Serbie", qui veut la paix et une vie digne de ce nom. Moi, je dirais plutôt qu'il s'agit d'une "troisième Serbie", imaginaire, une société civile tournée vers l'avenir, ayant réussi à s'arracher non seulement à son passé bolchevique, mais aussi à son passé nationaliste, celui des tchetniks, de Ljotic et de Nedic.

Je veux croire, mon cher Jovan, qu'il y a à Belgrade et dans la Serbie toute entière de plus en plus de personnes qui refusent de continuer à soutenir la politique de guerre, qui compatissent aux malheurs de toutes les victimes et désirent leur venir en aide, qui ne peuvent envisager de vraie vie que dans cette "troisième Serbie" à venir. Combien sommes-nous, nous le verrons bientôt, selon que nous nous contenterons de voter pour un nouveau gouvernement qui continuera dans la même foulée ou que nous exigerons de véritables élections, une nouvelle politique, un nouveau pouvoir.

Tandis que je vous écoutais hier, je n'ai pas éprouvé seulement de la honte, mais aussi un peu de réconfort car je ne me souviens pas avoir eu récemment l'occasion d'entendre un jeune homme qui vient juste de passer son bac tenir en public un discours aussi sensé et honnête, sans crainte des conséquences sur le plan politique. Si, parmi les jeunes de votre génération, vous êtes plusieurs à ne pas vous laisser gagner par l'apathie et l'apolitisme, cela prouve que j'ai raison de croire, que mes convictions ne sont pas seulement un leurre dont j'use pour me

Nebojsa Popov

consoler. J'ai perçu votre intervention publique d'hier comme un début de retournement de la situation, surtout quand vous avez pris la défense de votre père, car les parents, pour la plupart, se contentent actuellement de pleurnicher en vain sur le sort de leurs enfants devant les généraux.

S'il nous est donné de survivre, j'espère que nous nous rencontrerons à nouveau après la guerre, qui se terminera d'autant plus vite que nous serons moins seuls et impuissants à combattre ensemble et que nous ferons preuve de maturité civique.

Sincèrement vôtre

Nebojsa Popov
Belgrade
Mai.1992

LA MORT LENTE DE MON PAYS

Mira ERCEG*

27 juin 1992

Assoiffés et fatigués, après vingt-quatre heures de route, nous décidâmes de faire une halte un peu plus longue que les autres pour souffler un peu. Zlatomir gara la voiture à l'ombre épaisse et poussiéreuse des mûriers de Voïvodine. Nous n'avions pas fait attention au nom de ce village que traverse la route de Belgrade. Nous nous arrêtâmes devant la terrasse d'un café plongée dans la verdure; sa fraîcheur était tentante en ce midi brûlant. Sous la ramure des arbres chargés de fruits mûrs et noirs se gara à peu près en même temps, et juste à côté de nous, une autre automobile. Une Moskvitch immatriculée à Vukovar. Ce ne fut qu'alors que je compris que nous étions tout près de la ligne de front. Mon attention fut attirée par l'homme assis au volant, mal rasé, la face ravinée de rides profondes et prématurées. Sur le siège voisin, une fillette d'une douzaine d'années, splendide avec ses yeux de biche et son col de cygne. Oubliant ma soif, je restai le regard rivé sur ces deux visages. Mon ami Zlatomir, qui souffrait d'un abcès mal placé qui s'était infecté pendant le voyage entre Berlin et Belgrade, sortit de la voiture pour se dégourdir les jambes et commanda un rafraîchissement. L'homme de la Moskvitch, le père de la fillette vraisemblablement, sortit de ses poches puis de l'intérieur de sa chemise des liasses de billets grasseyés et chiffonnés, de ces dinars qui ne valent plus rien à cause de l'inflation. Il les compta et les plia de ses doigts osseux avant de les donner à l'enfant, sans la regarder. Il resta perdu en lui-même, taraudé sans doute par quelque peine. La petite fille se pendit au cou de son

* Metteur en scène. Texte traduit par Mireille Robin

père et embrassa sa joue piquante. Je ne remarquai qu'alors que son bras gauche était amputé juste en-dessous du coude. Je vis dans un éclair la cicatrice du moignon, encore fraîche et rose, à cinquante centimètres à peine de mes yeux. Après avoir embrassé l'homme immobile, elle ouvrit la portière vivement, de la main qui tenait l'argent, et se dirigea vers le magasin appuyé au café du village. "Boutique Annabella", était-il inscrit sur le panneau qui surmontait la devanture remplie de chiffons bigarrés, et encadrée d'une guirlande d'ampoules multicolores qui s'allumaient et s'éteignaient tour à tour même en plein jour. Elle se précipita, aussi vite que le lui permettait la prothèse dont était appareillée sa jambe gauche, vers l'étalage campagnard dont elle rêvait depuis longtemps. Une plaque d'immatriculation de Vukovar, des réfugiés, une grenade, un moignon, une prothèse. ... Je pris conscience que ces deux personnes étaient venues de l'enfer dans cette Moskvitch. De Vukovar ou d'ailleurs, hier ou cet hiver, peu importe. Aujourd'hui, la petite fille était sortie de l'hôpital et son père ne voulait rien lui refuser, pensai-je, tandis que les fruits du mûrier tombaient sur notre Opel, maculant l'habitacle de tâches rouge sombre. Peut-être ce père avait-il vengé sa fille en tuant un autre père (un Croate), voire même un enfant. Ou bien avait-il pardonné, comme le papa de Senida. J'avais lu son histoire récemment dans un journal. Un tireur embusqué serbe avait tiré une balle dans le dos de la petite Senida, une enfant de trois ans qui vivait à Sarajevo. Quand on lui demanda ce qu'il ferait à l'homme qui avait blessé sa fille tandis qu'elle jouait devant leur immeuble, si jamais il lui arrivait de le rencontrer, il répondit qu'il l'inviterait à prendre un café et lui demanderait pourquoi il avait agi ainsi. Non, il ne le tuerait pas. Ce père ressemblait à celui qui était assis dans la Moskvitch garée tout près de moi. Il avait un visage rustaud, des mains rugueuses. L'homme de Sarajevo était un ouvrier, celui-ci un paysan de Slavonie sans doute. Les petites avaient survécu à leurs blessures, au choc, à elles-mêmes. Mais la guerre durait toujours. La guerre de leurs pères. Leurs Pères suprêmes, les Pères de la nation, avaient exigé d'elles un tribut en sang humain. Jusqu'à quand cela se reproduira-t-il ?

1er juillet 1992

Goran, volontaire serbe, est rentré hier du front situé à l'Est de l'Herzégovine, alors qu'on ne l'attendait pas. Il est venu à Belgrade se ravitailler en ampoules de morphine. A son départ, il avait emporté de quoi tenir trois mois, mais au bout d'un seul, il ne lui restait plus rien. Là-bas, ses douleurs étaient devenues de plus en plus fréquentes, insupportables. Goran souffre d'un cancer du duodénum au stade terminal. Des métastases ont gagné le foie et les poumons. Avant que son ennemi du dedans, la maladie, ne l'anéantisse, il veut exterminer le plus grand nombre possible d'ennemis du dehors, de Croates

contaminés par le "fascisme". Goran est persuadé que les Serbes mènent une guerre juste, qu'ils se battent pour leur survie. Sous combien de masques, outre celui du patriotisme, peut se déguiser la soif de tuer ? Quelles sont les ténèbres, plus profondes et plus sombres que la nuit noire, qui règnent en cet homme pour qu'il veuille entraîner dans la tombe un maximum de personnes ?

PS - Goran est mon ancien camarade d'école. Lorsque nous étions au lycée, nous étions "fous" de littérature. Nous passions des heures et des jours à discuter de Faulkner, de Dos Passos, de Camus, de Sartre, de Joyce. Une amie commune m'ayant appris pourquoi il était à Belgrade, je n'eus pas le courage de le rencontrer.

3 juillet 1992

Vouloir prouver que l'on vit encore en tuant est le pire outrage que l'on puisse porter à la raison, qui, certes, n'a plus cours sous ces horizons. La raison, on l'a tuée avant de commencer à massacrer les êtres humains. Il a suffi de gaver le patient d'hallucinogènes, du Kosovo ou d'ailleurs, puis de l'anesthésier en lui injectant une bonne dose de chauvinisme. Quand l'opération a débuté, le malade était déjà mort. On lui a d'abord incisé le cou avant de séparer la tête du tronc. La trépanation est en cours. La dépouille sans tête passe son temps devant un écran de télévision. Elle ne souffre plus de migraines. On a remplacé son chef décapité par une antenne. C'est l'heure des informations sur la chaîne "Bosnie Libre". L'agence de presse Srna (La Biche) annonce qu'au zoo de Sarajevo les bérets verts musulmans jettent des enfants dans la cage des lions et se font prendre en photo afin de garder un souvenir du festin auquel sont conviées les bêtes. La Douce Biche et le Lion Royal ont protesté auprès du Comité International Chargé de la Défense des droits des animaux. La Biche s'est plainte de ce que les hommes ou plutôt cette sous-espèce plus connue sous l'appellation "Homo sapiens balkanicus" (variété serbe), mésusent de son nom pour faire une propagande bestiale. Le lion affirme qu'il n'était présent dans la cage du zoo de Sarajevo au moment allégué que dans l'imagination malade d'un chirurgien de Pale, spécialiste en décapitations.

3 juillet 1992

Comment l'"ethnos" a-t-il pu vaincre l'"éthos" de l'amitié ? Djordje Lebovic, mon ami de longue date et l'un des auteurs dramatiques les plus réputés de Belgrade, m'a entretenue aujourd'hui de ce sujet. Djordje part demain pour Israël, à jamais. Le survivant d'Auschwitz bat en retraite devant le monstre de l'ethno-fascisme qui sévit actuellement à

Belgrade. A Tel-Aviv, il consacra le temps qu'il lui reste à vivre (il a plus de soixante-dix ans) et ses dernières forces à l'écriture d'un ouvrage sur le camp nazi. Le cercle des personnes qui luttent encore contre la bête dans cette ville sera manifestement appauvri par son départ. Nos adieux, dans l'ambiance raffinée de son appartement d'écrivain, me pèsent à double titre. J'ai le pressentiment douloureux que nous ne nous rencontrons jamais plus. Je sais que je quitte une ville qui n'existe plus, le Belgrade multi-culturel et cosmopolite, jadis ouvert aux influences les plus diverses, à toutes les modes et à tous les courants, qui étouffe aujourd'hui dans un espace claustral tel celui d'un gros bourg où l'esprit agonise. Tandis qu'il caresse son chat angora roux, qu'il va devoir laisser aux bons soins de ses voisins, l'homme qui porte encore un matricule tatoué sur le bras s'émeut visiblement en décrivant la mort d'une amitié. Ils étaient trois vieux copains, lui, Djordje, Dimitrije et Josip, l'un auteur dramatique, le second metteur en scène et le troisième prosaïste, respectivement Juif, Serbe et Croate aujourd'hui, Yougoslaves jusqu'à hier; plus jamais ils ne s'assièrent ensemble dans le jardin rempli de roses de Josip qui domine Sarajevo. Un tank a écrasé les rosiers et le bacille meurtrier de l'"ethnos" a eu raison de l'amitié. L'automne dernier déjà, Dimitrije, le metteur en scène serbe, avait reproché à son ami juif, dont il montait les pièces depuis longtemps, de ne pouvoir comprendre, étant non-Serbe, que les Serbes faisaient la guerre en Croatie pour se défendre contre un peuple génocidaire, à savoir les Croates (ce qui devrait pourtant être accessible à l'entendement d'un Juif!); et puis d'ailleurs, qu'ils aillent se faire foutre, tous ces pacifistes belgradois qui allument chaque soir des bougies à la mémoire de ceux qui sont tombés au combat, oustachi croates y compris! ... Dimitrije, l'intellectuel à qui la théorie génétique avait fait perdre la tête, cessa de fréquenter dès lors, après l'avoir traité de miso-serbe, celui qui était jusqu'à présent son ami inséparable. Et au printemps de l'année suivante, Dimitrije le belgradois coupa également les ponts avec Josip de Sarajevo. Voici comment cela se passa, selon ce que m'a raconté Djordje Lebovic. Alors que, par une matinée d'avril, Josip était installé dans son bureau, devant sa machine à écrire, occupé à terminer son roman en cours, et que Rava, sa femme, originaire d'une vieille famille serbe de Sarajevo, préparait dans la cuisine du café turc, un tank se fourvoya dans le jardin, écrasant les rosiers chargés de boutons, et vint se mettre en "position de combat" à l'autre bout. Précisons que de ce jardin, situé sur une colline, on a une vue imprenable sur Sarajevo. De là, on commença à bombarder la ville. Un second tank vint rejoindre le premier, puis on apporta deux obusiers. Les hôtes inattendus ordonnèrent au maître de maison et à son épouse de descendre dans la cave et de n'en pas bouger. Quelques jours après qu'eut débuté l'occupation de ce lieu réputé pour sa beauté, le téléphone sonna dans le bureau de Josip, où les artilleurs tuaient le temps entre les attaques en jouant aux cartes et en ingurgitant d'énormes quantités d'alcool. Comme la communication provenait de

Belgrade, on autorisa Josip à monter dans ce qui était jadis sa pièce de travail. Il dû, pour se frayer un chemin jusqu'à l'appareil, écarter les bouteilles vides et les pages piétinées de son manuscrit inachevé. A l'autre bout du fil, il reconnut son ami de Belgrade, Dimitrije.

"Salut Josip, comment va ? Est-ce que ton roman avance ?", lui demanda-t-il. "Eh, mon pauvre Dimitrije, tu me demandes des nouvelles de mon roman alors que de MON jardin, MES tanks sont en train de détruire MA ville, Sarajevo!" "Quels tanks ! Qui parle de détruire ! Mon Dieu, Josip, te serais-tu laissé prendre, toi aussi, à la propagande musulmano-fasciste! Serais-tu devenu, à l'instar de Djordje, un misoserbel!" proféra dans l'appareil une voix courroucée. Josip, au lieu de répondre, resta un certain temps le combiné à la main, afin que son interlocuteur belgradois puisse s'assurer, de ses propres oreilles, qu'on tirait bien sur Sarajevo, puis il raccrocha. En sachant que c'en était fini à jamais. "J'ignore si Dimitrije a pris le bruit de la canonnade pour un trucage de la propagande, mais les deux amis ne se sont plus téléphoné." Djordje termine son récit en faisant un geste d'impuissance de la main, lui dont l'avant-bras porte encore la trace bleue du matricule d'Auschwitz. Le chat roux saute de ses genoux et disparaît dans une direction de lui seul connue, comme s'il se moquait de toutes ces histoires, de la mort et des départs. Djordje m'apprend encore qu'il arrivait à joindre Josip de temps en temps, généralement après minuit, quand on rétablissait la liaison téléphonique avec Sarajevo. De Tel-Aviv, pourra-t-il appeler cette ville, il l'ignore. Sarajevo, pardonne-moi ! Je m'agenouille devant ta souffrance, je me sens humiliée à cause de mon impuissance. Josip et Rava sont encore en vie. A la cave. Djordje part demain pour Tel-Aviv et moi, peu de temps après, pour Berlin. Dieu vienne en aide à Dimitrije quand le ciel de Belgrade s'effondrera.

Belgrade
Juillet 1992

UNE SOCIÉTÉ EN GUERRE

Zagorka GOLUBOVIC*

Il m'est difficile aujourd'hui de parler de façon académique de notre société et de la guerre alors que notre société est en guerre, qu'elle est engagée dans une guerre dont on ne se souvient pas en avoir vu dans cet espace d'aussi absurde, dont les victimes sont aussi inutiles.

Nous ne pouvons pas faire comme si la guerre était un thème théorique que nous pourrions, en ce moment, examiner à loisir, sans affliction ni désespoir.

Ici, en Serbie, nous sommes en guerre, et ce n'est pas seulement une représentation; nos enfants périssent sur les champs de bataille de Croatie et de Bosnie, et nous, de fait, nous participons à la guerre en dépit de déclarations cyniques et répétées affirmant que "la Serbie ne fait pas la guerre", que "le danger d'une guerre imminente est levé". Nous voyons les conséquences de cette guerre autour de nous : invalides de guerre, flots de réfugiés, uniformes de mascarade, bandes armées. Sans parler des conséquences psychiques durables, des cauchemars qui nous accompagneront pendant de longues années après la guerre, et du sentiment d'appartenir à des générations abusées, perdues, désespérées.

C'est pourquoi, pardonnez-moi, je ne peux aborder ce thème de façon académique. Les sociologues, les historiens, les anthropologues et les psychologues auront beaucoup de travail, quand les horreurs de la guerre auront pris fin; ils pourront poursuivre des recherches en profondeur sur les conditions qui régnaient dans la société yougoslave

* Professeur de sociologie et d'anthropologie à l'Université de Belgrade.
Article paru dans *Socioloski Pregled*. Texte traduit par Muriel Ecuer.

des années 80 et 90 pour expliquer ce qui s'est passé dans les relations entre peuples, dans la conscience des peuples qui vivaient sur le sol de la Yougoslavie, pour expliquer ce qui a conduit au retournement brutal d'une société, semblait-il, relativement stable (dont les faiblesses bien connues étaient cependant moindres que celles des autres sociétés de l'Europe de l'Est), où les peuples vivaient dans une relative harmonie, pour expliquer ce qui a conduit à une éruption de passion et de haine, qui, en quelques mois, a mené à la désagrégation de la Yougoslavie, à l'impossibilité de vivre ensemble plus longtemps ... Les anthropologues devront s'occuper plus sérieusement de comprendre le "caractère national", d'expliquer quel peuple nous sommes, de savoir si nous ne sommes capables de mobiliser toute notre énergie que pour nous entre-tuer alors que, par ailleurs, nous sommes enclins à la résignation, à la passivité, que nous supportons avec patience les souffrances, comme l'ont écrit Cvijic et Dvornikovic¹. N'y a-t-il pas là un début de réponse à la question : pourquoi tout cela nous est-il arrivé? La réponse en effet ne se trouve pas seulement dans l'habileté des autorités à éveiller les passions les plus basses de la population, à les utiliser au travers de mouvements nationalistes et populistes pour atteindre leurs buts égoïstes d'hommes de pouvoir. Il faudra laisser passer un certain temps, laisser s'établir une distance par rapport aux événements, laisser les passions s'apaiser avant de pouvoir procéder à des analyses objectives.

Aujourd'hui, nous devons cependant poser cette question : existe-t-il encore des forces et des possibilités qui permettraient de délivrer cette société de la guerre? Nous, sociologues qui devrions, en principe, avoir une perception plus exacte de notre société que n'en ont les autres citoyens, sommes-nous capables de montrer la voie pour sortir du chaos, de la folie de la haine?

Bien que, dans ces ténèbres épaisses, nous ayons le sentiment que tout est perdu, que nous sommes privés de toute possibilité d'action, que le cours de l'histoire, dicté par les puissants, passe inéluctablement à côté de nous, il semble qu'en tant que citoyens nous ayons à notre disposition un certain nombre de possibilités d'action. Je citerai ici Mirko Tepavac.

"Que pouvons-nous donc faire ? Nous pouvons ne pas souscrire au mensonge et ne pas succomber au fondamentalisme nationaliste. Nous pouvons regarder en face ce fait que si nous ne les rejetons pas, des objectifs fantasmatiques et erronés seront payés par la perte de la paix, de nos vies, de nos biens. Nous pouvons ne pas envoyer, sans rien dire, nos enfants à la guerre alors que ceux qui reviendront seront démoralisés, estropiés ou traumatisés. Nous

¹ Jovan Cvijic est l'auteur de *La péninsule balkanique*; Zvonimir Dvornikovic de *Karakterologija Jugoslovena* (Caractérologie de la Yougoslavie)

pouvons soutenir activement les mouvements pacifistes. Nous pouvons nous opposer en paroles et en actes à la haine et à l'agression. Nous pouvons ne pas attendre que résolvent les problèmes ceux qui les ont causés. Nous pouvons refuser notre confiance à ceux qui profèrent avec morgue des menaces plutôt que de discuter civilement. Nous pouvons défendre ceux que des fous déchaînés maltraitent en raison de leur appartenance nationale, politique ou confessionnelle. Nous pouvons ne pas applaudir ceux qui nous mentent, qui veulent nous faire croire que nous sommes un peuple "élu". Nous pouvons résister à une télévision partielle et mensongère qui est une offense inadmissible à la dignité de la Serbie." (*La République*, 44, 1992, p.4)

Sociologues, que pouvons-nous faire de plus ? Il est de notre devoir de dissiper ces mensonges, de mettre à jour les racines du fondamentalisme nationaliste en faisant ressortir la différence essentielle entre, d'une part, le sentiment national et le besoin d'identité nationale, et , d'autre part, le nationalisme exclusif et agressif dans laquelle s'est transformée, sur ces territoires, la noble aspiration originelle à l'auto-détermination. Nous ne nous autorisons pas à nous servir de notre science pour expliquer partialement la réalité actuelle, en adoptant un point de vue national. En ces moments critiques pour notre société, notre responsabilité est grande, et nous devons nous efforcer de présenter et expliquer de façon objective les données empiriques. Ce qui veut dire que notre appartenance nationale ne doit pas interférer avec notre travail de recherche, et que nous nous permettons encore moins de considérer les choses sous le seul angle national.

Je rappelle que les sociologues et les philosophes, partout dans le monde, ont été les plus nombreux à participer aux mouvements pacifistes et écologiques, ce qui, d'une certaine façon, découle de la nature de nos disciplines. Si nous avons le privilège de pouvoir nous représenter les choses de façon plus globale, il est de notre devoir de nous engager plus activement dans la solution des problèmes que nous rencontrons. C'est pourquoi, en cette époque tragique, entre, d'un côté, les exigences académiques de nos spécialités, la poursuite désintéressée de nos recherches, et, de l'autre, l'engagement dans la lutte pour sauver une société qui se décompose, pour mettre un terme à une guerre meurtrière, nous ne pouvons hésiter. S'arrêter devant ce dilemme est, je pense, aujourd'hui plus un prétexte pour fuir des responsabilités - que d'ailleurs nous ne pouvons fuir en nous enfermant dans nos bureaux au moment où autour de nous le sang coule - qu'un problème réel que nous pose notre conscience de scientifiques. La conscience du scientifique et la conscience de l'homme ne peuvent entrer en conflit. Si les sciences sociales ne sont pas capables d'aider les hommes et leurs sociétés à se conduire de façon civilisée, la science alors ne sert qu'elle-même, n'est que de l'art pour l'art. Si aujourd'hui nous faisons ce choix, les générations à venir ne nous le

pardonnent pas et elles pourraient, à juste titre, nous accuser d'avoir participé l'écroulement de la société yougoslave.

Belgrade
Université de Belgrade
Mai 1992

QUEL EST LE PRIX DE LA LIBERTE?

Gojko NIKOLIS*

Pour mon malheur, j'ai connu les deux guerres. Heureux ceux qui périrent avec honneur et n'eurent pas à être témoins de l'horreur actuelle. Ces deux conflits furent tous les deux atroces... Cependant, ce que nous vivons actuellement surpasse, à mon avis, les abominations de jadis ... Le pillage est devenu, semble-t-il, le principal motif, légalisé, des hostilités. Le sadisme, le meurtre et l'incitation au meurtre, présentée comme seule issue possible pour un peuple donné, relèvent de la même catégorie morale. Il y a des volontaires et des déserteurs. Des volontaires tel que Seselj, Arkan, Paraga, Jelacic. En 1914, la Serbie était une petite nation; quand elle fut attaquée par les grandes puissances qu'étaient l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, elle disposait d'une pléthore de bataillons. Aujourd'hui, elle a des déserteurs à ne plus savoir qu'en faire.

Le caractère de ces hostilités a longtemps représenté une énigme : étions-nous en guerre ou pas? Puis on a décrété que nous ne l'étions pas, puisque la guerre n'avait pas été déclarée. Enfin, la vérité nous fut dévoilée. A l'arrivée des casques bleus, Monsieur Borisav Jovic avoua qu'il existait des territoires libérés!

Quels territoires? S'agissait-il de la Slavonie, s'agissait-il de Konavli ? Ou bien de la région de Dubrovnik? Peut-on considérer qu'on libères les villes et les villages quand on les incendie, de quelle libération s'agit-

* Général en retraite de l'Armée yougoslave. Ancien combattant de la Guerre d'Espagne et de la Guerre nationale de libération de la Yougoslavie. Texte paru dans *Druga Srbija* (Une autre Serbie), sous la direction de Ivan Colovic, Belgrade, Plato, 1992, pp. 19-21. Texte traduit par Mireille Robin.

il lorsqu'il y a des centaines de milliers de réfugiés, des milliers et des milliers de morts et de blessés? De quelle libération s'agit-il quand les champs sont désertés, l'industrie détruite, le tourisme qui fournissait des ressources importantes à l'Etat tant que celui-ci existait, anéanti? Quel est le prix de cette liberté? Qui a libéré qui et de quoi? Ai-je envie de demander à Jovic.

Quel devrait être le visage de l'autre Serbie, d'une Serbie différente?

Je ne répéterai pas tout ce que l'on sait déjà et ne parlerai pas de démocratie, de liberté, de respect des droits de l'homme, de l'application des résolutions et de la charte des Nations Unies. La question fondamentale est celle de savoir comment créer cette nouvelle Serbie que nous voulons différente. C'est là une interrogation pratique : sur quelles bases nous lançons-nous dans cette offensive?

Lors de la dernière assemblée du Cercle de Belgrade, nous en sommes venus à la conclusion - telle était du moins l'opinion des intervenants - que nous sommes déjà engagés loin sur la voie du totalitarisme et du despotisme. On prévoit même la montée du fascisme. Je voudrais évoquer quelques éléments concrets afin d'étayer notre constatation première, à savoir qu'il nous faudra repartir de zéro. Je voudrais parler de la misère économique et culturelle. La Serbie s'est chargée de fardeaux qu'aucune grande puissance ne pourrait supporter jusqu'au bout : celui de la guerre qui dure, celui du Kosovo, celui du Monténégro, celui des Krajina de Bosnie et de Croatie. Le terrorisme la ronge. Il est des terroristes protégés par la loi, contre lesquels le pouvoir ne peut rien, pas plus que la presse et les médias. Des terroristes tels que Seselj, Arkan, Paraga et Jelacic (je ne m'étendrai pas sur ces derniers, qui appartiennent à l'autre bord, puisque le thème qui nous intéresse est *une autre Serbie*).

Tous agissent aujourd'hui avec la bénédiction des potentats suprêmes qui les comblent de cadeaux. Comment pouvons-nous alors espérer changer le pays?

Seselj déclare qu'il n'y a pas de prisonniers et qu'il ne peut y en avoir, qu'il faut tous les faire passer devant le peloton d'exécution. Le chauvinisme se renforce, se propage, on veut porter la guerre jusqu'à Zagreb, on prône l'extermination de l'autre nation.

Il existe une ressemblance frappante, et même plus - je me souviens de l'époque où j'étais étudiant - entre la tactique des nazis et d'Hitler et celle de leurs épigones d'ici. Seselj ne descend pratiquement jamais des écrans de télévision, mais le Parlement serbe ne réagit pas à ses déclarations. Il en découle que Seselj et l'Assemblée, à l'exception de quelques individus intègres, ne font qu'un. Lors d'un débat télévisé autour d'un exposé d'Arkan, les spectateurs qui intervinrent par téléphone le firent tous pour chanter sa louange. Je me demande si les apologistes d'Arkan sont suffisamment représentatifs de l'état d'esprit qui règne dans la Serbie toute entière. Je me le demande et doute que la réponse puisse être négative. Je pense que cet état d'esprit apporte

de l'eau au moulin de ces commentateurs, qui reflètent eux-mêmes une tendance beaucoup plus vaste. Plût au ciel que je me trompe.

Il existe encore un autre handicap qu'il nous faudra affronter si nous voulons nous engager vers une nouvelle Serbie. C'est son isolement, un isolement qui ne date pas d'hier et qui est maintenant élevé à la puissance trois. Les dernières mesures prises par l'Occident ne sauraient être écartées par des geulantes et des lamentations du genre : Pauvre Serbie, qui doit affronter depuis des siècles des adversaires plus puissants qu'elle!. Fadaïses que tout cela! On ne peut non plus parer le coup en jouant les braves : nous sommes des héros, nous tiendrons le coup face à ces nouvelles pressions de l'Amérique et de l'Occident. Qu'est-ce qu'ils veulent au juste? Je pense que c'est là une question sans importance. Je peux simplement avancer que l'Occident veut ce dont il a besoin. Et ce n'est pas à nous de juger s'il en a vraiment besoin ou pas. Pourquoi l'Occident ne nous aime-t-il pas? Question idiote! Absolument non fondée sur le plan éthique. Pourquoi l'Occident devrait-il nous aimer? Au nom de quoi? En quoi avons-nous mérité, durant les deux après-guerre, qu'il nous aime envers et contre tout et approuve nos bêtises? Personnellement, si quelqu'un ne m'aime pas, je me demanderai d'abord quelle erreur j'ai commise pour qu'il en soit ainsi. C'est cela l'éthique, c'est cela la logique. Quelles erreurs avons-nous commises pour que l'Occident ne nous aime pas?

Que faire? Le moment est maintenant venu de se poser la question. Tout d'abord arrêter les combats - ceux qui se déroulent au grand jour ou de façon occulte, ceux qui sont légaux ou illégaux, ceux que caractérisent la lâcheté ou qui relèvent du banditisme. Les arrêter tous! Ensuite, interdire le chauvinisme, en faire un délit pénal et prendre des sanctions contre tous ceux qui empoisonnent le peuple, qui incitent à la guerre, qui recrutent des volontaires, des mercenaires criminels.

Sur la tombe de Balzac, Victor Hugo prononça ces mots : "A ceux qui règnent par le glaive succèdent ceux qui règnent par l'esprit". Un tel changement n'est pas prêt de se produire en Serbie. Nous ne pouvons attendre de tels bouleversements radicaux; cependant, nous n'avons pas le droit de nous boucher les yeux et les oreilles, comme c'est le cas actuellement, de refuser de voir l'émergence de mouvements démocratiques ou d'opposition dans les autres Républiques et Etats qui possédaient jusqu'à présent des structures monolithiques ne tolérant qu'un seul parti. Il se produit des ruptures, des déchirements, des schismes. Il nous faut compter sur nous-mêmes et sur ces tendances qui apparaissent ailleurs. Elles sont le fait de groupes ou d'individus entre lesquels n'existent, malheureusement, aucun lien, aucun accord, bien qu'ils pensent sensiblement la même chose. Il nous faut nous entendre, faire preuve de plus d'obstination, nonobstant le fait que nos actions puissent sembler dérisoires, prises chacune séparément. Souvenons-nous de la devise latine : "Ce n'est pas par sa force que la goutte d'eau creuse la roche, mais par la fréquence de sa chute." Elle

recèle toute une philosophie : toute grande entreprise a été à l'origine petite; appuyons-nous donc sur les petites actions, les petits mouvements, qui sont le fait de gens sans importance. Cherchons à établir des liens avec eux, où qu'ils soient, à quelque nation qu'ils appartiennent, quelle que soit la foi qu'ils professent. C'est la seule voie qui nous permettra de progresser.

Belgrade
Avril 1992

LES MINORITES CLE DE LA PAIX OU CASUS BELLI

Milorad PUPOVAC*

L'espace de l'ex-Yougoslavie est un espace de minorités. Bien plus, tous les groupes ethniques, d'une certaine manière, s'y trouvent en situation de minorité. Les Serbes, peuple le plus nombreux sur l'espace yougoslave sont minoritaires par rapport aux autres peuples pris tous ensemble. Ils sont de plus en minorité au Kosovo et en Croatie. Les Croates sont minoritaires par rapport aux Serbes en Yougoslavie et en Voïvodine. Enfin, Slovènes, Macédoniens, Musulmans, Albanais, Tsiganes, Turcs, Slovaques, Roumains, Tchèques, Ruthènes, Italiens, Polonais, Juifs et autres sont à proprement parler des minorités. Tous ces peuples, toutes ces communautés nationales, se trouvaient, se trouvent ou peuvent se trouver en position minoritaire.

Pour cette raison la clé de la résolution de la crise de l'Etat yougoslave dépendait en grande partie des minorités. Ou, plutôt, les minorités étaient la clé de la crise de l'Etat sur l'espace de l'ex-Yougoslavie. Bien que la guerre ait en grande partie modifié la répartition des minorités sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et bien que la façon dont se résoudra finalement la question des minorités diffèrera de celle qui pouvait s'envisager avant la guerre, la question des minorités est la clé pour apporter un terme à la guerre, et stabiliser les relations au sein et entre les nouveaux Etats apparus sur l'espace de l'ex-Yougoslavie. Le Président de la République française, Mitterrand, a dans une déclaration montré qu'il partageait ce point de vue; il considère qu'avant

* Professeur de linguistique à l'Université de Zagreb.

de reconnaître la souveraineté et l'indépendance des nouveaux Etats sur l'espace de l'ex-Yougoslavie il aurait fallu résoudre la question des minorités.

Je n'ai pas l'intention dans ce texte d'examiner tous les aspects de la question des minorités sur l'espace de l'ex-Yougoslavie. Je me limiterai à l'aspect politique de leur situation avant, pendant, et à ce qu'elle pourrait être après la guerre.

La Yougoslavie de Tito : l'Etat des minorités

La Yougoslavie qui s'est constituée après la deuxième guerre mondiale était un Etat des minorités. Les forces qui ont mené à sa création et régi son fonctionnement émanaient de la volonté des minorités. D'un côté il y avait une minorité idéologique, c'est-à-dire un parti communiste au pouvoir et les organisations politiques et sociales qui lui sont liées, et de l'autre, les minorités nationales ou les parties minoritaires des peuples yougoslaves qui étaient à l'origine de la création de l'Etat.

La Yougoslavie, après la deuxième guerre mondiale, en dépit des limites fixées aux minorités et de la diversité de leurs situations, était un pays qui leur offrait l'émancipation et l'intégration nationales. Les Macédoniens et les Musulmans purent donner forme à leur émancipation nationale et se doter d'une identité nationale. Les Serbes et les Croates, où qu'ils se trouvaient en Yougoslavie, réalisèrent leur intégration nationale et développèrent le sentiment de leur appartenance nationale et de leur identité nationale. Enfin, Albanais, Tsiganes et autres minorités se virent reconnaître, certes plus tard et sur des bases différentes, des droits politiques et culturels.

Ainsi constituée, la Yougoslavie devait, tôt ou tard, rencontrer une première difficulté; d'un côté, les minorités limitaient la constitution et l'expression de la volonté de la majorité, de l'autre, elles tendaient à se rattacher à une majorité. Les aspirations des Albanais au Kosovo, celles des Serbes en Croatie et en Bosnie, celles des Croates en Bosnie et d'une partie d'entre eux en Voïvodine, celles des Musulmans du Sandjak, en dépit de la diversité de leurs situations et de leurs désirs, reflétaient cette tendance, notamment dans la période qui a suivi le changement constitutionnel de 1974.

La Yougoslavie ainsi constituée devait, tôt ou tard, être confrontée à une autre difficulté encore; à l'exception de minorités comme Hongrois, Tsiganes, Turcs, Tchèques, Slovaques, Roumains, Italiens et Juifs, les autres et, en particulier, Serbes et Croates n'avaient pas et ne souhaitaient pas avoir le sentiment de constituer des minorités. Serbes en Croatie ou en Bosnie et Croates en Bosnie, avaient participé à la création de la Yougoslavie et à celle de la Croatie, et ne se percevaient pas comme des minorités. Pour cette raison, on peut dire que la

Yougoslavie de Tito a créé des minorités qui se percevaient comme des majorités.

La Yougoslavie avait donc à envisager le problème de la formation démocratique de la volonté de la majorité. Il existait au départ deux voies possibles; la première, proposée par la Serbie, était que des élections aient lieu sur tout le territoire de la Yougoslavie selon le principe un homme, une voix; la seconde que préconisaient la Croatie et la Slovénie, était que les élections se tiennent séparément dans le cadre des Républiques selon le principe un homme, une voix. Personne n'était prêt au compromis. Chacune des deux parties souhaitait-elle sincèrement que sa proposition soit adoptée, ou y insistait-elle uniquement parce qu'elle la savait inacceptable pour l'autre partie? Quoiqu'il en soit, l'absence d'accord sur la question de la fédéralisation ou de la confédéralisation de la Yougoslavie a conduit à ce que la volonté de la majorité se forme non de façon démocratique mais de façon unilatérale, menaces à l'appui. Au Kosovo le régime serbe invalida par la force les dispositions constitutionnelles portant sur la place des provinces du Kosovo et de Voïvodine au sein de la Serbie, et donc de la Yougoslavie. En Croatie, le nouveau pouvoir, en dépit de la Constitution, limita les droits des Serbes de Croatie et s'efforça de réduire l'expression de leur désaccord. En Bosnie, à l'issue de la victoire de trois partis formés sur des lignes nationalistes, lors du référendum portant sur l'indépendance et la souveraineté de la Bosnie, se forma une coalition de deux des partis, les partis musulman et croate.

La réponse des minorités à cette pratique non-démocratique a correspondu à l'image qu'elles se faisaient d'elles-mêmes et au rôle qu'elles avaient joué dans la création de la Yougoslavie de Tito. Les Albanais proclamèrent la République du Kosovo et la République d'Illyrie, les Serbes de Croatie et de Bosnie s'accordèrent une autonomie régionale, et, peu après, les Croates de Bosnie les imitèrent. Tout s'est passé comme si la dissolution de la Yougoslavie entraînait la dislocation de l'ensemble du territoire qu'elle occupait, c'est-à-dire comme si cette dissolution avait pour corollaire la désintégration des Républiques, ce qui assurément rendait les relations entre majorité et minorité extrêmement conflictuelles. Résultat de politiques écartant le compromis et de l'action de politiciens belliqueux, cette tension a entraîné la guerre.

Dislocation de la Yougoslavie par les minorités et anéantissement des minorités

La dislocation de la Yougoslavie s'est passée de la pire façon, par une guerre qui a conduit à deux effets. D'un côté, à l'intérieur des frontières des anciennes Républiques yougoslaves devenues Etats

indépendants, les minorités ont créé des entités politiques et territoriales animées du désir de sécession, demandant pour elles ce que réclamait la majorité : un Etat national sur un territoire national. De l'autre côté, se sont constituées des minorités au sein des minorités, et sont apparues toutes sortes de relations entre minorités et majorité. Tous ceux qui se sont retrouvés dans une situation minoritaire et sans territoire sont devenus les victimes tragiques de la guerre. Une partie considérable de ces peuples a été sacrifiée pour constituer un Etat ou un territoire national. Des centaines de milliers de Croates de la Croatie, de la Bosnie ou de la Serbie, ont fui ou ont été chassés des zones où les Serbes sont majoritaires, ou ont établi leur pouvoir par la force. Il s'est passé la même chose pour les Serbes en Croatie et en Bosnie à l'extérieur des régions contrôlées par leurs compatriotes. La situation des Musulmans est la pire; ils sont, du fait de la politique serbe et de la politique croate menées en Bosnie, devenus les victimes de jeux politiques qui se jouent entre parties serbe et croate, et ont subi l'élimination brutale opérée par les Serbes non seulement sur les territoires où ils étaient minoritaires mais aussi sur des territoires où ils étaient la majorité relative et où, en raison d'une situation militaire défavorable, ils ne sont plus qu'une minorité.

La guerre entre Serbes et Croates, circonscrite à la Croatie et à la Bosnie, et la guerre entre Serbes et Musulmans quasi-totale en Bosnie ont eu pour objet et, en tout cas, pour conséquence des exodes de populations faisant suite aux pressions exercées, aux politiques d'assimilation et de purification ethnique, et au manque total de droits pour ceux qui se trouvaient en situation de minorité. Les conséquences tragiques de la guerre, feront que l'assimilation et les migrations se poursuivront longtemps après qu'elle ait pris fin. On peut être certain que, si les institutions des nouveaux Etats ne sont pas modifiées, la question des minorités posera des problèmes politiques et territoriaux et des questions de relations entre territoires occupés par la majorité et ceux occupés par la minorité. La guerre en Croatie puis en Bosnie-Herzégovine, a abouti à la constitution de territoires totalement ou presque "purifiés" de minorités. Dans ces événements, les responsabilités des communautés européenne et internationale sont énormes. Sans poser comme précondition à la reconnaissance internationale des Républiques de l'ex-Yougoslavie, l'accord entre majorité et minorité, le consensus interne ou l'existence d'une cohésion permettant la création des nouveaux Etats, elles ont reconnu les Républiques de l'ex-Yougoslavie et ainsi permis que la question des minorités se résolve par la guerre.

Les nouveaux Etats et le problème des minorités

Si l'on continue à résoudre la question des minorités par la guerre, des guerres civiles et inter-ethniques jusqu'à présent limitées, peuvent se transformer en guerres totales entre les Etats de la région. Il est urgent de trouver une solution pour arrêter ce processus et le réorienter vers une solution concertée de toutes les questions touchant les nouveaux Etats et les minorités. Il faut renoncer de toute urgence à la politique de non-coopération, de domination et de sécession dans les rapports inter-étatiques ou inter-ethniques, et remplacer cette politique par une politique de coopération, de consensus et d'autonomie. En l'absence d'une troisième partie, en l'absence de la société internationale, ces principes ne pourront pas être appliqués dans les Balkans.

Tous les nouveaux Etats de l'espace de l'ex-Yougoslavie sont caractérisés, dans une plus ou moins grande mesure, par un défaut de cohésion sociale constitutive et de consensus sur leur création. Ce défaut est entier en Bosnie-Herzégovine mais aussi, bien que différemment, en Macédoine, il est partiel en Croatie et en Serbie. Le manque de cohésion en Bosnie-Herzégovine pourrait être compensé par un accord entre régions nationales et communauté internationale, ces dernières devant alors contrôler les frontières de l'Etat et protéger les régions où vivent les Musulmans. Un protectorat des Nations Unies sur la Bosnie-Herzégovine devrait être institué, pour que ce pays puisse fonctionner, et pour défendre ses minorités; cet Etat est d'ailleurs d'ores et déjà un Etat dépendant des Nations-Unies.

La non-reconnaissance de la Macédoine comme Etat souverain et indépendant par les communautés européenne et internationale est, pour cet Etat, une source de danger; ses voisins pourraient en effet être tentés de se le partager, et la minorité albanaise pourrait rechercher la sécession des régions où les Albanais sont majoritaires et leur rattachement à l'Albanie. Cette solution, même si elle était totalement contrôlée et clairement acceptée par des communautés européenne et internationale, représenterait un *casus belli* et une infraction au principe de l'intangibilité des frontières extérieures. Le problème des Albanais du Kosovo et des Albanais de Macédoine pourrait se résoudre par le différend de la sécession et par l'octroi de l'autonomie. Les désaccords sur l'interprétation de la sécession, font que l'application du principe devrait dépendre non tant d'un plébiscite que d'un arbitrage international.

Le problème des Serbes de Croatie, est certes lié au mode de résolution de la question des autres minorités sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, mais il ne peut trouver de solution correcte que dans l'autonomie, dans la définition, faisant l'objet d'accords bilatéraux et multilatéraux, de la situation de tous les Serbes en Croatie, et dans la constitution d'un territoire jouissant d'un statut spécial. Il faudrait très

rapidement remplacer les forces d'interposition de l'ONU par un mécanisme efficace de contrôle interne et externe des obligations contractuelles.

Pour les autres minorités, Hongrois, Croates, Serbes là où ils n'ont pas de territoire propre, Tsiganes, Turcs, Italiens, etc., il faut trouver une solution dans une forme d'autonomie, de participation proportionnelle au pouvoir et d'autonomie culturelle.

Pour réussir ne serait-ce qu'en partie ce programme, une coopération régionale et un arbitrage international sont nécessaires. A défaut d'autonomie et de régulation contractuelle des rapports avec les régions peuplées par les minorités, la guerre pourrait s'avérer catastrophique tant pour de nombreuses minorités que pour certaines majorités.

Zagreb
Faculté des lettres
Octobre 1992

DU BORD DU GOUFFRE QUELQUES MOTS SUR LA TOLERANCE

Nebojsa POPOV*

Quel sens parler de tolérance peut-il avoir dans un pays que la guerre embrase, comme c'est le cas aujourd'hui en Yougoslavie? Les appels à la paix se sont avérés stériles, enseigner aux parties belligérantes que la tolérance est meilleure que l'exclusion relèvera, semble-t-il, aussi longtemps que durera la guerre, d'une pédagogie stérile. La condamnation morale de tous ceux qui recourent à la violence ne satisfait que le narcissisme intellectuel. Il ne reste, semble-t-il, qu'à s'efforcer de comprendre les raisons pour lesquelles la tolérance a maintenant disparu, et à chercher dans quelles conditions, comment, elle pourrait revenir.

Si l'on entend par tolérance la reconnaissance de la légitimité des différences (différences d'intérêts, de confession, politiques, nationales, morales) et la résolution non-violente des litiges et des conflits, alors cela vaut la peine de chercher pour quelle raison il y a ou il n'y a pas de tolérance. Sans tolérance la Yougoslavie ne peut subsister, car elle se compose de six nations et de nombreuses minorités nationales, d'athées et de membres de trois grandes religions (orthodoxe, catholique, musulmane) et aussi de nombreuses autres églises; les intérêts sociaux et les idéologies y sont en conséquence très divers. La Yougoslavie a pu voir le jour (en 1918) et se reconstruire (en 1945) parce que les forces de rupture et de conflit (de "balkanisation") ont été contenues. Que se passe-t-il maintenant?

* L'un des fondateurs de l'Union yougoslave des initiatives démocratiques.
Texte traduit par Muriel Ecuer.

I - L'ancien régime ("le socialisme réel") a favorisé les athées et étouffé les croyants. Il soutenait que la question nationale était résolue, et considérait les différences d'intérêts et de convictions politiques comme illégitimes. D'après l'idéologie régnante (le marxisme-léninisme), à l'ombre de "la dictature du prolétariat" naît une société non-conflictuelle, où par conséquent toutes les procédures de résolution parlementaire des différends et conflits sont superflues. Lorsque cependant différends et conflits se font jour, le régime avec brutalité punit les protagonistes.

Au cours de près d'un demi-siècle un régime monolithique (une dictature) a détruit la pluralité sociale : l'indépendance économique des citoyens par rapport à l'Etat a été marginalisée par une collectivisation forcée, l'Etat "monolithique" a supprimé le pluralisme politique, tandis que la culture a été placée sous la tutelle de l'idéologie régnante. C'est seulement occasionnellement, pour de courts laps de temps (par exemple après la rupture avec le Kominform, en 1948) qu'un modeste espace a été ouvert à la liberté de création et à l'initiative économique ("libéralisme économique"), tandis que le monopole politique du parti au pouvoir continuait à se défendre avec ténacité. A ces courtes périodes de libéralisation économique et culturelle succédaient de nouvelles phases de répression (contre les "koulaks", "l'enrichissement injustifié", "les dissidents"). Le régime ne tolérait qu'épisodiquement et de façon très limitée des libertés marginales (dans la micro-économie, au théâtre, à l'université, dans une partie des périodiques, dans l'art, domaine de création individuelle). Cette "tolérance répressive" n'était pas étayée par une société civile développée et par un Etat démocratique, aussi sa portée était-elle de portée extrêmement limitée. La scène idéologique et politique était dominée par la figure de "l'ennemi de classe" contre lequel était menée une guerre civile permanente afin de renforcer et perpétuer le "nouvel ordre social".

Dans cet ordre social sacralisé les différences les plus importantes étaient définies comme "excroissances malignes", pathologiques, poussant sur un "organisme sain"; pour cette raisons, il fallait les supprimer par des "opérations chirurgicales", expression à peine exagérée pour désigner le militantisme méthodique des appareils du pouvoir (appareils militaire, policier et partisan). La guerre permanente contre les "ennemis" était le principal canal de la mobilité verticale pour les candidats à la nomenklatura. Parallèlement à la destruction de la pluralité sociale, se renforçait ainsi le monolithisme du régime; celui-ci cependant, avait lui aussi à plusieurs reprises, été ébranlé par le volontarisme politique, par la "différenciation" selon la loyauté manifestée à l'égard du sommet de la hiérarchie ("culte de la personnalité") et par les "réorganisations" permanentes. Au nom de la pérennité du régime tout était éphémère, tous étaient remplaçables, la vie humaine elle-même perdait sa valeur. La tradition anti-individualiste (patriarcale), des guerres fréquentes qui avaient fait des millions de

victimes et occasionné de terribles destructions, favorisaient ces institutions.

Il - Au moment de la chute de l 'Ancien régime, quand s'est présentée la chance de créer une société civile pluraliste et un Etat démocratique, et, par conséquent, d'adopter la tolérance comme principe, ont fait leur apparition des idéologies nationalistes, rédemptrices, puissantes, qui ont conduit à la guerre actuelle. Des élections relativement libres ont été remportées par des partis dont les programmes mettaient à la première place la création d'Etats nationaux souverains dans le cadre d'une Yougoslavie qui existait encore. La Constitution de 1974 faisait alors de la Yougoslavie une confédération de fait assez fragile pour que la dissolution de l'Etat commun puisse être accélérée par la proclamation unilatérale de l'indépendance des Etats nationaux souverains de Slovénie et de Croatie. Ainsi s'est ouvert le conflit sur les frontières étatiques et administratives extérieures et intérieures.

Dans ces circonstances, la satisfaction du droit légitime des peuples à l'autodétermination a eu des conséquences tragiques, comme cette guerre dont on ne voit pas la fin. La doctrine même du "droit des peuples à l'auto-détermination et à la sécession" s'est " construite" durant des décennies en fonction de l'idéologie bolchevique qui est exclusive, ignore toute tolérance, aussi bien à l'extérieur, à l'égard des autres nations, qu'à l'intérieur, à l'égard des libertés individuelles des citoyens. Les idéologues des Etats nationaux souverains de Slovénie et de Croatie tiennent pour principal coupable de l'absence de souveraineté nationale de leurs Républiques l'hégémonie serbe sur la Yougoslavie, tandis que les nationalistes serbes cherchent dans les aspirations des autres peuples à l'auto-détermination et à l'indépendance la responsabilité de la décomposition de la Yougoslavie dans laquelle se sont construites autrefois (en 1918) les souverainetés de la Serbie et du Monténégro. On ne discute pas avec les coupables, on les punit et supprime.

Tel est l'enseignement aussi bien du nationalisme bolchevique que du nationalisme traditionnel. Chacun d'eux contient en réalité une bonne dose d'exclusivisme destructeur, de telle sorte que les foyers de conflit se multiplient. Tous les chefs de guerre se comportent comme si "le jour du jugement dernier était arrivé", comme si était à leur portée de main "la solution finale" de telle ou telle question nationale, même s'ils mènent pour cela une guerre interminable.

Il est banal de dire que la guerre est le cas extrême de l'intolérance. Mais que faire quand cette banalité devient une part de la vie quotidienne? Nous pouvons comprendre jusqu'à un certain point les causes directes et les raisons du déclenchement de la guerre, mais, peu ou prou, nous ne contribuons pas ainsi à y mettre un terme. On sait que

le nationalisme traditionnel n'est pas enclin à la tolérance, s'en détourne quand il se transforme en chauvinisme, que l'idéologie bolchevique est extrêmement répressive même dans les rapports nationaux, mais ces deux idéologies ont à l'heure actuelle, justement pris le dessus en Yougoslavie. On sait aussi que les institutions fédérales (Assemblée nationale, Présidence et Gouvernement) n'étaient pas ouvertes au dialogue et au compromis, qu'elles étaient sapées par les décisions du régime serbe et par le boycott dont les frappaient les représentants des régimes slovène et croate. On sait aussi que l'organisation fédérale la plus puissante, l'armée, n'est plus contrôlée par le pouvoir civil et s'est rangée du côté de l'une des parties en conflit, du côté serbes, contre la Slovénie (lors d'une guerre de courte durée) et contre la Croatie où les foyers de guerre se multiplient.

On ignore cependant combien d'énergies destructives ont été mises en mouvement. Il est logique de supposer qu'une répression longue et durable produit des frustrations diverses, mais les forces dévastatrices, irrationnelles ont gagné tant de terrain que contre elles le pouvoir de la raison recule. Derrière la volonté de régler des "vieux comptes", parmi lesquels est le plus souvent évoqué le génocide du peuple serbe lors de la dernière guerre mondiale (dans le cadre de l'Etat oustachi indépendant de Croatie) se cachent des passions tellement incandescentes que les imaginations associées de Shakespeare et de Dostoïevski ne pourraient les exprimer. Des dizaines de milliers de morts et de mutilés, des centaines de milliers de réfugiés, des dizaines de villes et villages détruits, les combattants les plus militants, des deux côtés du front, surenchérissement dans la manière de tuer et de mutiler, tandis que la propagande de guerre, cyniquement, ne montre que les horreurs de l'autre côté. Plus le temps passe sans que la guerre se termine, moins il y a de différence entre le front et l'arrière. La haine, la violence, le lynchage, sont partout dans les rues. Bien que personne n'ait déclaré la guerre, chacun des belligérants considère sa guerre comme "sainte", tous les moyens donc comme sacrés, fait comme si "tout était permis". Les comptes vieux d'un an, de dix ans, de quinze ans, d'une centaine ou d'un millier d'années (si l'on remonte à 1054, au "grand schisme" entre orthodoxie et catholicisme) remontent à la surface, comme s'il s'agissait de partir à la croisade.

Exposés aux éléments, à la violence de la guerre totale, à nous qui sommes au centre du tourbillon, il nous semble glisser vers "un état naturel", que les derniers points d'appui de la culture qui nous permettaient d'éviter la guerre disparaissent. "C'est précisément à cause de ce danger dont nous menace la nature, dit Freud (dans *Le futur d'une illusion*) que nous sommes unis, que nous avons créé une culture qui, entre autres, rend possible notre vie commune. C'est même le but principal de la culture, sa véritable raison d'être, nous protéger de la nature."

III - Un nouveau Léviathan ou une Bête de l'Apocalypse pourraient, peut-être, par leurs pouvoirs surnaturels, nous tirer temporairement de la guerre, mais il n'est pas de pays stable sans renouveau de la culture. Freud et son scepticisme rationnel envers la culture, comprise comme besoin vital du genre humain peut ici nous être utile. L'illusion du primat de l'intelligence sur la vie instinctive est, considère-t-il, l'un des fruits du développement de la culture, mais il ne s'agit pas d'une illusion absolue, parce que, dans la faiblesse de l'intellect par rapport à la force de l'instinct, "il y a cependant quelque chose de particulier. Si la voix de l'intellect est faible elle ne cesse pas tant qu'elle ne s'est pas fait entendre."

Bien que l'intellect ne puisse directement arrêter chars, avions et soldats, il peut supprimer l'idéologie de haine et la propagande de violence. La guerre, d'ailleurs, a justement commencé par la nazification radicale de la culture, par la suppression de ses valeurs universelles, par la suppression du caractère vivifiant des différences, du sens du dialogue et de la tolérance, par la recherche d'un coupable pour expliquer les malheurs de sa propre nation, ce qui a conduit à la recherche de complots (ce que Umberto Ecco considère à juste titre, comme un "fascisme spirituel"). La "guerre médiatique" n'a fait que diffuser haine et violence. La tâche primordiale de l'intellect et de l'intelligentsia, critique bien évidemment, est de chercher la vérité sur les causes de la guerre et son extension, sans rejeter la culpabilité, la faute absolue, sur une seule des parties. L'information indépendante est une nécessité absolue pour tous, pas seulement pour ceux qu'une telle guerre pourrait atteindre, car les foyers de guerre sont nombreux sur le sol où le "socialisme réel" régnait jusqu'il y a peu de temps, mais aussi ailleurs où pointe l'arrogance de la force.

Les malheurs et les souffrances de l'époque du "socialisme réel" attisent l'espoir que beaucoup placent dans le secours de l'Occident; mais n'oublions pas qu'autrefois nous avons cherché secours à l'Est, contre les hordes déferlantes du fascisme et du nazisme. L'Europe occidentale a réussi à trouver un nouvel équilibre grâce à une défascisation et une dénazification douloureuses mais menées à leur terme. Selon toutes apparences, ce type d'épreuve nous attend maintenant dans la recherche d'un nouvel équilibre européen, fragile mais porteur de vie, qui gagnerait les peuples, les cultures et les Etats de la périphérie de l'Europe. Ce processus est inimaginable sans une solidarité humaine, mais aussi sans un nouvel élan de créativité pour élaborer une nouvelle pluralité sociale, culturelle et politique.

Pour maîtriser la furie des guerres de religion, l'esprit humain a autrefois inventé la tolérance religieuse et aussi le sens de la pluralité de la morale, de la politique et de la culture; cette expérience peut être pour les efforts cherchant à éviter une nouvelle catastrophe, source d'inspiration. Mais il n'y a pas de salut dans la répétition vide de la doctrine de la tolérance. Il faut à nouveau l'inventer dans l'action. En

dépité de tous les risques, des individus et des groupes pacifistes agissent déjà dans ce sens. Entre les hommes que ne rapproche pas seulement la peur de la destruction mais aussi l'interrogation portée sur l'avenir dans un environnement toujours plus diversifié de religions, de convictions, d'intérêts, de nouvelles communications s'établissent, qui s'opposent au fatalisme et au fanatisme qui nous ont conduit au bord du gouffre.

Où trouver un plus grand défi lancé à l'intellect et à l'imagination que cette guerre? Là où la tolérance est devenue partie de la tradition, la discussion à son sujet est purement académique et un peu ennuyeuse.

Belgrade
Centre de recherches sociologiques
Juin 1992

LES MINORITÉS ENTRE ABSENCE DE DROIT ET DÉMOCRATIE

Dusan JANJIC*

Dans la société moderne, le statut des minorités demeure, de façon générale, ouvert, non-défini. Dans un contexte de crise économique, de conflits politiques, d'instabilité, la question des minorités devient pourtant actuelle; elle est source de différends, de conflits inter-ethniques latents ou ouverts. Une règle semble exister, lorsque, dans un Etat, la situation concernant les droits de l'homme est mauvaise, elle l'est davantage encore pour les droits des minorités ethniques. Lorsque, indépendamment de la "garantie" des droits, les individus membres d'une minorité nationale, en tant que tels, ne jouissent pas des droits politiques de citoyens, ils sont en voie de subordination et d'assimilation. Les Balkans offrent d'innombrables exemples de cette règle.

Le problème des minorités dans les Balkans a une longue histoire qui témoigne de sa difficulté et de sa complexité. Les tentatives pour le résoudre par des traités de paix ou par l'entremise de la Société des Nations ou de l'ONU ont échoué.

* Sociologue. Institut des sciences sociales de Belgrade. fondateur du Forum pour les relations interethniques. Texte traduit par Muriel Ecuer..

Les Balkans sont la région d'Europe où le nombre de minorités est le plus élevé. Tous les pays balkaniques comptent de fortes minorités dans les pays voisins.¹

La vie pratique des minorités dans les Balkans est, avant tout, marquée par la répression, l'absence de droits, les conflits. Les minorités sont parfois privées de leur nom²; la discrimination dans la vie quotidienne, dans la sphère sociale et économique en particulier est fréquente; l'éducation dans la langue maternelle est rarement assurée; les terres et les biens appartenant aux membres d'une minorité sont expropriés, la crainte d'être privé de la citoyenneté est fréquente, etc. Sous différentes formes, les pressions conduisant à la dénationalisation sont fortes. La campagne active de bulgarisation des Turcs menée en 1984 en est un exemple remarquable. Le traitement des minorités en Albanie est tel que l'Association des Grecs d'Albanie, Omonia, se qualifie, à juste titre, de "minorité oubliée au milieu de l'Europe". Les

¹ Sur environ 3,3 millions d'habitants, l'Albanie compte près de 200.000 Grecs et une minorité slave notable (Macédoniens, Serbes et Monténégrins). Sur les 8,6 millions d'habitants de la Bulgarie près de 2 millions appartiennent à des minorités dont entre 1 et 1,4 million de Turcs et de Musulmans, près de 250.000 Macédoniens et environ 150.000 Pomaks. En Roumanie, sur 23 millions d'habitants on en compte 6 millions relevant de minorités : 2 millions de Hongrois et autant de Roms, des minorités non négligeables d'Allemands, Serbes et autres. En Grèce on trouve environ 150.000 Macédoniens, 100 à 120.000 Turcs et Musulmans, environ 95.000 Albanais, 30.000 Arméniens, etc. Dans la seule partie européenne de la Turquie on compte 70.000 Grecs. La minorité la plus nombreuse et, en même temps, dans la situation la plus difficile est la minorité romie (tsigane), qui compte dans les Balkans de 3 à 3,5 millions d'individus. (*A Guide to the New East*, The Chase Manhattan Bank, NA Crédit Suisse, First Boston International Finance Corporation, 1992; Sadik Ahmet, "Grievances and requests of the Turkish Moslem Minority living in Western Thrace, Greece", *Turkish Review*, Ankara, Spring 1989, p.40; J.F. Brown, *Eastern Europe and Communist Rule*, Duke University Press, Durham and London, 1988; Panayote Elias Dimitros and Thalia Kalogeropoulou, "Minority problems in an 'homogeneous' country The case of Greece", Paper. *Nation and State, Small nations and ethnic minorities in the emerging Europe*, Maribor, 3-5 February, 1992, p.2; Guy Heraud, "Conflits ethniques en Europe", *Les nations et le nationalisme en Europe*, Université de Genève et Colloque Latsis, 13-15 juin 1991, pp.20-29; Bilâl N. Simsir, "The Turks of Bulgaria, 1878-1985", *Turkish Review*, Ankara, Spring 1989, pp. 18-19; *World Directory of Minorities*, Minority Rights Group, London, 1990.)

² Par exemple, en Grèce, la terminologie "minorité turque en Grèce" n'est pas acceptée; est utilisée l'expression "minorité musulmane en Grèce"; (Minority Rights in Europe), Publicies and Practice in Southeast Europe Report on the Conference in the Foketinget, Denmark, March 30-April 1990 Minority Rights Group and Danish Helsinki Committee, May 1990.

minorités vivant en Albanie ont été exposées à la privation arbitraire de leur territoire, et déplacées; un "génocide" statistique en a diminué considérablement le nombre (officiellement sont ainsi décomptés en 1988, 58.000 Grecs, alors qu'ils sont entre 200 et 300 mille). On débaptise villages et autres agglomérations; les minorités sont soumises à la "deshellénisation", à la "déslavisation" culturelle ou à "l'albanisation" forcée. L'histoire est falsifiée. Les minorités sont privées de droits confessionnels, etc.

La situation des minorités en Roumanie est aussi difficile. Ce pays avait été autoritairement déclaré homogène du point de vue national; tous les citoyens devaient y parler, sentir, penser et se comporter comme des Roumains, alors que la Roumanie est hétérogène; les minorités romie (tsigane), hongroise, juive et allemande y sont particulièrement importantes. L'écart entre déclarations politiques et réalité conduit nécessairement à l'accroissement de la méfiance et des peurs entre population "minoritaire" et population "majoritaire"¹. La minorité craint la discrimination, l'assimilation, la perte de son identité nationale, la majorité redoute que les minorités revendiquent leur autonomie, territoriale en particulier, et menacent ainsi l'intégrité territoriale des Etats existants. C'est particulièrement vrai parmi les Roumains qui craignent que la minorité hongroise puisse demander la sécession de la Transylvanie et son rattachement à la Hongrie².

Cette crainte était aussi forte en Yougoslavie, particulièrement chez les Serbes et les Macédoniens en raison de la revendication par les Albanais de la création d'une "République du Kosovo", qui était interprétée comme un premier pas vers la sécession de portions du territoire, Macédoine occidentale, Kosovo, parties de la Serbie, et de leur rattachement à l'Albanie.³

¹ Nicolas Ceaucescu a particulièrement aggravé ces peurs quand, en juillet 1988, il a entériné un plan de déstrucction de 6.500 villages et d'installation des paysans dans des coopératives où ils recevraient une nouvelle terre à exploiter. Ce plan devait notamment toucher les Hongrois, qui, en majorité, vivent à la campagne. Comme la vie en ville favorise l'assimilation, les inquiétudes des Hongrois ont grandi. D'où une réaction houleuse en Hongrie; des manifestations de près de 100.000 personnes à Budapest ont été, en 1988, la première expression politique d'un conflit entre pays membres de la communauté socialiste.

² *Romanian-American symposium on inter-ethnic relations*, Bucarest, June 17-18, 1991, Project on Ethnic relations, Report, IREX, Princeton, 1991, p. 8.

³ Le développement du mouvement nationaliste albanais (dans l'ex-Yougoslavie) se caractérise par la revendication d'un Etat propre et de sécession. Le droit à l'auto-détermination est identifié aux droits des minorités. Cependant, on pourrait les distinguer. L'auto-détermination comprend la sécession, la création d'un Etat indépendant et l'union de nouveaux territoires à

Les institutions de l'ex-Yougoslavie représentaient un exemple remarquable de résolution du problème des minorités, et pas seulement pour les Balkans. Les droits des minorités y étaient relativement étendus¹. Le développement du nationalisme chauvin a eu des effets de dislocation, particulièrement en Serbie, au Kosovo qui vit depuis le début des années 80 sous une forme d'administration militaro-policière. Sous le gouvernement de Milosevic, les droits des Albanais ont été réduits. Un même processus a frappé les autres minorités de Yougoslavie quand se sont établis, dans les différentes Républiques et notamment en Croatie, des régimes étatico-nationalistes. Le collectivisme nationaliste signifie l'intolérance à l'égard de ceux qui n'appartiennent pas au même groupe national. Aujourd'hui, dans toute l'Europe centrale et orientale, il menace les droits des minorités et de tous ceux qui en font partie.

La désintégration de la Yougoslavie en tant que communauté sociale et que structure étatique fédérale, en particulier l'effondrement du pouvoir fédéral, se sont très directement répercutés sur les minorités; auparavant le pouvoir fédéral jouait en effet un rôle important dans la défense de leurs droits. Depuis, une politique de domination est largement appliqué, qui étouffe les minorités et les prive de droits. La limitation des droits des minorités et les menaces qui pèsent sur elles, stimulent les frustrations qui conduisent au rejet de la coopération et de coexistence avec les Autres. L'exemple du Kosovo et les rapports entre Albanais d'un côté, Serbes et Monténégrins de l'autre est à ce propos caractéristique. Le résultat final est le renforcement du nationalisme d'Etat et du chauvinisme qui profite au pouvoir d'une élite dirigeant au nom de la nation "majoritaire".

Les problèmes des minorités sont radicalement différents dans les Etats fédéraux et dans les Etats unitaires. Dans ces derniers, les minorités sont exposées à l'assimilation forcée, directe et prolongée (comme en Albanie, Bulgarie, Roumanie), ou bien elles sont systématiquement niées (comme en Turquie, Grèce). Nombre de problèmes des minorités n'ont rien à voir avec l'orientation socialiste ou capitaliste du système mais, avant tout, avec le centralisme et le chauvinisme. L'absence de démocratie stable et de décentralisation se

des Etats existants. Les droits des minorités, eux, doivent être compris comme des droits s'exprimant dans le cadre des frontières d'un Etat.

¹ D'après la Constitution et les textes juridiques, les droits des minorités étaient respectés et compris de façon relativement extensive (des droits dans les domaines de l'éducation, de la culture et de l'information, en passant par la représentation politique jusqu'à l'autonomie administrative large et l'autonomie politico-territoriale dont jouissaient, au sein de la Serbie, le Kosovo, où la minorité albanaise constitue la population majoritaire, et la Voïvodine, mosaïque particulière avec environ 30 groupes ethniques et une minorité hongroise relativement importante.

reflète dans une politique de domination à l'égard des minorités. Et cette domination stimule en retour les tendances non-démocratiques, autoritaires et totalitaires.

Les pressions en vue de l'assimilation qu'elles soient motivées par "l'internationalisme prolétarien", la volonté d'unification ou le centralisme étatique (comme en Grèce et en Turquie), n'ont pas pour autant fait disparaître la conscience nationale et l'identité des minorités ethniques. Leur "réveil" au cours des dernières années le montre assez.

Après les élections en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie, les nouveaux partis au pouvoir et ceux de l'opposition, bien que fréquemment nationalistes et chauvins, affirment un plus grand respect des droits de l'homme et des droits des minorités¹. Ils le font, en grande partie pour que leur pays soit accepté dans "la famille européenne", et, malgré quelques améliorations, les minorités sont, ces dernières années, exposées à une nouvelle vague de totalitarisme nationaliste et chauvin. Beaucoup semblent n'avoir d'autre pensée que celle du poète nationaliste, Sandor Petofi, qui fut l'un des inspirateurs de la Hongrie de 1848; pour lui, les minorités étaient "des pustules sur le corps de la mère-patrie".

Le statut des minorités est particulièrement difficile et conflictuel dans les nouveaux Etats nationaux "inachevés" formés sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Ces Etats se sont constitués sur un principe ethno-nationaliste et non sur le principe de la citoyenneté. La démocratie s'identifierait avec le nationalisme; le nationalisme conduit à la centralisation et à l'uniformisation, ce qui signifie la négation des différences. Les régimes en place, presque sans exception, s'emploient à construire des Etats nationaux forts, unitaires et centralisés, basés sur une idéologie ethno-nationaliste et chauvine.

Il apparaît ainsi que les nouvelles institutions construites sur le modèle de la démocratie "de la majorité" ont des effets négatifs. Les minorités quant à elles, et particulièrement leurs dirigeants ou leurs représentants politiques les plus influents, sont gagnés par la même obsession du nationalisme d'Etat et du chauvinisme. Ainsi, au nom des minorités, se font jour des revendications de sécession et d'union "finale" avec "l'Etat de la mère-patrie". Ce qui renforce tensions, peurs,

¹ Ainsi les minorités en Albanie ont obtenu le droit de passer librement les frontières. En Roumanie, il n'y a presque plus de minorité qui n'ait son propre parti. Des changements positifs incontestables sont intervenus même dans la situation des Turcs en Bulgarie : autorisation (depuis 1984) de reprendre des noms turcs qui avaient été interdits, selon une procédure judiciaire; rétablissement du journal turc *Veni Isik* et d'autres éléments de la culture turque. Au-delà, restent ouvertes les questions des droits sociaux et économiques, par exemple, la restitution des maisons et des terres aux Turcs revenus en Bulgarie, la question des droits culturels (scolarisation en langue turque, journaux, livres, etc.).

dissensions et conflits. Comme tout cela ne peut se terminer que par un conflit plus général et par la "balkanisation", il faut, de façon urgente, trouver un médiateur et établir des institutions de coexistence pour d'abord détourner l'énergie investie, au nom des identités et individualités nationales ou ethniques, dans les destructions et affrontements, vers la construction à la fois de véritables identités, l'établissement de la confiance mutuelle et la coopération au sein des Etats, ensuite "assouplir" les frontières inter-étatiques, au travers principalement de la coopération régionale et de l'intégration européenne¹.

Le développement de la confiance mutuelle pourrait être le fondement d'une coopération multi-forme dans les Balkans². Faire des minorités un facteur de liaison, d'amitié et de coopération dans la région dépend pour beaucoup de la forme que prendra la Communauté Européenne. Si la CEE se développe en organisation pan-européenne ou en confédération, la coopération balkanique régionale progressera de façon significative, et les minorités y joueront un rôle important. Si l'actuelle Communauté demeure une entité politique propre à l'Europe de l'Ouest, les autres Etats européens devront établir des accords régionaux de coopération qui pourraient s'orienter, prioritairement, vers une collaboration politico-militaire qui tendra à repousser au second plan une coopération multi-forme. Les besoins d'association sont cependant grands, ne serait-ce que pour favoriser le développement économique. Si l'on exclut la Grèce, membre de la Communauté Européenne, il faut se souvenir que l'espace balkanique avec près de 130 millions d'habitants est un marché important et à forte croissance potentielle.

La question des minorités nationales étant un témoin de la capacité à vivre en démocratie, les élites dirigeantes des Etats balkaniques doivent ainsi choisir entre la forme Etat-nation incluant des minorités avec le risque de dissidences, et la forme Etat pluri-culturel. L'inexistence actuelle du citoyen-sujet politique et de la société civile constituent une menace pour la démocratisation rapide et totale et pour l'européanisation des Balkans³.

¹ Cette approche de la question des minorités a commencé à apparaître dans la coopération balkanique avec des rencontres de ministres en 1987; il faudrait la poursuivre et l'élargir.

² Une telle coopération ne peut s'établir que sur les bases des documents d'Helsinki et de Berlin. C'est pourquoi les nouveaux Etats démocratiques des Balkans renforceront l'atmosphère de confiance en adhérant à la Convention européenne des droits de l'homme.

³ Ce problème complique la formation des nouveaux Etats nationaux "inachevés" (sur les territoires de l'ex-Yougoslavie et de l'ex-Union Soviétique). La formation de ces Etats modifie le statut politique et juridique (par exemple, sur la question de la citoyenneté, du droit de propriété, en particulier

Le renforcement des tendances collectivistes, fait au surplus obstacle à la constitution du citoyen-sujet politique et au développement des droits de l'homme. Chacun des droits de l'homme est lié au statut de leur ensemble. Mais ce statut ne peut être amélioré si les droits et libertés civiles sont réduits. L'absence de droits retarde la démocratie et inversement. Ce cercle vicieux ne peut être brisé que par le choc du droit. Il s'agit de mettre en place un régulateur constitutionnel et législatif qui rende possible l'établissement et la défense des droits collectifs et individuels. Ainsi seraient améliorés la situation des minorités, la gestion des conflits, s'établiraient et renforceraient la confiance mutuelle, les institutions et procédures démocratiques.

Le problème des minorités dans les Balkans, particulièrement complexe, ne peut se résoudre en un jour. L'affirmation des droits et la défense des minorités fait partie du long processus de stabilisation et de démocratisation des Etats balkaniques. La résolution de ce problème est une précondition à la stabilisation élémentaire de la région. C'est pourquoi il n'est pas seulement celui des parties directement intéressées, mais aussi celui de la communauté balkanique toute entière et de la communauté internationale.

Belgrade
Institut des Sciences Sociales
Juin 1992

immobilière, du droit de succession, etc.) de ceux qui, auparavant, appartenait à une nation et qui, désormais, sont membres d'une minorité. Dans ce domaine se produit une détérioration du statut en raison de l'introduction de différentes stipulations juridiques ou d'attitudes quotidiennes, de la limitation des droits des minorités et de leur discrimination qui va jusqu'à la mise en œuvre du principe de "rétorsion" (déplacement massif des membres des minorités, prise d'otages, etc.). C'est très clairement le cas dans les relations entre Serbes et Croates.

LOGIQUES DE L'EXCLUSION

Mirjana MOROKVASIC

"Le nationalisme est essentiellement un principe politique qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes." E. Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot 1983, p. 11.

"Les représentants des grandes nations ne savaient que trop bien que des minorités au sein d'un Etat-nation doivent tôt ou tard être soit assimilées soit liquidées." Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme. L'impérialisme*, Paris, Fayard, p.248.

"J'aimerais être près de ma famille", dit un soldat croate lors de la récente offensive dans la Krajina. "La guerre est menée par ceux qui nous gouvernent, nous les pauvres soldats, nous ne sommes que de la chair-à-canon. Je suis contre la guerre. Nous avons offert nos vestes aux enfants serbes pour qu'ils ne meurent pas de froid, nous ne sommes pas des assassins. Et puis, cette guerre est totalement insensée, les autres (Serbes), comme nous-mêmes d'ailleurs, ne se battent que pour avoir le droit de rester dans leurs propres maisons, dans les maisons dans lesquelles ils sont nés! Nous avons vécu ensemble et bien. Lorsque Zadar fut attaqué, ma famille se cachait dans la cave des voisins serbes, avec eux." Il dit et repartit sur le front. *Tageszeitung*, 3.février.1993.

Des images perturbées: Yougoslavie et Europe

La tragédie yougoslave a maintenant, et de loin, dépassé ce que l'historien Stevan K. Pavlowitch désignait comme "le pire", c'est-à-dire la "libanisation", dans une mise en garde qui date de 1988¹. De tels

¹ Stevan K. Pavlowitch, *The Improbable Survivor*, Hurst and Co, London 1988.

avertissements étaient rares¹. Pour la plupart des citoyens yougoslaves, comme pour la majorité des observateurs étrangers, ce fut la surprise. Le conflit, la désagrégation et l'escalade de la violence furent accueillis comme une catastrophe naturelle. Silvano Bolcic souligne dans ce volume la cécité des sociologues yougoslaves face aux événements qui se préparaient, et Vjeran Katunaric, dans une analyse qui date du début du conflit, montre que les rapports inter-ethniques ne laissaient pas présager le danger.

De nombreux témoignages récents² soulignent encore la coexistence pacifique et la solidarité. "98% de nos voisins serbes étaient contre notre expulsion, mais les criminels et les paramilitaires de l'extérieur avaient pris le pouvoir", raconte un réfugié musulman de Trebinje, contraint de vendre sa maison pour une bouchée de pain³. "Nous avons toujours vécu bien ensemble. Mes meilleurs amis étaient croates, serbes, etc. La nationalité n'était pas importante, on était tous des Yougoslaves."⁴ Certains des combattants des différentes armées (croates, bosniaques, serbes) disent la même chose. Le sens véritable de la guerre est de semer la haine; le paroxysme des activités militaires et de la brutalité a pour objet de séparer ceux qui, dans leur très grande majorité, ne voulaient pas la séparation. Désormais pourra-t-on encore vivre ensemble? Jamais plus sans doute. Le but de la guerre serait donc atteint. Ceux qui ne faisaient pas entièrement allégeance aux nouveaux Etats nationaux devaient être écartés, marginalisés. L'analyse arendtienne d'une époque que l'on croyait révolue, redevient étrangement actuelle : "Tant que la fraternité des nations existait, une entière souveraineté nationale n'était pas possible ... car c'était l'esprit de solidarité et d'entente qui empêchait les gouvernements d'exercer intégralement leur pouvoir souverain."⁵

45 ans de paix et de vie commune, avaient fait oublier aux Yougoslaves leur propre capacité de destruction et d'auto-destruction. Les autres aussi ont été surpris; l'image idéalisée que bien souvent ils se faisaient de la Yougoslavie, le drame l'ébranlait. La Yougoslavie, n'était-ce pas un beau pays de vacances, des gens paisibles, apparemment heureux de vivre, fiers de leurs diversités et de leurs

¹ Misha Glenny, *The Rebirth of History*, Penguin Books, London 1990. Jacques Roupnik, *L'autre Europe*, Paris, 1990. Joseph Krulic, "Yougoslavie. Les transitions périlleuses", in Pierre Kende et Aleksander Smolar (dir), *La grande secousse. Europe de l'Est 1989-1990*, Paris, Presses du CNRS, 1991.

² Mirjana Morokvasic "La guerre et les réfugiés dans l'ex-Yougoslavie", *Revue Européenne des migrations internationales*, VIII, 2, pp.5-25.

³ *Tagespiegel*, 4.fév. 1993

⁴ Propos d'une étudiante serbe à Zagreb, *Der Tagespiegel*, 8 février 1993.

⁵ Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme. L'impérialisme*, Paris, Fayard, p.255.

particularités? Le "socialisme autogestionnaire" n'avait-il pas pendant longtemps intrigué sociologues et économistes du monde entier? La Yougoslavie n'était-elle pas garante de la stabilité de cette partie de l'Europe sujette aux guerres? La société civile n'était-elle pas en train de s'y développer¹? La Fédération yougoslave n'était-elle pas pour beaucoup un espoir, notamment pour ceux qui aujourd'hui, comme en Bosnie-Herzégovine, sont les premières victimes de la désagrégation? Les Albanais eux-mêmes "se sont réclamés de la Yougoslavie jusqu'à ce qu'elle éclate, preuve ... qu'elle avait réussi dans une certaine mesure son entreprise d'intégration."² Effectivement, la Yougoslavie était un pays de mixité et de métissage, particulièrement dans les villes et dans les régions multinationales comme la Bosnie-Herzégovine, la Voïvodine, ou la Slavonie avec Vukovar, la plus yougoslave des villes, nous dit Hamdija Demirovic, aujourd'hui ville "libérée" dans la mort par l'armée yougoslave³. Microcosme européen, la Yougoslavie était une mosaïque de peuples, de langues, de religions, dont la coexistence pacifique était souvent citée en exemple, et faisait l'orgueil des Yougoslaves. Selon l'expression d'Edgar Morin, "sa fédération devenue confédération semblait un modèle, une prouesse. Elle préfigurait ce vers quoi l'ouest européen s'acheminait lentement et difficilement."⁴ Fraternité et unité étaient certes aussi un slogan imposé par un pouvoir autocratique après une guerre fratricide. Les luttes contre des ennemis extérieurs (le nazisme, puis Staline), la conscience d'appartenir à un pays communiste pas comme les autres ont sans doute aussi joué leur rôle dans le maintien de la paix intérieure, mais on ne peut réduire la coexistence quotidienne au simple effet du "fridaire communiste".

La tragédie yougoslave perturbe également l'image satisfaite que l'Europe se donne d'elle-même depuis 1945, et, surtout, l'euphorie suscitée par 1989 et "la révolution de velours". Celle-ci signifiait pour l'Occident, le développement de nouvelles démocraties. Or, à peine

¹ R. Miller: "The Development of Civil Society in Yougoslavie: Problems and Opportunities of Reform in a Multi-Ethnic Socialist Country", Working paper, Division of Economics and politics, The Australian National University. Carl Ulrik Scierup "The Post-Communist Enigma. Ethnic Mobilisation in Yugoslavia", *New Community*, 3, 1991, pp.115-131

² Michel Roux, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1992, p.462.

³ Snezana Mrdjen, "Que sont les "Yougoslaves", in Michel Roux (dir), *Nations, Etats et Territoires en Europe de l'Est et en URSS*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp.259-266. Ruza Petrovic "Etnicki mesoviti brakovi u Jugoslaviji" (Les mariages ethniquement mixtes en Yougoslavie), Institut de Sociologie de la Faculté de Philosophie, Belgrade, 1985.

⁴ *Le Monde*, 6 février 1992.

constituées, ces nouvelles démocraties construisaient un système de discrimination et d'exclusion, conduisant à la violence et à la guerre. La guerre dans les Balkans perturbe encore l'image de l'Europe comme espace de paix, où les grands changements mêmes se feraient avec des œillets plutôt qu'avec des armes. Longtemps, nous avons cru que la Seconde Guerre mondiale était une leçon suffisante pour que soit à tout prix sauvegardée la paix. Mais il était sous-entendu, la paix en Europe, "chez nous", puisqu'ailleurs, dans ce paisible et long après-guerre, une centaine de conflits armés ont fait périr vingt millions de personnes, en ont jeté dans les tourments soixante autres millions (blessés, emprisonnés, séparés de leurs familles, etc.). Ce malheur des autres, cet état de guerre permanent était parcimonieusement filtré par les médias, dans le cadre souvent du débat sur l'asile que des rescapés de lointains conflits demandaient chez nous. Malgré les Pol-Pot, Idi Amin et autres, la paix était devenue une valeur sûre; nous étions le centre de l'univers, et sur le point de croire que la paix était une réalité. La guerre ne pouvait être que lointaine, elle n'arrivait que chez les autres (même si nous y participions militairement et autrement); aussi admet-on difficilement qu'elle est bien là désormais, en Europe. La guerre des Balkans agace parce qu'elle dérange l'image que l'Europe s'est fabriquée d'elle-même. Les "nuisances balkaniques"¹, c'est ailleurs, pas chez nous. Viol des femmes, tortures, camps, civils égorgés, villages rasés, épuration ethnique, l'Europe ne les connaît-elle pas? L'épuration ethnique, les Serbes en détiennent-ils le brevet d'invention, la brutalité archaïque est aussi très présente dans l'histoire européenne. La terrible guerre serbo-croate remue les consciences et réveille des mémoires coupables. Ce n'est pas un hasard si, dans les débats en France, la Guerre d'Algérie, et en Allemagne, la Seconde Guerre mondiale sont fréquemment évoquées. Les silences d'hier cherchant à se déculpabiliser conduisent aujourd'hui à des cris : "Nous ne pouvons pas dire que 'nous ne savons pas', maintenant, 'nous savons!'" Mais les mêmes qui, aujourd'hui, s'insurgent avec raison contre l'épuration ethnique, n'ont-ils pas été les premiers à déclarer la Yougoslavie invivable parce que justement hétérogène, c'est-à-dire ethniquement "impure"².

¹ Serge July, *Libération*, 11 juin 1992.

² En France comme en Allemagne, il n'est pas rare que la demande d'asile d'une personne appartenant à une minorité de l'une des Républiques ex-yougoslaves, soit évaluée en fonction de la possibilité attribuée au demandeur de s'établir dans la République où sa nationalité est majoritaire. Des Serbes en provenance de Croatie ont ainsi été déboutés et envoyés en Serbie, et des Tziganes yougoslaves se sont retrouvés en Roumanie.

L'auto-destruction

La tragédie yougoslave met en évidence une réalité différente des images rassurantes de la Yougoslavie et de l'Europe; leur commune impuissance face aux forces du mal. En Yougoslavie, tolérance et cordialité côtoyaient intolérance et mépris de l'Autre. Très souvent dans l'histoire des Balkans, particulièrement en Bosnie, l'équilibre entre tolérance et barbarie basculait. Ivo Andric, mieux que quiconque, avait dépeint cette Bosnie où soufflent la violence et le culte de la force, où la haine et l'intolérance religieuses se manifestent de façon cyclique, retenues de temps à autre par la peur. "La Bosnie est une terre de peur et de haine ... si je devais dire ce qui me pousse à quitter la Bosnie, je dirais, la haine...", dit le héros d'une nouvelle d'Andric écrite en 1946¹. Ce récit, comme toute l'œuvre d'Andric, est prémonitoire de l'irruption actuelle de violence tribale. Dans ce pays, chaque guerre a blessé des millions d'individus, et les blessures de la Seconde Guerre mondiale n'étaient pas encore cicatrisées. Les mémoires collectives n'étaient qu'assoupies; il suffisait de peu pour que l'évocation d'un passé récent, jamais sérieusement analysé en commun, devienne insulte insupportable pour l'autre et source d'attitudes revanchardes. Pour une population en grande majorité paysanne ou nouvellement urbanisée, sans expérience de l'Etat de droit, la vengeance était considérée comme légitime, comme seul moyen pour le rétablissement de la justice. La Yougoslavie n'a pas su tirer les leçons de son expérience du mal, dit dans ce volume Milovan Danajlic.

L'Etat avait usurpé les idées de "yougoslavisme" et d'unité², avait imposé d'en haut l'idéologie de "la fraternité et de l'unité", produit de vrais ou faux ennemis extérieurs et intérieurs; et, lorsque l'idée d'union ayant fait son chemin, était devenue réalité vécue, les tentatives d'organisation trans-républiques provenant d'en bas, furent interdites ou désavouées. Le yougoslavisme ne put ainsi s'épanouir et s'articuler sous d'autres formes que celles monopolisées par le pouvoir lui-même. Au moment de la transition, les nouveaux partis politiques se sont formés non transnationalement (au niveau de la Fédération) mais au niveau de chaque République. Les premières élections libres ont eu lieu dans les Républiques et non au niveau fédéral. Elles ont partout amené au pouvoir (sous des étiquettes différentes) des partis nationalistes, marginalisant totalement par là même le pouvoir fédéral.

¹ Ivo Andric, *Sabrana Dela* ("Pismo iz 1920"), Belgrade, 1956 (lauréat du Prix Nobel de Littérature, 1961)

² Nicole Janigro "'Jugoslawismus', Geschichte und scheitern eines Modells" *Prokla*, XXII, 2, pp. 207-224, 1992. Natacha Rajakovic "Les ambiguïtés du 'yougoslavisme' in Jacques Rupnik (dir.) *De Sarajevo à Sarajevo. L'échec yougoslave*, Editions Complexe, Bruxelles 1992.

De même, les populations ne furent pas consultées au sujet de l'avenir de la Fédération, mais au travers de référendums dans deux des Républiques, en Slovénie et en Croatie (respectivement 7,7% et 19% de la population totale). Quant à l'expression des identités nationales, le pouvoir titiste ne les avait pas étouffées (contrairement à ce qui est souvent dit) mais dressées les unes contre les autres, et toutes contre le yougoslavisme.

L'ethnisation de la société, conséquence du mode titiste de "résolution" de la question nationale, a abouti, au moment où, comme le montre Branko Horvat, l'économie et la société se désagrégeaient, au repli sur soi, à l'arrêt des relations entre parties du pays.

Les élites libérales, porteuses d'idées de réforme en Croatie et en Serbie au début des années 70 ont été écrasées, tandis que la Constitution de 1974 posait les jalons de la future décomposition. Désormais, la Yougoslavie était le théâtre d'affrontements constants entre forces d'union et forces de désintégration et d'exclusion. L'ouverture vers l'étranger, l'intégration dans le marché international étaient contradictoires avec le repli, la désintégration politique et économique. Les élites se livraient, dans ce contexte, à des luttes pour le partage du pouvoir. De moins en moins fédéral, le pouvoir passait dans les mains des élites nationales. Vers la fin des années 80 le Gouvernement fédéral n'était plus qu'une apparence¹.

Les nouvelles élites, dont le renouvellement date du milieu des années 80, proviennent de la couche des "citadins-ruraux", produite par l'urbanisation massive et brutale de l'après-guerre. Ils ont quitté la campagne sans jamais arriver à la ville (dans les années quarante, la population rurale représentait plus des deux-tiers de la population yougoslave, en 1991, un tiers seulement). Entre-temps, le pays avait dû absorber la prolifération de pseudo-citadins et de pseudo-intellectuels pourvus de titres qui n'avaient d'académique que le nom, chargés, en dépit de leur incompétence, de fonctions importantes dans tous les domaines de la vie sociale, économique, culturelle et politique. Mal à l'aise dans une société ouverte et de plus en plus exigeante, qui exigeait la concurrence des talents, des compétences, des savoir-faire, ils ont cherché refuge dans un repli où le zèle patriotique pouvait être la "juste" (l'unique) mesure de leur excellence. Ils ont exalté et instrumentalisé les sentiments nationaux pour accéder ou se maintenir au pouvoir².

¹ Michel Roux "Yougoslavie: l'Etat et le territoire des nations" in Michel Roux (dir), *Nations, Etats et Territoires en Europe de l'Est et en URSS*, op. cit., pp.267-289.

² Marie Claude Maurel, "La fin de l'Etat territorial ou la jarre de Pandore", in Michel Roux (dir), *Nations, Etats et Territoires en Europe de l'Est et en URSS*, op. cit., pp.185-200. Ces couches existent évidemment partout, mais n'accèdent pas partout au pouvoir.

A la différence de leurs prédécesseurs communistes, leur discours mobilisateur n'évoquait pas "une mission historique" vers "un avenir meilleur pour tous", mais "le salut de la nation et sa pureté", qui, à les entendre, ne pouvait se réaliser que par la rupture, le rejet de l'Autre, de tout ce qui évoquait un passé commun (l'impureté) et par l'élimination physique ou la déportation de ceux dont l'origine était "mauvaise" ou les allégeances nationales "douteuses" (bi-nationaux ou "yougoslaves"). L'Etat "ethniquement pur" est l'objectif ultime et pervers d'une stratégie nationaliste et guerrière. La destruction des villes, comme lieux de métissage, comme témoins de l'ouverture, de la tolérance, du dialogue des différences, et, finalement, d'autres cultures et d'une autre culture, est aussi un moyen de cette stratégie.

L'enchevêtrement inextricable des populations était tel qu'aucune séparation à l'amiable n'eut été possible. On a longtemps cru que le conflit n'éclaterait pas en Bosnie justement en raison du mélange bosniaque. Les forces favorables à la Yougoslavie, faibles certes, y sont d'ailleurs restées plus longtemps implantées, le mouvement pacifiste y était plus fort, les médias, facteur clé du conflit, y avaient plus longtemps conservé une neutralité et une indépendance par rapport aux forces nationalistes dominantes.

La vraie guerre a été précédée d'une guerre des médias, rappelle ici Nenad Pejic en rapportant son expérience de la télévision de Sarajevo. Il fallait dresser des frontières mentales, éveiller les mémoires assoupies, aiguïser les jalousies, susciter des attitudes revanchardes, persuader les masses que, séparées des Autres, la prospérité enfin remplacerait la misère. "L'impitoyable processus où le totalitarisme engage les masses et les organise, ressemble à une fuite suicidaire loin de cette réalité (de désolation)", écrivait Hannah Arendt¹. L'idée naïve que dresser des frontières rendrait la paix, motivait la conduite égoïste des pouvoirs nationalistes de l'ex-Yougoslavie; elle a abouti à un état de guerre permanente, provoqué des exodes massifs, engendré des transferts forcés de population à une échelle que l'Europe n'avait pas connue depuis 1945². Pour Anka Illic femme âgée qui raconte ses récents malheurs à Dragisa Draskovic, et pour de nombreuses autres victimes de cette guerre, l'histoire se répète.

La purification ethnique du territoire d'Etats internationalement reconnus et d'autre territoires encore, est poursuivie par la destruction et les violences de la guerre, et par les nouvelles législations sur la citoyenneté qui transforment en étrangers une partie de ceux qui ont toujours vécu au lieu où ils vivent. Des dizaines de milliers d'individus sont privés d'Etat, c'est-à-dire "du droit à avoir des droits" (Hannah Arendt). Dans l'ex-Yougoslavie, se reproduit ce qui s'était produit partout où de nouveaux Etats avaient été créés sur le modèle de l'Etat-

¹ Hannah Arendt, op. cit., p.230.

² Mirjana Morokvasic, op. cit.

nation, mais où l'égalité juridique n'était pas garantie¹. Qu'un autre type d'Etat-nation et que la notion des droits de l'homme aient pu triompher ailleurs² ne changent rien à cette échec.

La dislocation de la Yougoslavie et la création de nouveaux Etats a également multiplié les apatrides, déchus de leur citoyenneté d'origine, expulsés, sans argent, sans passeport, démunis de tout, indésirables partout. Alors qu'en Bosnie, la majorité de la population est déplacée et vit dans les conditions indicibles; seuls ceux qui ont de l'argent peuvent partir. Souvenons-nous, la libération d'otages enfermés dans des camps, monnaie d'échanges pour les belligérants, a été retardée d'un mois durant l'été 1992 parce qu'aucun pays ne désirait les accueillir³.

Dans cette situation où la Nation l'a emporté "sans nous l'avoir demandé" (Zarana Papic), les femmes sont à la fois victimes, otages et instruments des stratégies d'exclusion des pouvoirs nationalistes. Le nationalisme renvoie les femmes à un unique rôle, celui de réceptacles, de procréatrices, donc de gardiennes de la pureté des "nôtres". Dominer, humilier, conquérir, voire anéantir l'Autre passe par les femmes. La haine et la violence envers les femmes se concrétisent dans le viol; il devient instrument de guerre. Les femmes sont la récompense du guerrier et la manifestation de la victoire sur les autres mâles. Mais ces viols et leur instrumentalisation par la propagande nationaliste (division des victimes selon leur nationalité, différenciation selon la "qualité des viols", etc.) ont une autre visée, si l'on peut dire, plus subtile : la destruction de la solidarité trans-nationale des femmes, moins enclines que les hommes à s'identifier à la Nation et à ses conquêtes⁴.

"En général, c'est au nom d'une culture populaire putative que le nationalisme entame sa conquête. Il tire ses symboles de la vigueur, de la santé, de la pureté de la vie que mènent les paysans, le *Volk*, le

¹ Hannah Arendt, op. cit. p.270.

² Pierre Hassner, *Esprit*, juillet 1992

³ Le discours qui désigne les Musulmans comme les seuls persécutés risque de se retourner contre eux et contre les Musulmans en général; les premières victimes de cet effet risquent d'être ceux qui vivent dans les pays limitrophes et occidentaux. Les média ont en effet à leur égard un double langage, l'un paternaliste et humanitaire lorsqu'il s'agit d'accueillir un petit nombre de femmes violées ou de petits contingents de réfugiés (médiatisés), l'autre, rappelant "la menace islamique globale qui hante l'Europe", Bassam Tibi "Bedroht uns der Islam?", *Spiegel*, 5, 1993, p.126.

⁴ *Vreme*, 4.janvier 1993. Le viol de femmes n'a d'ailleurs retenu l'attention que lorsqu'il pouvait être présenté comme crime contre un peuple. En tant que tels, viols et violences contre les femmes au cours de cette guerre n'ont au départ intéressé que des groupements féministes, et non média et politiques. Ils en est ainsi de cette guerre comme des autres.

narod" dit Gellner¹. Ivan Colovic montre comment le folklore, d'abord authentifié par le discours politique, sert ensuite à légitimer ce discours et l'action politique et militaire; la guerre étant l'aboutissement inévitable des nationalismes exacerbés (Rada Ivekovic).

L'intérêt national, qui, pour les élites au pouvoir justifie la destruction physique de l'Autre, conduit à la destruction de Soi, de "sa" nation. Non seulement la destruction de l'Autre conduit à un effort de désenchevêtrement criminel et inatteignable, mais la définition du national, des intérêts nationaux n'est que parodie : fétichisation et caricature du passé, mensonge sur l'histoire "nationale", folklorisation et provincialisation de la musique et de la littérature (tâche aisée en vérité, la population ayant été, des décennies durant, privée de l'accès à la culture). On détruit la langue parlée et écrite; on se prive de la langue d'Andric, de ses richesses, et des possibilités de communication entre vingt millions de Yougoslaves. Le crime, la violence, la loi du plus fort, la fraude, etc. deviennent valeurs et traits "nationaux", glorifiés par les médias nationaux. De tous ceux qui, dans les Balkans, agissent au nom de soi-disant intérêts nationaux, ceux qui prétendent le faire au nom des Serbes ont été les plus efficaces dans la destruction de l'Autre (internationalement la plus médiatisée) mais aussi dans la destruction de leur propre nation.

L'échec européen face au drame yougoslave

La Yougoslavie a été détruite par ses propres forces. Avec Edgar Morin, il faut souligner qu'elle n'a trouvé ni le temps nécessaire ni le contexte politique propice pour faire ses preuves. Des moyens autocratiques ont prétendu "réaliser" l'idée de Yougoslavisme. Elle a échoué une seconde fois. L'Europe a abrégé l'agonie.

Elle n'a pas vu le problème à temps, et lorsqu'elle s'en est saisie, a été paralysée par la complexité de la situation. Indirectement, la tragédie yougoslave renvoie ainsi à l'impuissance européenne, à l'incapacité de l'Europe de se situer à la hauteur de son premier grand défi politique. Le chaos yougoslave couvait depuis longtemps, il est passé inaperçu au moment de la chute du mur de Berlin et de la grande secousse. Les Européens avaient d'autres soucis que la montée du populisme en Serbie et de sa réplique en Croatie.

Les avis sur l'action européenne sont partagés. Les uns soulignent que l'Europe a manqué de s'en occuper au moment où elle pouvait encore s'y employer par les moyens qui sont les siens et font sa force : les moyens économiques. Il est aujourd'hui difficile, bien entendu, de savoir si une intervention préventive aurait porté ses fruits; la

¹ Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989, p. 89.

désintégration était en cours en Yougoslavie depuis une vingtaine d'années. Cependant, il y a deux ans encore, elle disposait d'un certain nombre d'atouts : des réserves de devises, un premier ministre crédible, un programme de réforme économique, un plan anti-inflation et une option confédéraliste. Certes, le premier ministre, Ante Markovic, avait mauvaise presse, sa position était fragile¹ parmi des nationalistes déchaînés pour qui il était un traître ou un ennemi. L'Europe aurait pu renforcer sa position en lui fournissant des moyens pour réussir ses réformes, en posant des conditions à propos des droits de l'homme, de l'introduction du pluripartisme, et des exigences sur les résultats de sa réforme économique. L'appui qu'elle lui a donné n'était que verbal.

Pour d'autres, l'Europe avait compris que, quoi qu'elle fasse, le cours de la désintégration ne pouvait être arrêté, que les nationalistes prêts à la guerre étaient beaucoup plus nombreux au pouvoir que les individus raisonnables (de plus en plus et systématiquement écartés). Nombreux sont les observateurs qui concluent que l'Europe avait raison. Le rejet obstiné des Serbes de toute proposition de confédération, le désir millénaire des Croates d'obtenir un Etat, la force destructrice de l'Armée fédérale et son appropriation par le pouvoir en Serbie on conduit les Européens à abandonner une attitude hésitante à propos du maintien de la Yougoslavie, et à décider la reconnaissance de nouveaux Etats sur son sol. Cette reconnaissance devait satisfaire le principe du droit des peuples à l'auto-détermination, elle devait être assortie du principe de l'intégrité territoriale des ex-républiques. Sur le terrain, elle fut interprétée comme une reconnaissance du lien sacro-saint entre territoire et nation majoritaire. La reconnaissance était censée mener à l'arrêt des hostilités. On n'eut qu'une accalmie qui, un certain temps, a bercé l'opinion européenne de l'illusion du succès. On connaît la suite.

La décision prise était peut-être inévitable. On n'en sait rien. Quoiqu'il en soit, elle a été prise pour des raisons étrangères à la Yougoslavie proprement dite et ne marque pas le début d'une politique consistante et fidèle à des principes que l'on pourrait qualifier d'européens. Elle reflète, au contraire, l'absence de politique et donne l'impression d'une démarche au coup par coup, hésitante, prise en fonction tantôt d'un principe, tantôt d'un autre.

La crise yougoslave est venue au pire des moments, entre la décomposition de l'URSS et l'échéance européenne. Elle a été le premier et le plus compliqué des tests de l'Europe politique. La fuite en avant de l'Allemagne, décidée à ne pas attendre les conclusions de la Commission Badinter, a poussé les autres partenaires européens à s'aligner sur elle. De cette première grande décision de l'Allemagne unifiée, Rudolf Augstein du *Spiegel* a parlé comme d'un "nouveau

¹ Les premières élections libres ayant eu lieu au niveau des Républiques et non au niveau fédéral, il s'est trouvé dans cette situation paradoxale, à présider un gouvernement illégitime.

piège des Balkans"¹. L'Allemagne ne pouvait ainsi que provoquer les Serbes et à long terme décevoir les Croates, puisqu'elle n'était pas prête à les aider militairement. Les autres membres de la Communauté ne pouvaient que suivre, Horst Grabert le montre; on ne pouvait, une semaine après Maastricht, manifester un désaccord entre Européens. La tardive prise de conscience de la valeur symbolique de Sarajevo a mis en évidence le paradoxe : sauver la face par peur de perdre l'Europe, a conduit à sacrifier la Yougoslavie et sa dimension européenne. L'attitude indécise de l'Europe, son hésitation entre le principe de citoyenneté et celui du droit à l'auto-détermination n'est peut-être que l'expression de tâtonnements dans la définition des nouvelles frontières orientales de l'Europe.

La "solution" européenne à propos de la Yougoslavie a consisté en une série de décisions, dont les conséquences sont contradictoires par rapport aux principes qui balisent le chemin vers l'union européenne : la primauté donnée au national et l'éclatement ont relégué à l'arrière-plan le supra-national, le régional et l'individuel. La tragédie de Bosnie-Herzégovine qui était une Yougoslavie en miniature, montre à quel point, appliqués sur son territoire, ont été fatals les principes en fonction desquels a été morcelée une Yougoslavie déclarée création artificielle.

Les Bosniaques, mais aussi beaucoup d'autres catégories de citoyens relégués dans des enclaves ethniques où ils sont censés réaliser leurs droits collectifs à l'auto-détermination, ne jouissent pas des droits individuels les plus élémentaires. Le revanchisme et la chasse aux sorcières, l'excommunication de l'Autre, la négation de son passé, de son histoire, de sa géographie, sont des pratiques contraires à l'Etat de droit.

Avertissement et appel à l'arbitrage

La Yougoslavie, la Bosnie, Sarajevo renvoient de l'Europe une image brisée. Alors que l'Europe veut fonder une paix durable, une guerre insensée fait rage au cœur du continent. Alors qu'elle efface ses frontières, une guerre les établit là où elles n'existaient pas. Alors qu'elle se revendique des idéaux de tolérance, de respect de l'Autre, de coexistence multinationale et multi-culturelle (idéaux certes, plus que pratique concrète), des millions de Yougoslaves qui avaient réalisé ces mêmes idéaux dans leur manière de vivre, sont condamnés à la mort, à la fuite ou au triste privilège de vivre dans des Etats-enclaves ou dans des enclaves à prétention étatique, ethniquement purifiés par des moyens sournois ou brutaux. L'Europe qui semblait avoir relégué ses propres épurations ethniques dans un passé oublié, se reconnaitra-t-elle avant

¹ *Der Spiegel*, janvier 1992

qu'il ne soit trop tard, dans ce miroir que lui tend la Yougoslavie? Quelles leçons tirer de la tragédie yougoslave et de l'impuissance européenne dans laquelle elle se déroule?

Le droit à l'autodétermination et, formule magique, la reconnaissance de nouveaux Etats pour satisfaire ce droit ont guidé les premières décisions européennes. Pourtant, le droit à l'autodétermination signifiait dans les régions mixtes, le droit pour les uns et l'absence de droit pour les autres. Pourtant avec la décomposition de la Yougoslavie, la guerre en Bosnie devenait inévitable (Izetbegovic le savait, qui cherchait des alternatives à la reconnaissance de nouveaux Etats); le droit à l'autodétermination, faisait que ni les Serbes de Croatie et de Bosnie, ni les Croates de Bosnie (ou les pouvoirs qui les représentaient) n'accepteraient de se retrouver minorités là où ils ne l'avaient jamais été. Pourtant, le droit à l'autodétermination laissait pour compte tous ceux qui ne pouvaient articuler leur identité en termes nationaux, qui se reconnaissaient essentiellement Yougoslaves; sans possibilité de s'organiser politiquement, malgré leur importance numérique, ils ont été les oubliés de la "solution" yougoslave.

Ceux qui condamnaient la Yougoslavie comme artificielle, "invivable, parce qu'ethniquement hétérogène" croyaient tout à coup à la possibilité pour la Bosnie de survivre; pourtant, elle était une petite Yougoslavie et toute partition selon des critères nationaux devait se terminer dans le sang. L'inconséquence européenne a trouvé son paroxysme dans la position communautaire à l'égard de la Macédoine. Alors que celle-ci remplissait toutes les conditions posées par la Commission Badinter pour sa reconnaissance, la CEE a cédé aux pressions du nationalisme grec¹.

Pour que l'époque nouvelle annoncée par la chute d'un mur ne sombre pas dans la prolifération d'autres murs, comme c'est le cas dans les Balkans, il est urgent d'enrayer les forces de désagrégation, de repli sur soi, d'intolérance. Pas seulement pour aider les peuples balkaniques à sortir du chaos, mais aussi pour arrêter la barbarie, partout, "chez nous" y compris. La terreur qui, au cours des derniers mois, s'est propagée dans quelques villes allemandes contre ceux qui portaient le stigmate de la différence, nous concerne toutes et tous. Pendant longtemps elle s'est déroulée dans l'indifférence, l'approbation, voire

¹ La Grèce est mécontente de la résurgence de l'identité macédonienne dans le nord du pays, hellénisé ("purifié", selon la terminologie en cours). Elle punit sévèrement ceux qui s'opposent à cette politique anachronique; un jeune homme s'est ainsi vu infliger une peine d'un an de prison pour avoir déclaré "qu'Alexandre le Grand était un criminel de guerre" et que "dans les Balkans nous étions tous des bâtards", *Tageszeitung*, 8, février 1993). Il s'agissait apparemment en cette année 1993, d'une atteinte à la pureté de la race (grecque) dans un pays qui, semble-t-il, fait partie de l'Europe des Douze.

les acclamations de la population; l'Etat de droit avait d'abord reculé face à la violence, avant de se redresser.

Commentaire d'un journaliste de Sarajevo : "L'horreur vécue jusqu'ici par les citoyens de Sarajevo est telle qu'ils n'auront qu'un choix, celui de vivre le reste de leurs jours dans une grande détresse. La structure politique de l'Etat où ils vivront devrait donc peu leur importer. Pourtant, ils persistent à défendre la seule richesse qui leur reste : la vie en commun." Vœu pieux, utopie? Manque de sincérité? Ce sera pourtant la nécessité, acceptée ou subie peu importe, le jour où les fossoyeurs seront partis; il n'y a pas de vie possible dans les Balkans sans échange, sans dialogue et sans un équilibre retrouvé entre nations. Ce moment n'advient pas si les nouveaux Etats balkaniques rejettent l'un des seuls actifs de l'héritage, trois-quarts de siècles de vie commune. Ou alors, ils programmeront une nouvelle guerre pour la génération de leurs enfants.

"Une bonne pédagogie anti-nationaliste devrait, elle, commencer par la restitution de l'histoire dans sa vérité et par la mise à l'écart de l'histoire-fiction réduisant l'Autre à un agent du mal."¹

Le drame qui se joue actuellement en Bosnie-Herzégovine permettra, il faut l'espérer, de mettre en évidence la perversité et le danger de cette idée que tout Etat pluri-national est nécessairement voué à l'échec, que le salut serait dans le morcellement (la création d'Etats "naturels"), soit l'idée même qui a "légitimé" la dissolution de la Yougoslavie.

Les sentiments nationaux ne peuvent être ignorés, non plus que les besoins d'autonomie. Mais tout besoin d'autonomie doit-il être satisfait par la création d'Etats? Selon quels critères décide-t-on? La Macédoine attend toujours. Que dire des requêtes d'autonomie des russophones de la République auto-proclamée de Dniestrrie ou de celle des Gagaouzes, turcophones et chrétiens orthodoxes, l'une et l'autre en Moldavie indépendante, internationalement reconnue depuis peu, pour ne citer qu'elles? N'y a-t-il pas d'autres façons de penser l'autonomie?

Michael Reismann de l'Université de Yale, membre de la Commission Interaméricaine de Droits de l'Homme disait récemment : "Si les Etats multinationaux comme la Yougoslavie sont menacés d'une décomposition aux conséquences terribles, la communauté internationale devrait empêcher cette décomposition."²

Comment, en outre, assurer la représentation et le droit à l'expression de ceux qui rejettent la politique des pouvoirs nationalistes, ne se reconnaissent pas dans les identités qu'on leur attribue d'office, refusent le nationalisme comme mode de pensée et d'action?

¹ Pierre Kende: "Comment gérer le problème des minorités en Europe centrale et orientale", in *L'Europe centrale et orientale*, Paris, Documentation Française, 1992.

² *Die Zeit*, janvier 1993

Mais la guerre continue et il faut tout faire pour l'arrêter. Que pouvons nous faire? Par rapport à ce qui pouvait être fait il y a un an, deux ans, très peu malheureusement. La guerre a désormais sa dynamique propre. L'Europe et la communauté internationale ont défini l'agresseur dans le conflit yougoslave, tout en rappelant de temps à autre qu'il n'était pas le seul. Mais la logique nationaliste imposée par les belligérants n'a pas été abandonnée, elle semble aussi devoir être appliquée à des victimes, à des innocents qui ont pourtant droit à l'égalité de traitement¹.

Plus la guerre dure, plus il y a d'atrocités dont les médias fabriquent des vérités au goût des belligérants, plus les médias propagent la haine, et plus il est difficile de penser autrement que ceux qui ont déclenché la guerre en instrumentalisant les peuples, et plus grandit le nombre de ceux qui ont intérêt à ce que la guerre dure.

"L'intervention militaire" dont parlent davantage les milieux chargés d'entretenir l'opinion publique que les stratèges militaires, ne serait qu'une preuve de plus de l'impuissance des moyens politiques. Plus modestes, nous pouvons essayer de ne pas être complices de la guerre, contribuer au processus de paix en tentant de regarder les événements autrement qu'à travers des lunettes nationales. Vouloir la paix, c'est avoir le courage de dire que les peuples ne sont pas coupables, comme Germaine Tillon l'a fait récemment, en demandant que les individus responsables des crimes contre l'humanité soient jugés; c'est avoir le courage de lutter contre les attitudes revanchardes, d'arrêter la diabolisation médiatique des peuples en raison des crimes que perpètrent certains de leurs membres.

La guerre a commencé par les media, elle ne se terminera pas sans un changement radical des média. Ils propagent des nouvelles qui enveniment les rapports, montrent plus d'appétit pour les monstruosité que pour l'expressions de la solidarité et de l'entr'aide².

¹ Lors du parachutage de l'aide américaine destinée aux populations encerclées par les forces serbes, la grande question médiatique était de savoir comment faire pour que les colis ne tombent pas aux mains "des Serbes"; il n'était jamais précisé que ce qu'il fallait éviter était qu'elles parviennent aux "forces serbes " ou aux "militaires". On a même pu lire l'expression de l'indignation à l'idée que ces colis puissent être destinés à toutes les populations.

² Dans une guerre inter-ethnique, on croit souvent que les auteurs de crimes sont les voisins, les anciens proches. Cela est vrai en certaines cas, ce ne l'est pas toujours. De cette croyance découlent des déclarations profondément racistes Ainsi Ydriz Basha i Novosejt de l'Alliance démocratique albanaise déclarait-il que les "Serbes avaient montré leur vraie nature" et qu'il était désormais "impossible de vivre avec les tueurs" (*Le Monde*, 6 février 1993).

Les mesures qui contribuent à diaboliser, séparer, exclure doivent être levées. L'embargo contre la Yougoslavie et son isolement n'ont eu pour effet que de renforcer la position de Milosevic, et de radicaliser les positions de nationalistes¹. L'embargo culturel et scientifique est insensé; il met en évidence la perversité de la globalisation nationale de la "culpabilité" en condamnant précisément ceux qui, depuis le début, comme les auteurs réunis dans cet ouvrage, luttent contre la guerre et contre l'acharnement des médias nationalistes.

Horst Hawemann m'a récemment raconté un rêve : le plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine est confié non aux puissances mondiales qui semblent retracer leurs sphères d'influence, mais aux pays qui ont une longue expérience de la paix.

Alors que la guerre en était à ses débuts, les propositions d'un pays comme la Suède n'ont guère trouvé d'écho et le rêve de Hawemann n'a guère de chance de se transformer en réalité. Pourtant, la politique des petits pas, à long terme, a le plus de chance de réussir.

Paris - Berlin
CNRS-CRESPO
Février 1993

¹ Simon Jenkins a déclaré : "La politique occidentale à l'égard de la Serbie est si stupide que je finis par penser que tout le monde est pour Milosevic." *Times*, 23 décembre 1992

RESUMÉS/ABSTRACTS

Scrambled Memories

Bogdan Bogdanovic

Now that Yugoslavia, common ground to many ethnicities, nations, cultures, is no more, a cruel and dirty war over the supremacy of memories has begun. The destruction of cities, museums, libraries, archives, and cemeteries denotes the rageful belligerence that is brought forth in some by the depositories of accumulated memory. These places carry messages that still go beyond the framework of a nation's restricted memory. Now savage beings would willfully replace the common memory by their own pre-history. They rummage about in the memories, sort out theirs from those of the others, magnify the former, cannot tolerate the latter, and show themselves, in doing this, violent, exclusive, fanatical. There is nothing that can reel them back in.

Sociology and "the inner war"

Silvano Bolcic

The majority of sociologists and other social scientists did not foresee that the Yugoslav crisis would unravel militarily. A posteriori, one can seek answers to a certain number of questions. Why were social scientists incapable to foresee the military outcome of the crisis of the 1980s? What are the social circumstances which provoked this retrograde denouement of the crisis? Why and how did the "ordinary" people give, often covertly, sometimes openly, their consent to the crisis' denouement by war? What are the reasons for the inefficacy of numerous pacifist actions? What types of societies does the "inner war" create in what was until yesterday Yugoslavia?

Folklore and politics: A modern affaire

Ivan Colovic

In the formation of nations on the territory of the former Yugoslavia, traditions and popular poetry are mobilized, politicized. Several models and paradigms of the political function of folklore are presented. This politicization is a modern affaire. On one hand, power manipulates, organizes, claims to re-establish prestige, national grandeur; on the other, it sees itself as protector, representing the authenticity of popular traditions. It mystifies, renders innocent, naturalizes its veritable interests by integrating the traits of popular culture into its own image, and proposes itself as the expression of the deepest will of the people.

Baranja at famine's edge

Dragisa Draskovic

Visits into a village devastated by the war. Old women, abandoned by everyone, die of hunger, speak of horrible memories, think of their family members about whom they have heard nothing.

The slow death of my country

Mira Erceg

Several pages from the journal of a voyage into a war-torn country. Against a background of destroyed villages, a mutilated child, a volunteer thirsty for murder in a "just" war, long-time friends that nationalistic hates separate forever.

Effects of a majoritary democracy in Yugoslav space

Vladimir Goati

None of the conditions necessary for the proper working of the majoritary system, defined by political theory, are met in the heterogeneous societies of the five former Yugoslav Republics, which have today become independent States. A model of democracy such as that of Belgium, Switzerland, Holland or Austria would be more adequate. These countries have adapted democratic institutions to their own context, and have come to a model of consensual democracy different from the majoritary model. In the consensual model, the participation of all the segments of society in the making of political

decisions is essential. Decisions are not made by the majority; it is done so that all the groups may have their influence, proportional to the number of their members.

A society at war

Zagorka Golubovic

It is not possible to speak academically of Yugoslav society and of war while the Yugoslav society is at war, while it is engaged in an atrocious war. Sociologists and philosophers everywhere have participated in pacifist and ecological movements. This, in a certain way, flows from the nature of their discipline. It is their obligation to become actively engaged in the solution of problems encountered. In a tragic era, between academic demands, the disinterested pursuit of our research, and engagement for the salvation of a society which is destroying itself, in order to put an end to the murderous war, hesitation is not possible.

The great detour

Horst Grabert

Analysis of the conditions in which the Balkan war exploded by a politician who was Director of the Chancellery at the time of Willy Brandt, collaborator of Dietrich Genscher, and ambassador of the Federal Republic of Germany in Yugoslavia from 1979-1984.

Journal from Croatia

Horst Hawemann

Far from the fronts, summer 1992. Those who fight and those who claim to have fought. Electoral campaign. Political satire by an amateur theater troupe. Propaganda posters. Martial crockery. Vacationers. Disputes of Clochemerle. Etc.

The vagaries of the Yugoslav economy

Branko Horvat

Twenty-five years ago, Yugoslavia was one of the countries whose economic development was the most rapid; its economic system was unique in the world; many pondered over its experience. We are today watching the bankruptcy of this experience. What happened? The answer does not come from the economy; it was flourishing until the politicians realized that the very success of joint worker-manager control tended to sap their power. We then enter into an era of "vagaries for the

Yugoslav economy," which are in reality political vagaries; they led to the present bankruptcy. But everything is not in the economy. It is easier to accumulate material goods than to change the political culture, traditions and collective memory. The cultural lag brutally became a formidable obstacle to the pursuit of development.

Women, nationalism, and war."Make love not war" Rada Ivekovic

"The system," both political and symbolic, is "masculine," in the sense that the historically dominant gender is the masculine. Gender is the organizing principle of power relations in society, and, therefore, the essential organizing principle of society in its extremes: nationalism and war. The fundamental hypothesis is that radical nationalism is a mechanism of binary oppositions, manicheist, and that in the long run, it invariably leads to war. As for women, they agonize less than men over their inner boundaries and the limits of their bodies, and, consequently, they have a more easy-going attitude regarding exterior (political) boundaries. Both the former and the latter have to do with identity and with the manner in which the subject (l'actant) is constructed. Women are both biologically and socially more open to the acceptance of the Other into themselves (sexual act and pregnancy). They are socially habituated to abandon their family name (or not to have a family name); their genealogies are different from those of men, in the sense that, although both sexes are born of women, men are born of the opposite sex and women of the same.

Minorities between the lack of rights and democracy Dusan Janjic

The Balkans are the European region where the number of minorities is the highest. All the Balkan countries have strong minority populations in neighboring countries. The practical life of minorities is, above all, marked by repression, the absence of rights, conflicts. These conditions make the Balkans an explosive region. On the other hand, the development of mutual confidence could be the foundation of a multi-leveled cooperation of the countries of the region. Such an orientation interests, and depends on, not only the countries in the region but those of the international community, and more particularly those of the European Community.

La Yougoslavie multi-ethnique et le changement politique. Cas de la Croatie

Vjeran Katunaric

Jusqu'au milieu des années 1980 le nationalisme était surtout le fait des élites; il était en même temps durement réprimé par le régime. A partir de 1985 les querelles nationales deviennent de plus en plus violentes dans les cercles dirigeants. Dans quelle mesure ces querelles ont-elles conduit à la diffusion du nationalisme dans la population? Les résultats de deux enquêtes d'opinion comparables menées en Croatie en 1985 et 1989 apportent sur ce sujet de précieuses informations. Elles ont porté sur la relation entre l'affiliation ethno-nationale et les dimensions suivantes : couches sociales, responsabilités dans les organisations politiques, distance ethnique, autoritarisme, attitude à l'égard des mariages mixtes, sexisme. Les faits qui ont suivi ces enquêtes semblent en contredire les résultats relativement optimistes. C'est que, dans le cours des événements, le volontarisme des dirigeants a joué un rôle considérable.

End of a utopia, or sketch of a neurotic society

Zarko Korac

Democracy can be instituted only because of personalities who possess the qualities that it stands for. A necrophilic tendency pushes us to submit ourselves to an exterior authority instead of elaborating internal mechanisms of the regulation of needs. Politicians manipulate the fear that we feel when faced with the new liberty which is offered to us. We are afraid of choosing, for we fear the consequences of our errors. It is easier to cast guilt upon an exterior authority than to assume one's own responsibilities. Nothing can fill the internal emptiness caused by this lack of responsibility, nothing save total submission to an external authority.

Let me introduce myself

Pierre Krizanic

Satire of inter-ethnic tensions by one of the greatest Yugoslav caricaturists, considered the founder of caricature in his country.

An imaginary fault

Todor Markovic

Reasons for which deserting, far from being a betrayal, is a moral act.

Call for peace

One of the many calls for peace printed in the Yugoslav press. This one is signed by neurologists of all the Republics who are concurrently protesting against the use of science for the spread of distrust and hate between individuals and groups belonging to the nations of the Yugoslav race.

What is the price of liberty?

Gojko Nikolis

What to do to stop the war? Reflections of a retired general of the Yugoslav Army who formerly fought in the Spanish War and in the national war for the liberation of Yugoslavia.

Former citizenesses in the former Yugoslavia

Zarana Papic

One of the fundamental causes of the tragedy, it is a crucial one; all the nationalistic ideologies and their political and military strategies are constructed and depend on a dominantly aggressive masculinity, one oriented toward violence. This type of violence is not the only form of masculinity, particularly today. But all nationalistic ideologies and strategies are founded on a masculinity which is aggressive, sadistic, and "virile" to the point of crime. This is why the media war propaganda is oriented first toward the deconstruction of the present type (alas, one already outmoded, gone) of masculinity, urbane, civilized, less aggressive, and toward the reconstruction of the former, of the old (the only true one for the nationalists) militant masculinity, aggressive, crude, male, courageous, which submits with obedience to the cause of the nation and to its calls to war.

From the edge of the gulf: several words on tolerance

Nebojsa Popov

The Ancien Regime held that the national question was resolved, considered as illegitimate the differences of interests and political convictions; in the shadow of the "dictatorship of the proletariat" was to be born a non-conflictual society. The "monolithic" State suppressed political pluralism, and the culture was placed under supervision. A long and durable repression produced so many frustrations that at the moment of the fall of the Ancien Regime, when the chance to create a civil, pluralist society and a democratic State, to adopt tolerance as a principle, presented itself, redemptive, powerful, nationalistic ideologies, which led to the present war, appeared. In the worst of conditions, tolerance is today to be invented.

Letter to Jovan

Nobojsa Popov

One of the founders of the Yugoslav Union of democratic initiative expresses his shame for the crimes committed in the name of Yugoslavia; also his despair faced with the impotence of pacifists, and in spite of everything, his reasons for hope.

Serbs caught in a stranglehold

Milorad Pupovac

The Serbian people of Croatia are today caught in a series of contradictions linked to their own history. They participated more than other Yugoslav peoples in the formation of the Yugoslav State, and they were attached to it more than others. They found themselves distraught upon its collapse and caught between the war games of the Republic of Croatia which desired international recognition, the war games of Serbia which sought territorial expansion, and the war games of the federal Army which wanted to ensure its own place at the heart of the State. In this situation, the people suffered the worst; so much so that they ceased to be visible as a population and as a political problem, as much in the eyes of the political opinion of their country as in those of international opinion.

Minorities: key to peace or casus belli

Milorad Pupovac

The space of the former Yugoslavia is a space of minorities. The Yugoslavia which was constituted after the Second World War was a state of minorities. The forces which led to its creation and governed its functioning emanated from the will of the minorities. Yugoslavia, after the Second World War, offered to minorities national emancipation and integration. But, minorities thus limited the constitution and the expression of the will of the majority, but tended, however, to unite with a majority. When the majorities unilaterally decided their independence, the minorities imitated them. The dissolution of Yugoslavia led to the dislocation of the whole of the territory that it occupied, and had as a corollary the disintegration of the Republics themselves. Today, the resolution of the Yugoslav crisis involves the resolution of the problem of the minorities in the territory of the former Yugoslavia and in the whole of the Balkans.

A war of men in the extreme

Helke Sander

Interview with a female writer and director who conducted a survey of Yugoslav women who were refugees in Hungarian and Austrian camps. In Yugoslavia, everything is permitted. They pen people in camps or they massacre them. For women, there is a very large number whom they rape first and kill soon thereafter. One cannot even talk in Bosnia about military structures; what sweeps through there, are bands of mercenaries, from the downgraded rabble, who pillage and plunder.

Facts

Ines Saskor

The former chief director of news programs of Zagreb Television accuses President Tudjmann of reducing the whole of the relations between Serbia and Croatia to a privileged situation for the Serbs, and of giving, in support for his assertions, false figures.

The military cogito

Obrad Savic

The war was transformed into a "theater of the dead" because it lost all connection to politics. Separated from the control of politics, left to

itself, war becomes a series of uncontrolled and insane events, deprived of goals and meaning. For Clausewitz, war has no essence or substance as such: it's a simple means, an instrument of political communication. Ties to politics tend to block the "folly" of the war machine and prevent the "escalation of excesses." In Yugoslavia the old military cogito is renewed: "I kill therefore I am." The innovation does not reside so much in the conviction that war is a perpetual risk, an evil which is part of destiny, but in the affirmation that this war is only the continuation of a prior war which is continued without end, does not end, will never end! Banished from this "militaristic" discourse is any argument that would let be perceived the possibility of a negotiation with the enemy and eventually that of a diplomatic compromise or a political solution.

BULLETIN D'ABONNEMENT / SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name :

Adresse/Address :

Code postal, ville / postal code, city :

Pays /country :

Souscription d'un abonnement de un an à :

/Subscription for one year to :

Peuples méditerranéens / *Mediterranean peoples*

de soutien / supporter rate

ordinaire / normal rate

à partir du numéro / starting with issue number. :

Mode de règlement / Payment

* **Chèque** à l'ordre de *Peuples méditerranéens*, adressé à

/Cheque to the order of *Mediterranean peoples*, addressed to :

Peuples méditerranéens, B.P. 188-07 - 75326 Paris Cedex 07.

* **Virement** à notre banque / **Transfer** to our bank :

Banque nationale de Paris, avenue de Breteuil - 75015 Paris.

30004/01924/00254660/92

* **Facture** / **Invoice**

Conditions d'abonnement / Subscription rate (francs français / french francs). France et étranger / France and other countries : Individus / Individuals : 230FF

Institutions / Institutions : 380 FF

Abonnement de soutien / Supporter rate : 500 FF

Sauf indication contraire, les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre. Les "abonnements permanents" à renouvellement annuel automatique sont acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période de moins de douze mois, les abonnements pluriannuels, les abonnements rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les numéros antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des disponibilités au prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non domicilié en France doit être augmenté des frais bancaires. / Subscriptions start with the issue out at the time of the order. Permanent subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The following are not accepted : subscriptions for less than twelve months or for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation of prices. Payment by check drawn on a non-French bank should be increased to cover banking charges.

Transcodage et impression par



31240 L'UNION (Toulouse)

Tél. (16) 61.74.27.67

Dépôt légal : Mars 1993

LIBRARY
SERIALS

VHM872-IL

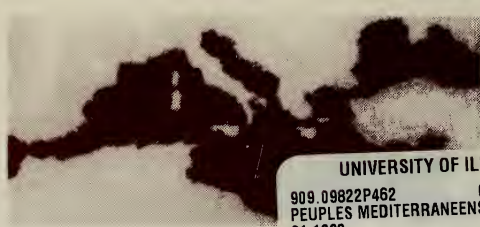
6

BECKMAN
DRIERY INC.

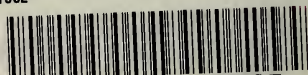


AUG 95

1-To-Please® N. MANCHESTER,
INDIANA 46962



REVUE TRIMESTRIELLE

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
909.09822P462 C001
PEUPLES MEDITERRANEENS PARIS
61 1992

3 0112 025193035

Le repli sur les nations et les ethnies qui composaient hier la Yougoslavie, la mythologisation du passé, la rupture des relations de toute nature entre des peuples qui ont longtemps vécu les uns à côté des autres, inextricablement mêlés, le jeu des médias (ex-yougoslaves et étrangers), les provocations verbales, puis la guerre médiatique ont très rapidement engendré l'escalade de la violence. Celle-ci a acquis une dynamique propre, échappé à tout contrôle. De l'ex-Yougoslavie elle menace de s'étendre à l'ensemble des Balkans et plus loin encore.

Comment en est-on arrivé là? Et comment sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent non seulement les unités politiques issues de l'ex-Yougoslavie, mais aussi, tout particulièrement, l'Europe?

Les auteurs réunis dans ce volume sont, pour la plupart, originaires des différentes régions de l'ex-Yougoslavie, beaucoup y vivent encore, d'autres ont récemment trouvé refuge à l'étranger. Pour tous, la tragédie yougoslave est une déchirure personnelle. Chacun d'eux donne aux questions que tous nous nous posons des éléments de réponse, et s'interroge sur les possibilités du retour à la paix, à une coexistence nécessaire, et sur les moyens du dépassement de la haine. Les analyses convergent d'abord en ce qu'elles s'éloignent d'une rhétorique manichéiste, qui appartient déjà au discours de la guerre.

PEUPLES MÉDITERRANÉENS N° 61

Prix : 125 F